



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

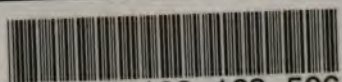
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



3 2044 103 168 506



HARVARD LAW LIBRARY.

Received

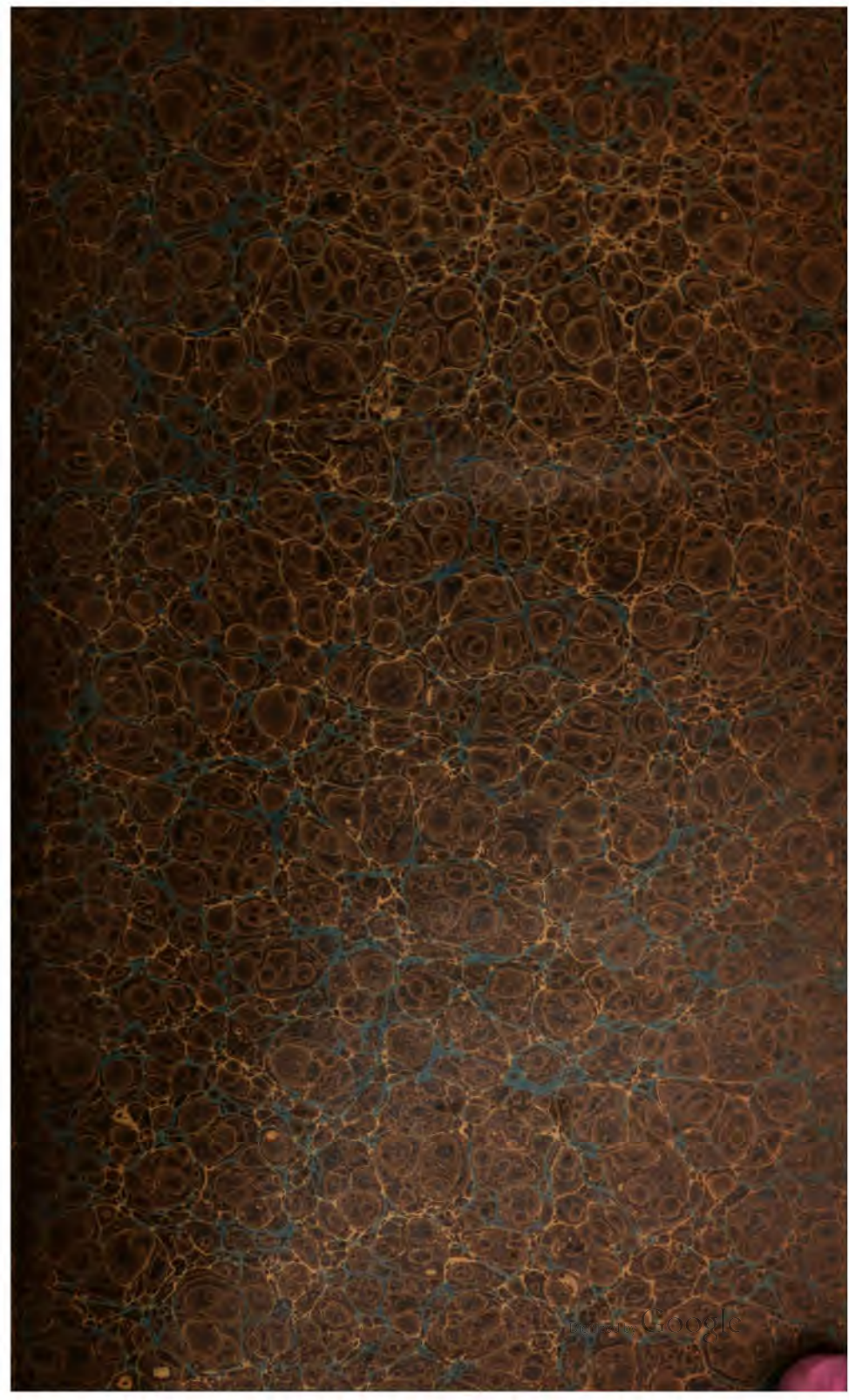
July 28, 1903.





HARVARD LAW LIBRARY.

Received *July 28, 1903.*



BULLETIN DES LOIS

DE LA

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

XII^e SÉRIE.

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1870

(2^e PARTIE)

CONTENANT

LES DÉCRETS D'INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

PUBLIÉS DEPUIS LE 4 SEPTEMBRE JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1870.

PARTIE PRINCIPALE.

TOME PREMIER.

N^{os} 1 à 37.



PARIS.

IMPRIMERIE NATIONALE.

M DCCC LXXI.

Rec. July 23, 1903.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES DÉCRETS

CONTENUS DANS LE TOME I^{er} DE LA XII^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

DATES des décrets.	TITRES DES DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
4 Sept. 1870.	PROCLAMATION au peuple français.....	1	1
<i>Idem.</i>	PROCLAMATION aux habitants de Paris.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant, 1 ^o nomination des ministres; 2 ^o suppression du ministère de la présidence du Conseil d'État; 3 ^o nomination du directeur général des télégraphes.....	<i>Ibid.</i>	2
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant dissolution du Corps législatif et abolition du Sénat.....	<i>Ibid.</i>	3
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde amnistie pour crimes et délits politiques et pour délits de presse.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	PROCLAMATION à la garde nationale.....	<i>Ibid.</i>	4
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui déclare libres la fabrication, le commerce et la vente des armes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
5.	PROCLAMATION à l'armée.....	<i>Ibid.</i>	5
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui abolit l'impôt du timbre sur les journaux et autres publications.....	<i>Ibid.</i>	6
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui abolit l'article 4 du décret du 24 février 1858, sur l'exercice de la profession de boucher dans la ville de Paris.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui, 1 ^o délie de tout serment les fonctionnaires publics de l'ordre civil, administratif, militaire et judiciaire; 2 ^o abolit le serment politique.....	<i>Ibid.</i>	7
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réunit au ministère de l'instruction publique la division des beaux-arts et les musées.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réunit au ministère du commerce les manufactures de Sèvres, de Beauvais et des Gobelins.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réunit au ministère des finances les bâtiments, le mobilier et les établissements agricoles de la couronne.....	<i>Ibid.</i>	8
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des finances, sur l'exercice 1870, un crédit pour les dépenses administratives du Corps législatif et les indemnités aux députés.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. le contre-amiral de Dompierre d'Hormoy ministre de la marine et des colonies par intérim.....	<i>Ibid.</i>	9
6.	DÉCRET concernant la publication du décret du 5 septembre 1870, relatif à l'abolition des droits du timbre sur les journaux et autres publications.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la formule exécutoire des arrêts, jugements, mandats de justice, contrats et autres actes..	<i>Ibid.</i>	10
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime le ministère de la Maison de l'Empereur.....	<i>Ibid.</i>	11
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la ville de Paris à prélever une somme de cinq millions pour faire face aux dépenses occasionnées par la guerre.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui délègue M. Jules Ferry, membre du Gouvernement, près l'administration du département de la Seine	<i>Ibid.</i>	12
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affranchit du paiement de la surtaxe établie par la loi du 7 mai 1860 les cotons en laine importés par la frontière de terre comprise entre Nantua et Schlestadt.....	12	69
7.	DÉCRET qui organise la mairie de Paris.....	2	14

DATES des décrets.	TITRES DES DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
7 Sept. 1870.	DÉCRET relatif à la réhabilitation des condamnés, etc...	3	17
Idem.	DÉCRET portant que l'article 1244 du Code civil, paragraphe 2, est applicable, pendant la durée de la guerre, à toute contestation entre locataires et propriétaires relative au paiement et aux poursuites ou exécutions en toute matière.	Ibid.	18
Idem.	DÉCRET concernant les faillits concordataires.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui met en état de siège l'arrondissement du Havre.....	Ibid.	19
Idem.	DÉCRET qui autorise le ministre de l'intérieur à payer des subventions, à titre de solde, aux corps de volontaires armés ou équipés pour la défense nationale.....	Ibid.	20
8.	PROCLAMATION au peuple français, suivie d'un décret portant convocation des collèges électoraux, à l'effet d'élire une Assemblée nationale constituante.....	2	13
Idem.	DÉCRET qui autorise la ville de Limoges à contracter un emprunt.....	3	20
9.	DÉCRET qui autorise le garde des sceaux à transférer la chambre criminelle de la cour de cassation dans la ville de Tours.....	Ibid.	21
Idem.	DÉCRET relatif aux prescriptions et péremptions en matière civile.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant que les armes et les cartouches seront affranchies de tout droit de douane et pourront être importées par tous les bureaux.....	Ibid.	22
Idem.	DÉCRET qui suspend provisoirement aux entrées de Paris la perception des droits d'entrée et d'octroi.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui met à la disposition du ministre de l'instruction publique une somme de quarante mille francs pour les besoins de la commission scientifique de la défense nationale.....	Ibid.	23
Idem.	DÉCRET qui autorise un virement de crédits au budget ordinaire du département de la marine et des colonies, exercice 1869.....	16	89
10.	DÉCRET portant convocation des collèges électoraux des colonies.....	3	23
Idem.	DÉCRET qui proroge les délais accordés par la loi du 13 août 1870, relative aux effets de commerce.....	Ibid.	24
Idem.	DÉCRET qui rend libres les professions d'imprimeur et de libraire.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET concernant les inventeurs brevetés, qui, depuis le 25 août 1870, n'auront pu acquitter les annuités de leurs brevets dans le délai légal.....	Ibid.	25
Idem.	DÉCRET portant que la garde de Paris prendra le titre de garde républicaine.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise le garde des sceaux, par délégation du Gouvernement, à nommer et à révoquer les magistrats amovibles des cours et tribunaux et les juges de paix et leurs suppléants.....	Ibid.	26
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit, sur l'exercice 1870, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.....	19	101
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit, sur l'exercice 1870, à titre de fonds de concours versés au trésor par le département de la Moselle et divers industriels, pour les travaux de canalisation de la Moselle.....	Ibid.	106
Idem.	DÉCRET qui ouvre un crédit, sur l'exercice 1870, à titre de fonds de concours versés au trésor par la chambre de commerce de Bordeaux, pour la construction d'un bassin à flot au port de cette ville.....	Ibid.	108
11.	DÉCRET qui rétablit la taxe de la viande de boucherie dans Paris.....	3	26
Idem.	DÉCRET portant qu'il sera délivré des bons de vivres à tous les citoyens membres de la garde nationale appelés à la défense de Paris qui en feront la demande.....	Ibid.	27

DATES des décrets.	TITRES DES DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
11 Sept. 1870.	DÉCRET relatif au serment professionnel des nouveaux fonctionnaires	3	28
12.	DÉCRET portant que M. Crémieux, membre du Gouvernement de la défense nationale, garde des sceaux, ministre de la justice, est délégué pour représenter le Gouvernement et en exercer les pouvoirs, en cas d'investissement de Paris.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui délègue, pendant l'absence du garde des sceaux : 1° à M. Hérol, secrétaire général du ministère de la justice, l'expédition des affaires courantes; 2° à M. Emmanuel Arago, membre du Gouvernement, la signature des nominations dans le personnel de la magistrature.....	<i>Ibid.</i>	29
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les militaires et les fonctionnaires qui ont perdu leur grade ou leur rang par suite des événements de décembre 1851.....	<i>Ibid.</i>	30
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les gardes nationaux réunis à Paris pendant le siège, pour concourir à la défense de la ville, et qui n'ont d'autres ressources que leur travail.	4	31
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise provisoirement le ministre de la justice à statuer, sans prendre l'avis du Conseil d'Etat, sur les demandes de naturalisation formées par les étrangers qui ont obtenu l'autorisation d'établir leur domicile en France.....		35
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve le budget rectificatif du département de la Seine pour l'exercice 1870.....	8	47
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui charge M. Valette de l'administration des bureaux et locaux de l'ancien Corps législatif et du règlement de sa comptabilité	12	69
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui transporte au ministère des travaux publics des crédits alloués aux budgets ordinaire et extraordinaire du ministère des lettres, sciences et beaux-arts, pour les exercices 1870 et 1871	28	157
13.	DÉCRET qui suspend momentanément le droit de chasse.	4	32
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue un conseil de révision par arrondissement pour procéder à la révision de toutes les dispenses accordées aux gardes nationaux mobiles à titre de soutiens de famille.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui commit le ministre des travaux publics pour prendre connaissance et contrôler les opérations proposées par la commission de l'armement national et pour leur donner force d'exécution.....	<i>Ibid.</i>	33
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe, 1° la répartition des contingents des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres pour l'année 1871; 2° le nombre des centimes additionnels aux contributions directes de ladite année	6	39
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rend applicables aux colonies la loi du 13 août et le décret du 10 septembre 1870, relatifs aux effets de commerce.....	<i>Ibid.</i>	40
14.	DÉCRET portant suppression de la présidence du conseil de préfecture de la Seine.....	5	36
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre des cultes à agréer, au nom du Gouvernement et par délégation, les nominations faites par les évêques dans la limite de leur droit.....	28	159
15.	DÉCRET relatif au Conseil d'Etat.....	5	36
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux corps détachés des gardes nationales sédentaires.....	6	41
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1870, un crédit pour travaux de préservation à exécuter dans les musées et bibliothèques.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui lève l'état de siège dans le département de la Nièvre.....	<i>Ibid.</i>	42

DATES des décrets.	TITRES DES DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
15 Sept. 1870.	DÉCRET relatif aux élections pour la prochaine Assemblée constituante.....	7	43
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fait cesser l'intérim du ministère de la marine et des colonies.....	8	49
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la ville de Clermont-Ferrand à contracter un emprunt.....	9	55
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la ville de Lyon à faire un prélèvement sur l'emprunt approuvé par la loi du 26 juin 1861.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la ville de Niort à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	56
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la ville de Toulouse à contracter un emprunt.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
16.	DÉCRET portant que le vice-amiral Fourichon, ministre de la marine et des colonies, exercera par délégation les fonctions de ministre de la guerre auprès de la partie du Gouvernement siégeant hors de Paris.....	8	49
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que M. Glais-Bizoin, membre du Gouvernement, et le vice-amiral Fourichon, ministre de la marine et des colonies, se rendront à Tours et y formeront, avec le garde des sceaux, la délégation du Gouvernement de la défense nationale.....	<i>Ibid.</i>	50
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que la délégation de signature attribuée à M. Emmanuel Arago comprendra toutes les matières urgentes sur lesquelles il doit être statué par décret.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réintègre dans l'armée le général de brigade Le Flo avec le titre de général de division.....	<i>Ibid.</i>	51
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif, 1° à l'élection des conseils municipaux; 2° à la nomination des maires et adjoints; 3° aux élections pour l'Assemblée constituante.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
17.	DÉCRET relatif, 1° aux élections des conseils municipaux; 2° aux élections des membres de l'Assemblée constituante.....	<i>Ibid.</i>	52
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'élection des officiers de la garde mobile.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui soumet à une taxe les locaux dont les habitants se sont éloignés de Paris pour toute autre cause que pour un service public.....	9	57
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux demandes de remboursement de fonds des caisses d'épargne exigibles à partir du 22 septembre.....	<i>Ibid.</i>	58
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la ville de Bordeaux à faire un prélèvement sur l'emprunt approuvé par la loi du 16 mai 1863.....	<i>Ibid.</i>	59
18.	DÉCRET relatif à l'élection du conseil municipal de Paris.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1870, un crédit pour la construction de mitrailleuses.....	<i>Ibid.</i>	60
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant création d'un corps d'artillerie de la garde nationale.....	<i>Ibid.</i>	61
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux élections municipales et aux élections pour l'Assemblée constituante en Corse.....	11	67
19.	DÉCRET qui abroge l'article 75 de la Constitution de l'an VIII.....	10	63
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant constitution de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affranchit du paiement de la surtaxe établie par la loi du 7 mai 1860 les cotons en laine importés par la frontière de terre comprise entre Schlestadt et Dunkerque.....	12	70
20.	DÉCRET qui autorise les ministres, par délégation du Gouvernement, à signer, chacun en ce qui concerne son département, toutes nominations et tous actes qui ne sont pas de nature à être délibérés en conseil de Gouvernement.....	11	67

DATES des décrets.	TITRES DES DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
20 Sept. 1870.	DÉCRET qui autorise la ville de Roubaix à contracter un emprunt.....	19	109
21.	DÉCRET qui ouvre au budget municipal de la ville de Paris un crédit supplémentaire pour l'organisation d'un service d'inspection générale de l'affichage public.....	12	71
23.	DÉCRET qui ajourne les élections municipales de Paris et du département de la Seine, ainsi que les élections pour l'Assemblée constituante.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
24.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture et du commerce un crédit, sur l'exercice 1870, pour le paiement des dépenses concernant l'approvisionnement de Paris.....	16	90
25.	DÉCRET relatif au sceau de l'État et aux sceaux, timbres et cachets des cours, tribunaux, justices de paix et notaires.....	13	72
26.	DÉCRET qui autorise l'administration des postes à expédier, par la voie d'aérostats, les lettres ordinaires à destination de la France, de l'Algérie et de l'étranger.	13	73
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'administration des postes à transporter des cartes-poste par la voie d'aérostats libres et non montés.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les lycées, les écoles, les asiles ne pourront être mis en réquisition.....	<i>Ibid.</i>	74
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au budget de la ville de Paris, exercice 1870, un crédit pour compléter le matériel du régiment des sapeurs-pompiers.....	<i>Ibid.</i>	75
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de la guerre, sur l'exercice 1870, un supplément de crédit de deux cent soixante-neuf millions cinq cent mille francs.....	21	117
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui transporte au budget du ministère de l'instruction publique et des cultes, exercice 1870, 1° les crédits alloués aux budgets ordinaire et extraordinaire du ministère des sciences, lettres et beaux-arts; 2° les crédits inscrits au budget du ministère de la justice pour le service des cultes.....	28	159
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui place dans les attributions du ministère de l'instruction publique et des cultes la bibliothèque du Louvre et celles des anciennes résidences de la couronne, et ouvre divers crédits au budget de ce département.....	<i>Ibid.</i>	161
27.	DÉCRET qui institue des conseils de guerre dits de la garde nationale pour juger les crimes et délits commis par les gardes nationaux pendant la durée du siège de Paris.....	14	77
29.	DÉCRET qui réorganise l'administration de l'assistance publique à Paris et dans le département de la Seine..	15	81
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux juges de paix et aux notaires des cantons du département de la Seine ou des départements circonvoisins envahis par l'ennemi qui se sont retirés à Paris.....	<i>Ibid.</i>	82
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la réquisition de tous les blés et farines existant actuellement dans l'enceinte de Paris.....	<i>Ibid.</i>	83
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux recours contre les décisions rendues par le conseil des prises.....	<i>Ibid.</i>	84
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant la composition du conseil de révision de la garde nationale.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant la délivrance de lettres de service de sous-lieutenant auxiliaire d'artillerie ou du génie....	<i>Ibid.</i>	85
30.	DÉCRET relatif à la mise en liberté provisoire des accusés renvoyés devant la cour d'assises du département de la Seine pendant la suspension des assises dudit département.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime la commission d'examen des ouvrages dramatiques.....	<i>Ibid.</i>	86

DATES des décrets.	TITRES DES DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
30 Sept. 1870.	DÉCRET qui accorde un délai de trois mois aux locataires habitant le département de la Seine et aux locataires en garni pour le paiement de leurs loyers.....	15	86
1 ^{er} Octobre.	DÉCRET concernant la restitution des objets engagés au mont-de-piété depuis le 19 juillet 1870.....	<i>Ibid.</i>	87
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux réquisitions.....	16	91
2.	DÉCRET portant que la statue de la ville de Strasbourg qui se trouve actuellement sur la place de la Concorde, à Paris, sera coulée en bronze.....	<i>Ibid.</i>	92
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les cours martiales instituées à Saint-Denis, à Vincennes et dans les treizième et quatorzième corps d'armée, et les conseils de révision chargés de statuer sur les pourvois formés contre les jugements rendus par ces cours.....	17	93
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'agriculture et du commerce, sur l'exercice 1870, un crédit pour le service des manufactures de Sévres, de Beauvais et des Gobelins.....	19	110
3.	DÉCRET réglant les conditions de délibération de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'Etat.....	17	94
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui étend et complète les dispositions du décret du 9 septembre 1870, relatif aux prescriptions et péremptions en matière civile.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
4.	DÉCRET relatif au nombre de signatures suffisant pour la validité des décrets du Gouvernement.....	<i>Ibid.</i>	95
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui adjoint M. Gambetta à la délégation de Tours et charge M. Jules Favre de l'intérim du ministère de l'intérieur à Paris.....	18	97
7.	DÉCRET qui fixe l'indemnité mensuelle attribuée aux membres de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'Etat et qui assimile, au point de vue du traitement, les avocats généraux à la cour de cassation aux conseillers à la même cour.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise le ministre des finances à faire convertir en monnaie, au type de la République, l'argenterie provenant des palais et résidences qui faisaient partie de l'ancienne liste civile.....	<i>Ibid.</i>	98
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la réquisition de toutes les denrées alimentaires et des fourrages restés en souffrance dans les gares de chemins de fer.....	19	111
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui réduit le traitement du secrétaire général du ministère de la justice.....	28	163
9.	DÉCRET completif et interprétatif de celui du 30 septembre 1870, qui accorde un délai de trois mois aux locataires habitant le département de la Seine pour le paiement de leurs loyers.....	20	113
10.	DÉCRET qui abolit le cautionnement des journaux.....	<i>Ibid.</i>	114
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui place le palais du Luxembourg dans les attributions du ministère de l'instruction publique et des cultes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des cultes, sur l'exercice 1870, un nouveau crédit pour travaux de préservation à exécuter dans les musées, bibliothèques et toutes collections d'objets d'art.....	<i>Ibid.</i>	115
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre un crédit, sur l'exercice 1870, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics.....	32	195
11.	DÉCRET qui proroge les délais accordés par la loi du 13 août et le décret du 10 septembre 1870, sur les effets de commerce.....	21	118
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui règle d'une manière définitive l'organisation des corps francs levés à Paris et dans ses environs depuis l'ouverture de la campagne contre la Prusse.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATES des décrets.	TITRES DES DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
11 Oct. 1870.	DÉCRET qui accorde au ministre des finances, sur l'exercice 1870, un crédit pour travaux extraordinaires et secours et pour avances à faire aux créanciers de l'État retenus à Paris.....	21	119
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui nomme M. Edmond Adam préfet de police, en remplacement de M. de Kératry.....	<i>Ibid.</i>	122
12.	DÉCRET completif de celui du 17 septembre 1870, sur les conseils de guerre de la garde nationale.....	<i>Ibid.</i>	120
<i>Idem.</i>	DÉCRET interprétatif de celui du 1 ^{er} octobre 1870, concernant la restitution des objets engagés au mont-de-piété.....	<i>Ibid.</i>	121
31.	DÉCRET concernant la révocation des officiers de la garde nationale mobile et les annulations d'élection pour cause d'irrégularité.....	22	123
14.	DÉCRET qui remet provisoirement en vigueur celui du 7 août 1868, sur le jury, en le modifiant par des dispositions transitoires.....	<i>Ibid.</i>	124
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue un conseil de contrôle chargé de la vérification des comptes de la garde nationale.....	<i>Ibid.</i>	125
<i>Idem.</i>	DÉCRET dispensant les inventeurs qui prendront un brevet d'invention de verser immédiatement la première annuité de la taxe.....	<i>Ibid.</i>	126
15.	DÉCRET qui place dans les attributions du ministère des travaux publics les travaux d'entretien et de construction des bâtiments et jardins du palais du Luxembourg.....	23	127
16.	DÉCRET qui admet les déposants aux caisses d'épargne à faire une nouvelle demande de remboursement en espèces d'une somme de cinquante francs.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui forme dans chaque bataillon de la garde nationale sédentaire une compagnie de gardes nationaux mobilisés.....	<i>Ibid.</i>	128
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée un emploi d'adjudant-major dans chacun des bataillons de la garde nationale mobile.....	<i>Ibid.</i>	129
20.	DÉCRET qui alloue aux sous-officiers, caporaux et soldats des sapeurs-pompiers de la ville de Paris une indemnité journalière de vingt-cinq centimes par homme jusqu'à la fin de l'état de siège.....	25	133
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux cadres des régiments d'infanterie de marche et à l'avancement des officiers appartenant à ces régiments.....	28	163
21.	DÉCRET sur le roulement dans les cours et tribunaux.....	24	131
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre aux ministres de l'instruction publique et des cultes et des travaux publics des crédits pour subvenir aux dépenses du personnel, du matériel et des travaux des bâtiments et jardins du palais du Luxembourg pendant le dernier tiers de 1870.....	31	181
23.	DÉCRET qui appelle à concourir à la formation des nouvelles batteries d'artillerie qui s'organisent pour la défense de Paris les militaires en activité appartenant à divers corps spéciaux et ayant antérieurement servi dans l'artillerie.....	28	164
24.	DÉCRET portant abrogation du décret du 8 décembre 1851, concernant les individus placés sous la surveillance de la haute police et les individus reconnus coupables d'avoir fait partie d'une société secrète, et de la loi du 27 février 1858, dite de <i>sûreté générale</i>	26	134
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'avancement des officiers démissionnaires ou retraités, employés dans l'armée active comme auxiliaires pour la durée de la guerre.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui rattache au ministère des travaux publics, en ce qui touche la conservation et l'entretien, les bâtiments et jardins faisant partie de la dotation immobilière de l'ancienne liste civile.....	<i>Ibid.</i>	135
25.	DÉCRET qui crée dans tous les bataillons de la garde nationale mobile un emploi d'officier payeur.....	<i>Ibid.</i>	136

DATES des décrets.	TITRES DES DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
26 Oct. 1870.	DÉCRET relatif à la naturalisation des étrangers qui auront pris part à la guerre actuelle pour la défense de la France.....	35	137
27.	DÉCRET relatif au mode de nomination des présidents de sociétés de secours mutuels approuvées ou déclarées établissements d'utilité publique.....	<i>Ibid.</i>	138
28.	DÉCRET portant abolition, pour l'avenir, de la Légion d'honneur en tant qu'ordre civil.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la suppression de la garde impériale.	<i>Ibid.</i>	139
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1870, un crédit pour la construction de ballons susceptibles de recevoir une direction.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui appelle à l'activité les jeunes gens formant la classe de 1870.....	<i>Ibid.</i>	140
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la création de nouvelles batteries d'artillerie, au moyen des batteries à pied actuellement attachées au service de la défense de Paris.....	<i>Ibid.</i>	141
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui transforme les trente-neuf régiments d'infanterie de marche en régiments d'infanterie de ligne et le régiment de zouaves de marche en quatrième régiment de zouaves.....	27	149
29.	DÉCRET relatif à la création d'emplois du grade de colonel dans la garde nationale mobile.....	25	143
1 ^{er} Novembre.	DÉCRET relatif, 1 ^o au vote sur le maintien des pouvoirs du Gouvernement de la défense nationale; 2 ^o à l'élection des maires et des adjoints des vingt arrondissements de Paris.....	26	145
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la discipline de la garde nationale.....	<i>Ibid.</i>	146
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée deux nouveaux régiments montés d'artillerie.....	27	150
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée un emploi d'adjudant-major dans chacun des régiments provisoires d'artillerie de la garde nationale mobile.....	<i>Ibid.</i>	151
2.	DÉCRET relatif à la dénomination des régiments de cavalerie de marche.....	<i>Ibid.</i>	152
<i>Idem.</i>	DÉCRET nommant M. Ernest Cresson préfet de police, en remplacement de M. Edmond Adam, démissionnaire.....	<i>Ibid.</i>	156
4.	DÉCRET qui modifie et complète l'article 4 du décret du 1 ^{er} novembre 1870, relatif à l'élection des maires et adjoints des vingt arrondissements de Paris.....	<i>Ibid.</i>	155
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui abolit la haute cour de justice.....	30	169
5.	DÉCRET relatif à la promulgation des lois et décrets.....	29	167
7.	DÉCRET qui autorise un virement de crédit au budget ordinaire du département de la marine et des colonies, exercice 1870.....	30	169
<i>Idem.</i>	DÉCRET soumettant aux lois, règlements et instructions de la garde nationale le corps auxiliaire du génie, qui prendra le titre de <i>Légion du génie de la garde nationale</i>	<i>Ibid.</i>	170
8.	DÉCRET relatif à la mobilisation des bataillons de la garde nationale.....	<i>Ibid.</i>	171
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie les insignes de la Légion d'honneur.	<i>Ibid.</i>	173
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie la médaille militaire.....	<i>Ibid.</i>	174
9.	DÉCRET qui remet la faculté de médecine de Paris en possession du droit de se réunir, sur la convocation de son doyen, pour délibérer sur certaines questions d'enseignement et de discipline.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
10.	DÉCRET qui proroge d'un mois les délais accordés par la loi du 13 août et les décrets des 10 septembre et 11 octobre 1870, sur les effets de commerce.....	<i>Ibid.</i>	175
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant les infractions aux prescriptions des décrets et arrêtés qui régissent la viande et le commerce des denrées taxées.....	<i>Ibid.</i>	176

DATES des décrets.	TITRES DES DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
10 Nov. 1870.	DÉCRET qui réunit au ministère des travaux publics le service des eaux, tel qu'il existait sous l'ancienne liste civile.....	30	178
<i>Idem.</i>	DÉCRET rattachant au ministère des finances tous les domaines productifs qui dépendaient de l'ancienne dotation de la couronne, autres que les établissements agricoles non affermes.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre aux ministères de l'intérieur et de la guerre, sur l'exercice 1870, un nouveau supplément de crédit pour faire face aux dépenses des gardes nationales de France.....	31	182
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte au département de la guerre, pour les besoins du service militaire, l'hôtel domanial situé à Paris, place Vendôme, n° 9.....	<i>Ibid.</i>	183
12.	DÉCRET qui appelle à l'activité les jeunes gens de vingt-cinq à trente-cinq ans, célibataires ou veufs sans enfants, du département de la Seine, formant la troisième catégorie, ainsi que les jeunes gens des autres départements actuellement en résidence à Paris.....	<i>Ibid.</i>	184
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à la réquisition temporaire de tout atelier inoccupé pour être employé à la fabrication ou à la transformation des armes.....	<i>Ibid.</i>	185
13.	DÉCRET qui appelle à l'activité les jeunes gens du département de la Seine et ceux des autres départements actuellement en résidence à Paris, appartenant au contingent de la garde nationale mobile de la classe 1870.....	<i>Ibid.</i>	186
* 14.	DÉCRET concernant les militaires de tout grade qui ont perdu leur grade par suite des événements de décembre 1851.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'indemnité de licenciement des officiers non réélus de la garde nationale mobile.....	<i>Ibid.</i>	187
15.	DÉCRET sur la mairie de Paris.....	<i>Ibid.</i>	188
16.	DÉCRET portant que les membres du tribunal de commerce de la Seine actuellement en fonctions y demeureront jusqu'à ce qu'il soit autrement disposé.....	<i>Ibid.</i>	189
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime dans les cours d'appel le titre et les fonctions de premier avocat général, au fur et à mesure des extinctions.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
17.	DÉCRET qui admet les déposants aux caisses d'épargne à faire une nouvelle demande de remboursement en espèces d'une somme de cinquante francs.....	<i>Ibid.</i>	190
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministère des finances un crédit pour l'exécution des décrets autorisant les déposants à opérer le retrait gratuit d'objets de diverses natures engagés au mont-de-piété postérieurement au 19 juillet 1870.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux centimes communaux à comprendre dans les rôles des quatre contributions directes de la ville de Paris pour 1871.....	<i>Ibid.</i>	191
18.	DÉCRET concernant la nomination aux différents grades d'officiers dans la garde nationale mobile.....	<i>Ibid.</i>	192
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui institue un conseil de révision pour prononcer sur tous les cas de dispense, incompatibilités et exclusions invoqués par les gardes nationaux appelés dans les compagnies de guerre.....	<i>Ibid.</i>	193
<i>Idem.</i>	DÉCRET concernant l'indemnité des gardes nationaux, la solde des officiers et les vivres de campagne dans les compagnies de guerre.....	36	241
20.	DÉCRET relatif à la suppression du quatrième bataillon du cent vingt-huitième régiment d'infanterie de ligne et à la formation, à Paris, de deux nouveaux bataillons de chasseurs à pied et d'une septième compagnie dans chacun des trois bataillons du quatrième régiment de zouaves.....	32	200

DATES des décrets.	TITRES DES DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
20 Nov. 1870.	DÉCRET qui crée dans le régiment d'artillerie de la marine quatre nouvelles batteries à pied provenant du dédoublement de quatre batteries montées.....	32	202
21.	DÉCRET relatif à la réquisition de toutes les pommes de terre existant à Paris et dans la banlieue, à l'exception des provisions de ménage.....	Ibid.	Ibid.
24.	DÉCRET relatif aux pigeons porteurs de dépêches.....	Ibid.	203
25.	DÉCRET relatif à la réquisition de toutes les huiles de pétrole épurées existant dans les magasins publics et privés de Paris et de la banlieue.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif au recensement général de tous les chevaux, ânes et mulets existant à Paris et dans la banlieue.....	Ibid.	204
27.	DÉCRET relatif à la rééligibilité des officiers de la garde nationale révoqués et des sous-officiers cassés de grade.	Ibid.	205
Idem.	DÉCRET qui fixe le nombre de bourses à accorder par voie de concours, dans les lycées nationaux, aux élèves des écoles primaires du département de la Seine, et, dans l'école normale primaire des jeunes filles de la ville de Paris, aux élèves des écoles primaires de jeunes filles du même département.....	Ibid.	206
Idem.	DÉCRET qui alloue une indemnité de trente mille francs à l'escadron des éclaireurs à cheval.....	35	227
28.	DÉCRET qui forme une légion de garde nationale dite <i>Légion de Seine-et-Oise</i>	37	207
Idem.	DÉCRET accordant un subside complémentaire aux femmes des gardes nationaux qui reçoivent le subside établi par le décret du 12 septembre 1870.....	Ibid.	208
29.	DÉCRET interdisant aux journaux tout compte rendu ou tout récit d'opérations militaires autres que ceux qui sont publiés par l'autorité militaire.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à la réquisition des viandes de porc salé et denrées de charcuterie existant chez les charcutiers et marchands de comestibles.....	Ibid.	209
3 Décembre.	DÉCRET qui autorise la ville de Paris à prélever une nouvelle somme de cinq millions pour faire face aux dépenses occasionnées par la guerre.....	33	211
Idem.	DÉCRET qui ouvre à la ville de Paris, sur l'exercice 1870, un crédit pour l'établissement de fourneaux économiques.....	Ibid.	212
Idem.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1870, un nouveau crédit pour la construction de ballons susceptibles de recevoir une direction.....	Ibid.	Ibid.
4.	DÉCRET conférant au gouverneur de Paris le droit exceptionnel de nommer directement à des emplois devenus vacants dans la garde mobile.....	Ibid.	213
6.	DÉCRET qui dissout le bataillon dit <i>des Tirailleurs de Belleville</i>	34	215
7.	DÉCRET portant que les obsèques du général de division <i>Renault</i> auront lieu aux frais de l'État.....	Ibid.	216
8.	DÉCRET qui accorde une subvention à l'administration départementale de la Seine pour continuer le service des secours en bons de pain à accorder aux familles nécessiteuses.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise le ministre de l'instruction publique et des cultes à continuer de prélever sur les fonds du matériel des beaux-arts, pour l'exercice 1870, jusqu'à concurrence de vingt mille francs, certaines dépenses faites ou à faire pour le service du quartier général du gouverneur de Paris.....	Ibid.	217
9.	DÉCISION du Gouvernement qui crée des grades de colonel et de lieutenant-colonel dans la garde nationale de la Seine.....	Ibid.	218
10.	DÉCRET relatif à la réquisition de toutes les quantités de houille et de coke approvisionnées dans Paris et dans		

DATES des décrets.	TITRES DES DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
10 Déc. 1870.	les communes situées en deçà de la ligne d'investissement.....	34	220
	DÉCRET qui dissout les comités de délégués établis dans les compagnies et les bataillons de la garde nationale, et régularise l'institution des conseils de famille.....	<i>Ibid.</i>	221
12.	DÉCRET qui proroge d'un mois les délais accordés par la loi du 13 août et les décrets des 10 septembre, 11 octobre et 10 novembre 1870, sur les effets de commerce.....	<i>Ibid.</i>	222
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif aux régiments de guerre de la garde nationale de la Seine.....	<i>Ibid.</i>	223
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la banque de France à abaisser à vingt francs la moindre coupure de ses billets et à substituer cette coupure à celle de vingt-cinq francs, créée par la loi du 12 août dernier.....	<i>Ibid.</i>	224
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif au nombre de signatures suffisant pour la validité des décrets du Gouvernement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
13.	DÉCRET relatif aux pensions de retraite des employés et agents du département de la Seine et de la ville de Paris.....	<i>Ibid.</i>	225
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui maintient dans le cadre d'activité, jusqu'à l'âge de soixante-deux ans, les médecins et pharmaciens principaux de première classe de l'armée de terre.....	35	228
14.	DÉCRET qui dissout le bataillon dit <i>des Volontaires du cent quarante-septième</i>	<i>Ibid.</i>	229
15.	DÉCRET relatif à la réquisition de tous les chevaux, ânes et mulets existant à Paris et dans le territoire en deçà de la ligne d'investissement.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui interdit l'abatage des chevaux, ânes et mulets.....	<i>Ibid.</i>	231
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui établit une faculté de droit dans la ville de Bordeaux.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
16.	DÉCRET qui accorde au ministre des finances, sur l'exercice 1870, un crédit de cinquante mille francs pour les frais d'impression et de publication des actes du Gouvernement de la défense nationale.....	<i>Ibid.</i>	233
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les régiments d'infanterie de ligne de 101 à 139 et le quatrième régiment de zouaves pourront avoir un colonel et un lieutenant-colonel...	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que chaque bataillon des cent trente-quatrième, cent trente-cinquième, cent trente-sixième et cent trente-septième régiments d'infanterie de ligne pourra avoir six compagnies.....	<i>Ibid.</i>	234
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui alloue une indemnité individuelle et mensuelle aux maires et adjoints des vingt arrondissements de Paris.....	<i>Ibid.</i>	235
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministère de l'intérieur un nouveau supplément de crédit pour faire face aux dépenses des gardes nationales de France.....	36	242
17.	DÉCRET qui abroge celui du 31 août 1863, établissant un droit sur les blés et farines et sur le pain fabriqué....	35	235
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui admet les déposants aux caisses d'épargne à faire une nouvelle demande de remboursement en espèces d'une somme de cinquante francs.....	<i>Ibid.</i>	236
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui affecte le palais domanial de l'Élysée au département de l'intérieur, pour le service de l'état-major des gardes nationales de la Seine.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui forme, à Vincennes, un nouveau bataillon de chasseurs à pied.....	<i>Ibid.</i>	237
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des cultes un crédit pour payer, pendant le mois d'octobre 1870, les traitements du personnel des services législatifs de l'ancien Sénat.....	<i>Ibid.</i>	238
18.	DÉCRET relatif à la nomination des officiers de la garde		

DATES des décrets.	TITRES DES DÉCRETS.	NUMÉROS des bulletins.	PAGES.
19 Déc. 1870.	nationale mobile pendant la durée des opérations militaires en cours..... DÉCRET portant répartition, entre deux chapitres du budget du ministère des finances, d'une somme de cinquante quatre millions cinq cent soixante-huit mille quatre cents francs provenant de l'emprunt autorisé par la loi du 12 août 1870.....	35	239
23.	DÉCRET qui ouvre au ministre de l'instruction publique et des cultes, pour les trois premiers mois de l'exercice 1871, un crédit spécialement applicable aux services des musées nationaux, de la bibliothèque des musées du Louvre, des bibliothèques des palais nationaux et du palais du Luxembourg.....	36	243
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant que les obsèques du général Blaise auront lieu aux frais de l'État.....	<i>Ibid.</i>	244
24.	DÉCRET concernant les emplois de trésorier et d'officier d'habillement des nouveaux régiments d'infanterie de ligne et du quatrième régiment de zouaves.....	<i>Ibid.</i>	245
27.	DÉCRET qui autorise des virements de crédits au budget du ministère de l'instruction publique et des cultes, exercice 1870 et exercice 1871.....	<i>Ibid.</i>	246
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui crée dans la garde nationale de la Seine trente-deux nouveaux régiments de Paris, portant les n ^{os} 28 à 59.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
29.	DÉCRET qui autorise la ville de Paris à effectuer ses recettes et ses dépenses ordinaires, dans le cours de l'exercice 1871, conformément au budget approuvé pour l'exercice 1870.....	<i>Ibid.</i>	248
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui règle la composition des conseils de guerre de la garde nationale.....	37	249
30.	DÉCRET qui maintient, pour l'année 1871, le second décime établi par les décrets des 17 juin 1848 et 2 octobre 1851 sur toutes les taxes de l'octroi de Paris, autres que celles y dénommées.....	<i>Ibid.</i>	250
		<i>Ibid.</i>	251

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE DES DÉCRETS DU TOME 1^{er}.

(XII^e Série.)

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

XII^e Série. — N^o 1.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N^o 1. — *PROCLAMATION au Peuple français.*

Du 4 Septembre 1870.

FRANÇAIS !

Le Peuple a devancé la Chambre, qui hésitait. Pour sauver la Patrie en danger, il a demandé la République.

Il a mis ses représentants non au pouvoir, mais au péril.

La République a vaincu l'invasion en 1792, la République est proclamée.

La Révolution est faite au nom du droit, du salut public.

Citoyens, veillez sur la Cité qui vous est confiée; demain vous serez, avec l'armée, les vengeurs de la Patrie !

Hôtel de ville de Paris, le 4 Septembre 1870.

Signé EMMANUEL ARAGO, CRÉMIEUX, DORIAN, JULES FAVRE,
JULES FERRY, GUYOT-MONTPAYROUX, LÉON GAMBETTA,
GARNIER-PAGÈS, MAGNIN, ORDINAIRE,
A. TACHARD, E. PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N^o 2. — *PROCLAMATION aux Habitants de Paris.*

Du 4 Septembre 1870.

Citoyens de Paris !

La République est proclamée.

Un Gouvernement a été nommé d'acclamation.

XII^e Série.

Il se compose des citoyens :

Emmanuel Arago,
Crémieux,
Jules Favre,
Jules Ferry,
Gambetta,
Garnier-Pagès,

Glais-Bizoin,
Pelletan,
Picard,
Rocheport,
Jules Simon,

représentants de Paris.

Le général *Trochu* est chargé des pleins pouvoirs militaires pour la défense nationale.

Il est appelé à la présidence du Gouvernement.

Le Gouvernement invite les citoyens au calme; le Peuple n'oubliera pas qu'il est en face de l'ennemi.

Le Gouvernement est avant tout un Gouvernement de défense nationale.

Hôtel de ville de Paris, le 4 Septembre 1870.

Le Gouvernement de la défense nationale,

Signé ARAGO, CRÉMIEUX, JULES FAVRE, FERRY, GAMBETTA,
GLAIS-BIZOIN, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN, PICARD,
ROCHEFORT, JULES SIMON, général TROCHU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 3. — **DÉCRET** portant : 1° nomination des Ministres; 2° suppression du Ministère de la Présidence du Conseil d'État; 3° nomination du Directeur général des Télégraphes.

Du 4 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Sont nommés :

Ministre des affaires étrangères, M. *Jules Favre*, membre du Gouvernement;

Ministre de l'intérieur, M. *Gambetta*, membre du Gouvernement;

Ministre de la guerre, M. le général *Le Flô*;

Ministre de la marine et des colonies, M. le vice-amiral *Fourichon*;

Ministre de la justice, M. *Crémieux*, membre du Gouvernement;

Ministre des finances, M. *Ernest Picard*, membre du Gouvernement;

Ministre de l'instruction publique et des cultes, M. *Jules Simon*, membre du Gouvernement;

Ministre des travaux publics, M. *Dorian*.

Ministre de l'agriculture et du commerce, M. *Magnin*.

Le ministère de la présidence du Conseil d'État est supprimé.

Le Gouvernement est présidé par le général Trochu.

Il a pour vice-président M. Jules Favre et pour secrétaire M. Jules Ferry.

Sont désignés comme secrétaires adjoints : MM. André Lavertujon et Ferdinand Hérold.

M. Steenackers est nommé directeur général des télégraphes.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 4 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-
PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHE-
FORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 4. — *DÉCRET portant dissolution du Corps législatif et abolition du Sénat.*

Du 4 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Le Corps législatif est dissous.

Le Sénat est aboli.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 4 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-
PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHE-
FORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 5. — *DÉCRET qui accorde Amnistie pour Crimes et Délits politiques et pour Délits de presse.*

Du 4 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Amnistie pleine et entière est accordée à tous les condamnés pour crimes et délits politiques et pour délits de presse depuis le 3 décembre 1852 jusqu'au 3 septembre 1870.

Tous les condamnés encore détenus, soit que les jugements aient

été rendus par les tribunaux correctionnels, soit par les cours d'assises, soit par les conseils de guerre, seront mis immédiatement en liberté.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 4 Septembre 1870.

Signé GÉNÉRAL TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 6. — *PROCLAMATION à la Garde nationale.*

Du 4 Septembre 1870.

Ceux auxquels votre patriotisme vient d'imposer la mission redoutable de défendre le pays vous remercient du fond du cœur de votre courageux dévouement.

C'est à votre résolution qu'est due la victoire civique rendant la liberté à la France.

Grâce à vous, cette victoire n'a pas coûté une goutte de sang.

Le pouvoir personnel n'est plus.

La Nation tout entière reprend ses droits et ses armes. Elle se lève prête à mourir pour la défense du sol. Vous lui avez rendu son âme, que le despotisme étouffait.

Vous maintiendrez avec fermeté l'exécution des lois, et, rivalisant avec notre noble armée, vous nous montrerez ensemble le chemin de la victoire.

Hôtel de ville de Paris, le 4 Septembre 1870.

Le Gouvernement de la défense nationale,

Signé EMMANUEL ARAGO, CRÉMIEUX, JULES FAVRE, JULES
FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN,
PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON,
Général TROCHU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 7. — *DÉCRET qui déclare libres la fabrication, le commerce et la vente des Armes.*

Du 4 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

La fabrication, le commerce et la vente des armes sont absolument libres.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 4 Septembre 1870.

Signé : Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, E. PELLETAN, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 8. — *PROCLAMATION à l'Armée.*

Du 5 Septembre 1870.

Quand un général a compromis son commandement, on le lui enlève.

Quand un gouvernement a mis en péril, par ses fautes, le salut de la patrie, on le destitue.

C'est ce que la France vient de faire.

En abolissant la dynastie qui est responsable de nos malheurs, elle a accompli d'abord, à la face du monde, un grand acte de justice.

Elle a exécuté l'arrêt que toutes vos consciences avaient rendu.

Elle a fait en même temps un acte de salut.

Pour se sauver, la Nation avait besoin de ne plus relever que d'elle-même et de ne compter désormais que sur deux choses : sa résolution, qui est invincible; votre héroïsme, qui n'a pas d'égal et qui, au milieu de revers immérités, fait l'étonnement du monde.

Soldats ! en acceptant le pouvoir dans la crise formidable que nous traversons, nous n'avons pas fait œuvre de parti.

Nous ne sommes pas au pouvoir, mais au combat.

Nous ne sommes pas le gouvernement d'un parti, nous sommes le gouvernement de la défense nationale.

Nous n'avons qu'un but, qu'une volonté : le salut de la patrie, par l'armée et par la Nation, groupées autour du glorieux symbole qui fit reculer l'Europe il y a quatre-vingts ans.

Aujourd'hui, comme alors, le nom de République veut dire :

Union intime de l'armée et du peuple pour la défense de la patrie !

Hôtel de ville de Paris, le 5 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 9. — *DÉCRET qui abolit l'impôt du Timbre sur les Journaux et autres Publications.*

Du 5 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

L'impôt du timbre sur les journaux et autres publications est aboli.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 5 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 10. — *DÉCRET qui abroge l'article 4 du décret du 24 février 1858 sur l'exercice de la profession de Boucher dans la ville de Paris.*

Du 5 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce ;

Vu l'article 4 du décret du 24 février 1858⁽¹⁾ sur l'exercice de la profession de boucher dans la ville de Paris, ledit article ainsi conçu :

« Le colportage en quête d'acheteurs des viandes de boucherie est interdit dans Paris, »

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. L'article 4 du décret du 24 février 1858 est abrogé.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 5 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, CRÉMIEUX, LÉON GAMBETTA, ERNEST PICARD, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY, GLAIS-BIZOIN, JULES FAVRE, PELLETAN, ROCHEFORT.

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 583, n° 5,311.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 11. — *DÉCRET qui, 1° délire de tout Serment les Fonctionnaires publics de l'ordre civil, administratif, militaire et judiciaire, 2° abolit le Serment politique.*

Du 5 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Les fonctionnaires publics de l'ordre civil, administratif, militaire et judiciaire sont déliés de tout serment.

Le serment politique est aboli.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 5 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, E. PELLETAN, ROCHEFORT, JULES
SIMON, E. PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 12. — *DÉCRET qui réunit au Ministère de l'Instruction publique la division des beaux-arts et les musées.*

Du 5 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La division des beaux-arts et les musées sont réunis au ministère de l'instruction publique.

2. Le ministre de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 5 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, EMMANUEL ARAGO, CRÉMIEUX, JULES
FAVRE, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
J. SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 13. — *DÉCRET qui réunit au Ministère du Commerce les Manufactures de Sèvres, de Beauvais et des Gobelins.*

Du 5 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les manufactures de Sèvres, de Beauvais et des Gobelins sont réunies au ministère du commerce.

2. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 5 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, EMMANUEL ARAGO, CRÉMIEUX, JULES FAVRE, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 14. — *DÉCRET qui réunit au Ministère des Finances les Bâtiments, le Mobilier et les Établissements agricoles de la couronne.*

Du 5 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les bâtiments de la couronne, le mobilier de la couronne, les bâtiments et établissements agricoles de la couronne, sont réunis au ministère des finances.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 5 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre des Finances, sur l'exercice 1870, un Crédit pour les Dépenses administratives du Corps législatif et les Indemnités aux Députés.*

Du 5 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1870, au delà des crédits ouverts par la loi des finances du 8 mai 1869, sur le budget de cet exercice, un crédit de sept cent soixante mille francs, applicable au chapitre XXVI (*Dépenses administratives du Corps législatif et indemnités aux députés*).

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 5 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHE-
FORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 16. — *DÉCRET qui nomme M. le contre-amiral de Dompierre d'Hormoy
Ministre de la Marine et des Colonies par intérim.*

Du 5 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

M. le contre-amiral de Dompierre d'Hormoy est nommé ministre de la marine et des colonies par intérim, jusqu'à l'arrivée de M. le vice-amiral Fourichon, ministre titulaire.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 5 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 17. — *DÉCRET concernant la publication du décret du 5 septembre 1870
relatif à l'abolition des droits du Timbre sur les Journaux et autres Publications.*

Du 6 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 5 septembre 1870, relatif à l'abolition des droits du timbre sur les journaux et autres publications;

Vu les ordonnances des 27 novembre 1816 ⁽¹⁾ et 18 janvier 1817 ⁽²⁾, concernant la promulgation des lois,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La publication du décret du 5 septembre 1870 susvisé, et relatif à l'abolition des droits du timbre sur les journaux et autres publications, sera faite conformément aux ordonnances des 27 novembre 1816 et 18 janvier 1817.

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 134, n° 1347.

⁽²⁾ VII^e série, Bull. 134, n° 1622.

2. Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 6 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHE-
FORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 18. — *DÉCRET relatif à la formule exécutoire des Arrêts, Jugements, Mandats de justice, Contrats et autres Actes.*

Du 6 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Les tribunaux rendront la justice au nom du Peuple français.

Les expéditions des arrêts, jugements, mandats de justice, ainsi que les grosses et expéditions des contrats et de tous autres actes susceptibles d'exécution forcée, seront intitulées ainsi qu'il suit :

« RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

« AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS. »

Pour les arrêts et jugements :

« La cour d'appel ou le tribunal de.....
« a rendu..... »

(Copier l'arrêt ou le jugement.)

Pour les actes notariés et autres, transcrire la teneur de l'acte.

Lesdits arrêts, jugements, mandats de justice et autres actes seront terminés ainsi :

« En conséquence, la République mande et ordonne à tous huissiers sur ce requis de mettre ledit jugement ou arrêt à exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux de première instance d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

« En foi de quoi, le présent jugement ou arrêt a été signé par etc. »

Les porteurs des expéditions des jugements et arrêts et des grosses et expéditions des actes délivrées avant l'ère républicaine, qui voudraient les faire mettre à exécution, devront préalablement les présenter aux greffiers des cours et tribunaux pour les arrêts et ju-

gements, ou à un notaire pour les actes, afin d'ajouter la formule ci-dessus indiquée à celle dont elles étaient précédemment revêtues.

Ces additions seront faites sans frais.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 6 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 19. — DÉCRET qui supprime le Ministère de la Maison de l'Empereur.

Du 6 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le ministère de la maison de l'Empereur est supprimé.

2. Tous les biens, meubles et immeubles, désignés sous le nom de biens de la liste civile feront retour au domaine de l'État.

3. Les biens désignés sous le nom de biens du domaine privé seront administrés sous séquestre, sans préjudice des droits de l'État et des droits des tiers.

4. Il sera nommé par le ministre des finances une commission chargée de la liquidation des biens de l'ancienne liste civile et du domaine privé, ainsi que de l'administration pendant la durée de la liquidation desdits biens autres que ceux déjà réunis aux ministères du commerce, de l'instruction publique et de l'intérieur.

5. Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 6 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 20. — DÉCRET qui autorise la Ville de Paris à prélever une somme de cinq millions pour faire face aux dépenses occasionnées par la guerre.

Du 6 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Paris est autorisée à prélever une

somme de cinq millions sur celle de soixante-trois millions que l'article 3 de la loi du 23 juillet 1870 l'a autorisée à se procurer, au moyen de l'émission de bons de la caisse municipale, pour l'exécution de travaux neufs, et à employer ladite somme de cinq millions aux dépenses faites et à faire par suite de la guerre, et consistant en travaux de diverse nature à exécuter d'urgence pour la défense de Paris et se rattachant aux approvisionnements, aux ambulances, au casernement, etc.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 6 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 21. — *DÉCRET qui délègue M. Jules Ferry, membre du Gouvernement, près l'Administration du département de la Seine.*

Du 6 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

M. Jules Ferry, membre du Gouvernement, est délégué par le Gouvernement et par le ministre de l'intérieur près l'administration du département de la Seine.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 6 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.



Certifié conforme :

Paris, le 10^e Septembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale,*

AD. CRÉMIEUX.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 10 Septembre 1870.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N^o 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N^o 22. — *PROCLAMATION au Peuple français, suivie d'un Décret portant convocation des Collèges électoraux, à l'effet d'élire une Assemblée nationale constituante.*

Du 8 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE AU PEUPLE FRANÇAIS.

FRANÇAIS,

En proclamant il y a quatre jours le Gouvernement de la défense nationale, nous avons nous-mêmes défini notre mission.

Le pouvoir gisait à terre, ce qui avait commencé par un attentat finissait par une désertion. Nous n'avons fait que ressaisir le gouvernement échappé à des mains impuissantes.

Mais l'Europe a besoin qu'on l'éclaire; il faut qu'elle connaisse par d'irrécusables témoignages que le pays tout entier est avec nous. Il faut que l'envahisseur rencontre sur sa route non-seulement l'obstacle d'une ville immense résolue à périr plutôt que de se rendre, mais un peuple entier, debout, organisé, représenté, une assemblée enfin qui puisse porter en tous lieux, et en dépit de tous les désastres, l'âme vivante de la Patrie.

En conséquence,

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les collèges électoraux sont convoqués pour le dimanche 16 octobre, à l'effet d'élire une Assemblée nationale constituante.

2. Les élections auront lieu au scrutin de liste, conformément à la loi du 15 mars 1849.

2. XII^e Série.

3. Le nombre des membres de l'Assemblée constituante sera de sept cent cinquante.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 8 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

Le Ministre de la guerre,
Signé Général LE FLÔ.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,
Signé M. MAGNIN, ancien député.

*Le ministre, par intérim, de la marine
et des colonies,*
Signé Contre-amiral DE DOMPIERRE
D'HORMOY.

Le Ministre des travaux publics,
Signé M. DORIAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 23. — DÉCRET qui organise la Mairie de Paris

Du 7 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont nommés :

Troisième adjoint au maire de Paris, M. J. J. Clamageran ;

Quatrième adjoint au maire de Paris, M. Émile Durier.

En conséquence, la mairie de Paris est organisée ainsi qu'il suit :

M. Étienne Arago, maire ;

MM. Floquet,

Brisson,

J. J. Clamageran,

Ém. Durier,

} adjoints.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 7 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-
PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD,
ROCHEFORT, JULES SIMON.



Certifié conforme :

Paris, le 12 * Septembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale,*

AD. CRÉMIEUX.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 3.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24. — *DÉCRET relatif à la Réhabilitation des Condamnés, etc.*

Du 7 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

En matière de réhabilitation, il sera statué par une décision rendue par le ministre de la justice, après communication au Conseil des ministres.

En matière de grâce, excepté aux colonies, il sera statué par le ministre de la justice, quelle que soit la juridiction qui ait condamné. En conséquence, les départements desquels relèvent des tribunaux de répression transmettront au ministre de la justice les propositions qui leur paraîtraient opportunes et les demandes individuelles qui leur seraient adressées.

En matière de délits ou contraventions relatifs à la pêche fluviale ou maritime ou à la grande voirie, les administrations de la marine ou des ponts et chaussées, représentées par les ministres ou les agents par eux désignés, auront respectivement le droit de transiger avec les justiciables des tribunaux ordinaires ou des conseils de préfecture, dans les conditions prévues pour les délits forestiers par la loi du 18 juin 1849 et le règlement d'administration publique du 21 décembre 1859.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 7 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 25. — *Décret portant que l'article 1244 du Code civil, paragraphe 2, est applicable, pendant la durée de la guerre, à toute contestation entre locataires et propriétaires relative au paiement des loyers et aux poursuites ou exécutions en toute matière.*

Du 7 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

L'article 1244 du Code civil, paragraphe 2, est applicable, pendant la durée de la guerre, à toute contestation entre locataires et propriétaires relative au paiement des loyers et aux poursuites ou exécutions en toute matière. Les tribunaux peuvent, selon les circonstances, accorder délai, suspendre toute exécution ou poursuite. En cas d'urgence, le président du tribunal statue par ordonnance de référé exécutoire nonobstant appel.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 7 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 26. — *DÉCRET concernant les Faillies concordataires.*

Du 7 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les faillies concordataires, ceux dont la faillite a été clôturée par insuffisance d'actif et les faillies déclarés excusables sont admis à faire partie de la garde nationale. Toute disposition contraire est annulée.

2. Les suspensions ou cessations de paiement survenues depuis le 10 juillet dernier, en France ou en Algérie, ou qui surviendront pendant la durée de la guerre et pendant le mois qui suivra les hostilités, bien que réglées par les dispositions du Code de commerce, ne recevront la qualification de faillite que dans le cas où le tribunal refuserait d'homologuer le concordat, ou, en l'homologuant, ne déclarerait pas le débiteur affranchi de la qualification de failli.

3. Le tribunal de commerce aura la faculté, si un arrangement amiable est déjà consenti entre le débiteur et la moitié en nombre de ses créanciers représentant les trois quarts en somme, de dispenser le débiteur de l'apposition des scellés et de l'inventaire judiciaire.

Dans ce cas, le débiteur conservera l'administration de ses affaires et procédera à leur liquidation, concurremment avec les syndics régulièrement nommés, et sous la surveillance d'un juge commis par le tribunal, mais sans pouvoir créer de nouvelles dettes.

4. Les dispositions du Code de commerce relatives à la vérification des créances, au concordat, aux opérations qui les précèdent ou qui les suivent, et aux conséquences de la faillite dont le débiteur n'est pas affranchi par l'article 2 de la présente loi, continueront de recevoir leur application.

5. Les articles 2 et 3 ne pourront être appliqués ni aux débiteurs qui n'auront pas déposé leur bilan conformément à la loi, ni aux suspensions ou cessations de payement qui auraient des causes antérieures à la guerre.

6. Le tribunal de commerce pourra même d'office, sur le rapport du juge-commissaire, donner la qualification de faillite aux cessations de payement qui auraient été à tort qualifiées de liquidations judiciaires.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 7 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27. — *DÉCRET qui met en état de Siège l'arrondissement du Havre.*

Du 7 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'arrondissement du Havre est mis en état de siège.

2. Les ministres de l'intérieur et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 7 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28. — *DÉCRET qui autorise le Ministre de l'Intérieur à payer des Subventions, à titre de solde, aux corps de volontaires armés ou équipés pour la défense nationale.*

Du 7 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRETE :

Le ministre de l'intérieur,

Sur décision prise par lui après avis conforme du ministre des finances,

Est autorisé à payer des subventions, à titre de solde, aux corps de volontaires armés ou équipés pour la défense nationale.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 7 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 29. — *DÉCRET qui autorise la ville de Limoges à contracter un Emprunt.*

Du 8 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Limoges (Haute-Vienne) est autorisée, suivant le vote émis par le conseil municipal dans sa délibération du 7 septembre 1870, à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatre cent mille francs, remboursable sur ses revenus et destinée à venir en aide à la population ouvrière.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 8 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30. — *DÉCRET qui autorise le Garde des Sceaux à transférer la Chambre criminelle de la Cour de cassation dans la ville de Tours.*

Du 9 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Le membre du Gouvernement de la défense nationale garde des sceaux, ministre de la justice, est autorisé à transférer la chambre criminelle de la cour de cassation dans la ville de Tours.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 9 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 31. — *DÉCRET relatif aux Prescriptions et Péremptions en matière civile.*

Du 9 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Toutes prescriptions et péremptions en matière civile, tous les délais impartis pour attaquer ou signifier les décisions des tribunaux judiciaires ou administratifs, sont suspendus pendant la durée de la guerre :

1° Au profit de ceux qui résident dans un département investi ou occupé par l'ennemi, alors même que l'occupation ne s'étendrait pas à tout le département ;

2° Au profit de ceux dont l'action doit être exercée dans ce même département contre des personnes qui y résident.

2. A dater de la cessation de l'occupation, un nouveau délai égal au délai ordinaire courra au profit des personnes qui se trouveront dans le cas de l'article précédent.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 9 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32. — *DÉCRET portant que les Armes et les Cartouches seront affranchies de tout droit de Douane et pourront être importées par tous les Bureaux.*

Du 9 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les armes de toute espèce et les cartouches garnies ou non garnies seront affranchies de tout droit de douane et pourront être importées par tous les bureaux.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 9 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 33. — *DÉCRET qui suspend provisoirement aux entrées de Paris la perception des Droits d'entrée et d'octroi.*

Du 9 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur la proposition du maire de Paris;

Considérant qu'il est urgent de faciliter aux populations des communes du département de la Seine l'entrée immédiate des denrées et marchandises qui doivent être soustraites aux approches de l'ennemi,

DÉCRÈTE :

La perception des droits d'entrée et d'octroi est provisoirement suspendue aux entrées de Paris.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 9 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 34. — *DÉCRET qui met à la disposition du Ministre de l'Instruction publique une somme de 40,000 francs pour les besoins de la Commission scientifique de la défense nationale.*

Du 9 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Une somme de quarante mille francs est mise à la disposition du ministre de l'instruction publique pour les besoins de la commission scientifique de la défense nationale.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 9 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 35. — *DÉCRET portant convocation des Collèges électoraux des Colonies.*

Du 10 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 8 septembre courant, portant que les collèges électoraux sont convoqués pour le dimanche 16 octobre prochain, à l'effet d'élire une Assemblée nationale constituante;

Vu la loi électorale du 15 mars 1849;

Attendu l'impossibilité matérielle de pourvoir dans ce délai aux opérations préparatoires des élections dans les colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Conformément aux dispositions de l'article 76 de la loi du 15 mars 1849, les élections dans chacune des colonies désignées au tableau annexé à ladite loi auront lieu le premier dimanche qui suivra la clôture des listes électorales.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10^e Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 36. — *DÉCRET qui proroge les délais accordés par la loi du 13 août 1870, relative aux Effets de commerce.*

Du 10 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La prorogation de délais accordée par la loi du 13 août dernier, relative aux effets de commerce, est augmentée de trente jours à compter du 14 septembre courant.

Cette disposition est applicable aux valeurs souscrites postérieurement à la loi du 13 août 1870.

2. Toutes les autres dispositions de la loi du 13 août sont maintenues.

3. Le présent décret est applicable à l'Algérie.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 37. — *DÉCRET qui rend libres les professions d'Imprimeur et de Libraire.*

Du 10 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les professions d'imprimeur et de libraire sont libres.

2. Toute personne qui voudra exercer l'une ou l'autre de ces professions sera tenue à une simple déclaration faite au ministère de l'intérieur.

3. Toute publication portera le nom de l'imprimeur.

4. Il sera ultérieurement statué sur les conséquences du présent décret à l'égard des titulaires actuels de brevets.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 38. — *DÉCRET concernant les Inventeurs brevetés qui, depuis le 25 août 1870, n'auront pu acquitter les Annuités de leurs Brevets dans le délai légal.*

Du 10 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Attendu les circonstances de force majeure qui, depuis le 25 août 1870, ont empêché les inventeurs brevetés d'acquitter les annuités de leurs brevets arrivées à échéance ;

Sur le rapport du ministre du commerce,

DÉCRÈTE :

Les inventeurs brevetés qui, depuis le 25 août 1870, n'auront pu acquitter les annuités de leurs brevets dans le délai légal, seront relevés de la déchéance encourue, en justifiant de l'acquittement de ces annuités avant une époque qui sera fixée ultérieurement.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 39. — *DÉCRET portant que la Garde de Paris reprendra le titre de Garde républicaine.*

Du 10 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 11 décembre 1852, portant que le corps de gendarmerie chargé de la surveillance de la capitale prendra la dénomination de *Garde de Paris* ;

Considérant que cette dénomination, qui restreint les attributions du corps à un service d'ordre intérieur, ne répond pas aux nécessités imposées par la défense de Paris et n'est pas non plus en harmonie avec la forme actuelle du Gouvernement,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La garde de Paris reprendra le titre de *Garde républicaine*, qu'elle a déjà porté.

2. Le ministre de la guerre, le maire de Paris et le préfet de po-

lice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé Général LE FLÔ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 40. — *DÉCRET qui autorise le Garde des Sceaux, par délégation du Gouvernement, à nommer et à révoquer les Magistrats amovibles des Cours et Tribunaux et les Juges de paix et leurs Suppléants.*

Du 10 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Le garde des sceaux, ministre de la justice, est autorisé, par délégation du Gouvernement, à nommer et révoquer les magistrats amovibles des cours et tribunaux et les juges de paix et leurs suppléants.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 41. — *DÉCRET qui rétablit la Taxe de la Viande de boucherie dans Paris.*

Du 11 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'en raison des circonstances actuelles, le Gouvernement a dû pourvoir aux approvisionnements de Paris, et qu'il importe que la vente au détail de ces approvisionnements ne soit pas l'objet de spéculations nuisibles aux intérêts des consommateurs;

Vu l'article 30 de la loi des 19-22 juillet 1791 ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Jusqu'à ce qu'il soit autrement ordonné, la taxe de la viande de boucherie est rétablie dans la ville de Paris.

2. Des arrêtés du ministre du commerce et de l'agriculture régleront l'établissement de cette taxe.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 11 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU; JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

REPUBLICQUE FRANÇAISE.

N° 42. — DÉCRET portant qu'il sera délivré des Bons de vivres à tous les Citoyens membres de la Garde nationale appelés à la Défense de Paris qui en feront la demande.

Du 11 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que tous les citoyens membres de la garde nationale sont appelés à concourir à la défense de Paris, et que le service est obligatoire; Que, dès lors, il y a lieu de prendre des mesures alimentaires à l'effet d'assurer le service,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera délivré par compagnie, et par les soins des municipalités d'arrondissement, qui demeurent chargées d'apprécier les besoins à pourvoir, des bons de vivres aux hommes qui en feront la demande.

2. Un crédit de un million est ouvert à cet effet au ministère de l'intérieur et imputable sur les fonds votés pour l'organisation de la garde nationale sédentaire.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 11 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 43. — *DÉCRET relatif au Serment professionnel des nouveaux Fonctionnaires.*

Du 11 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le serment politique étant aboli, le serment professionnel des nouveaux fonctionnaires sera prêté dans la première séance du corps auquel ils appartiennent.

2. L'installation des magistrats peut avoir lieu, pendant les vacances, dans la séance de la chambre qui tient l'audience, et le serment professionnel est prêté publiquement.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 11 Septembre 1870.

Par délégation du Gouvernement :

*Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale,*

Signé AD. CRÉMIEUX.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 44. — *DÉCRET portant que M. Crémieux, Membre du Gouvernement de la défense nationale, Garde des sceaux, Ministre de la justice, est délégué pour représenter le Gouvernement et en exercer les pouvoirs, en cas d'investissement de Paris.*

Du 12 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'il est indispensable, en cas d'investissement de Paris, que le Gouvernement conserve sa complète liberté d'action pour organiser la défense dans les départements et maintenir l'administration,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Crémieux, membre du Gouvernement de la défense nationale, garde des sceaux, ministre de la justice, est délégué pour représenter le Gouvernement et en exercer les pouvoirs.

2. Chaque département ministériel sera représenté près de lui par un délégué spécial, chargé du service de ce département.

3. Le membre du Gouvernement de la défense nationale aura son siège à Tours et pourra le transporter partout où l'exigeront les nécessités de la défense.

4. Les pouvoirs conférés par le présent décret cesseront quand les relations avec Paris redeviendront libres.

5. Chacun des ministres est chargé de l'exécution du présent décret, en ce qui concerne son département respectif.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 12 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 45. — *DÉCRET qui délègue, pendant l'absence du Garde des sceaux : 1° à M. Hérold, Secrétaire général du Ministère de la justice, l'expédition des Affaires courantes ; 2° à M. Emmanuel Arago, Membre du Gouvernement, la signature des Nominations dans le personnel de la Magistrature.*

Du 12 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Pendant l'absence du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Hérold, secrétaire général du ministère de la justice, est autorisé à donner, au lieu et place du ministre, toutes les signatures nécessaires pour l'expédition des affaires courantes, et notamment celles concernant la comptabilité, les pensions et les secours.

Les nominations et révocations présentant un caractère d'urgence qu'il pourrait y avoir lieu de faire dans le personnel de la magistrature, et pour lesquelles la signature du garde des sceaux ne pourrait être obtenue, seront signées par M. Emmanuel Arago, membre du Gouvernement de la défense nationale, et contre signées par le secrétaire général du ministère de la justice.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 12 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 46. — *DÉCRET concernant les Militaires et les Fonctionnaires qui ont perdu leur grade ou leur rang par suite des événements de décembre 1851.*

Du 12 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Les militaires de tout grade, les fonctionnaires de tout rang, qui ont perdu leur grade ou leur rang par suite des événements de décembre 1851, soit en vertu d'une mesure individuelle, soit en vertu du refus de serment, sont réintégrés dans leurs droits et titres.

Ils recouvreront, sur leur demande, les emplois que comportent leur situation et leurs services, au fur et à mesure des vacances.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 12 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.



Certifié conform :

Paris, le 14 * Septembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

AD. CRÉMIEUX.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 4.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 47. — *DÉCRET concernant les Gardes nationaux réunis à Paris pendant le siège, pour concourir à la défense de la ville, et qui n'ont d'autres ressources que leur travail.*

Du 12 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Les gardes nationaux réunis à Paris pendant le siège, pour concourir à la défense de la ville, et qui n'ont d'autres ressources que leur travail, recevront, quand ils en feront la demande, une indemnité de un franc cinquante centimes par jour.

Cette indemnité leur tiendra lieu de toutes les prestations en nature qui leur étaient attribuées par l'arrêté du 11 septembre 1870.

Le Gouvernement de la défense nationale est persuadé que les citoyens comprendront la gravité des charges qui peuvent résulter pour les finances du pays de la disposition qui précède, et qu'aucun des défenseurs de la cité ne réclamera l'indemnité ci-dessus fixée qu'en cas de nécessité.

Les maires des arrondissements de Paris seront chargés de payer l'indemnité dont il s'agit sur états fournis par les capitaines des compagnies, contrôlés par les chefs de bataillon, visés par les officiers généraux commandant les sections de la défense.

Il en sera référé au général commandant en chef la garde nationale de Paris pour les détails d'exécution.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 12 Septembre 1870.

Signé **Général TROCHU**, **JULES FAVRE**, **EMMANUEL ARAGO**,
CRÉMIEUX, **JULES FERRY**, **GAMBETTA**, **GARNIER-PAGÈS**,
GLAIS-BIZOIN, **PELLETAN**, **E. PICARD**, **ROCHEFORT**,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 48. — *DÉCRET qui suspend momentanément le droit de Chasse.*

Du 13 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur la proposition du ministre de l'intérieur;

Considérant que les circonstances actuelles exigent que l'exercice du droit de chasse soit momentanément suspendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Dans un délai de dix jours, à compter de la publication du présent décret, la chasse sera fermée dans tous les départements où elle est ouverte depuis le 16 août.

2. Indépendamment des peines édictées par la loi du 3 mai 1844 pour les cas délictueux qu'elle a prévus, une amende extraordinaire de cent francs à cinq cents francs sera prononcée contre tout individu convaincu d'avoir chassé ou d'avoir colporté, vendu ou mis en vente du gibier pendant le temps de la clôture de la chasse.

3. Le produit des amendes dont il s'agit sera versé à la caisse des secours pour les familles des soldats blessés.

4. Le ministre de l'intérieur et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 13 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON, AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 49. — *DÉCRET qui institue un Conseil de révision par arrondissement pour procéder à la révision de toutes les dispenses accordées aux Gardes nationaux mobiles à titre de soutiens de famille.*

Du 13 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que des réclamations nombreuses et fondées se produisent dans tous les départements contre les exemptions abusives accordées par les conseils de révision dans le recrutement des gardes nationales mobiles;

Considérant que toute exemption non justifiée doit être annulée,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un conseil de révision par arrondissement procédera à la révision de toutes les dispenses accordées jusqu'à ce jour aux gardes nationaux mobiles à titre de soutiens de famille.

Il se composera du préfet ou de son délégué, d'un membre du conseil général et d'un membre du conseil d'arrondissement désignés par le préfet.

2. Le conseil désignera pour chaque canton, jusqu'à concurrence de quatorze pour cent, les jeunes gens qui auront le plus de titres à la dispense.

3. Les jeunes gens dont le titre de soutiens de famille ne serait pas confirmé devront immédiatement rejoindre leur corps.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 13 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON, AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 50. — DÉCRET qui commit le Ministre des Travaux publics pour prendre connaissance et contrôler les opérations proposées par la Commission de l'armement national et pour leur donner force d'exécution.

Du 13 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 10 septembre 1870, qui institue la commission de l'armement national par le concours de l'industrie privée;

Vu l'opportunité d'assurer le fonctionnement à la fois expéditif et régulier des opérations proposées par la commission,

DÉCRÈTE :

1° Le ministre des travaux publics est spécialement commis pour en prendre connaissance, les contrôler et leur donner force d'exécution.

2° Un crédit de dix millions de francs lui est ouvert à cet effet.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 13 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON, AD. CRÉMIEUX (à Tours).



Certifié conforme :

Paris, le 15 * Septembre 1870,

***Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale,***

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 5.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 51. — *DÉCRET qui autorise provisoirement le Ministre de la Justice à statuer, sans prendre l'avis du Conseil d'État, sur les demandes de Naturalisation formées par les étrangers qui ont obtenu l'autorisation d'établir leur domicile en France.*

Du 12 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le ministre de la justice est provisoirement autorisé à statuer, sans prendre l'avis du Conseil d'État, sur les demandes de naturalisation formées par les étrangers qui ont obtenu l'autorisation d'établir leur domicile en France, conformément aux dispositions de l'article 13 du Code civil, ou qui auront fait, antérieurement à la promulgation de la loi du 3 décembre 1849, la déclaration prescrite par l'article 3 de la Constitution de l'an VIII.

2. Les dispositions des lois du 3 décembre 1849 et du 29 juin 1867 sont maintenues en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.

3. Le paiement des droits établis dans l'intérêt du trésor national, par l'ordonnance du 8 octobre 1814 et par la loi du 28 avril 1816, continuera d'être opéré.

Est également maintenue la disposition de l'ordonnance du 8 octobre 1814 qui autorise à remettre lesdits droits en tout ou en partie.

4. Le présent décret sera publié et inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 12 Septembre 1870

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GEAIS-BIZON, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 52. — *DÉCRET portant suppression de la Présidence du Conseil de préfecture de la Seine.*

Du 14 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

ARRÊTE :

La présidence du conseil de préfecture de la Seine est supprimée.
Le conseil sera présidé, jusqu'à la réorganisation, par le plus ancien président de section.

Fait à l'Hôtel de Ville de Paris, le 14 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 53. — *DÉCRET relatif au Conseil d'État.*

Du 15 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. En attendant la réorganisation du Conseil d'État par l'Assemblée constituante, les membres actuels du Conseil d'État sont suspendus de leurs fonctions à dater de ce jour.

2. Les affaires administratives ou contentieuses urgentes seront expédiées par une commission provisoire composée de huit conseillers d'État, dix maîtres des requêtes et douze auditeurs.

Les conseillers d'État et les maîtres des requêtes seront nommés par le Gouvernement, sur la proposition du ministre de la justice. Les membres ainsi nommés désigneront les auditeurs.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 15 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, GARNIER-
PAGÈS, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).



Certifié conforme :

Paris, le 16 * Septembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

*Le Secrétaire général du ministère de la Justice,
F. HÉROLD.*

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 6.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 54. — *DÉCRET qui fixe, 1° la répartition des contingents des Contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, pour l'année 1871; 2° le nombre des Centimes additionnels aux Contributions directes de la dite année.*

Du 13 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu les lois des 18 juillet 1866 et 27 juillet 1870;

Considérant qu'il est urgent de pourvoir à la répartition des contingents des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, pour l'année 1871; de fixer le nombre des centimes additionnels aux contributions directes de ladite année, de suppléer en un mot à l'action des conseils généraux et des conseils d'arrondissement,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les contingents assignés, pour 1871, aux départements, en vertu de la loi de finances du 27 juillet 1870, dans les contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, seront répartis par les préfets, entre les arrondissements et les communes, d'après les bases de la répartition de l'année 1870, sauf les modifications à apporter dans les contingents en vertu des lois.

2. Les centimes additionnels pour dépenses du budget départemental ordinaire seront maintenus, en 1871, aux mêmes chiffres qu'en 1870. Il en sera de même des centimes pour dépenses départementales extraordinaires votés dans la limite du maximum fixé par la loi de finances du 8 mai 1869. Seront également imposés dans les rôles de 1871 les centimes pour dépenses extraordinaires d'utilité départementale autorisés pour ladite année par des lois spéciales.

3. Sera maintenu, pour 1871, le maximum du nombre des centimes pour dépenses extraordinaires d'utilité communale fixé par les conseils généraux, en vertu de l'article 4 de la loi du 18 juillet 1866, en leur session de 1869.

4. Les valeurs de chaque espèce de journée de travail qui doivent servir de bases à la taxe personnelle et à la taxe des prestations, conformément à l'article 10 de la loi du 21 avril 1832 et à l'article 4 de la loi du 21 mai 1836, seront établies, pour 1871, au même taux que pour 1870.

5. Seront également maintenus, pour 1871, les tarifs appliqués en 1870 dans chaque commune pour l'établissement de la taxe municipale sur les chiens.

6. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 13 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, GARNIER-
PAGÈS, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 55. — *DÉCRET qui rend applicables aux Colonies la loi du 13 août et le décret du 10 septembre 1870, relatifs aux Effets de commerce.*

Du 13 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

Vu la loi du 13 août et le décret du 10 septembre 1870⁽¹⁾, relatifs aux effets de commerce;

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les gouverneurs et commandants des colonies françaises sont autorisés à y rendre applicables les délais déterminés par les dispositions de la loi du 13 août et du décret du 10 septembre 1870, relatives aux effets de commerce.

2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois et au Bulletin officiel de la marine.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 13 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, GARNIER-
PAGÈS, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

⁽¹⁾ Bull. 3, n° 36.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 56. — *DÉCRET relatif aux Corps détachés des Gardes nationales sédentaires*

Du 15 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les corps détachés des gardes nationales sédentaires toucheront, quand ils seront en marche, une solde de un franc par jour par homme.

2. Les communes sont autorisées à s'imposer extraordinairement pour dépenses de guerre. Le premier produit de ces impositions sera affecté à l'habillement, à l'équipement et à l'organisation des gardes nationales formant les corps détachés.

3. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 15 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, GARNIER-
PAGÈS, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 57. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1870, un Crédit pour travaux de préservation à exécuter dans les musées et bibliothèques.*

Du 15 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Il est ouvert au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1870, un crédit de cinquante mille francs pour travaux de préservation à exécuter dans les musées et bibliothèques.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 15 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, GARNIER-
PAGÈS, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

N° 58. — DÉCRET du Gouvernement de la défense nationale (rendu sur la proposition du ministre de l'intérieur) qui lève l'état de siège dans le département de la Nièvre. (*Paris, 15 Septembre 1870.*)



Certifié conforme :

Paris, le 17 ^e Septembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 7.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 59. — *DÉCRET relatif aux Élections pour la prochaine Assemblée constituante.*

Du 15 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les élections pour la prochaine Assemblée constituante se feront au moyen des listes électorales actuelles, auxquelles les maires sont autorisés à ajouter, par voie de liste supplémentaire, publiée trois jours avant l'élection, les noms des citoyens qui auront justifié de leur capacité électorale.

2. L'éligibilité sera réglée conformément aux dispositions du titre IV de la loi du 15 mars 1849. Toutefois, le délai de six mois indiqué par le paragraphe 1^{er} de l'article 83 est réduit à dix jours.

3. Chaque département élira au scrutin de liste le nombre de représentants déterminé par le tableau annexé au présent décret sur la base d'un représentant par cinquante mille habitants, plus un représentant par fraction excédant le chiffre de trente mille habitants.

4. Seront applicables les articles 91 (relatif à l'option), 96 et 97, paragraphe 2 (relatifs à l'indemnité), de la loi du 15 mars 1849.

5. Le scrutin ne durera qu'un seul jour.

Il aura lieu au chef-lieu de canton, sous la présidence du maire du chef-lieu. Néanmoins, en raison des circonstances locales, le canton peut être divisé en sections par arrêté préfectoral publié au moins trois jours à l'avance. Ces sections seront présidées par le maire de la commune où le vote a lieu.

6. Les opérations de vote auront lieu conformément à la loi actuellement en vigueur. Néanmoins, seront applicables les articles 56,

63, 64, 65, 66 de la loi du 15 mars 1849, relatifs au fonctionnement du scrutin de liste.

7. Les militaires présents sous le drapeau voteront pour l'élection des représentants du département où ils sont inscrits comme électeurs.

Les six premiers paragraphes de l'article 62 de la loi du 15 mars 1849 seront observés. Pour les militaires en campagne ou faisant partie de la garnison d'une place en état de siège, le vote aura lieu conformément aux dispositions prises par le chef de corps ou le gouverneur de la place.

8. Le vote aura lieu en Algérie quinze jours après, et dans les colonies, deux mois après le jour où il aura eu lieu en France.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 15 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

Tableau des représentants à élire par chaque département.

DÉPARTEMENTS.	POPULATION.	NOMBRE de représentants à élire.	DÉPARTEMENTS.	POPULATION.	NOMBRE de représentants à élire.
Ain.....	371,643	7	Ille-et-Vilaine.....	592,609	12
Aisne.....	565,025	11	Indre.....	277,860	5
Allier.....	376,164	7	Indre-et-Loire.....	325,193	6
Alpes (Basses-).....	122,117	2	Isère.....	581,386	12
Alpes (Hautes-).....	143,783	3	Jura.....	298,477	6
Alpes-Maritimes.....	198,818	4	Landes.....	306,693	6
Ardèche.....	387,174	8	Loir-et-Cher.....	275,757	5
Ardennes.....	326,864	6	Loire.....	537,108	11
Ariège.....	250,436	5	Loire (Haute-).....	312,661	6
Aube.....	261,951	5	Loire-Inférieure.....	598,598	12
Aude.....	288,626	6	Loiret.....	357,110	7
Aveyron.....	400,070	8	Lot.....	288,919	6
Bouches-du-Rhône.....	547,903	11	Lot-et-Garonne.....	327,962	6
Calvados.....	474,909	9	Lozère.....	137,362	3
Cantal.....	237,994	5	Maine-et-Loire.....	532,325	11
Charente.....	378,218	7	Manche.....	573,899	11
Charente-Inférieure.....	489,559	10	Marne.....	390,809	8
Cher.....	336,613	7	Marne (Haute-).....	259,096	5
Corrèze.....	310,843	6	Mayenne.....	367,850	7
Corse.....	259,861	5	Meurthe.....	428,387	8
Côte-d'Or.....	382,762	8	Meuse.....	301,653	6
Côtes-du-Nord.....	641,310	13	Morbihan.....	501,084	10
Creuse.....	274,057	5	Moselle.....	452,157	9
Dordogne.....	502,673	10	Nièvre.....	342,273	7
Doubs.....	298,072	6	Nord.....	1,392,041	28
Drôme.....	324,231	6	Oise.....	401,274	8
Eure.....	394,567	8	Orne.....	414,618	8
Eure-et-Loir.....	290,763	6	Pas-de-Calais.....	749,777	15
Finistère.....	662,485	13	Puy-de-Dôme.....	571,690	11
Gard.....	429,747	9	Pyrénées (Basses-).....	435,486	9
Garonne (Haute-).....	493,777	10	Pyrénées (Hautes-).....	240,252	5
Gers.....	295,692	6	Pyrénées-Orientales.....	189,490	4
Gironde.....	701,855	14	Rhin (Bas-).....	588,970	12
Hérault.....	427,245	8	Rhin (Haut-).....	530,285	11

DÉPARTEMENTS.	POPULATION.	NOMBRE de représentants à élire.	DÉPARTEMENTS.	POPULATION.	NOMBRE de représentants à élire.
Rhône.....	678,648	13	Vendée.....	404,473	8
Saône (Haute-).	317,706	6	Vienne.....	324,520	6
Saône-et-Loire.....	600,006	12	Vienne (Haute-).....	326,037	7
Sarthe.....	463,619	9	Vosges.....	418,998	8
Savoie.....	271,663	5	Yonne.....	372,589	7
Savoie (Haute-).....	273,768	5			
Seine.....	2,150,916	43	TOTAL.....		753
Seine-Inférieure.....	792,768	16			
Seine-et-Marne.....	354,400	7			
Seine-et-Oise.....	533,727	11			
Sèvres (Deux-).....	333,155	7	Colonies.		
Somme.....	572,640	11	{ Algérie.....		3
Tarn.....	355,513	7	{ Martinique.....		2
Tarn-et-Garonne.....	228,964	4	{ Guadeloupe.....		2
Var.....	308,550	6	{ Guyane.....		1
Vaucluse.....	266,091	5	{ Sénégal.....		1
			{ Réunion.....		2
			TOTAL GÉNÉRAL.....		764

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 15 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).



Certifié conforme :

Paris, le 17 * Septembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 8.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 60. — *DÉCRET qui approuve le Budget rectificatif du département de la Seine pour l'exercice 1870.*

Du 12 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le budget du département de la Seine pour l'exercice 1870;

Vu la nécessité de venir au secours des communes du département qui, par suite de circonstances de guerre, ont à supporter en ce moment des charges auxquelles les ressources de leurs budgets ne leur permettent pas de suffire;

Attendu l'urgence,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le budget rectificatif du département de la Seine, pour l'exercice 1870, est approuvé conformément au tableau ci-annexé.

Ce budget étant réglé par sous-chapitre, l'administration départementale aura la latitude de faire porter les modifications qu'il comporte sur les différents articles d'un même sous-chapitre.

Il sera présenté ultérieurement, s'il y a lieu, un budget rectificatif supplémentaire.

2. Les dépenses qui, d'après leur nature, doivent incomber soit aux communes, soit à l'État, seront recouvrées ultérieurement par le département de la Seine sur les débiteurs pour lesquels l'avance en aura été faite.

3. Le ministre de l'intérieur et le membre du Gouvernement

chargé de l'administration du département de la Seine pourvoiront, chacun en ce qui le concerne, à l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 12 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
AD. CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-
PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHE-
FORT, JULES SIMON.

BUDGET DÉPARTEMENTAL DE 1870.

BUDGET RECTIFICATIF.

SOUS- CHA- PITRES	DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	CRÉDITS ALLOUÉS au budget de 1870.	MODIFICATIONS.		FIXATION nouvelle.
			Augmen- tation.	Diminu- tion.	
2	Propriétés départementales immo- bilières	975,588 ^f 71 ^c	"	110,800 ^f	864,788 ^f 71 ^c
4	Routes	921,200 00	"	300,000	621,200 00
5	Chemins vicinaux	1,816,700 00	"	700,000	1,116,700 00
7	Aliénés	3,893,000 00	"	200,000	3,693,000 00
13	Subventions aux communes. (Art. 4. Secours et subventions aux com- munes pendant la durée de la guerre.)	61,000 00	1,632,000 ^f	"	1,693,000 00
14	Dépenses diverses	505,922 64	"	71,200	434,722 64
16	Instruction publique	542,345 02	"	250,000	292,345 02
	Autres sous-chapitres	4,963,243 63	"	"	4,963,243 63
	TOTAL	13,679,000 00	1,632,000	1,632,000	13,679,000 00

BUDGET EXTRAORDINAIRE.				
18, § 1	Édifices départementaux et routes. (Loi du 10 août 1868.)	2,711,725 ^f 08 ^c	"	378,000 ^f
18, §	Service de l'emprunt et édifices dé- partementaux. (Lois des 17 juil- let 1856, 9 mai 1863 et 10 août 1868.)	4,519,541 80	"	400,000
20	Dépenses imputables sur produits éventuels	609,733 12	"	590,000
21	Article unique. Secours et subven- tions aux communes pendant la durée de la guerre	"	1,368,000 ^f	"
	TOTAL	7,841,000 00	1,368,000	1,368,000

Approuvé pour être annexé au décret en date de ce jour.

Paris, le 12 Septembre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la défense nationale,
Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
AD. CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-
PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHE-
FORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 61. — *DÉCRET qui fait cesser l'Intérim du Ministère de la Marine et des Colonies.*

Du 15 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

L'Intérim du ministère de la marine et des colonies, confié au contre-amiral *de Dompierre d'Hormoy*, cesse à partir de ce jour, et le vice-amiral *Fourichon*, ministre titulaire, prend la direction du département.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 15 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 62. — *DÉCRET portant que le Vice-Amiral Fourichon, Ministre de la Marine et des Colonies, exercera, par délégation, les fonctions de Ministre de la Guerre auprès de la partie du Gouvernement siégeant hors de Paris.*

Du 16 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Le vice-amiral *Fourichon*, ministre de la marine et des colonies, exercera, par délégation, les fonctions de ministre de la guerre auprès de la partie du Gouvernement siégeant hors de Paris.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 16 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 63. — *DÉCRET portant que M. Glais-Bizoin, Membre du Gouvernement, et le Vice-Amiral Fourichon, Ministre de la Marine et des Colonies, se rendront à Tours et y formeront, avec le Garde des Sceaux, la délégation du Gouvernement de la défense nationale.*

Du 16 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

M. Glais-Bizoin, membre du Gouvernement, et le vice-amiral Fourichon, ministre de la marine et des colonies, se rendront à Tours et y formeront, avec le garde des sceaux, la délégation du Gouvernement de la défense nationale appelée à exercer les pouvoirs de ce Gouvernement dans les départements non occupés par l'ennemi. Ces pouvoirs dureront autant que l'investissement de la capitale.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 16 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 64. — *DÉCRET portant que la délégation de Signature attribuée à M. Emmanuel Arago comprendra toutes les matières urgentes sur lesquelles il doit être statué par décret.*

Du 16 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

La délégation de signature attribuée à M. Emmanuel Arago par le décret du 12 septembre 1870⁽¹⁾ comprendra toutes les matières urgentes sur lesquelles il doit être statué par décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 16 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

⁽¹⁾ Bull. 3, n° 45.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 65. — DÉCRET qui réintègre dans l'armée le Général de brigade Le Flo avec le titre de Général de division.

Du 16 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que le général *Le Flo*, représentant du peuple, rayé des cadres de l'armée à raison de sa résistance au coup d'État du 2 décembre 1851, a été restitué dans ses droits par le décret du 12 septembre 1870,

DÉCRÈTE :

Le général de brigade *Le Flo* est réintégré dans l'armée avec le grade de général de division, à la date du 2 décembre 1851.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 16 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 66. — DÉCRET relatif, 1° à l'élection des Conseils municipaux; 2° à la nomination des Maires et Adjointes; 3° aux élections pour l'Assemblée constituante.

Du 16 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1°. Il sera procédé, dans toutes les communes de France, à une nouvelle élection des conseils municipaux.

2. Le nombre des conseillers à élire et le mode de l'élection sont réglés par la législation existante.

3. Le premier tour de scrutin aura lieu le dimanche 25 septembre; le second tour, le mercredi 28.

4. Les conseils municipaux élus nommeront les maires et adjoints le jeudi 29.

5. Les élections pour l'Assemblée constituante sont avancées au dimanche 2 octobre.

Elles auront lieu conformément aux dispositions du décret du 15 septembre⁽¹⁾.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 16 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 67. — *DÉCRET relatif, 1° aux élections des Conseils municipaux;
2° aux élections des Membres de l'Assemblée constituante.*

Du 17 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

La disposition de l'article 1^{er} du décret du 15 septembre 1870⁽¹⁾, relative aux listes électorales complémentaires, est applicable aux élections pour les conseils municipaux. Le délai de trois jours indiqué par cette disposition est réduit à deux jours.

En conséquence, les listes complémentaires pourront être formées à partir de la promulgation du présent décret. Celles qui seront publiées le 22 septembre avant minuit serviront aux élections municipales. Celles qui seront publiées le 29 septembre avant minuit serviront aux élections pour l'Assemblée constituante.

Le second tour de scrutin pour l'élection des membres de l'Assemblée constituante, s'il y a lieu, est fixé au dimanche 9 octobre.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 17 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON; AD. CRÉMIEUX,
GLAIS-BIZOIN (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 68. — *DÉCRET relatif à l'élection des Officiers de la Garde mobile.*

Du 17 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 28 janvier 1868 (article 8);

⁽¹⁾ Bull. 7, n° 59.

Considérant que les circonstances dans lesquelles a eu lieu la nomination des officiers de la garde mobile rendent nécessaire l'élection des officiers,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les bataillons de la garde mobile actuellement armés et réunis à Paris sont appelés à élire leurs officiers.

2. Les élections auront lieu le lundi 19 septembre, par les soins du chef de bataillon en exercice.

3. Les élections des autres bataillons de France auront lieu aux jours fixés par l'autorité militaire du département.

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 17 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON; AD. CRÉMIEUX,
GLAIS-BIZOIN (à Tours).



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Septembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

*Le Secrétaire général du ministère de la Justice,
F. HÉROLD.*

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 9.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 69. — *DÉCRET qui autorise la ville de Clermont-Ferrand à contracter un Emprunt.*

Du 15 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de cent mille francs (100,000^f) pour la défense nationale.

Cet emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 15 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 70. — *DÉCRET qui autorise la ville de Lyon à faire un prélèvement sur l'Emprunt approuvé par la loi du 26 juin 1861.*

Du 15 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

III^e Série.

9

ARTICLE UNIQUE. La ville de Lyon (Rhône) est autorisée à prélever, sur l'emprunt de quatre millions six cent mille francs approuvé par la loi du 26 juin 1861, une somme de soixante mille francs (60,000^f) pour les travaux de défense de la ville.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 15 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 71. — *DÉCRET qui autorise la ville de Niort à contracter un Emprunt.*

Du 15 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Niort (Deux-Sèvres) est autorisée, suivant le vote émis par le conseil municipal dans sa séance du 12 septembre 1870, à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de deux cent cinquante mille francs (250,000^f), remboursable en treize années, à partir de 1879, sur ses revenus ordinaires, pour subvenir aux besoins de la défense nationale.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 15 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 72. — *DÉCRET qui autorise la ville de Toulouse à contracter un Emprunt.*

Du 15 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Toulouse (Haute-Garonne) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de un million cinq cent mille francs (1,500,000) pour concourir à la défense nationale.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 15 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-
BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES
SIMON; AD. CRÉMIEUX (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 73. — DÉCRET qui soumet à une Taxe les locaux dont les habitants se sont éloignés de Paris pour toute autre cause que pour un service public.

Du 17 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'un grand nombre d'habitants se sont éloignés de Paris, qu'il ne serait pas juste qu'ils fussent affranchis des charges qui résultent de l'état de siège,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les locaux dont les habitants se sont éloignés de Paris pour toute autre cause que pour un service public, seront soumis, à partir du 10 septembre courant, à une taxe graduée suivant la valeur locative desdits locaux.

Au-dessous de six cents francs, lesdits locaux ne supporteront aucune taxe.

A partir de six cents francs, la taxe sera réglée de la manière suivante :

De 600 à 1,000 francs.....	20 ^f par mois.
De 1,001 à 2,000 francs.....	60
De 2,001 à 3,500 francs.....	120
De 3,501 à 6,000 francs.....	180
De 6,001 à 10,000 francs.....	240
De 10,001 à 20,000 francs.....	300
De 20,001 et au-dessus.....	500

La taxe cessera à partir de la levée de l'état de siège.

2. Les rôles comprenant cette taxe seront dressés et arrêtés par le maire de Paris, sur la proposition d'une commission constituée par lui.

Le recouvrement en sera effectué par les receveurs-percepteurs des contributions directes.

La taxe mensuelle devra être acquittée en une seule fois et dans le délai de quinze jours à partir de la notification.

3. Les réclamations auxquelles cette taxe pourra donner lieu devront être présentées dans le même délai de quinze jours et seront jugées par le maire de Paris, sur l'avis de la commission constituée par l'article 2 ci-dessus.

4. Le maire de Paris est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 17 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON; AD. CRÉMIEUX,
GLAIS-BIZOIN (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 74. — *DÉCRET relatif aux demandes de remboursement de fonds des Caisses d'épargne exigibles à partir du 22 septembre.*

Du 17 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

En présence des empêchements de force majeure qui se produisent, et subissant la nécessité que lui a léguée le Gouvernement impérial,

DÉCRÈTE :

Les demandes de remboursement de fonds des caisses d'épargne exigibles à partir du 22 septembre ne seront provisoirement acquittés en espèces que jusqu'à concurrence de cinquante francs par livret. Pour le surplus, les déposants auront droit, s'ils le demandent, à un bon du Trésor à trois mois d'échéance et portant cinq pour cent d'intérêt du jour de la demande.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 17 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON; AD. CRÉMIEUX,
GLAIS-BIZOIN (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 75. — *DÉCRET qui autorise la ville de Bordeaux à faire un prélèvement sur l'Emprunt approuvé par la loi du 16 mai 1863.*

Du 17 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE .

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE: La ville de Bordeaux (Gironde) est autorisée, conformément au vote du conseil municipal en date du 9 septembre 1870, à prélever, sur l'emprunt de dix-sept millions approuvé par la loi du 16 mai 1863, une somme de un million cinq cent mille francs (1,500,000^f) pour l'armement de la garde nationale de cette ville.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 17 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PILLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON; AD. GRÉMIERUX,
GLAIS-BIZOIN (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 76. — *DÉCRET relatif à l'élection du Conseil municipal de Paris.*

Du 18 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE ,

Considérant qu'il importe de régler provisoirement et conformément à notre droit public la situation municipale de Paris, en attendant son organisation définitive par l'Assemblée constituante ,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La ville de Paris procédera, le mercredi 28 septembre, à l'élection de son conseil municipal, dont les attributions seront les mêmes que celles des autres conseils municipaux de France.

Partout où il y aura lieu à un second tour, il y sera procédé le jeudi 29.

2. Ce conseil sera composé de quatre-vingts membres, nommés par circonscriptions correspondant aux arrondissements. Chaque arrondissement élira quatre membres au scrutin de liste.

Le conseil élu nommera son président, quatre vice-présidents et six secrétaires.

3. A raison des circonstances, les élections se feront sur les listes existantes; néanmoins, tout garde national sera admis au vote sur un certificat délivré par la commission d'armement de son arrondissement, constatant qu'il a justifié des conditions de l'électorat.

4. Il sera statué ultérieurement sur la nomination du maire de Paris et de ses adjoints, et sur celle des maires et adjoints d'arrondissement.

Provisoirement, les maire et adjoints de Paris et les maires et adjoints d'arrondissement resteront en fonctions. Ils seront éligibles au conseil municipal.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 18 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON; AD. CRÉMIEUX,
GLAIS-BIZOIN (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 77. — DÉCRET qui ouvre au Ministre des Travaux publics, sur l'exercice 1870, un Crédit pour la construction de Mitrailleuses.

Du 18 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'une commission instituée par le ministre des travaux publics au Conservatoire des arts et métiers et composée d'ingénieurs constructeurs et d'ingénieurs civils a reconnu la supériorité d'un modèle de mitrailleuse qui doit être exécuté rapidement pour être employé à la défense de Paris,

DÉCRÈTE :

Un crédit de six cent mille francs (600,000^f) est ouvert au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1870, pour la construction de mitrailleuses conformes au modèle dont il est question ci-dessus.

Le ministre des finances et le ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 18 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON; AD. CRÉMIEUX,
GLAIS-BIZOIN (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 78. — *DÉCRET portant création d'un corps d'Artillerie de la Garde nationale.*

Du 18 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera créé un corps d'artillerie de la garde nationale, dont la formation et l'organisation sont confiées au colonel d'état-major de la garde nationale *Victor Schœlcher*, sous la direction du général commandant supérieur. Son effectif ne devra pas dépasser le chiffre de neuf batteries.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 18 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON; AD. CRÉMIEUX,
GLAIS-BIZOIN (à Tours).



Certifié conforme :

Paris, le 20^e Septembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 10*.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 79. — *DÉCRET qui abroge l'article 75 de la Constitution de l'an VIII.*

Du 19 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'article 75 de la Constitution de l'an VIII est abrogé.

Sont également abrogées toutes autres dispositions des lois générales ou spéciales ayant pour objet d'entraver les poursuites dirigées contre des fonctionnaires publics de tout ordre.

2. Il sera ultérieurement statué sur les peines civiles qu'il peut y avoir lieu d'édicter, dans l'intérêt public, contre les particuliers qui auraient dirigé des poursuites téméraires contre des fonctionnaires.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 19 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETTAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON, AD. CRÉMIER,
GLAIS-BIZON (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 80. — *DÉCRET portant constitution de la Commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État.*

Du 19 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

* Voyez un Erratum à la fin de ce numéro.

2. XII^e Série.

10

ART. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État jusqu'à la nouvelle organisation du Conseil :

1^o Pour remplir les fonctions de conseiller d'État :

MM. de Jouvencel (*Ferdinand*), ancien conseiller d'État;
Bouchené-Lefer, ancien conseiller d'État;
Reverchon, ancien maître des requêtes, ancien avocat au Conseil d'État et à la cour de cassation;
Aucoc (*Léon*);
Lefranc (*Victor*), ancien représentant, avocat à la cour d'appel de Paris;
Versigny, ancien représentant, avocat à la cour d'appel de Paris;
Desmarest (*Ernest*), avocat à la cour d'appel de Paris, ancien bâtonnier;
Courcelle-Seneuil.

2^o Pour remplir les fonctions de maître des requêtes :

MM. Leblanc (*Ernest*);
Marbeau;
Perret;
David;
Braun;
de Baulny;
Vavasseur, avocat à la cour d'appel de Paris;
Accarias, professeur agrégé à la faculté de droit de Paris;
Julien-Laferrière (*Édouard*), avocat à la cour d'appel de Paris;
Carnot (*Adolphe*), ingénieur des mines.

2. La commission élira son président.

3. La commission réglera elle-même l'ordre et la répartition de ses travaux.

4. M. Caille, secrétaire de la section du contentieux du Conseil d'État suspendu, remplira les fonctions de secrétaire général de la commission.

5. La commission nommera, conformément au décret du 15 courant, les douze auditeurs qui devront l'assister dans ses travaux.

6. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 19 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON; AD. CRÉMIER,
GLAIS-BIZOIN (à Tours).

Erratum. Bulletin des lois xii^e série, n° 3, page 20 :

Le décret du 7 septembre 1870, sur les indemnités à accorder par le ministre de l'intérieur aux corps de volontaires armés ou équipés pour la défense nationale, doit être complété de la manière suivante :

Le ministre de l'intérieur est autorisé à payer des subventions, à titre de solde, aux corps de volontaires armés ou équipés pour la défense nationale, quand il le juge nécessaire.



● Certifié conforme :

Paris, le 21^e Septembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 11.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 81. — *DÉCRET relatif aux Élections municipales et aux Élections pour l'Assemblée constituante en Corse.*

Du 18 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Les élections municipales auront lieu en Corse le dimanche 2 octobre, et les élections pour l'Assemblée constituante le dimanche 9 octobre.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 18 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON; AD. CRÉMIEUX,
GLAIS-BEZON (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 82. — *DÉCRET qui autorise les Ministres, par délégation du Gouvernement, à signer, chacun en ce qui concerne son département, toutes Nominations et tous Actes qui ne sont pas de nature à être délibérés en Conseil de Gouvernement.*

Du 20 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Les ministres sont autorisés, par délégation du Gouvernement, à signer, chacun en ce qui concerne son département, toutes nomina-

XII^e Série.

11

tions et tous actes qui ne sont pas de nature à être délibérés en conseil de Gouvernement.

Les nominations et actes déjà signés par eux en conformité de la disposition qui précède sont confirmés.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 20 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON; AD. CRÉMIEUX,
GLAIS-BIZOIN (à Tours).



Certifié conforme :

Paris, le 22 * Septembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 12.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 83. — *DÉCRET qui affranchit du paiement de la Surtaxe établie par la loi du 7 mai 1860 les Cotons en laine importés par la frontière de terre comprise entre Nantua et Schlestadt.*

Du 6 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les cotons en laine importés par la frontière de terre comprise entre Schlestadt et Nantua sont affranchis du paiement de la surtaxe de trois francs soixante centimes établie par la loi du 7 mai 1860.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 6 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
AD. GRÉMEUR, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-
PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHE-
FORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 84. — *DÉCRET qui charge M. Valette de l'administration des bureaux et locaux de l'ancien Corps législatif et du règlement de sa comptabilité.*

Du 12 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur la proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Valette (Jean-Baptiste-Philippe) est chargé de l'admi-

XII Série.

11

nistration des bureaux et locaux de l'ancien Corps législatif et du règlement de sa comptabilité.

2. Il prendra les mesures nécessaires pour la réunion d'une nouvelle assemblée.

3. Les fonds actuellement en caisse et ceux qui pourront provenir des crédits ouverts antérieurement à la date du présent décret seront mis à sa disposition pour être affectés, aux besoins des différents services.

4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 12 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
AD. CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-
PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHE-
FORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 85. — DÉCRET qui affranchit du paiement de la Surtaxe établie par la loi du 7 mai 1860 les Cotons en laine importés par la frontière de terre comprise entre Schlestadt et Dunkerque.

Du 19 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la demande des filateurs de coton du département du Nord ;

Vu le décret du 6 de ce mois, portant abrogation de la surtaxe de trois francs soixante centimes (décime compris) sur les cotons en laine importés par la frontière de terre comprise entre Nantua et Schlestadt ;

Considérant que les circonstances qui ont motivé ce décret sont aujourd'hui les mêmes pour les départements du nord et du nord-est ;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les dispositions du décret susvisé sont étendues aux cotons en laine importés par la frontière de terre comprise entre Schlestadt et Dunkerque.

2. Les ministres de l'agriculture et du commerce et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 19 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON ; AD. CRÉMIEUX,
GLAIS-BIZOIN (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 86. — *DÉCRET qui ouvre au Budget municipal de la ville de Paris un Crédit supplémentaire pour l'organisation d'un service d'inspection générale de l'affichage public.*

Du 21 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au budget municipal de la ville de Paris, exercice 1870, chapitre de la préfecture de police, un crédit supplémentaire de quarante mille sept cents francs (40,700^f) pour l'organisation d'un service d'inspection générale de l'affichage public. Ce crédit sera ainsi réparti :

ART. 1 ^{er} . Personnel.....	40,000 ^f
— 2. Matériel.....	700
TOTAL.....	40,700

2. Les différents ministères qui font apposer des affiches contribueront dans ce crédit pour leur quote-part, qui sera réglée, à la fin de chaque année, par une commission composée des secrétaires généraux des divers ministères, et remboursée à la ville de Paris.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 21 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 87. — *DÉCRET qui ajourne les élections municipales de Paris et du département de la Seine, ainsi que les élections pour l'Assemblée constituante.*

Du 23 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant les obstacles matériels que les événements militaires apportent en ce moment à l'exercice des droits électoraux,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les élections municipales de Paris, fixées au 28 septembre, n'auront pas lieu à cette date.

Les nouvelles élections municipales des communes du département de la Seine sont également ajournées.

2. Il en est de même des élections pour l'Assemblée constituante, fixées au 2 octobre.

3. De nouvelles dates seront indiquées, dès que les événements le permettront, tant pour les élections des membres de l'Assemblée constituante que pour les élections municipales de Paris et de la Seine, ainsi que pour celles des communes où la guerre aurait, en

fait, empêché les électeurs de se réunir en nombre légalement suffisant.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 23 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JOLES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLÉTAU,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 88. — *DÉCRET relatif au Sceau de l'État et aux Sceaux, Timbres et Cachets des Cours, Tribunaux, Justices de paix et Notaires.*

Du 25 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. A l'avenir, le sceau de l'État portera, d'un côté, pour type, la figure de la Liberté, et pour légende, *Au nom du Peuple français*; de l'autre côté, une couronne de chêne et d'olivier, liée par une gerbe de blé; au milieu de la couronne, *République française, démocratique, une et indivisible*, et pour légende, *Liberté, Égalité, Fraternité*.

2. Les sceaux, timbres et cachets des cours, tribunaux, justices de paix et notaires porteront, pour type, la figure de la Liberté, telle qu'elle est déterminée pour le sceau de l'État; pour exergue, *République française*, et pour légende, le titre des autorités ou officiers publics par lesquels ils seront employés.

3. Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 25 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.



Certifié conforme :

Paris, le 27^e Septembre 1870.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 13.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 89. — *DÉCRET qui autorise l'Administration des Postes à expédier, par la voie d'aérostats montés, les Lettres ordinaires à destination de la France, de l'Algérie et de l'Étranger.*

Du 26 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'administration des postes est autorisée à expédier, par la voie d'aérostats montés, les lettres ordinaires à destination de la France, de l'Algérie et de l'étranger.

2. Le poids des lettres expédiées par les aérostats ne devra pas dépasser quatre grammes.

La taxe à percevoir pour le transport de ces lettres reste fixée à vingt centimes.

L'affranchissement en est obligatoire.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 26 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN.
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 90. — *DÉCRET qui autorise l'Administration des Postes à transporter des Cartes-poste par la voie d'aérostats libres et non montés.*

Du 26 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

2. *XII^e Série.*

13

ART. 1^{er}. L'administration des postes est autorisée à transporter, par la voie d'aérostats libres et non montés, des cartes-poste portant sur l'une des faces l'adresse du destinataire et sur l'autre la correspondance du public.

2. Les cartes-poste sont en carton vélin du poids de trois grammes au maximum et de onze centimètres de long sur sept centimètres de large.

3. L'affranchissement des cartes-poste est obligatoire.

La taxe à percevoir est de dix centimes pour la France et l'Algérie.

Le tarif des lettres ordinaires est applicable aux cartes-poste à destination de l'étranger.

4. Le Gouvernement se réserve la faculté de retenir toute carte-poste qui contiendrait des renseignements de nature à être utilisés par l'ennemi.

5. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 26 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 91. — *DÉCRET portant que les Lycées, les Écoles, les Asiles, ne pourront être mis en réquisition,*

Du 26 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que les établissements consacrés à l'éducation de l'enfance et de la jeunesse ont et conservent, dans les circonstances même les plus graves, une importance capitale,

DÉCRÈTE :

A l'avenir, les lycées, les écoles, les asiles ne pourront être mis en réquisition. Le ministre de l'instruction publique pourra donner l'autorisation d'y établir des ambulances, des magasins, d'y faire des casernements et même d'y tenir des réunions, après s'être assuré que le service des écoles n'en souffrira pas.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 26 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 92. — *DÉCRET qui ouvre au Budget de la ville de Paris, exercice 1870, un Crédit pour compléter le matériel du régiment des Sapeurs-pompiers.*

Du 26 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Il est ouvert au budget de la ville de Paris, exercice 1870, chapitre de la préfecture de police, un crédit de vingt-six mille francs (26,000^f) pour compléter le matériel du régiment des sapeurs-pompiers.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 26 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.



Certifié conforme :

Paris, le 28^e Septembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 14.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 93. — *DÉCRET qui institue des Conseils de guerre dits de la Garde nationale, pour juger les Crimes et Délits commis par les Gardes nationaux pendant la durée du siège de Paris.*

Du 27 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'il n'est pas de force militaire sans une discipline rigoureuse;

Considérant que la garde nationale, sur laquelle reposent aujourd'hui la sécurité de la capitale et le salut de la patrie, et qui se montre, par son excellent esprit et les progrès rapides de son éducation militaire, à la hauteur des grands devoirs qui lui sont imposés, doit être désormais astreinte aux lois qui régissent, en face de l'ennemi, toute armée régulière,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Pendant la durée du siège, les crimes et délits commis par les gardes nationaux sont jugés par des conseils de guerre dits *de la garde nationale*. Ces tribunaux appliquent les peines édictées par le code de justice militaire aux crimes et délits commis dans le service, et la loi commune aux crimes et délits commis en dehors du service.

2. Il est institué un conseil de guerre permanent dans chaque secteur et un conseil de révision pour l'ensemble de la garde nationale réunie dans Paris.

3. Les conseils de guerre sont composés de la manière suivante, selon le grade de l'inculpé :

Pour juger un sous-officier ou un garde :

Un chef de bataillon, président; deux capitaines, deux lieutenants ou sous-lieutenants, deux sous-officiers.

Pour juger un sous-lieutenant :

Un chef de bataillon, président; deux capitaines, deux lieutenants, deux sous-lieutenants.

Pour juger un lieutenant :

Un chef de bataillon, président; trois capitaines, trois lieutenants.

Pour juger un capitaine :

Un chef de bataillon, président; deux chefs de bataillon, quatre capitaines.

Pour juger un chef de bataillon :

Un commandant de secteur, président; six chefs de bataillon.

A chaque conseil de guerre sont attachés : un commissaire de la République remplissant l'office de ministère public, un capitaine rapporteur, un capitaine rapporteur adjoint et un greffier, assisté au besoin d'un greffier adjoint.

4. Le conseil de révision se compose d'un président et de quatre juges; un commissaire du Gouvernement et un greffier lui sont attachés.

5. Dans chaque secteur, les chefs de bataillon réunis élisent six d'entre eux, parmi lesquels le commandant du secteur désigne, par la voie du sort, le président, et, quand il y a lieu, les juges du conseil de guerre.

Dans chaque bataillon, les officiers de même grade élisent un d'entre eux. Il en est de même des sous-officiers inscrits sur ces listes.

6. Les commissaires du Gouvernement, les capitaines rapporteurs et les greffiers sont nommés par le commandant supérieur de la garde nationale.

7. Le président et les juges du conseil de révision, le commissaire de la République attaché à ce conseil sont nommés par le conseil de l'ordre des avocats près la cour d'appel de Paris.

Le greffier est nommé par le commandant supérieur.

8. Les plaintes en conseil de guerre sont adressées par les chefs de bataillon aux commandants de secteur, qui saisissent, s'il y a lieu, les conseils de guerre.

Le gouverneur de Paris, le commandant supérieur des gardes nationales sédentaires et les commandants de secteur peuvent déférer directement un crime ou délit au conseil de guerre.

9. Outre les peines prononcées par les conseils de guerre, des peines disciplinaires peuvent être infligées par les supérieurs à leurs inférieurs, suivant les différents degrés de la hiérarchie militaire.

Ces peines sont :

La révocation de l'officier ou la cassation du sous-officier, le désarmement et la radiation du garde national;

La prison pour les officiers, sous-officiers et gardes;

Les arrêts pour les officiers.

Le gouverneur de Paris peut seul prononcer la révocation d'un officier, sur l'avis du commandant supérieur.

Le commandant supérieur prononce la cassation d'un sous-officier, sur la proposition du commandant de secteur.

Le chef de bataillon prononce le désarmement et la radiation d'un garde.

Le commandant supérieur prononce au maximum la peine de quinze jours de prison pour les officiers, d'un mois pour les sous-officiers ou gardes.

Le commandant de secteur prononce, dans les mêmes conditions, la peine de quinze jours et huit jours de prison.

Le chef de bataillon inflige quatre jours de prison; les capitaines deux jours, mais aux sous-officiers ou gardes seulement.

Les arrêts sont infligés aux officiers de tout grade par leurs supérieurs, jusqu'au maximum de huit jours.

Les arrêts forcés avec remise du sabre et factionnaire à la porte du domicile sont infligés jusqu'au maximum de huit jours par le commandant supérieur, les commandants de secteur et les chefs de bataillon.

10. Pendant la durée du siège, les conseils de discipline créés par la loi du 13 juin 1851 cesseront de fonctionner.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 27 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Septembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 15.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 94. — *DÉCRET qui réorganise l'Administration de l'Assistance publique à Paris et dans le département de la Seine.*

Du 29 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'il importe de réorganiser l'administration de l'assistance publique à Paris et dans le département de la Seine sur la base d'un contrôle sérieux, en restituant aux représentants de la science et des intérêts municipaux leur légitime influence,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La direction générale de l'assistance publique est supprimée.

2. Le service des secours à domicile est exclusivement confié à l'autorité municipale.

3. Le service des hôpitaux et hospices civils constitue une administration distincte placée sous l'autorité d'un conseil d'administration qui prendra le titre de *Conseil général des hospices du département de la Seine*.

4. Le conseil général des hospices a la direction des hôpitaux et hospices civils du département de la Seine et l'administration de leurs biens; il fixe, sous l'approbation du ministre de l'intérieur, les recettes et dépenses de tous genres; il représente en justice les établissements hospitaliers; il a la tutelle des enfants trouvés, abandonnés et orphelins et la tutelle des aliénés; il règle, par des arrêtés soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur, tout ce qui concerne le service des hospices et la gestion de leurs revenus.

5. Un agent général des hospices est chargé de l'exécution des arrêtés du conseil général.

Il est nommé par le ministre de l'intérieur, sur une liste de présentation de trois candidats désignés par le conseil.

6. L'agent général nomme et révoque les employés simples ga-

gistes. Tous les autres fonctionnaires sont nommés sur la présentation du conseil général.

7. Le conseil général des hospices nomme son président, deux vice-présidents et un secrétaire, à la majorité absolue des suffrages.

8. Le conseil général des hospices est ainsi composé :

MM.

Étienne Arago, maire de Paris; *Henri Martin*, maire du 16^e arrondissement de Paris; *Carnot*, maire du 8^e arrondissement de Paris; *Ranc*, maire du 9^e arrondissement de Paris; *Brisson*, adjoint au maire de Paris; *Robinet*, adjoint au maire du 6^e arrondissement; *Axenfeld*, *Millard*, *Trélat* père, *Potain*, *Siredey*, médecins des hôpitaux; *Broca*, *Lefort*, *Verneuil*, *Laugier*, chirurgiens des hôpitaux; *Wurtz*, doyen de la faculté de médecine; *Gavarret*, professeur à l'école de médecine; *Bussy*, directeur de l'école supérieure de pharmacie; *Paul Fabre*, procureur général à la cour de cassation; *Leblond*, procureur général à la cour d'appel de Paris; *Péan de Saint-Gilles*, notaire à Paris; *Baraguet*, membre du conseil des prud'hommes; *Diéterle*, membre du conseil des prud'hommes; *Edmond Adam*, ancien conseiller d'État de la République; *Laurent Pichat*, publiciste; *André Cochut*, publiciste; *Bertillon*, président du comité d'hygiène du 5^e arrondissement.

9. Le conseil général des hospices a mission de préparer, dans le plus bref délai, un projet d'organisation définitive, dont le principe électif sera la base.

10. Le membre du Gouvernement délégué près l'administration du département de la Seine est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 29 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N^o 95. — *DÉCRET relatif aux Juges de paix et aux Notaires des cantons du département de la Seine ou des Départements circonvoisins envahis par l'ennemi, qui se sont retirés à Paris.*

Du 29 Septembre 1870

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Pendant la durée du siège et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les juges de paix des cantons du département de la Seine ou des départements circonvoisins envahis par l'ennemi, qui

se sont retirés à Paris, sont autorisés à exercer leurs fonctions à l'égard de leurs justiciables ~~qui se trouvent à Paris~~.

Ils tiendront leurs audiences dans les locaux affectés provisoirement aux mairies de leurs chefs-lieux de canton respectifs.

2. Pendant le même temps, les notaires des mêmes départements qui ont transféré leurs minutes à Paris pourront également y exercer leurs fonctions pour ~~tous les actes concernant~~ les personnes domiciliées dans le ressort de leur ancienne résidence, et actuellement à Paris.

Les dispositions des articles 4 et 6 de la loi du 25 ventôse an XI sont, en ce qui les concerne, provisoirement suspendues.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 29 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 96. — *DÉCRET relatif à la réquisition de tous les blés et Farines existant actuellement dans l'enceinte de Paris.*

Du 29 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Réquisition est faite, au nom du Gouvernement de la défense nationale, de ~~tous les blés et farines~~ qui existent actuellement dans l'enceinte de la ville de Paris. Ne sont exceptés que les blés et farines ayant le caractère de provisions de ménage.

2. Le prix des blés et farines sera payé aux détenteurs, suivant qualité, en prenant pour base le prix moyen résultant des mercuriales de la première quinzaine de septembre.

3. Le ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 29 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 97. — DÉCRET relatif aux Recours contre les Décisions rendues par le Conseil des prises.

Du 29 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu les décrets des 15 et 19 septembre 1870 sur le Conseil d'État,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les recours contre les décisions rendues par le conseil des prises seront portés devant la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État.

2. Les ministres des affaires étrangères et de la marine et des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 29 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 98. — DÉCRET concernant la composition du Conseil de révision de la Garde nationale.

Du 29 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Pour assurer le fonctionnement continu du conseil de révision de la garde nationale, il sera nommé un vice-président chargé de suppléer le président empêché, quatre juges pour suppléer les juges empêchés, et un commissaire du Gouvernement adjoint pour suppléer le commissaire du Gouvernement empêché.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 29 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 99. — *DÉCRET concernant la délivrance de Lettres de service de Sous-Lieutenant auxiliaire d'Artillerie ou du Génie.*

Du 29 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les jeunes gens engagés volontaires ou rappelés au service se trouvant dans les batteries d'artillerie ou compagnies du génie attachées à la défense de Paris, et qui, par leurs connaissances spéciales, comme anciens élèves des écoles polytechnique, des mines, centrale des arts et manufactures, des arts et métiers, d'architecture, etc., sont susceptibles d'être employés comme officiers d'artillerie ou du génie, peuvent recevoir, pour la durée de la guerre, des lettres de service de sous-lieutenant auxiliaire d'artillerie ou du génie.

2. Ces lettres de service seront délivrées par le ministre de la guerre, sur la proposition du général de division commandant supérieur de l'artillerie de l'armée de Paris, et du général de division commandant supérieur du génie de cette armée.

3. Seront également susceptibles d'être admis au même titre dans les deux armes précitées les élèves des mêmes écoles qui, sans être liés au service, se présenteront volontairement.

4. Les sous-lieutenants auxiliaires recevront, pendant la durée de leur service, la solde et les prestations attribuées aux sous-lieutenants d'artillerie ou du génie.

5. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 29 Septembre 1870.

Signé GÉNÉRAL TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 100. — *DÉCRET relatif à la Mise en liberté provisoire des Accusés renvoyés devant la Cour d'assises du département de la Seine pendant la suspension des assises dudit département.*

Du 30 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Pendant la suspension des assises du département de la Seine, les présidents de la cour d'assises sont autorisés à prononcer, après examen et le ministère public entendu, la mise en liberté provisoire des accusés renvoyés devant ladite cour.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 30 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLERAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 101. — *Décret qui supprime la Commission d'examen
des Ouvrages dramatiques.*

Du 30 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

La commission d'examen des ouvrages dramatiques est et demeure supprimée.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 30 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLERAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 102. — *DÉCRET qui accorde un Délai de trois mois aux Locataires habitant le
département de la Seine et aux Locataires en garni pour le paiement de leurs
Loyers.*

Du 30 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que l'investissement de Paris a interrompu les relations commerciales, suspendu le travail, et par là même tari la source des salaires et des revenus;

Considérant que les citoyens qui se consacrent entièrement à la défense de la Patrie doivent être provisoirement affranchis de poursuites ruineuses et inutiles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un délai de trois mois est accordé aux locataires, habitant le département de la Seine, qui déclareront être dans la nécessité d'y recourir, pour le paiement du terme de loyer échéant le 1^{er} octobre prochain et des termes précédemment échus qui ne seraient pas encore acquittés.

2. Le même délai est accordé aux locataires en garni pour tout paiement de loyer courant ou en retard.

3. Les ministres de la justice et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 30 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 103. — DÉCRET concernant la restitution des objets engagés au Mont-de-piété depuis le 19 juillet 1870.

Du 1^{er} Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les objets engagés au mont-de-piété depuis le 19 juillet 1870, consistant en vêtements, sommiers, matelas, couvertures, pour un prêt n'excédant pas quinze francs, seront rendus aux déposants.

2. Le ministre des finances est chargé de pourvoir à la dépense qu'occasionnera l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 1^{er} Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.



Certifié conforme :

Paris, le 3^e Octobre 1870.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 16.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 104. — *DÉCRET qui autorise un virement de Crédits au Budget ordinaire du Département de la Marine et des Colonies, exercice 1869.*

Du 9 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu les deux lois du 2 août 1868, portant fixation des budgets généraux des recettes et des dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1869;

Vu les deux lois du 8 mai 1869, portant ouverture de suppléments de crédits sur ledit exercice 1869;

Vu les décrets des 12 septembre 1868⁽¹⁾ et 2 juin 1869⁽²⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits et des suppléments de crédits ouverts par les lois précitées;

Vu le décret du 10 novembre 1856⁽³⁾, concernant les virements de crédits;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 du décret du 31 mai 1862⁽⁴⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 31 août 1870;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les crédits ouverts, pour l'exercice 1869, sur les chapitres suivants du budget ordinaire du département de la marine et des colonies, sont réduits d'une somme de trois millions trois cent mille francs (3,300,000^f), répartie comme il suit :

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1640, n° 16,353.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1717, n° 16,962.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 440, n° 4110.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 1045, n° 10,527.

BUDGET ORDINAIRE.

2^e SECTION.

CHAP. IV.	Équipages à terre et à la mer.....	1,300,000 ^f
— V.	Troupes	700,000

3^e SECTION.

CHAP. XI.	Approvisionnements généraux de la flotte.....	1,000,000
— XII.	Travaux hydrauliques et bâtiments civils.....	300,000

TOTAL ÉGAL..... 3,300,000

2. Les crédits ouverts, pour ledit exercice, aux chapitres ci-après désignés du budget ordinaire du même département, sont augmentés de pareille somme de trois millions trois cent mille francs (3,300,000^f), imputable comme il suit :

BUDGET ORDINAIRE.

2^e SECTION.

CHAP. VIII.	Hôpitaux	300,000 ^f
-------------	----------------	----------------------

3^e SECTION.

CHAP. X.	Salaires d'ouvriers.....	2,000,000
----------	--------------------------	-----------

4^e SECTION.

CHAP. XVIII.	Frais de passage.....	1,000,000
--------------	-----------------------	-----------

TOTAL ÉGAL..... 3,300,000

3. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 9 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
AD. CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-
PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHE-
FORT, JULES SIMON.

Le Ministre des finances,

Signé ERNEST PICARD.

Le Contre-Amiral, Ministre de la marine
et des colonies, par intérim,

Signé D'HORNOY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N^o 105. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture et du Commerce un Crédit, sur l'exercice 1870, pour le paiement des Dépenses concernant l'Approvisionnement de Paris.

Du 24 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur la proposition du ministre de l'agriculture et du commerce,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture et du commerce, sur le chapitre VII du budget extraordinaire de l'exercice 1870, un crédit de soixante-dix millions (70,000,000^f) pour le paiement des dépenses concernant l'approvisionnement de Paris.

2. Le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 24 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 106. — *DÉCRET relatif aux Réquisitions.*

Du 1^{er} Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret de la Convention nationale du 19 brumaire an III;

Le décret du 15 décembre 1813⁽¹⁾;

Le décret du 29 septembre 1870⁽²⁾;

L'arrêté du ministre de l'intérieur, du même jour, spécial aux réquisitions adressées à la compagnie des omnibus;

Vu l'article 484 du Code pénal;

Considérant qu'il importe essentiellement de régulariser les réquisitions portant sur les objets de première nécessité, afin de rassurer les citoyens contre les abus qui pourraient être commis par des particuliers sans mandat, et de leur donner un titre au moyen duquel ils pourront être payés de leurs fournitures faites dans un intérêt public,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les réquisitions ne pourront être faites que par le gouverneur de Paris, ou par le ministre compétent, sous la surveillance et le contrôle du Gouvernement de la défense nationale.

2. Un double des états de toutes les réquisitions sera remis au Gouvernement.

3. Dans le cas d'urgence extrême, les maires des vingt arrondissements ou les commandants des secteurs pourront requérir ce qui sera nécessaire, à charge d'envoyer, dans un délai qui ne pourra excéder douze heures, copie de leurs réquisitions à l'Hôtel de ville et au ministre de l'intérieur.

4. Dans tous les cas où il y aura lieu à réquisition, il sera désigné un commissaire qui, sous sa responsabilité, surveillera la remise de la prestation requise et fournira le récépissé dûment timbré, signé et daté, qui servira de titre au contribuable.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 1^{er} Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 543, n° 9947.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 15, n° 96.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 107. — *DÉCRET portant que la Statue de la ville de Strasbourg qui se trouve actuellement sur la place de la Concorde, à Paris, sera coulée en bronze.*

Du 2 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que la noble cité de Strasbourg, par son héroïque résistance à l'ennemi pendant un siège meurtrier de plus de cinquante jours, a resserré les liens indissolubles qui rattachent l'Alsace à la France;

Considérant que, depuis le commencement du siège de Strasbourg, la pitié nationale de la population parisienne n'a cessé de prodiguer autour de l'image de la capitale de l'Alsace les témoignages du patriotisme le plus touchant et de la plus ardente reconnaissance pour le grand exemple que Strasbourg et les villes assiégées de l'Est ont donné à la France;

Voulant tout à la fois perpétuer le souvenir du glorieux dévouement de Strasbourg et des villes de l'Est à l'indivisibilité de la République et du généreux sentiment du peuple de Paris,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La statue de la ville de Strasbourg qui se trouve actuellement sur la place de la Concorde sera coulée en bronze et maintenue sur le même emplacement, avec inscription commémorative des hauts faits de la résistance des départements de l'Est.

2. Le ministre de l'instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 2 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

Certifié conforme :

Paris, le 4^o Octobre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.



BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 108. — *DÉCRET concernant les Cours martiales instituées à Saint-Denis, à Vincennes et dans les 13^e et 14^e Corps d'armée, et les Conseils de révision chargés de statuer sur les Pourvois formés contre les Jugements rendus par ces Cours.*

Du 2 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu l'arrêté, en date du 26 septembre 1870, pris par le président du Gouvernement, gouverneur de Paris, ledit arrêté portant institution de cours martiales à Saint-Denis, à Vincennes et dans les treizième et quatorzième corps d'armée,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les jugements rendus par les cours martiales pourront être attaqués par la voie du pourvoi en révision.

2. Les conseils de révision siégeront au même lieu que les cours martiales. Ils seront composés d'un officier général et de deux officiers supérieurs, ou, à défaut, des officiers présents les plus élevés en grade.

Le conseil nommera lui-même le commissaire de la République.

3. Le conseil de révision sera immédiatement saisi et statuera sans aucun délai.

4. En cas d'annulation par le conseil de révision, l'inculpé sera renvoyé devant une nouvelle cour martiale, qui statuera sans désespérer et sans nouveau recours possible.

En cas de rejet, il sera immédiatement procédé à l'exécution.

5. L'arrêté susvisé reste exécutoire en toutes ses parties non modifiées par les dispositions précédentes.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 2 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 109. — *DÉCRET réglant les conditions de délibération de la Commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État.*

Du 3 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que le nombre des membres de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État ne permet pas d'observer les conditions établies par la législation actuelle pour la validité des délibérations,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les sections formées dans le sein de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État seront composées du nombre de conseillers d'État, de maîtres des requêtes et d'auditeurs qui sera déterminé dans le règlement intérieur arrêté par la commission.

2. Elles ne pourront délibérer que si deux conseillers au moins sont présents. S'il n'y a que deux conseillers présents, un des maîtres des requêtes attachés à la section, pris dans l'ordre du tableau, sera adjoint aux conseillers avec voix délibérative.

3. La commission réunie en assemblée générale ne pourra délibérer, soit sur les affaires administratives qui étaient antérieurement soumises à l'assemblée générale du Conseil d'État, soit sur les affaires qui étaient portées devant l'assemblée du Conseil délibérant au contentieux en audience publique, que si cinq au moins de ses membres ayant voix délibérative sont présents.

Les auditeurs pourront faire des rapports devant la commission réunie en assemblée générale.

4. Deux maîtres des requêtes seront désignés par le ministre de la justice pour remplir les fonctions de commissaires du Gouvernement près la commission délibérant au contentieux. Un auditeur pourra leur être adjoint.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 3 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 110. — *DÉCRET qui étend et complète les dispositions du décret du 9 septembre 1870, relatif aux Prescriptions et Péremptions en matière civile.*

Du 3 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que la prolongation de l'état de guerre rend nécessaire l'ex-

tension des dispositions du décret du 9 septembre 1870 ⁽¹⁾, relatif aux prescriptions et péremptions en matière civile ;

Considérant, en outre, que des doutes se sont élevés sur la portée de ces dispositions, et qu'il importe en conséquence d'interpréter et de compléter ledit décret,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La suspension des prescriptions et péremptions en matière civile pendant la durée de la guerre s'applique aux inscriptions hypothécaires, à leur renouvellement, aux inscriptions, et généralement à tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé.

2. La prorogation de délai dont il est parlé en l'article 2 du même décret ne s'applique qu'aux différents actes de recours devant les tribunaux judiciaires ou administratifs.

Quant aux autres actes, il est accordé, à dater de la cessation de la guerre, un délai égal à celui qui restait à courir au moment où elle a été déclarée.

3. Le présent décret est étendu à tous les départements de la France. Il s'applique aussi à l'Algérie et aux colonies, mais seulement pour les actes qui doivent être faits en France et réciproquement.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 3 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 111. — DÉCRET relatif au nombre de Signatures suffisant pour la validité des Décrets du Gouvernement.

Du 4 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

La signature de sept membres du Gouvernement de la défense nationale est nécessaire et suffisante pour la validité de ses décrets.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 4 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

⁽¹⁾ Bull. 3, n° 31.



Certifié conforme :

Paris, le 5^e Octobre 1870,

***Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.***

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

*** Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.**

**On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.**

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 18.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 112. — *DÉCRET qui adjoint M. Gambetta à la Délégation de Tours, et charge M. Jules Favre de l'Intérim du Ministère de l'Intérieur à Paris.*

Du 4 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'à raison de la prolongation de l'investissement de Paris, il est indispensable que le ministre de l'intérieur puisse être en rapport direct avec les départements et mettre ceux-ci en rapport avec Paris, pour faire sortir de ce concours une défense énergique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. Gambetta, membre du Gouvernement, ministre de l'intérieur, est adjoint à la délégation de Tours; il se rendra sans délai à son poste.

2. M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères, est chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur, à Paris.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 4 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 113. — *DÉCRET qui fixe l'Indemnité mensuelle attribuée aux Membres de la Commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'Etat, et qui assimile, au point de vue du traitement, les Avocats généraux à la Cour de cassation aux Conseillers à la même cour.*

Du 7 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'il importe, en attendant que l'Assemblée constituante ait

XII^e Série.

18

pu se prononcer sur l'organisation nouvelle des juridictions et sur le traitement des fonctionnaires de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, de fixer provisoirement l'indemnité qu'il y a lieu d'attribuer aux membres de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État;

Qu'il est rationnel, dans l'état actuel de la législation, d'assimiler, au point de vue du traitement, les membres de cette commission pourvus des fonctions de conseiller d'État aux conseillers à la cour de cassation, et de proportionner à cette fixation le traitement des maîtres des requêtes et des auditeurs;

Considérant qu'il y a lieu d'assimiler, au même point de vue du traitement, les avocats généraux à la cour de cassation aux conseillers à la même cour,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les membres de la commission chargée de remplacer le Conseil d'État recevront provisoirement, et jusqu'à la nouvelle organisation du Conseil d'État, une indemnité mensuelle calculée sur le taux annuel de dix-huit mille francs pour les conseillers d'État, de huit mille francs pour les maîtres des requêtes et de deux mille francs pour les auditeurs.

2. A partir du 1^{er} octobre 1870, le traitement des avocats généraux à la cour de cassation, à l'exception du premier avocat général, est ramené au même taux que celui des conseillers à la même cour.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 7 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, EMMANUEL ARAGO, GARNIER-PAGÈS,
PELLETAN, E. PICARD, ROGHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 114. — DÉCRET qui autorise le Ministre des Finances à faire convertir en Monnaie, au type de la République, l'Argenterie provenant des palais et résidences qui faisaient partie de l'ancienne Liste civile,

Du 7 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que l'argenterie trouvée aux Tuileries est aujourd'hui sans utilité;

Considérant que les valeurs mobilières provenant des palais et résidences de l'ex-empereur ont fait retour à l'État, et que la Nation en a la libre disposition,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à faire convertir immédiatement en monnaie, au type de la République, l'argenterie

provenant des palais et résidences qui faisaient partie de l'ancienne liste civile.

2. Les objets d'art en or, argent ou vermeil sont exceptés de cette mesure.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 7 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GARNIER-PAGES, E. PICARD, ROCHE-
FORT, JULES SIMON.

Certifié conforme :

Paris, le 8^e Octobre 1870.

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.



* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 19.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 115. — *DÉCRET qui ouvre un Crédit, sur l'exercice 1870, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour l'exécution de divers Travaux publics.*

Du 10 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1870;

Vu le décret du 16 octobre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits du budget dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840, ainsi conçu :

« Les fonds versés par des départements, des communes ou des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à l'exécution de travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget; un crédit de pareille somme sera ouvert par ordonnance royale au ministère des travaux publics, additionnellement à ceux qui lui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits fonds qui n'aura pas été employée pendant le cours d'un exercice pourra être réimputée, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances royales qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré; »

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1870;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 29 août 1870;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

⁽¹⁾ Bull. 1755, n° 17,240.

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1870 (*Budgets ordinaire et extraordinaire*), un crédit de un million deux cent quatre-vingt-cinq mille sept cent quatre francs dix-neuf centimes (1,285,704^f 19^c).

Cette somme de un million deux cent quatre-vingt-cinq mille sept cent quatre francs dix-neuf centimes (1,285,704^f 19^c) est répartie de la manière suivante entre les chapitres des budgets ordinaire et extraordinaire ci-après désignés, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. X.	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État	27,500 ^f 00 ^c
— XI.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.)	83,066 43
— XII.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.)	101,341 73
— XIII.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires.)	5,056 42
— XIV.	Ports maritimes. — Services divers (Travaux ordinaires.)	94,955 43
— XV.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage.....	1,688 00

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. III.	Lacunes des routes nationales.....	1,713 60
— IV.	Rectification des routes nationales	1,000 00
— VIII.	Amélioration des rivières	8,850 00
— X.	Amélioration des ports maritimes.....	355,000 00
— XI.	Travaux de défense contre les inondations.....	3,604 24
— XII.	Travaux d'amélioration agricole.....	3,000 00
— XIV bis.	Travaux de défense des villes contre les inondations	78,928 34
— XVI.	Travaux de chemins de fer exécutés par l'État....	515,000 00

TOTAL comme ci-dessus 1,285,704 19

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1870.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAPITRE X.		
ENTRETIEN DES ÉTABLISSEMENTS THERMAUX APPARTENANT À L'ÉTAT.		
Altier.....	Entretien des routes thermales du parc et de la prise d'eau de Vichy.....	27,500 ⁰⁰
CHAPITRE XI.		
ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires.)		
Ardèche.	Établissement trottoirs sur les routes impériales n° 102 et 104, dans la traverse d'Aubenas, entre la maison Com-bier et la maison Mourgues.....	2,519 00
Côte-d'Or. ...	Amélioration de la route impériale n° 5, dans la traverse d'Auxonne.....	2,000 00
Eure-et-Loir..	Établissement de trottoirs et de caniveaux pavés dans la traverse de Châteaudun (route impériale n° 10).....	2,084 86
Garonne (Haute-).	Établissement de passages en cailloux étetés sur plusieurs points des routes impériales n° 20, 88 et 113, dans la traverse de Toulouse.....	1,500 00
Gironde.	Entretien des routes impériales qui traversent la ville de Bordeaux.....	8,603 00
	Entretien des routes impériales dans la traverse de la ville de Libourne.....	222 06
Loire.....	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés le long de la route impériale n° 82, à l'entrée et à la sortie de Saint-Etienne.....	10,000 00
Lot- et-Garonne.	Pavage et construction de trottoirs dans la rue Garonne, à Agen (route impériale n° 127), de Montauban à Bor-deaux.....	1,996 18
Mayenne.....	Construction de trottoirs et de caniveaux le long de la route impériale n° 163 bis, dans la traverse du bourg de Ballots.....	623 65
	Amélioration de la route impériale n° 6, dans les faubourgs du nord et du midi de Villefranche.....	6,000 00
Rhône.....	Amélioration de la route impériale n° 83, entre la place de la Boucle et la gare de Sainte-Clair, à Caluire.....	26,000 00
Saône (Haute-).	Construction d'aqueducs dans la traverse de Combeaufon-taine (route impériale n° 19).....	12,000 00
Seine-et-Oise.	Construction d'un égout sous la route impériale n° 10, dans la traverse de Sèvres.....	13,000 00
	Arrosage de la route impériale n° 10, dans la traverse de Versailles.....	507 68
Sèvres (Deux-).	Élargissement de la route impériale n° 138, dans la traverse de Thouars.....	200 00
Yonne.....	Amélioration de la route impériale n° 77, dans la côte de Montfort.....	750 00
TOTAL du chapitre XI.....		88,068 43
CHAPITRE XII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières. — Travaux ordinaires.)		
Ardèche.	Entretien du réservoir de Ternay.....	5,400 00
Aube.....	Travaux de réparation du réservoir de Saint-Julien.....	3,540 00
Bouches- du-Rhône.	Travaux de défense de l'épi Allemand, sur la Durance, à Orgon.....	4,900 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
Calvados.....	Travaux de défense des rives de l'Orne, au droit de la propriété de M. <i>Legonidec de Peulan</i>	2,512 ^f 80 ^a
Drôme.....	Réparation des digues de Douzère.....	3,500 00
Eure.....	Déplacement du passage d'eau de Poses, sur la Seine.....	289 00
	Entretien et réparation du barrage accolé aux moulins de Villemur.....	500 00
Gironde.....	Construction de la cale du Boulanger, sur la Garonne, à Tourne.....	200 00
	Travaux d'amélioration du port de Génissac.....	4,200 00
Jura.....	Travaux de défense de la rive droite du Doubs, en aval du pont du chemin de fer, à Molay.....	6,500 00
Loire.....	Entretien du réservoir de Furcns.....	6,667 00
Loire-et-Garonne.	Construction d'une cale sur la Boize.....	6,600 00
Moselle.....	Études de canaux destinés à réunir la Moselle à la Meuse par la vallée de l'Orne.....	2,775 00
Bas-Rhin.....	Construction d'une digue sur la rive droite du Rhin tortu.	4,000 00
Haut-Rhin..	Exhaussement et fortification des rives du Rhin.....	5,000 00
Saône-et-Loire.	Construction d'un pont à Verdun, au confluent de la Saône et du Doubs.....	15,000 00
Haute-Savoie.	Construction du port des Marquisats, sur le lac d'Annecy..	5,000 00
Seine.....	Construction d'organes au port de la gare d'Ivry.....	1,050 00
Tarn.....	Travaux de réparation du barrage de Marsac, sur le Tarn..	642 13
	Travaux de défense exécutés sur la Garonne, le long de la propriété de M ^{me} <i>Vendriès, née Ricaud</i>	1,065 80
Tarn-et-Garonne.	Travaux de défense contre la Garonne au mas Grenier, au droit de la propriété de M. <i>d'Hébray</i>	500 00
Var.....	Travaux pour la défense de la ville d'Aups contre les inondations.....	17,000 00
	TOTAL du chapitre XII.....	101,341 73
CHAPITRE XIII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Canaux.) (Travaux ordinaires.)		
Bouches-du-Rhône.	Travaux d'approfondissement du canal d'Arles à Bouc....	4,881 42
	Entretien du pont-levis de l'écluse carrée de Guines, sur le canal de Guines.....	175 00
	TOTAL du chapitre XIII.....	5,056 42
CHAPITRE XIV.		
PORTS MARITIMES. (Services divers.)]		
Calvados.....	Travaux de défense du littoral de la commune de Grand-champ.....	1,000 00
	Travaux de dévasement du port de Honfleur.....	10,000 00
	Construction d'une digue de défense à Villerville.....	10,000 00
	Entretien du port de Caverne.....	252 38
Gironde.....	Entretien du port de Libourne.....	849 25
	Travaux d'amélioration du port de Lanton.....	500 00
	Restauration de la chaussée du quai de Sainte-Croix.....	10,000 00
Hérault.....	Agrandissement du port de Mèze.....	53,150 00
	Amélioration du port de Bouzigues, sur l'étang de Thau...	3,300 00
Loire-Inférieure.	Construction d'un débarcadère à Mindin.....	540 00
Manche.....	Réparation d'avaries causées par la tempête de mars 1869..	1,625 00
Nord.....	Entretien du quai de la Concorde au port de Dunkerque...	3,000 00
Var.....	Construction du port de refuge des Salettes.....	738 80
	TOTAL du chapitre XIV.....	94,955 43

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
CHAPITRE XV. ÉTUDES ET SUBVENTIONS POUR TRAVAUX D'IRRIGATION, DE DESSÈCHEMENT, DE CURAGE ET DE DRAINAGE.		
Drôme.....	Dépenses effectuées par l'administration du séquestre du canal de Pierrelate.....	1,688' 00 ^a
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAPITRE III. LACUNES DES ROUTES NATIONALES.		
Haute-Savoie.	Construction de la route nationale n° 202, entre Cluses et le col de Châtillon.....	1,713 60
CHAPITRE IV. RECTIFICATION DES ROUTES NATIONALES.		
Finistère.....	Rectification de la route nationale n° 169, dans la traverse de Morlaix.....	1,000 00
CHAPITRE VIII. AMÉLIORATION DES RIVIÈRES.		
Deux-Sèvres..	Élargissement et approfondissement de la Sèvre entre Coulon, Bazoin et la Grande-Ceinture.....	8,000 00
	Travaux d'amélioration du port de la Gazette.....	850 00
	TOTAL du chapitre VIII.....	8,850 00
CHAPITRE X. TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET D'ACHÈVEMENT DES PORTS MARITIMES.		
Hérault.....	Construction des ponts de la gare et des moulins, à Cette..	100,000 00
Loire-Inférieure.	Construction du pont de la Bourse.....	70,000 00
Manche.....	Travaux d'amélioration du port de Barfleur.....	5,000 00
	Construction d'un deuxième bassin à flot à Granville.....	5,000 00
Nord.....	Travaux d'amélioration du port de Gravelines.....	175,000 00
	TOTAL du chapitre X.....	355,000 00
CHAPITRE XI. TRAVAUX DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS.		
Loir-et-Cher..	Travaux de défense de la commune de Chouzy contre les inondations.....	300 00
	Travaux d'exhaussement de l'ancien et du nouveau mail, à Blois.....	3,304 24
	TOTAL du chapitre XI.....	3,604 24
CHAPITRE XII. TRAVAUX D'AMÉLIORATION AGRICOLE.		
Corse.....	Construction d'une fontaine publique à Cargèse.....	3,000 00
CHAPITRE XIV bis. TRAVAUX DE DÉFENSE DES VILLES CONTRE LES INONDATIONS.		
Drôme.....	Travaux complémentaires de défense de Romans contre les inondations.....	3,422 78
Indre-et-Loire	Travaux de défense d'Amboise contre les inondations.....	2,000 00
Isère.....	Travaux de défense de Grenoble contre les inondations....	42,362 62
	Travaux de défense de la ville de Saumur contre les inondations.....	1,142 94
Maine-et-Loire	Travaux de défense de la ville d'Angers contre les inondations.....	30,000 00
	TOTAL du chapitre XIV bis.....	78,928 34

Départ- TERRITOIRES.	ENTREPRISES AUXQUELLES DES FONDs SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
	CHAPITRE XVI. TRAVAUX DE CHEMINS DE FER EXÉCUTÉS PAR L'ÉTAT.	
Côte-d'Or	Études des chemins de fer de Dijon à Lons-le-Saunier et de Châtillon à Besançon.....	12,000 00
Gers et	Construction du chemin de fer de Condom à Port-Sainte- Marie.....	500,000 00
Lot-et-Garonne Ille-et-Vilaine.	Études du chemin de fer de Rennes à Châteaubriant.....	3,000 00
	TOTAL du chapitre XVI.....	515,000 00
RÉCAPITULATION.		
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAP. I.	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.	27,500 00
— II.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	88,066 43
— III.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.)..	101,341 73
— XIII.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires.)...	5,056 42
— XIV.	Ports maritimes. — Services divers.....	94,955 43
— XV.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessé- chement, de curage et de drainage.....	1,688 00
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAP. III.	Lacunes des routes nationales.....	1,713 60
— IV.	Rectification des routes nationales.....	1,000 00
— VIII.	Amélioration des rivières.....	8,850 00
— X.	Amélioration des ports maritimes.....	355,000 00
— XI.	Travaux de défense contre les inondations.....	3,604 24
— XII.	Travaux d'amélioration agricole.....	3,000 00
— XIV bis.	Travaux de défense des villes contre les inondations.....	78,928 34
— XVI.	Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	515,000 00
	TOTAL GÉNÉRAL.....	1,285,704 19

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 116. — *DÉCRET qui ouvre un Crédit, sur l'exercice 1870, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par le Département de la Moselle et divers Indus-
triels, pour les travaux de canalisation de la Moselle.*

Du 10 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget général des recettes
et des dépenses de l'exercice 1870 ;

Vu le décret du 16 octobre suivant⁽¹⁾, contenant répartition des crédits dudit exercice;

Vu l'article 18 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840, ainsi conçu :

« Les fonds versés par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à l'exécution de travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget; un crédit de pareille somme sera ouvert par ordonnance royale au ministère des travaux publics, additionnellement à ceux qui lui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits fonds qui n'aura pas été employée pendant le cours d'un exercice, pourra être réimputée, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances royales qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré; »

Vu la loi du 31 juillet 1867, qui autorise le département de la Moselle et divers industriels à faire au trésor une avance de onze millions cinq cent mille francs (11,500,000^f) pour les travaux de canalisation de la Moselle, entre Frouard et Thionville;

Vu les décrets des 7 décembre 1867⁽²⁾, 2 mai⁽³⁾, 27 septembre⁽⁴⁾ et 1^{er} décembre 1868⁽⁵⁾, 3⁽⁶⁾ et 27 mars⁽⁷⁾, 15 mai⁽⁸⁾, 29 juillet⁽⁹⁾ et 27 octobre 1869⁽¹⁰⁾, 16 février⁽¹¹⁾, 13 avril⁽¹²⁾ et 14 juin 1870⁽¹³⁾, qui, à la suite de versements effectués par le département de la Moselle, en exécution de la loi susvisée du 31 juillet 1867, ont ouvert au ministre des travaux publics des crédits s'élevant ensemble à sept millions de francs (7,000,000^f);

Vu l'état ci-annexé constatant qu'il a été versé au trésor, le 15 juillet dernier, par le même département, une nouvelle somme de cinq cent mille francs (500,000^f) pour le même objet;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 25 août 1870;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1870, chapitre VIII du budget extraordinaire (*Amélioration des rivières*), un crédit de cinq cent mille francs (500,000^f) pour les travaux de canalisation de la Moselle.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par voie d'avances faites par le département de la Moselle et divers industriels.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO, CRÉMIEUX, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, JULES SIMON, GAMBETTA, E. PICARD, ROCHEFORT.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1755, n° 17,240.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 1556, n° 15,695.

⁽³⁾ 1^{re} série, Bull. 1602, n° 16,110.

⁽⁴⁾ 1^{re} série, Bull. 1648, n° 16,388.

⁽⁵⁾ 1^{re} série, Bull. 1669, n° 16,518.

⁽⁶⁾ 1^{re} série, Bull. 1688, n° 16,715.

⁽⁷⁾ 1^{re} série, Bull. 1707, n° 16,896.

⁽⁸⁾ 1^{re} série, Bull. 1718, n° 16,975.

⁽⁹⁾ 1^{re} série, Bull. 1737, n° 17,109.

⁽¹⁰⁾ 1^{re} série, Bull. 1782, n° 17,488.

⁽¹¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1792, n° 17,579.

⁽¹²⁾ 1^{re} série, Bull. 1803, n° 17,717.

⁽¹³⁾ 1^{re} série, Bull. 1816, n° 17,844.

État des sommes versées au trésor, par le département de la Moselle et divers industriels, à titre d'avance pour les travaux de canalisation de la Moselle entre Frouard et Thionville. (Loi du 31 juillet 1867.)

DATE du versement.	DÉSIGNATION du comptable qui a reçu les fonds.	MONTANT des versements.
15 juillet 1870.	Trésorier payeur général du département de la Moselle. Versements antérieurs.....	500,000 ^f 7,000,000
	TOTAL.....	7,500,000

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 117. — DÉCRET qui ouvre un Crédit, sur l'exercice 1870, à titre de Fonds de concours versés au Trésor par la Chambre de commerce de Bordeaux, pour la construction d'un Bassin à flot au Port de cette ville.

Du 10 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1870;

Vu le décret du 16 octobre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840, ainsi conçu;

« Les fonds versés par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à l'exécution de travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget; un crédit de pareille somme sera ouvert par ordonnance royale, au ministère des travaux publics, additionnellement à ceux qui lui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits fonds qui n'aura pas été employée pendant le cours d'un exercice pourra être réimputée, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances royales qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré; »

Vu la loi du 20 mai 1868, qui autorise la chambre de commerce de Bordeaux à faire au trésor une avance de dix millions de francs pour les travaux à effectuer au port de cette ville;

Vu les décrets en date des 17 février ⁽²⁾, 11 septembre 1869 ⁽³⁾ et 12 mars 1870 ⁽⁴⁾, portant ouverture au ministre des travaux publics de crédits s'élevant ensemble à cinq millions de francs applicables aux travaux dont il s'agit;

Vu l'état ci-annexé constatant qu'il a été versé au trésor, le 5 juillet der-

⁽¹⁾ xi^e série, Bull. 1755, n° 17,240.

⁽²⁾ xi^e série, Bull. 1684, n° 16,671.

⁽³⁾ xi^e série, Bull. 1753, n° 17,231.

⁽⁴⁾ xi^e série, Bull. 1797, n° 17,653.

nier, pour le compte de ladite chambre de commerce, une nouvelle somme de un million de francs pour le même objet;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 25 août 1870 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1870 et chapitre x du budget extraordinaire (*Travaux d'amélioration et d'achèvement des ports maritimes*), un crédit de un million de francs (1,000,000^f) pour la construction d'un bassin à flot dans le port de Bordeaux.

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor, à titre de fonds de concours, par voie d'avances faites à l'État par la chambre de commerce de Bordeaux.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT,
JULES SIMON.

État des sommes versées au trésor, par la chambre de commerce de Bordeaux, pour la construction d'un bassin à flot au port de cette ville, en exécution de la loi du 20 mai 1868.

DATE du versement.	DÉSIGNATION du comptable qui a reçu les fonds.	MONTANT des versements.
5 juillet 1870.	Receveur central du département de la Seine.....	1,000,000 ^f
	Versements antérieurs.....	5,000,000
	ENSEMBLE.....	6,000,000

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 118. — DÉCRET qui autorise la ville de Roubaix à contracter un Emprunt.

Du 20 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. La ville de Roubaix (Nord) est autorisée à emprunter, à un taux d'intérêt qui n'excède pas cinq pour cent, une somme de quatre cent mille francs (400,000^f), remboursable en douze années, à partir de 1871, sur ses revenus, pour donner du travail à la population ouvrière.

L'emprunt pourra être réalisé, soit avec publicité et concurrence, soit par voie de souscription, soit de gré à gré, avec faculté d'émettre des obligations au porteur ou transmissibles par voie d'endossement, soit directement de la caisse des dépôts et consignations, aux conditions de cet établissement.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 20 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON, AD. CRÉMIEUX,
GLAIS-BIZOIN (à Tours).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 119. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, sur l'exercice 1870, un Crédit pour le service des Manufactures de Sèvres, de Beauvais et des Gobelins.*

Du 2^e Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,!

Sur la proposition du ministre de l'agriculture et du commerce,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture et du commerce, sur le chapitre XIX du budget ordinaire de l'exercice 1870, un crédit de trois cent vingt-cinq mille francs (325,000^f) pour le service des manufactures de Sèvres, de Beauvais et des Gobelins.

2. Le ministre des finances et le ministre de l'agriculture et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 2 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 120. — *DÉCRET relatif à la réquisition de toutes les Denrées alimentaires et des Fourrages restés en souffrance dans les gares de Chemins de fer.*

Du 7 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport de la commission des subsistances,

DÉCRÈTE :

Réquisition est faite, au nom du Gouvernement, de toutes les denrées alimentaires et des fourrages restés en souffrance dans les gares de chemins de fer.

Ces denrées seront acquises à un prix qui sera déterminé par le ministre du commerce, d'accord avec l'administration des compagnies.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 7 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PICARD, ROCHE-
FORT, JULES SIMON.



Certifié conforme :

Paris, le 10 * Octobre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

*Le Secrétaire général du ministère de la Justice,
F. HÉROLD.*

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 20.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 121. — *DÉCRET* completif et interprétatif de celui du 30 septembre 1870, qui accorde un Délai de trois mois aux Locataires habitant le département de la Seine pour le payement de leurs Loyers.

Du 9 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'il y a lieu de statuer sur quelques difficultés soulevées par l'application du décret du 30 septembre 1870⁽¹⁾, concernant le délai accordé aux locataires habitant le département de la Seine pour le payement de leurs loyers,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. En cas de contestation entre propriétaire et locataire, la déclaration prévue par l'article 1^{er} du décret susvisé sera faite devant le juge de paix, qui la consignera sur un registre.

2. Dans le cas de sortie des lieux après congé, le juge pourra, nonobstant le non-payement des loyers échus, autoriser, suivant les circonstances, l'enlèvement de tout ou partie du mobilier.

3. L'effet des congés donnés pour le terme d'octobre est prorogé d'un terme, dans le cas où les locaux ne sont pas déjà reloués.

4. Si les locaux sont déjà reloués, en cas de non-conciliation devant le juge de paix, les maires d'arrondissement sont autorisés à désigner parmi les locaux vacants de l'arrondissement ceux qui devront être occupés soit par le locataire sortant, soit par le nouveau locataire. S'il n'y a pas de locaux vacants dans l'arrondissement, le maire devra s'entendre avec les maires des autres arrondissements dans lesquels des locaux vacants existent.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 9 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PICARD, H. ROCHEFORT, JULES SIMON.

⁽¹⁾ Bull. 15, n° 102.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 122. — *DÉCRET qui abolit le cautionnement des Journaux.*

Du 10 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le cautionnement des journaux est aboli.

2. Les journaux qui ont versé un cautionnement pourront le retirer suivant les formes prescrites par la loi, après la cessation de la guerre actuelle.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES
FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, H. ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 123. — *DÉCRET qui place le palais du Luxembourg dans les attributions du Ministère de l'Instruction publique et des Cultes.*

Du 10 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le palais du Luxembourg est placé dans les attributions du ministère de l'instruction publique et des cultes.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES
FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PICARD, H. ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 124. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, sur l'exercice 1870, un nouveau Crédit pour Travaux de préservation à exécuter dans les Musées, Bibliothèques et toutes collections d'Objets d'art.*

Du 10 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des cultes, sur l'exercice 1870, un nouveau crédit de cinquante mille francs (50,000^f) pour travaux de préservation à exécuter dans les musées, bibliothèques et toutes collections d'objets d'art.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 10 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.



Certifié conforme :

Paris, le 12 * Octobre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

*Le Secrétaire général du ministère de la Justice,
F. HÉROLD.*

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Récepteurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 21.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 125. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de la Guerre, sur l'exercice 1870, un Supplément de Crédit de 269,500,000 francs.*

Du 26 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de la guerre, sur le budget extraordinaire de l'exercice 1870, un supplément de crédit s'élevant à la somme de deux cent soixante-neuf millions cinq cent mille francs (269,500,000^f), répartis dans les chapitres ci-après, savoir :

CHAP. 1 ^{er} . Établissements et matériel de l'artillerie.	25,000,000 ^f
— II. Établissements et matériel du génie.	14,800,000
— V. Solde et prestations en nature.	127,000,000
— VI. Habillement et campement.	30,000,000
— XI. Transports généraux.	20,000,000
— XII. Remonte générale et harnachement.	32,000,000
— XIII. Garde nationale mobile.	20,000,000
— XVI. Recrutement et réserve.	700,000
SOMME ÉGAL.	269,500,000

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources créées par la loi du 12 août 1870.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 26 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, LÉON GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, E. PICARD, H. ROGHEFORT, JULES SIMON.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre des finances,

Signé E. PICARD.

Le Ministre de la guerre,

Signé Général LE FLÔ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 126. — *DÉCRET qui proroge les Délais accordés par la loi du 13 août et le décret du 10 septembre 1870, sur les Effets de commerce.*

Du 11 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La prorogation de délais accordée par la loi du 13 août et le décret du 10 septembre 1870⁽¹⁾, relatifs aux effets de commerce, est augmentée d'un mois à compter du 14 octobre courant.

Cette disposition est applicable même aux valeurs souscrites postérieurement à la loi et au décret susvisés.

2. Toutes les autres dispositions de la loi du 13 août 1870 sont maintenues.

3. Le présent décret est applicable à l'Algérie.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 11 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PICARD, H. ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 127. — *DÉCRET qui règle d'une manière définitive l'organisation des Corps francs levés à Paris et dans ses environs depuis l'ouverture de la campagne contre la Prusse.*

Du 11 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur la proposition du ministre de la guerre;

Voulant régler d'une manière définitive l'organisation des corps francs levés à Paris et dans ses environs depuis l'ouverture de la campagne contre la Prusse,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les corps francs existant en ce moment à Paris, dont l'organisation a été autorisée, seront maintenus en activité pendant tout le temps de la durée de la guerre contre la Prusse.

2. Chacun de ces corps sera placé sous les ordres d'un commandant militaire.

⁽¹⁾ Bull. 3, n° 36.

3. Les officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats qui en font partie, pourront, en vertu d'arrêtés du ministre de la guerre, être traités, sous le rapport de la solde et des vivres, comme la garde nationale mobile.

Aucune autre allocation, soit en deniers, soit en nature, ne pourra leur être faite par le département de la guerre.

4. Dans le cas où des bataillons de la garde nationale sédentaire de Paris seraient autorisés à former des compagnies de volontaires destinées à faire des sorties, il ne serait rien changé à la position des officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et gardes nationaux de ces compagnies sous le rapport de la solde et des vivres, c'est-à-dire qu'ils continueraient à être traités exactement comme les autres gardes nationaux sédentaires.

5. Aussitôt après la promulgation du présent décret, il sera passé une revue d'effectif par un fonctionnaire de l'intendance militaire.

L'effectif constaté à cette revue ne pourra jamais être dépassé.

6. Il sera délivré de nouvelles commissions à tous les officiers des corps francs par le ministre de la guerre.

7. Les grades dans les corps francs ne donneront à ceux qui en exercent ou qui en auront exercé les fonctions aucun droit à un grade régulier dans l'armée.

8. Il ne sera plus délivré, à dater de la promulgation de ce décret, aucune autorisation de lever des corps francs.

9. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 11 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES
FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PICARD, H. ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 128. — *DÉCRET qui accorde au Ministre des Finances, sur l'exercice 1870, un Crédit pour Travaux extraordinaires et Secours, et pour Avances à faire aux Créanciers de l'État retenus à Paris.*

Du 11 Octobre 1870.

E GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1870, au delà des crédits ouverts par la loi de finances du 8 mai 1869, pour le budget ordinaire de cet exercice, un crédit de cent

mille francs (100,000^f) pour travaux extraordinaires et secours, et pour avances à faire aux créanciers de l'État retenus à Paris.

2. Il sera pourvu à ce supplément de crédit au moyen des ressources disponibles du budget de l'exercice 1870.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 11 Octobre 1870.

Signé JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PICARD, H. ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 129. — *DÉCRET completif de celui du 27 septembre 1870, sur les Conseils de guerre de la Garde nationale.*

Du 12 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'il importe de compléter, par quelques dispositions explicatives, le décret du 27 septembre 1870 ⁽¹⁾, sur les conseils de guerre de la garde nationale,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Seront réputés commis dans le service les crimes et délits qui seront commis par tout garde national, pendant la durée d'un service spécial, tel que faction, patrouille, sortie, reconnaissance, engagement avec l'ennemi, manœuvre, exercice, service dans l'intérieur d'un poste.

2. Pour la composition du conseil de guerre, le colonel de la légion à cheval de la garde nationale est assimilé aux chefs de bataillon de la garde nationale à pied.

3. Les capitaines, lieutenants, sous-lieutenants et sous-officiers devant composer le conseil de guerre de chaque secteur sont désignés par la voie du sort, dans la forme prescrite par l'article 5 du décret du 27 septembre 1870 pour les chefs de bataillon. En cas d'empêchement d'un juge ainsi nommé, un juge suppléant du même grade est désigné par la même voie. En cas d'empêchement du commissaire de la République, le commandant supérieur peut nommer un commissaire suppléant.

4. Les conseils de guerre de la garde nationale pourront, dans tous les cas qui seront soumis à leur juridiction, déclarer l'existence de circonstances atténuantes.

5. Lorsque le conseil de guerre aura reconnu l'existence de cir-

⁽¹⁾ Bull. 14, n° 93.

constances atténuantes en faveur de l'accusé ou du prévenu, il pourra abaisser la peine de un ou plusieurs degrés, et même ne prononcer qu'une ou plusieurs des peines édictées par l'article 186 du code de justice militaire en matière de délits, sans que la peine de l'amende puisse jamais être prononcée seule, quand il s'agit d'un crime.

6. L'effet des circonstances atténuantes, en matière de crimes et de délits de droit commun, continue à être régi par l'article 463 du code pénal.

7. La peine de la destitution prononcée en matière de délits pour les officiers, en vertu de l'article 186, emporte l'interdiction de figurer sur les contrôles de la garde nationale.

8. Tout jugement portant condamnation pour crime est affiché par extrait à la porte des mairies de chacun des vingt arrondissements de Paris, et tout jugement portant condamnation pour délit peut être affiché par extrait à la porte la mairie de l'arrondissement du condamné, si le conseil de guerre l'ordonne.

9. Les décisions des conseils de révision pourront être attaquées par voie de recours en cassation, pour cause d'incompétence ou d'excès de pouvoirs. La chambre criminelle de la cour de cassation statuera dans le plus bref délai, toutes affaires cessantes.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 12 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, E. PICARD, H. ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 130. — *DÉCRET interprétatif de celui du 1^{er} octobre 1870, concernant la restitution des Objets engagés au Mont-de-Piété.*

Du 12 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Considérant qu'il importe d'interpréter le décret du 1^{er} octobre 1870⁽¹⁾, concernant la restitution des objets engagés au mont-de-piété, et au besoin d'en étendre la portée afin qu'il puisse produire les résultats que la sollicitude du Gouvernement a eus particulièrement en vue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les articles de lingerie consistant en draps de lits et chemises, engagés au mont-de-piété depuis le 19 juillet 1870, pour un prêt n'excédant pas quinze francs, seront rendus aux déposants.

⁽¹⁾ Bull. 15, n° 103.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 12 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, E. PICARD, H. ROCHEFORT, JULES SIMON.

N° 131. — DÉCRET du Gouvernement de la défense nationale qui nomme M. Edmond Adam préfet de police, en remplacement de M. de Kératry, dont la démission est acceptée. (Paris, 11 Octobre 1870.)



Certifié conforme :

Paris, le 13 * Octobre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 22.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 132. — *DÉCRET concernant la Révocation des Officiers de la Garde nationale mobile et les Annulations d'élection pour cause d'irrégularité.*

Du 13 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 17 septembre 1870⁽¹⁾, qui laisse à l'élection les nominations aux différents grades d'officier dans la garde nationale mobile ;

Considérant que, s'il importe d'admettre comme définitive toute nomination faite en vertu de ce décret et dans les conditions déterminées par l'arrêté ministériel de même date, il n'en est pas moins indispensable de prévoir les cas où, les suffrages s'étant égarés sur des candidats indignes de porter les insignes d'officier, il serait nécessaire d'annuler l'élection,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Tout officier de la garde nationale mobile dont les antécédents dûment constatés seraient de nature à compromettre la dignité de l'épaulette et la considération du corps qui l'a élu pourra être révoqué.

2. La même peine pourra s'appliquer à ceux qui se rendraient coupables soit d'inconduite soutenue, soit d'actes d'indélicatesse.

3. La révocation sera prononcée sur le rapport du ministre de la guerre, par décision du Gouvernement.

4. Les annulations d'élection pour cause d'irrégularité constatée dans les opérations électorales seront prononcées par le ministre de la guerre.

5. Tout officier auquel il aura été fait application des articles 1, 2 et 3 ne pourra, sous aucun prétexte, se représenter à l'élection pour un grade quelconque de quelque bataillon ou batterie que ce soit de la garde nationale mobile. Toute élection faite contrairement à cette prescription serait nulle de plein droit.

⁽¹⁾ Bull. 8, n° 68.

6. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 13 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES
FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, E. PICARD,
H. ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 133. — *DÉCRET qui remet provisoirement en vigueur celui du 7 août 1848, sur le Jury, en le modifiant par des dispositions transitoires.*

Du 14 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que le moment fixé par la législation en vigueur pour l'accomplissement des opérations préparatoires de la formation des listes du jury pour 1871 est arrivé ;

Considérant que la loi du 4 juin 1853 n'est pas en harmonie avec les principes du gouvernement républicain ;

Considérant qu'il ne s'agit toutefois que de régler provisoirement le fonctionnement légal du jury, qui devra être définitivement organisé par l'Assemblée constituante ;

Considérant que l'époque avancée de l'année ne permet plus de se conformer à toutes les prescriptions du décret du 7 août 1848 ⁽¹⁾, qui va être remis en vigueur ; qu'il y a donc lieu de modifier et de simplifier ce décret en quelques points par des dispositions transitoires,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 7 août 1848, sur le jury, est provisoirement remis en vigueur.

2. La transmission, par le maire au préfet, de la liste des jurés de la commune, qui, aux termes de l'article 8 de ce décret, doit avoir lieu avant le 1^{er} novembre de chaque année, pourra être retardée jusqu'au 1^{er} décembre prochain. Elle devra avoir été précédée de la publication prévue par l'article 6 dudit décret ; mais le délai des réclamations est réduit à trois jours et la décision du conseil municipal ne sera pas susceptible de recours.

3. A Paris et dans les communes momentanément privées de conseils municipaux, les fonctions attribuées à ces conseils par le décret du 7 août 1848 seront remplies par des commissions composées du maire, de ses adjoints, du juge de paix et de l'un de ses suppléants.

4. Les commissions cantonales établies par les articles 11 et suivants et les commissions d'arrondissement de Paris établies par l'article 14 du décret du 7 août 1848 sont remplacées par des commissions composées de la même manière que celles établies par l'article précédent.

Dans le cas prévu par l'article 13 du susdit décret, tous les juges de paix de la commune feront partie de la commission, mais non leurs suppléants.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 60, n° 615.

5. Les articles 15 et 16 du décret du 7 août 1848 sont remplacés par les dispositions suivantes : « La commission s'assemblera entre le 1^{er} et le 5 décembre, par les soins et sous la présidence du maire. »

6. La disposition de l'article 21 du décret du 7 août 1848 est restreinte aux citoyens qui auraient rempli les fonctions de juré dans le cours de l'année 1870. Les préfets pourront se contenter, en exécution de la disposition du paragraphe 2 de l'article 10 du susdit décret, d'indiquer aux maires les noms des jurés ayant siégé en 1870.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 14 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, H. ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 134. — *DÉCRET qui institue un Conseil de contrôle chargé de la vérification des Comptes de la Garde nationale.*

Du 14 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 12 septembre 1870⁽¹⁾;

Vu l'arrêté délibéré avec les maires, en date du 23 septembre suivant;

Considérant qu'il y a un intérêt public à établir un contrôle général des allocations faites aux gardes nationaux de l'indemnité de un franc cinquante centimes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est institué un conseil de contrôle chargé de la vérification des comptes de la garde nationale, établis en exécution du décret du 12 septembre.

2. Les états nominatifs lui seront transmis, immédiatement après les paiements faits, par le receveur central de la Seine.

3. Le conseil vérifiera les états, entendra les réclamations des intéressés, relèvera les erreurs ou doubles emplois, et, en cas de délits constatés, saisira d'office la juridiction compétente.

4. Il sera composé d'un délégué du ministre des finances, d'un délégué du ministre de l'intérieur, d'un délégué du général commandant supérieur des gardes nationales.

5. Le conseil est autorisé à se livrer à toutes les investigations qui lui sembleront nécessaires et notamment à faire appeler devant lui l'officier comptable ou tel membre de la compagnie ou du bataillon dont il vérifiera les états.

6. Les fonctions des membres du conseil de contrôle sont gratuites.

7. Le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont char-

⁽¹⁾ Bull. A, n° 47.

gés de l'exécution du présent décret, qui sera notifié au général commandant supérieur des gardes nationales de la Seine.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 14 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, E. PICARD, H. ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 135. — *DÉCRET dispensant les Inventeurs qui prendront un Brevet d'invention de verser immédiatement la première Annuité de la Taxe.*

Du 14 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 10 septembre 1870⁽¹⁾, portant que les inventeurs brevetés qui, depuis le 25 août, n'auront pu acquitter les annuités de leurs brevets dans le délai légal, seront relevés de la déchéance encourue, en justifiant de l'acquittement de ces annuités avant une époque qui sera fixée ultérieurement;

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du commerce,

DÉCRÈTE :

Les inventeurs qui voudront prendre un brevet d'invention seront dispensés de verser immédiatement la première annuité de la taxe. Ce versement devra être fait ultérieurement et dans les conditions qui ont été réglées, pour les annuités, par le décret du 25 août 1870.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 14 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, H. ROCHEFORT, JULES SIMON.

⁽¹⁾ Bull. 3, n° 38.



Certifié conforme :

Paris, le 17 * Octobre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 23.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 136. — *DÉCRET qui place dans les attributions du Ministère des Travaux publics les Travaux d'entretien et de construction des Bâtiments et Jardins du palais du Luxembourg.*

Du 15 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 10 octobre ⁽¹⁾, qui place le palais du Luxembourg dans les attributions du ministère de l'instruction publique et des cultes;

Considérant que ce décret ne s'applique qu'à l'administration du palais et des services qui y sont installés, et qu'il importe d'assurer l'exécution des travaux d'entretien et de construction des bâtiments et jardins,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les travaux d'entretien et de construction des bâtiments et jardins du palais du Luxembourg sont placés dans les attributions du ministère des travaux publics (*Direction des bâtiments civils*).

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 15 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, E. PELLETAN, E. PICARD, H. ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 137. — *DÉCRET qui admet les déposants aux Caisses d'épargne à faire une nouvelle demande de remboursement en espèces d'une somme de 50 francs.*

Du 16 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret en date du 17 septembre 1870 ⁽²⁾, relatif aux caisses d'épargne;

⁽¹⁾ Bull. 20, n° 123.

⁽²⁾ Bull. 9, n° 74.

Considérant que, malgré l'investissement de Paris, les ressources du trésor permettent de donner aux déposants un nouvel à-compte de cinquante francs en espèces sur les sommes versées par eux;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Les déposants qui, en vertu du décret du 17 septembre dernier, ont demandé le remboursement en espèces d'une somme de cinquante francs, et qui auront encore à leur compte une provision suffisante, seront admis, à partir du 18 de ce mois, à faire une nouvelle demande de remboursement en espèces de cinquante francs.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 16 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PICARD, H. ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 138. — DÉCRET qui forme dans chaque Bataillon de la Garde nationale sédentaire une Compagnie de Gardes nationaux mobilisés.

Du 16 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est formé dans chaque bataillon de la garde nationale sédentaire une compagnie de gardes nationaux mobilisés.

2. Cette compagnie se composera de cent cinquante hommes recrutés parmi les gardes nationaux du bataillon par voie d'inscription volontaire.

Un registre est ouvert dans chaque mairie d'arrondissement pour recevoir les inscriptions.

3. Si la liste des inscriptions volontaires dépasse le chiffre de cent cinquante, les hommes âgés de moins de trente-cinq ans, célibataires, d'une constitution vigoureuse, ayant porté les armes ou acquis la pratique des exercices militaires, seront choisis de préférence.

Le conseil de famille de chaque bataillon sera chargé de faire ces désignations.

4. Les officiers, les cadres des sous-officiers et caporaux seront nommés à l'élection par chaque compagnie.

5. Le général commandant supérieur de la garde nationale pourra, si les besoins du service l'exigent, former dans certains bataillons deux ou plusieurs compagnies de gardes nationaux mobilisés.

6. Les gardes nationaux mobilisés seront armés de fusils à tir rapide. A cet effet, un échange d'armes à l'amiable sera opéré par les soins des maires d'arrondissement.

7. L'uniforme est obligatoire pour les gardes nationaux des compagnies mobilisées. Chaque garde sera pourvu en outre d'un havresac, d'une giberne ou cartouchière, d'une demi-couverture en laine, du matériel d'une tente-abri.

Chaque escouade sera munie des divers ustensiles de campement en usage dans les corps d'infanterie.

L'équipement et les effets de campement seront fournis par la ville de Paris aux gardes nationaux qui seront hors d'état d'en faire les frais.

8. Quatre compagnies réunies sous le commandement d'un chef de bataillon formeront un bataillon de guerre; les bataillons de guerre seront exclusivement placés sous les ordres des généraux commandant les divisions actives de l'armée.

Les officiers des quatre compagnies de guerre formant un bataillon de guerre éliront leur chef de bataillon.

9. Les bataillons de guerre de la garde nationale appelés à concourir à des opérations extérieures avec l'armée régulière et la garde mobile seront soumis aux lois et règlements militaires.

10. Du jour où les bataillons de guerre auront quitté l'enceinte, les officiers et les gardes seront assimilés, pour la solde et les prestations, aux officiers et gardes appartenant à la garde nationale mobile.

11. Le ministre de l'intérieur et le ministre de la guerre sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 16 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES
FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, E. PICARD,
H. ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 139. — *DÉCRET qui crée un emploi d'adjudant-major dans chacun des Bataillons de la Garde nationale mobile.*

Du 16 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un emploi d'adjudant-major est créé dans chacun des bataillons de la garde nationale mobile.

2. Cet emploi, dévolu à un capitaine ou à un lieutenant, sera

attribué par le ministre de la guerre à l'un des officiers de compagnies déjà pourvu de l'un de ces grades.

3. Il sera procédé immédiatement par la voie de l'élection, et conformément au décret en date du 17 septembre dernier ⁽¹⁾, au remplacement du capitaine ou lieutenant désigné pour occuper l'emploi d'adjudant-major.

4. Le lieutenant devenu adjudant-major pourra être nommé capitaine après trois mois de fonctions.

5. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 16 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES
FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST
PICARD, HENRI ROCHEFORT, JULES SIMON.

⁽¹⁾ Bull. 8, n° 68.



Certifié conforme :

Paris, le 20 * Octobre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 24.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 140. — *DÉCRET sur le roulement dans les Cours et Tribunaux.*

Du 21 Octobre 1878.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Dans les cours d'appel et dans les tribunaux où il existe plusieurs chambres, il sera, dans la semaine qui précédera la rentrée, procédé, par la voie du tirage au sort, à un roulement général entre les présidents et conseillers, ou les vice-présidents et juges, pour la composition des diverses chambres.

Ce tirage au sort aura lieu en assemblée générale, le procureur général ou le procureur de la République présent.

2. Ne seront pas compris dans le roulement :

Le premier président de la cour ou le président du tribunal, qui présideront de droit la première chambre, avec faculté de présider les autres chambres quand ils le jugeront convenable;

Le doyen des présidents de chambre à la cour de Paris, le doyen des conseillers dans toutes les cours, le doyen des juges dans tous les tribunaux : ces magistrats seront attachés à la première chambre;

Deux conseillers ou un juge par chambre, lesquels resteront attachés à la chambre dont ils faisaient partie l'année précédente. La désignation de ces magistrats aura lieu au moyen d'un tirage au sort spécial et préalable.

3. Le président et le procureur de la République, dans les tribunaux de première instance, s'entendront pour déterminer les services dont les juges suppléants seront chargés. En cas de désaccord, le tribunal statuera en assemblée générale.

4. Le procureur général ou le procureur de la République désignera les membres du parquet qui seront attachés à chaque chambre,

et répartira les autres services entre ses substituts comme il le jugera convenable.

5. Toutes dispositions antérieures relatives au roulement sont entièrement abrogées.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 21 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, E. PELLETAN, JULES
SIMON, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, H. ROCHEFORT.
EMM. ARAGO.



Certifié conforme :

Paris, le 23 * Octobre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 25.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 141. — *DÉCRET qui alloue aux Sous-Officiers, Caporaux et Soldats des Sapeurs-Pompiers de la ville de Paris, une Indemnité journalière de 25 centimes par homme jusqu'à la fin de l'état de siège.*

Du 20 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le mémoire, en date du 9 de ce mois, par lequel M. le préfet de police propose, en raison de la cherté des vivres, d'allouer aux militaires du régiment des sapeurs-pompiers de la ville de Paris une augmentation de solde de vingt-cinq centimes par jour et par homme jusqu'à la fin de l'état de siège;

Attendu que les économies réalisées depuis le 1^{er} janvier de l'année courante, par suite des incomplets du corps, permettraient au budget des sapeurs-pompiers de faire face à cette nouvelle dépense,

DÉCRÈTE :

Une indemnité journalière de vingt-cinq centimes par homme sera allouée à compter du 10 de ce mois, jusqu'à la fin de l'état de siège, aux sous-officiers, caporaux et soldats des sapeurs-pompiers, en raison de la cherté des vivres.

La dépense résultant de cette mesure sera imputée sur le crédit inscrit à l'article 1^{er} du chapitre XVII du budget de la préfecture de police (*Sapeurs-pompiers. — Personnel*).

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 20 Octobre 1870.

Signé JULES FAVRE, E. PICARD, JULES SIMON, JULES FERRY,
GARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO, E. PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 142. — *DÉCRET portant abrogation du décret du 8 décembre 1851, concernant les Individus placés sous la surveillance de la haute Police et les Individus reconnus coupables d'avoir fait partie d'une Société secrète, et de la loi du 27 février 1858, dite de sûreté générale.*

Du 24 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Considérant que si le décret du 8 décembre 1851 ⁽¹⁾, concernant les individus placés sous la surveillance de la haute police et les individus reconnus coupables d'avoir fait partie d'une société secrète, et les dispositions de la loi dite *de sûreté générale*, du 27 février 1858, encore en vigueur le 4 septembre dernier, ont été virtuellement abrogés par la révolution de ce jour, il importe de confirmer expressément cette abrogation, afin qu'aucun doute ne puisse s'élever sur leur disparition totale,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 8 décembre 1851 et la loi du 27 février 1858, susvisés, sont abrogés.

2. L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police sera ultérieurement réglé.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 24 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, HENRI ROCHEFORT,
EMM. ARAGO, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, JULES
FERRY, E. PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 143. — *DÉCRET relatif à l'avancement des Officiers démissionnaires ou retraités, employés dans l'armée active comme auxiliaires pour la durée de la guerre.*

Du 24 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu les lois des 10 et 30 août 1870;

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 467, n° 3403.

Vu la loi du 14 avril 1832 et l'ordonnance du 16 mars 1838;
Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les officiers démissionnaires ou retraités, employés dans l'armée active comme auxiliaires pour la durée de la guerre, en exécution des lois des 10 et 30 août 1870, concourent, pour l'avancement, avec les autres officiers du corps ou de l'arme dont ils font partie, d'après les règles tracées par la loi du 14 avril 1832 et l'ordonnance du 16 mars 1838 ⁽¹⁾.

2. Pour l'application de l'article précédent, on déduira de l'ancienneté de grade de ces officiers le temps qu'ils ont passé hors du service.

3. Une fois la guerre terminée, les officiers démissionnaires pourront, sur leur demande, être maintenus dans l'armée, et il sera procédé à une nouvelle liquidation de la pension des officiers retraités qui auraient été rappelés à l'activité.

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 24 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, E. PICARD, HENRI
ROCHEFORT, JULES FERRY, EMM. ARAGO, E. PELLE-
TAN, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,
Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 144. — *DÉCRET qui rattache au Ministère des Travaux publics, en ce qui touche la conservation et l'entretien, les Bâtimens et Jardins faisant partie de la dotation immobilière de l'ancienne Liste civile.*

Du 24 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE ,

Vu le décret du 6 septembre dernier ⁽²⁾, qui fait rentrer tous les biens de l'ancienne liste civile dans le domaine de l'État;

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 566, n° 7344.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1, n° 19.

Vu le décret du même jour, qui réunit la direction des bâtiments civils et monuments publics au ministère des travaux publics;

Considérant qu'il importe d'assurer la conservation et l'entretien des bâtiments et jardins faisant partie de la dotation de l'ancienne liste civile,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les bâtiments et jardins faisant partie de la dotation immobilière de l'ancienne liste civile, en ce qui touche la conservation et l'entretien, sont rattachés au ministère des travaux publics, direction des bâtiments civils.

2. Les ministres des finances et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 24 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, E. PICARD, EMM.
ARAGO, JULES SIMON, E. PELLETAN, HENRI ROCHE-
FORT, GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 145. — DÉCRET qui crée dans tous les Bataillons de la Garde nationale mobile un emploi d'Officier payeur.

Du 25 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 1^{er} février 1868;

Vu l'ordonnance du 10 mai 1844 ⁽¹⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé dans tous les bataillons de la garde nationale mobile un emploi d'officier payeur.

L'officier qui sera pourvu de cet emploi sera nommé par le ministre de la guerre.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1100, n° 11,295.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 25 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY, E. PICARD, HENRI ROCHEFORT.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 146. — *DÉCRET relatif à la Naturalisation des Étrangers qui auront pris part à la guerre actuelle pour la défense de la France.*

Du 26 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'un certain nombre de demandes d'admission à domicile et de naturalisation ont été formées par des étrangers qui prennent actuellement part à la défense de Paris,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le délai d'un an exigé par l'article 2 de la loi du 3 décembre 1849, modifié par la loi du 29 juin 1867, pour la naturalisation exceptionnelle, ne sera pas imposé aux étrangers qui auront pris part à la guerre actuelle pour la défense de la France. En conséquence, ces étrangers pourront être naturalisés aussitôt après leur admission à domicile, sauf l'enquête prescrite par la loi.

2. Les demandes d'admission à domicile ou de naturalisation formées par les étrangers qui se trouvent dans le cas de l'article 1^{er} sont dispensées de tous frais.

3. Les dispositions qui précèdent ne seront applicables qu'aux demandes formées avant l'expiration des deux mois qui suivront la cessation de la guerre.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 26 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, HENRI ROCHEFORT, EMM. ARAGO, E. PELLETAN, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 147. — *DÉCRET relatif au mode de nomination des Présidents de Sociétés de secours mutuels approuvées ou déclarées Établissements d'utilité publique.*

Du 27 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu l'article 3 du décret du 26 mars 1852 ⁽¹⁾, sur les sociétés de secours mutuels, en vertu duquel les présidents des sociétés approuvées ou déclarées établissements d'utilité publique étaient nommés par l'Empereur;

Considérant qu'il y a urgence de régler le mode de nomination des présidents desdites sociétés, avant toute révision de la législation sur les sociétés de secours mutuels,

DÉCRÈTE :

L'article 3 du décret du 26 mars 1852, susvisé, est abrogé. Les présidents des sociétés susmentionnées seront élus par les sociétaires.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 27 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES SIMON, E. PICARD,
E. PELLETAN, HENRI ROCHEFORT, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 148. — *DÉCRET portant abolition, pour l'avenir, de la Légion d'Honneur en tant qu'Ordre civil.*

Du 28 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

A l'avenir, la décoration de la Légion d'honneur sera exclusivement réservée à la récompense des services militaires et des actes de bravoure et de dévouement accomplis en présence de l'ennemi.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 28 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, HENRI
ROCHEFORT, E. PELLETAN, EMM. ARAGO, JULES FERRY,
JULES FAVRE.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 514, n° 3913.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 149. — DÉCRET relatif à la suppression de la Garde impériale.

Du 28 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 14 avril 1832, l'ordonnance du 16 mars 1838⁽¹⁾ et le décret du 17 juin 1857⁽²⁾;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La garde impériale est supprimée.

2. Le licenciement s'opérera au fur et à mesure que les circonstances le permettront.

Il s'effectuera immédiatement en ce qui concerne les fractions de corps à Paris.

3. Les officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et les soldats de l'ex-garde, qui servent actuellement dans les régiments de marche, toucheront la solde d'activité de leur grade et de leur classe attribuée à la ligne, à partir du 1^{er} novembre prochain.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 28 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, HENRI ROCHERFORT, JULES SIMON, E. PELLETAN, E. PICARD.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 150. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1870, un Crédit pour la construction de Ballons susceptibles de recevoir une direction.

Du 28 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu les propositions faites par M. Dupuy de Lôme, membre de l'Institut, membre du conseil de défense, pour la construction de ballons susceptibles

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 566, n° 7344.⁽²⁾ XI^e série, Bull. 520, n° 4788.

de recevoir une direction et spécialement applicables aux correspondances du Gouvernement avec l'extérieur;

Considérant que ces travaux sont d'un grand intérêt pour la défense nationale,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un crédit de quarante mille francs (40,000^f) est ouvert au budget extraordinaire du ministère de l'instruction publique, exercice 1870, pour être affecté à la construction de ballons.

2. *M. Dupuy de Lôme* est chargé de l'exécution et de la direction des travaux, auxquels il imprimera toute l'activité possible.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 28 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, E. PICARD, HENRI ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 151. — DÉCRET qui appelle à l'activité les Jeunes Gens formant la Classe de 1870.

Du 28 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu les lois du 21 mars 1832 et du 1^{er} février 1868, sur le recrutement de l'armée;

Vu la loi du 10 août 1870, autorisant l'appel en 1870 des jeunes gens portés sur les tableaux de recensement de la classe de 1870;

Vu le décret du 26 août 1870, qui a fixé au 19 septembre suivant la clôture des listes du contingent de ladite classe;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les jeunes gens formant le contingent de la classe de 1870 sont appelés à l'activité pour les armées de terre et de mer.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 28 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, HENRI ROCHEFORT, JULES SIMON.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 152. — *DÉCRET qui autorise la création de nouvelles Batteries d'artillerie, au moyen des Batteries à pied actuellement attachées au service de la défense de Paris.*

Du 28 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 13 mai 1867, portant organisation du personnel de l'artillerie;

Vu les décrets du 4 septembre 1868 et 16 mars 1870, qui ont modifié cette organisation;

Vu le décret du 23 octobre 1870, autorisant à rappeler, pendant la durée de la guerre, pour le service de l'artillerie, les anciens militaires de cette arme appartenant aux corps de la gendarmerie, des sapeurs-pompiers, des douanes, etc.;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il pourra être créé, au fur et à mesure des besoins, au moyen des batteries à pied actuellement attachées au service de la défense de Paris, de nouvelles batteries qui seront employées, selon le cas, comme batteries montées ou batteries à pied.

2. Le cadre de chacune de ces batteries sera constitué selon le service auquel elle sera appelée.

3. Le ministre de la guerre est chargé de régler les détails de cette organisation, conformément au tableau ci-joint.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 28 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, HENRI ROCHFORT, JULES SIMON.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

Création de 20 batteries montées, au moyen du dédoublement des batteries à pied de l'armée de Paris.

1^{er} RÉGIMENT D'ARTILLERIE.

La première batterie principale formera : une batterie à pied, qui conservera le n° 1, et une batterie montée, qui prendra le n° 15.

La treizième batterie formera : une batterie à pied, qui conservera le n° 13, et une batterie montée, qui prendra le n° 16.

4^e RÉGIMENT D'ARTILLERIE.

La première batterie *bis* formera : une batterie à pied, qui prendra le n° 14, et une batterie montée, qui prendra le n° 16.

La deuxième batterie *bis* formera : une batterie à pied, qui prendra le n° 15, et une batterie montée, qui prendra le n° 19.

La treizième batterie formera : une batterie à pied, qui conservera le n° 13, et une batterie montée, qui prendra le n° 20.

Le cadre de dépôt de ce régiment formera une nouvelle batterie montée, qui prendra le n° 21.

6^e RÉGIMENT D'ARTILLERIE.

La première batterie principale formera : une batterie à pied, qui conservera le n° 1, et une batterie montée, qui prendra le n° 16.

7^e RÉGIMENT D'ARTILLERIE.

La première batterie *bis* formera : une batterie à pied, qui prendra le n° 14, et une batterie montée, qui prendra le n° 16.

La treizième batterie formera : une batterie à pied, qui conservera le n° 13, et une batterie montée, qui prendra le n° 15.

8^e RÉGIMENT D'ARTILLERIE.

La treizième batterie formera : une batterie à pied, qui conservera le n° 13, et une batterie montée, qui prendra le n° 16.

9^e RÉGIMENT D'ARTILLERIE.

La treizième batterie formera : une batterie à pied, qui conservera le n° 13, et une batterie montée, qui prendra le n° 16.

10^e RÉGIMENT D'ARTILLERIE.

La première batterie *bis* formera : une batterie à pied, qui prendra le n° 14, et une batterie montée, qui prendra le n° 16.

La treizième batterie formera : une batterie à pied, qui conservera le n° 13, et une batterie montée, qui prendra le n° 15.

11^e RÉGIMENT D'ARTILLERIE.

La première batterie principale formera : une batterie à pied, qui conservera le n° 1, et une batterie montée, qui prendra le n° 15.

La première batterie *bis* formera : une batterie à pied, qui prendra le n° 14, et une batterie montée, qui prendra le n° 16.

La treizième batterie formera : une batterie à pied, qui conservera le n° 13, et une batterie montée, qui prendra le n° 19.

Le cadre de dépôt de ce régiment formera une nouvelle batterie montée, qui prendra le n° 20.

13^e RÉGIMENT D'ARTILLERIE.

La deuxième batterie formera : une batterie à pied, qui conservera le n° 2, et une batterie montée, qui prendra le n° 16.

14^e RÉGIMENT D'ARTILLERIE.

La treizième batterie formera : une batterie à pied, qui conservera le n° 13, et une batterie montée, qui prendra le n° 16.

15^e RÉGIMENT D'ARTILLERIE.

La treizième batterie formera : une batterie à pied, qui conservera le n° 13, et une batterie montée, qui prendra le n° 16.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 153. — *DÉCRET relatif à la création d'emplois du grade de Colonel dans la Garde nationale mobile.*

Du 29 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE ,

Vu la loi du 1^{er} février 1868;

Vu la loi du 17 juillet 1870;

Vu la loi du 29 août 1870;

Vu le décret du 16 septembre 1870;

Considérant que l'armée de la défense nationale de Paris doit recevoir une nouvelle organisation, qui rendra nécessaire l'embrigadement des bataillons et régiments de garde nationale mobile;

Qu'il importe, en conséquence, dans l'intérêt de la chose publique comme dans l'intérêt même de ces vaillantes mais jeunes troupes, d'en fortifier devant l'ennemi le commandement supérieur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Des emplois du grade de colonel seront créés dans la garde nationale mobile.

2. Des officiers de l'armée concourront pour ces emplois avec les officiers de la garde nationale mobile.

Ils seront pourvus de commissions provisoires.

3. Il sera pourvu à ces commandements, selon les besoins du service, par décrets du Gouvernement de la défense nationale, sur la proposition du ministre de la guerre.

4. Il sera pourvu de la même manière, par dérogation au décret du 16 septembre 1870, et pendant la durée de la guerre, aux emplois vacants du grade de lieutenant-colonel.

5. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 29 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, E. PICARD, HENRI ROCHEFORT, JULES SIMON.



Certifié conforme :

Paris, le 31 ^{*} Octobre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

^{*} Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 26.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 154. — DÉCRET relatif, 1° au Vote sur le maintien des Pouvoirs du Gouvernement de la défense nationale; 2° à l'Élection des Maires et des Adjoints des vingt arrondissements de Paris.

Du 1^{er} Novembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'il importe à la dignité du Gouvernement et au libre exercice de sa mission de défense de savoir s'il a conservé la confiance de la population parisienne;

Considérant, d'autre part, que, d'une délibération des maires des vingt arrondissements municipaux de la ville de Paris, légalement convoqués à l'Hôtel de ville dans la matinée du 31 octobre, il résulte qu'il est opportun de constituer régulièrement par l'élection les municipalités des vingt arrondissements,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le scrutin sera ouvert le jeudi 3 novembre, de huit heures du matin à six heures du soir, sur la question suivante :

« La population de Paris maintient-elle, oui ou non, les pouvoirs du Gouvernement de la défense nationale? »

2. Le vote aura lieu dans les sections accoutumées de chaque arrondissement; ces sections seront indiquées par les soins des maires.

3. Prendront part au vote tous les électeurs de Paris et des communes réfugiées à Paris qui justifieront de leurs droits électoraux.

4. Il sera procédé, le samedi 5 novembre, à l'élection d'un maire et de trois adjoints pour chacun des arrondissements municipaux de la ville de Paris.

Les électeurs inscrits sur les listes électorales à Paris prendront seuls part à ce vote.

Le vote aura lieu par scrutin de liste, pour chaque arrondissement, et à la majorité absolue des suffrages.

En cas de second tour, le nouveau scrutin aura lieu le lundi 7 novembre.

5. Le ministre de l'intérieur, le maire de Paris, les maires actuellement en fonctions dans les arrondissements et le membre du Gouvernement délégué près l'administration du département de la Seine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 1^{er} Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES
FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, E. PICARD,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 155. — *DÉCRET relatif à la Discipline de la Garde nationale.*

Du 1^{er} Novembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Fermeement résolu à supprimer tout désordre dans la rue pendant la durée du siège et à ne pas permettre que le Gouvernement et la garde nationale soient détournés, ne fût-ce qu'un instant, de la lutte contre l'ennemi,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Tout bataillon de la garde nationale qui sortira en armes, en dehors des exercices ordinaires et sans convocation régulière, sera immédiatement dissous et désarmé.

2. Tout chef de bataillon qui aura convoqué son bataillon en dehors des exercices ordinaires, ou sans ordre régulier, pourra être traduit devant un conseil de guerre.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 1^{er} Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES
FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, E. PICARD,
JULES SIMON.



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Novembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 27.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 156. — *DÉCRET qui transforme les 37 Régiments d'Infanterie de marche en régiments d'infanterie de ligne, et le Régiment de Zouaves de marche en quatrième régiment de zouaves.*

Du 28 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 14 avril 1832 et l'ordonnance du 16 mars 1838 ⁽¹⁾;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les trente-neuf régiments d'infanterie de marche prendront la dénomination de *Régiments d'infanterie de ligne* et porteront les n° 101 et suivants jusqu'au n° 139 inclusivement.

Le régiment de zouaves de marche deviendra quatrième régiment de zouaves.

2. Chacun de ces régiments aura une administration propre.

Toutes les compagnies qui ont concouru à la formation de ces régiments en feront définitivement partie et cesseront de relever des corps d'où elles proviennent, à partir du 1^{er} novembre prochain.

3. L'avancement aura lieu, comme pour les autres régiments de ligne, sur l'ensemble de chaque corps.

4. Ces régiments continueront à être commandés par un colonel ou un lieutenant-colonel en activité ou en retraite.

Chaque bataillon aura un chef de bataillon et un capitaine adjudant-major.

Il y aura, en outre, par régiment :

- 1 capitaine-major;
- 1 lieutenant d'habillement;
- 1 lieutenant trésorier.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 566, n° 7344.

Un sous-lieutenant pourra être détaché d'une compagnie pour remplir les fonctions d'adjoint au trésorier.

5. Chaque régiment, dont le cadre est déterminé par l'état ci-joint, aura un conseil d'administration et une section hors rang.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 28 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, HENRI ROCHEFORT, JULES SIMON, E. PELLETAN, E. PICARD.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} LE FLO.

Cadre d'un régiment d'infanterie de ligne (de 101 à 139) et du 4^e régiment de zouaves.

ÉTAT-MAJOR.

Colonel ou lieutenant-colonel.....	1
Chefs de bataillon.....	3
(et 4 dans le 128 ^e).	
Adjutants-majors.....	3
(et 4 dans le 128 ^e).	
Capitaine-major.....	1
Lieutenant d'habillement.....	1
Lieutenant trésorier.....	1
Médecin-major de première classe.....	2
Médecin-major de deuxième classe.....	
Médecin aide-major.....	1

PETIT ÉTAT-MAJOR.

Adjutants sous-officiers.....	3
(et 4 dans le 128 ^e).	
Caporaux, tambours ou clairons.....	3
(et 4 dans le 128 ^e).	
Caporal cordonnier.....	1
Caporal tailleur.....	1
Caporal armurier.....	1
Sergent-major vaguemestre.....	1
Sergent secrétaire du trésorier.....	1

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 157. — DÉCRET qui crée deux nouveaux Régiments montés d'artillerie.

Du 1^{er} Novembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu l'ordonnance du 13 mai 1867, sur l'organisation de l'artillerie;

Vu le décret du 4 septembre 1868, portant modification aux tableaux du personnel de l'artillerie;

Vu le décret du 16 juillet 1870, portant création d'un cadre de dépôt dans les régiments de cette arme;

Vu le décret du 28 octobre 1870 ⁽¹⁾, portant suppression de la garde impériale;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera créé deux nouveaux régiments montés d'artillerie avec les batteries et détachements des régiments d'artillerie de l'ex-garde et une partie des batteries de marche qui font actuellement partie de l'armée de Paris.

2. Ces régiments comprendront un état-major, un petit état-major, un peloton hors rang et un cadre de dépôt, composés conformément à l'organisation du 13 mai 1867, modifiée par les décrets des 4 septembre 1868 et 16 juillet 1870, en ce qui concerne les régiments montés.

3. Ces deux régiments prendront les n° 21 et 22.

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 1^{er} Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, E. PICARD, JULES SIMON.

Par le Gouverneur de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 158. — *DÉCRET qui crée un emploi d'Adjudant-Major dans chacun des régiments provisoires d'Artillerie de la Garde nationale mobile.*

Du 1^{er} Novembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un emploi d'adjudant-major est créé dans chacun des régiments provisoires d'artillerie de la garde nationale mobile.

2. Cet emploi, dévolu à un capitaine ou à un lieutenant, sera attribué par le ministre de la guerre à l'un des officiers de batterie déjà pourvu de l'un de ces grades.

⁽¹⁾ Bull. 25, n° 149.

3. Il sera procédé par la voie de l'élection, et conformément aux prescriptions du décret du 17 septembre dernier ⁽¹⁾ et de l'arrêté ministériel de même date, au remplacement du capitaine ou lieutenant désigné pour occuper l'emploi d'adjudant-major immédiatement après sa nomination.

4. Le lieutenant devenu adjudant-major pourra être nommé capitaine après trois mois de fonctions.

5. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 1^{er} Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, ENM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, E. PICARD, JULES SIMON.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 159. — DÉCRET relatif à la dénomination des Régiments de cavalerie de marche.

Du 2 Novembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 14 avril 1832 et l'ordonnance du 16 mars 1838 ⁽²⁾;

Vu le décret du 28 octobre 1870, qui fait prendre aux régiments d'infanterie de marche la dénomination de *Régiments d'infanterie de ligne* et complète leur organisation;

Considérant qu'il y a lieu de prendre une mesure analogue pour les régiments de cavalerie de marche;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les régiments de cavalerie de marche prendront, dans les trois subdivisions de l'arme, les numéros et les dénominations suivantes :

Premier et deuxième régiments de marche de cuirassiers (onzième et douzième de cuirassiers).

Premier, deuxième et troisième régiments de marche de dragons et premier régiment de cavalerie mixte (treizième, quatorzième, quinzième et seizième de dragons).

⁽¹⁾ XII^e série, Bull. 8, n° 68.

⁽²⁾ I^{re} série, Bull. 566, n° 7344.

Premier et deuxième régiments de marche de lanciers (neuvième et dixième de lanciers).

Premier régiment de marche de chasseurs et deuxième régiment de cavalerie mixte (treizième et quatorzième de chasseurs).

Premier régiment de marche de hussards (neuvième de hussards).

2. Chacun de ces régiments aura une administration propre. Tous les escadrons qui ont concouru à leur formation en feront définitivement partie et cesseront de relever des corps d'où ils proviennent, à partir du 1^{er} novembre 1870.

3. L'avancement aura lieu, comme pour les autres régiments de cavalerie, sur l'ensemble de chaque corps, et leur organisation sera complétée en faisant passer dans les cadres tous les officiers de cavalerie qui servent en ce moment à titre d'auxiliaires, à Paris, ou qui n'ont pu rejoindre les régiments auxquels ils appartiennent.

4. Ces régiments continueront à être commandés par un colonel ou un lieutenant-colonel en activité ou en retraite. Chacun d'eux sera constitué à quatre escadrons, conformément au tableau ci-joint.

5. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 2 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, JULES SIMON.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

Tableau présentant la composition d'un régiment de cavalerie à 4 escadrons.

ÉTAT-MAJOR.		Chevaux. (Pied de paix.)
1 colonel ou lieutenant-colonel commandant.....		3
1 chef d'escadron commandant en second.....		2
2 chefs d'escadron.....		4
1 capitaine-major.....		2
2 capitaines adjudants-majors.....		4
1 lieutenant trésorier.....		1
1 lieutenant officier d'habillement.....		1
1 médecin-major.....		2
1 médecin aide-major.....		1
1 vétérinaire en second.....		1
1 aide-vétérinaire.....		1
13		22

PETIT ÉTAT-MAJOR ET PELOTON HORS RANG.

Chevaux.
(Pied de pnx.)

2 adjudants sous-officiers.....	2
1 adjudant sous-officier vaguemestre.....	1
1 brigadier trompette.....	1
1 maréchal des logis premier secrétaire du trésorier.....	#
1 brigadier fourrier.....	#
1 brigadier deuxième secrétaire du trésorier.....	#
1 brigadier premier secrétaire de l'officier d'habillement.....	#
1 brigadier armurier.....	#
1 brigadier tailleur.....	#
1 brigadier sellier.....	#
1 brigadier bottier.....	#
1 brigadier maréchal ferrant.....	1
1 cavalier troisième secrétaire du trésorier.....	#
1 cavalier deuxième secrétaire de l'officier d'habillement.....	#
1 cavalier ouvrier armurier.....	#
6 cavaliers ouvriers tailleurs.....	#
4 cavaliers ouvriers selliers.....	#
6 cavaliers ouvriers bottiers.....	#
32	5

ESCADRONS.

4 capitaines commandants.....	8
4 capitaines en second.....	8
4 lieutenants en premier.....	4
4 lieutenants en second.....	4
8 sous-lieutenants.....	8
24	32
4 maréchaux des logis chefs.....	4
24 maréchaux des logis.....	24
4 maréchaux des logis fourriers.....	4
4 brigadiers élèves fourriers.....	4
48 brigadiers.....	48
16 trompettes et élèves.....	16
12 maréchaux ferrants.....	12
128 cavaliers de 1 ^{re} classe.....	128
240	240

Cavaliers de 2^e classe (le complément de l'effectif déterminé).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 160. — *DÉCRET qui modifie et complète l'article 4 du décret du 1^{er} novembre 1870, relatif à l'Élection des Maires et Adjoints des vingt arrondissements de Paris.*

Du 4 Novembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que les maires provisoires des vingt arrondissements de la ville de Paris, régulièrement convoqués à l'Hôtel de ville, ont émis à l'unanimité le vœu qu'il fût procédé, en deux votes distincts, à l'élection des maires et à celle des adjoints,

DÉCRÈTS :

ART. 1^{er}. Le scrutin du 5 novembre sera exclusivement consacré à l'élection des maires.

Les bulletins de vote ne porteront en conséquence qu'un seul nom.

Les bulletins qui porteraient plus d'un nom seront valables, mais le premier nom porté sur la liste sera seul compté.

Le candidat qui aura obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés sera proclamé maire.

Si aucun des candidats n'a réuni la majorité absolue, le scrutin sera continué au lendemain dimanche, 6 novembre.

2. Il sera procédé le 7 novembre à l'élection des adjoints.

L'élection aura lieu au moyen d'un bulletin portant trois noms.

Les bulletins qui contiendraient plus de trois noms seront valables, mais les trois premiers noms seront seuls comptés.

Les trois candidats qui auront obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés seront proclamés adjoints.

Si un second tour de scrutin est nécessaire, il aura lieu le lendemain 8 novembre.

3. Prendront seuls part au vote pour l'élection des maires et adjoints, les électeurs domiciliés dans l'arrondissement, inscrits sur les listes électorales ou ayant acquis, avant ou depuis la clôture des listes, leurs droits électoraux.

4. Tout électeur de Paris est éligible dans chacun des vingt arrondissements, quel que soit l'arrondissement où il réside.

5. Le scrutin sera ouvert, à tous les jours indiqués ci-dessus, de 8 heures du matin à 6 heures du soir.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 4 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, E. PICARD, JULES SIMON.

N° 161. — DÉCRET du Gouvernement de la défense nationale portant que M. Ernest Cresson, avocat à la cour d'appel de Paris, est nommé préfet de police, en remplacement de M. Edmond Adam, démissionnaire. (Paris, 2 Novembre 1870.)



Certifié conforme :

Paris, le 4 * Novembre 1870,

***Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.***

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

*** Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.**

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 28.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 162. — *DÉCRET qui transporte au Ministère des Travaux publics des Crédits alloués aux Budgets ordinaire et extraordinaire du Ministère des Lettres, Sciences et Beaux-Arts, pour les exercices 1870 et 1871.*

Du 12 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget des dépenses ordinaires et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1870;

Vu la loi du 24 juillet 1870, qui accorde des suppléments de crédits pour les dépenses du budget extraordinaire de l'exercice 1870;

Vu la loi du 27 juillet 1870, portant fixation du budget des dépenses ordinaires et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1871;

Vu le décret du 16 octobre 1869 ⁽¹⁾, qui a réparti, par chapitres, les crédits de l'exercice 1870, ouverts par la loi de finances précitée;

Vu le décret du 23 août 1870 ⁽²⁾, aux termes duquel le ministère des lettres, sciences et beaux-arts est supprimé;

Vu le décret du 6 septembre 1870, qui réunit au ministère des travaux publics la direction des bâtiments civils, laquelle faisait partie du ministère supprimé,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les crédits alloués au budget ordinaire du ministère des lettres, sciences et beaux-arts, pour l'exercice 1870, par la loi du 16 octobre suivant, sont réduits d'une somme de deux millions cinq cent onze mille trois cents francs, savoir :

CHAP. 1 ^{er} .	Personnel de l'administration centrale.....	75,000 ^f
II.	Matériel de l'administration centrale.....	13,000
IX.	Exposition des œuvres des artistes vivants.....	70,000
XIV.	Personnel des bâtiments civils.....	103,300
XV.	Entretien des bâtiments civils.....	850,000
XVI.	Constructions et grosses réparations.....	1,400,000
SOMME ÉGALE.....		2,511,300

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1755, n° 17,240.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1856, n° 18,097.

2. La somme ci-dessus de deux millions cinq cent onze mille trois cents francs est transportée au ministère des travaux publics (*Badget ordinaire, exercice 1870*).

3. Les crédits alloués au budget extraordinaire du ministère des lettres, sciences et beaux-arts, pour l'exercice 1870, sont réduits d'une somme de cinq millions huit cent cinquante mille francs, savoir :

CHAP. 1 ^{er} .	Palais du Louvre et des Tuileries.....	500,000 ^f
— II.	Édifices publics.....	2,960,000
— II bis.	Hôtel du ministre. — Dépenses extraordinaires.....	90,000
— III.	Construction du nouvel Opéra.....	2,300,000
SOMME ÉGALE.....		<u>5,850,000</u>

4. La somme ci-dessus de cinq millions huit cent cinquante mille francs est transportée au budget extraordinaire, exercice 1870, du ministère des travaux publics.

5. Les opérations de comptabilité faites jusqu'à ce jour par le ministère des lettres, sciences et beaux-arts, sur les chapitres ci-dessus désignés du budget ordinaire et du budget extraordinaire, exercice 1870, seront transportées à la comptabilité du ministère des travaux publics, qui dressera le compte de l'emploi des crédits pendant l'année entière.

6. Les crédits alloués au budget ordinaire du ministère des lettres, sciences et beaux-arts, pour l'exercice 1871, par la loi du 27 juillet 1870, sont réduits d'une somme totale de deux millions cinq cent onze mille six cents francs, savoir :

CHAP. 1 ^{er} .	Personnel de l'administration centrale.....	75,000 ^f
— II.	Matériel de l'administration centrale.....	13,000
— IX.	Exposition des œuvres des artistes vivants.....	70,000
— XIV.	Personnel des bâtiments civils.....	103,600
— XV.	Entretien des bâtiments civils.....	850,000
— XVI.	Constructions et grosses réparations.....	1,400,000
SOMME ÉGALE.....		<u>2,511,600</u>

7. La somme ci-dessus de deux millions cinq cent onze mille six cents francs est transportée au budget ordinaire, exercice 1871, du ministère des travaux publics.

8. Les crédits alloués au budget extraordinaire du ministère des lettres, sciences et beaux-arts, pour l'exercice 1871, sont réduits d'une somme de quatre millions quatre cent soixante mille francs, savoir :

CHAP. 1 ^{er} .	Édifices publics.....	2,660,000 ^f
— II.	Construction du nouvel Opéra.....	1,800,000
SOMME ÉGALE.....		<u>4,460,000</u>

9. La somme ci-dessus de quatre millions quatre cent soixante mille francs est transportée au budget extraordinaire, exercice 1871, du ministère des travaux publics.

10. Le ministre de l'instruction publique et des cultes, le ministre des travaux publics et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 12 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, AD. CRÉMIEUX, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN,
L. GAMBETTA, HENRI ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 163. — *DÉCRET qui autorise le Ministre des Cultes à agréer, au nom du Gouvernement et par délégation, les nominations faites par les Evêques dans la limite de leur droit.*

Du 14 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le ministre des cultes est autorisé à agréer, au nom du Gouvernement et par délégation, les nominations faites par les évêques, dans la limite de leur droit.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 14 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, AD. CRÉMIEUX, L. GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, HENRI ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 164. — *DÉCRET qui transporte au Budget du Ministère de l'Instruction publique et des Cultes, exercice 1870, 1° les Crédits alloués aux Budgets ordinaire et extraordinaire du Ministère des Sciences, Lettres et Beaux-Arts; 2° les Crédits inscrits au Budget du Ministère de la Justice pour le service des Cultes.*

Du 26 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget général des dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1870;

Vu le décret du 16 octobre suivant ⁽¹⁾, portant répartition, par chapitres, des crédits du même exercice;

Vu le décret du 15 mai 1870 ⁽²⁾, qui a modifié les attributions du ministère de l'instruction publique et en a distrait plusieurs services pour les placer au ministère des lettres, sciences et beaux-arts;

Vu le décret du 28 du même mois ⁽³⁾, qui a transporté à ce dernier ministère, pour l'exercice 1870, budget ordinaire, deux millions deux cent soixante-deux mille six cent cinquante francs, et, budget extraordinaire, cinquante mille francs;

Vu le décret du 23 août suivant ⁽⁴⁾, qui supprime le ministère des lettres, sciences et beaux-arts;

Vu le décret du 4 septembre courant, qui réunit au ministère de l'instruction publique le service des cultes;

Vu le décret du 5 du même mois ⁽⁵⁾, rattachant à ce ministère les services qui en avaient été distraits par le décret du 15 mai susvisé,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les crédits alloués aux budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1870, distraits au profit du ministère des lettres, sciences et beaux-arts, font retour au ministère de l'instruction publique; ils sont augmentés d'une somme de quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents francs inscrite au budget rectificatif voté par la loi du 24 juillet 1870, savoir : quatre-vingt-neuf mille cinq cents francs chapitre II (*Dépenses de bureaux et matériel de l'administration centrale*), et dix mille francs (*Enseignement des langues orientales vivantes*).

2. Les crédits alloués au budget ordinaire du ministère des lettres, sciences et beaux-arts, pour l'exercice 1870, par la loi du 8 mai 1869 et par le décret de répartition du 16 octobre suivant, sont transportés au ministère de l'instruction publique, à l'exception :

1° De la somme de deux millions cinq cent onze mille trois cents francs détachée au profit du ministère des travaux publics, savoir :

CHAP. 1 ^{er} . Personnel de l'administration centrale.....	75,000 ^f
— II. Matériel de l'administration centrale.....	13,000
— IX. Exposition des œuvres des artistes vivants.....	70,000
— XIV. Personnel des bâtiments civils.....	103,300
— XV. Entretien des bâtiments civils.....	850,000
— XVI. Constructions et grosses réparations.....	1,400,000
SOMME ÉGALE.....	<u>2,511,300</u>

2° De celle de deux cent quinze mille francs portée aux chapitres V et VIII, et qui passe au ministère de l'intérieur;

3° Et du crédit primitif du budget extraordinaire.

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1755, n° 17,240.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1804, n° 17,735.

⁽³⁾ XI^e série, Bull. 1807, n° 17,773.

⁽⁴⁾ XI^e série, Bull. 1856, n° 18,097.

⁽⁵⁾ XII^e série, Bull. 1, n° 12.

3. Les crédits inscrits au budget du ministère de la justice pour le service des cultes sont entièrement rattachés au ministère de l'instruction publique, tant pour le budget ordinaire que pour les budgets extraordinaire et rectificatif de l'exercice 1870.

4. Les opérations de comptabilité faites jusqu'à ce jour par le ministère des lettres, sciences et beaux-arts et par le service des cultes seront transportées à la comptabilité du ministère de l'instruction publique, lequel dressera le compte de l'exercice 1870.

5. Le budget du ministère de l'instruction publique et des cultes est divisé en trois sections, sous une seule série de chapitres, savoir :

SECTION 1^{re}.

Instruction publique, sciences et lettres, établissements scientifiques et littéraires.

SECTION 2^e.

Archives nationales, beaux-arts et musées.

SECTION 3^e.

Cultes.

6. Le ministre de l'instruction publique et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 26 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, HENRI ROCHEFORT, JULES SIMON.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre des finances,

Signé ERNEST PICARD.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des cultes,*

Signé JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 165. — *DÉCRET qui place dans les attributions du Ministère de l'Instruction publique et des Cultes la Bibliothèque du Louvre et celles des anciennes résidences de la couronne, et ouvre divers Crédits au Budget de ce Département.*

Du 26 Septembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La bibliothèque du Louvre, comme toutes celles des anciennes résidences de la couronne, est placée dans les attributions du ministère de l'instruction publique et des cultes.

2. Il est ouvert au ministre de l'instruction publique et des cultes, pour les quatre derniers mois de 1870, en augmentation des crédits législatifs portés au budget de son ministère, un crédit de trois cent quatre-vingt-huit mille six cent quatre-vingt-cinq francs trente-trois centimes, spécialement applicable aux services de personnel et de matériel des musées et des bibliothèques, dont les dépenses étaient précédemment à la charge de l'ancienne liste civile, savoir :

MUSÉES NATIONAUX.

Personnel.....	167,806 ^f 00 ^c
Matériel.....	179,613 00

BIBLIOTHÈQUES DES PALAIS NATIONAUX.

Personnel.....	23,533 33
Matériel.....	17,733 00

SOMME ÉGALE.....	388,685 35
-------------------------	-------------------

3. Le crédit de trois cent quarante-sept mille quatre cent dix-neuf francs affecté aux musées sera inscrit à un nouveau chapitre du budget du ministère de l'instruction publique et des cultes (section des beaux-arts), qui prendra le n° 14.

Le crédit de quarante et un mille deux cent soixante-six francs trente-trois centimes affecté aux bibliothèques du palais sera également inscrit à un nouveau chapitre, qui prendra le n° 15 dans la même section.

4. Le ministre de l'instruction publique et des cultes et le ministre des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 26 Septembre 1870.

Signé Général TROCHU, EMM. ARAGO, JULES FAVRE, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, HENRI ROCHEFORT, JULES SIMON.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre des finances,
Signé ERNEST PICARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des cultes,
Signé JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 166. — *DÉCRET qui réduit le Traitement du Secrétaire général du Ministère de la Justice.*

Du 7 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le traitement du secrétaire général du ministère de la justice est réduit à dix-huit mille francs (18,000^f) par an.

2. Le présent décret aura son effet à partir du 4 septembre dernier.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 7 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS,
E. PELLETAN, ERNEST PICARD, HENRI ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 167. — *DÉCRET relatif aux Cadres des Régiments d'Infanterie de marche et à l'avancement des Officiers appartenant à ces régiments.*

Du 20 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 14 avril 1832 et l'ordonnance du 16 mars 1838 ⁽¹⁾;

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Considérant qu'il importe que les cadres des régiments d'infanterie de marche soient maintenus au complet;

Considérant aussi que, dans une place investie, l'avancement aux emplois qui deviennent vacants dans les cadres des corps de la garnison, pendant la durée du blocus ou du siège, appartient exclusivement aux militaires qui concourent à la défense de cette place,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les officiers affectés à des régiments de marche et qui n'ont pas rejoint leur poste dans ces régiments cessent d'en faire partie.

Les officiers qui n'y étaient que détachés passent définitivement dans le cadre.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 566, n° 7344.

Sont seuls susceptibles d'être mis à la suite des régiments de marche, les officiers blessés ou employés à un service de guerre dans la place investie.

2. Une partie des emplois de lieutenant vacants dans les régiments d'infanterie de marche pourront être occupés par les plus anciens sous-lieutenants de ces corps, qui feront provisoirement fonctions de lieutenants, et, dans ce cas, le cadre des sous-lieutenants pourra être dépassé.

3. Les officiers de chasseurs à pied qui ne comptent pas à des régiments de marche et qui appartiennent aux compagnies ou aux dépôts ci-après indiqués, concourront ensemble pour l'avancement comme s'ils formaient un régiment constitué, savoir :

Les compagnies des troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième, douzième, quatorzième, quinzième, dix-huitième et dix-neuvième bataillons de chasseurs à pied, ad-jointes aux treizième et quatorzième corps d'armée;

Et les dépôts du bataillon de chasseurs à pied de l'ex-garde et des septième, quinzième et dix-huitième bataillons de chasseurs à pied, en ce qui concerne les officiers comptables.

Les deux compagnies de dépôt du bataillon de chasseurs à pied de l'ex-garde resteront comprises dans le quatrième bataillon du vingt-huitième régiment d'infanterie de marche.

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 20 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, JULES SIMON, HENRI ROCHEFORT, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, E. PELLETAN.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N^o 168. — *DÉCRET qui appelle à concourir à la formation des nouvelles batteries d'artillerie qui s'organisent pour la défense de Paris les Militaires en activité appartenant à divers Corps spéciaux et ayant antérieurement servi dans l'artillerie.*

Du 23 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur la proposition du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les militaires en activité appartenant à la gendarmerie républicaine ou départementale et au régiment des sapeurs-pompiers, qui ont antérieurement servi dans l'artillerie, peuvent être appelés à concourir à la formation des nouvelles batteries qui s'organisent pour la défense de la capitale.

2. Les anciens militaires d'artillerie faisant partie des corps de gardiens de la paix, de préposés des douanes et de gardes forestiers, mis jusqu'à la paix à la disposition du département de la guerre, peuvent également être incorporés dans lesdites batteries en formation.

3. Les uns et les autres resteront titulaires de leur grade ou emploi dans le corps ou l'administration dont ils seront détachés, et ils conserveront en outre, dans leur position provisoire, la solde spéciale qui leur est actuellement affectée.

Cette solde spéciale sera payée aux gardiens de la paix, aux préposés des douanes et aux gardes forestiers par les soins du département de la guerre, sauf remboursement ultérieur par les départements de l'intérieur et des finances.

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 23 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, HENRI ROCHEFORT, JULES SIMON, JULES FERRY, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

Certifié conforme :

Paris, le 10 * Novembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.



* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 29.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 169. — *DÉCRET relatif à la Promulgation des Lois et Décrets.*

Du 5 Novembre 1870.

(*Journal officiel* du 6 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'il importe de prévenir les difficultés que peut faire naître le mode actuel de promulgation des lois et décrets, et d'établir d'une manière certaine l'époque où les actes législatifs sont obligatoires,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Dorénavant, la promulgation des lois et des décrets résultera de leur insertion au *Journal officiel de la République française*, lequel, à cet égard, remplacera le *Bulletin des lois*.

Le *Bulletin des lois* continuera à être publié, et l'insertion qui y sera faite des actes non insérés au *Journal officiel* en opérera promulgation ⁽¹⁾.

2. Les lois et les décrets seront obligatoires, à Paris, un jour franc après la promulgation, et partout ailleurs dans l'étendue de chaque arrondissement, un jour franc après que le *Journal officiel* qui les contient sera parvenu au chef-lieu de cet arrondissement.

Le Gouvernement, par une disposition spéciale, pourra ordonner l'exécution immédiate d'un décret.

⁽¹⁾ La rédaction de ce paragraphe résulte d'une rectification insérée au *Journal officiel* du 7 novembre 1870.

3. Les préfets et sous-préfets prendront les mesures nécessaires pour que les actes législatifs soient imprimés et affichés partout où besoin sera.

4. Les tribunaux et les autorités administratives et militaires pourront, selon les circonstances, accueillir l'exception d'ignorance alléguée par les contrevenants, si la contravention a eu lieu dans le délai de trois jours francs, à partir de la promulgation.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 5 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.



Certifié conforme :

Paris, le 11^e Novembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 30.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 170. — *DÉCRET qui abolit la Haute Cour de Justice.*

Du 4 Novembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que, malgré l'abrogation des constitutions impériales, des doutes se sont élevés relativement à l'existence de la haute cour de justice comme institution judiciaire,

DÉCRÈTE :

La haute cour de justice est abolie.

Fait à Paris, le 4 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, JULES FERRY, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 171. — *DÉCRET qui autorise un virement de Crédit au Budget ordinaire du Département de la Marine et des Colonies, exercice 1870.*

Du 7 Novembre 1870.

(Journal officiel du 8 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies;

Vu les lois de finances des 8 mai 1869, 17, 21 et 24 juillet 1870;

Vu le décret du 10 novembre 1856 ⁽¹⁾, concernant les virements de crédits;

Vu l'article 2 du sénatus-consulte du 31 décembre 1861;

Vu l'article 55 du décret du 31 mai 1862 ⁽²⁾, portant règlement sur la comptabilité publique;

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 440, n° 4110.

⁽²⁾ 11^e série, Bull. 1045, n° 10,527.

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 5 novembre 1870,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit ouvert, pour l'exercice 1870, sur le chapitre II (*Approvisionnements généraux de la flotte*) du budget ordinaire du département de la marine et des colonies, est réduit d'une somme de deux millions cinq cent mille francs (2,500,000^f).

2. Le crédit ouvert, pour ledit exercice, au chapitre IX (*Vivres*) du budget ordinaire du même département, est augmenté de pareille somme de deux millions cinq cent mille francs (2,500,000^f).

3. Le ministre de la marine et des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS, JULES
SIMON, JULES FERRY, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN.

Le Ministre des finances,

Signé ERNEST PICARD.

Le Ministre de la marine et des colonies.

Pour le ministre et par délégation :

Le Contre-amiral, directeur du personnel,

Signé D'HORNOY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 172. — DÉCRET soumettant aux Lois, Règlements et Instructions de la Garde nationale le Corps auxiliaire du Génie, qui prendra le titre de Légion du Génie de la Garde nationale.

Du 7 Novembre 1870.

(Journal officiel du 8 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 24 août 1870, créant un corps auxiliaire du génie ;

Considérant que les travaux pour l'exécution desquels ce corps a été formé sont terminés ; qu'il y a lieu, dès lors, de le rattacher à la garde nationale, dont il fait naturellement partie,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le corps auxiliaire du génie est soumis aux lois, règlements et instructions de la garde nationale, et prend le titre de *Légion du génie de la garde nationale*.

2. Les douze compagnies actuelles sont divisées en deux bataillons : le premier comprenant les six premières compagnies ; le second, les six dernières.

3. L'état-major du corps est formé :

D'un colonel ;

D'un lieutenant-colonel ;

D'un major;

De deux officiers d'habillement;

De deux officiers payeurs;

De deux officiers instructeurs,

Et de sous-officiers secrétaires de l'état-major.

4. L'état-major de chaque bataillon est formé :

D'un chef de bataillon;

D'un capitaine adjudant-major;

D'un adjudant.

5. Les cadres des officiers, sous-officiers, caporaux et clairons des compagnies resteront formés conformément aux indications du décret du 24 août dernier.

6. Les officiers, sous-officiers et caporaux de chaque compagnie seront élus par les compagnies. Le chef de bataillon et l'adjudant-major seront élus par les officiers de chaque bataillon. Le colonel et le lieutenant-colonel seront nommés par décret.

7. Les autres officiers seront nommés par le général commandant supérieur de la garde nationale, sur la proposition du colonel. Les sous-officiers attachés à l'état-major seront nommés par le colonel.

8. Les élections seront présidées par les conseils de famille actuellement formés dans le corps.

Fait à Paris, le 7 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, GAUMIER-PAGÈS,
JULES SIMON, JULES FERRY, EMM. ARAGO, EUGÈNE
PELLETAN, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 173. — *DÉCRET relatif à la mobilisation des Bataillons
de la Garde nationale.*

Du 8 Novembre 1870.

(Journal officiel du 9 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Pour satisfaire, par des dispositions nouvelles, aux nécessités des opérations militaires et répondre aux vœux unanimement exprimés par la garde nationale,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Chaque bataillon de la garde nationale sera composé, suivant son effectif, de huit à dix compagnies.

2. Les quatre premières compagnies, dites *Compagnies de guerre*, auront chacune un effectif de cent hommes, cadre compris, dans les bataillons dont l'effectif est de mille deux cents hommes et au-dessous, et de cent vingt-cinq hommes, cadre compris, dans les bataillons ayant plus de mille deux cents hommes.

Ces compagnies seront fournies par les hommes valides des catégories ci-dessous, en suivant l'ordre des catégories et en ne prenant dans l'une d'elles que lorsque la catégorie précédente aura été épuisée :

- 1° Volontaires de tout âge;
- 2° Célibataires ou veufs sans enfants de vingt à trente-cinq ans;
- 3° Célibataires ou veufs sans enfants de trente-cinq à quarante-cinq ans;
- 4° Hommes mariés ou pères de famille de vingt à trente-cinq ans;
- 5° Hommes mariés ou pères de famille de trente-cinq à quarante-cinq ans.

3. Les autres compagnies destinées au service de la défense, ayant autant que possible un effectif uniforme, comprendront le reste du bataillon. Elles constitueront le dépôt et fourniront les hommes nécessaires pour combler les vides faits dans les compagnies de guerre.

4. Chacun des bataillons armés de fusils à tir rapide conservera un nombre de ses fusils égal à son effectif de guerre, et il en tiendra l'excédant à la disposition du commandant supérieur de la garde nationale, qui lui fera remettre en échange des fusils à percussion.

5. Chacun des bataillons pourvus d'armes à percussion recevra un nombre de fusils à tir rapide égal à son effectif de guerre et il remettra, sur l'ordre du commandant supérieur de la garde nationale, l'équivalent en fusils à percussion, pour remplacer les armes à tir rapide délivrées par d'autres bataillons.

6. Dans chaque bataillon, chacune des quatre compagnies de guerre nommera son cadre, soit dans les cadres existants du bataillon, soit parmi les gardes qui la composent.

L'effectif de ce cadre sera de :

Un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant, un sergent-major, un sergent-fourrier, quatre sergents, huit caporaux, un tambour et un clairon.

7. Lorsque les quatre compagnies de guerre recevront l'ordre de participer aux opérations militaires, le commandement sera pris par le chef de bataillon ou, à son défaut, par le plus âgé des capitaines de ces compagnies.

8. Chaque chef de bataillon devra avoir remis à l'état-major général, avant le 11 novembre au soir :

- 1° L'état du personnel de ces quatre compagnies de guerre;
- 2° Les procès-verbaux d'élections des cadres de ces compagnies;
- 3° Le tableau exact de l'armement de son bataillon.

9. Tout garde national qui se sera soustrait à l'exécution du présent décret sera considéré comme réfractaire et poursuivi comme tel.

10. L'arrêté du 25 octobre 1870, sur la solde des bataillons de volontaires, est applicable aux compagnies de guerre qui font l'objet du présent décret.

11. Les dispositions du décret du 16 octobre 1870⁽¹⁾ et de l'arrêté du 19 octobre 1870 sont rapportées en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

Fait à Paris, le 8 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES
FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST
PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 174. — DÉCRET qui modifie les Insignes de la Légion d'honneur.

Du 8 Novembre 1870.

(Journal officiel du 9 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 29 floréal an X, portant création de la Légion d'honneur,
Et le décret du 2 messidor an XII, déterminant la forme de la décoration des membres de l'ordre;

Vu la proclamation du 4 septembre 1870 au peuple français;

Vu le décret du Gouvernement de la défense nationale du 28 octobre 1870⁽²⁾;

Considérant qu'il importe de mettre ladite décoration en harmonie avec les principes du gouvernement républicain;

Sur la proposition du grand chancelier de l'ordre national de la Légion d'honneur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La décoration de la Légion d'honneur sera modifiée ainsi qu'il suit :

La couronne qui surmonte l'étoile sera supprimée et remplacée par une couronne de chêne et laurier.

Le centre de l'étoile présentera, d'un côté, la tête de la République avec cet exergue : *République française, 1870*; et de l'autre, les deux drapeaux tricolores, avec cet exergue : *Honneur et Patrie*.

La plaque de grand officier et de grand-croix portera au centre la tête de la République, et en exergue : *République française, 1870. Honneur et Patrie*.

2. Le grand chancelier de l'ordre national de la Légion d'honneur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES
FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST
PICARD, JULES SIMON.

⁽¹⁾ Bull. 23, n° 138.

⁽²⁾ Bull. 25, n° 148.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 175. — *DÉCRET qui modifie la Médaille militaire.*

Du 8 Novembre 1870.

(*Journal officiel* du 9 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu les décrets du 22 janvier⁽¹⁾ et du 29 février 1852⁽²⁾, sur l'institution et la forme de la médaille militaire,

Et la proclamation du 4 septembre 1870 au peuple français;

Considérant qu'il importe de mettre ladite médaille en harmonie avec les principes du gouvernement républicain;

Sur la proposition du grand chancelier de l'ordre national de la Légion d'honneur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La médaille militaire sera en argent et d'un diamètre de vingt-huit millimètres.

Elle portera, d'un côté, la tête de la République, avec cet exergue : *République française, 1870*; et de l'autre, au centre du médaillon : *Valeur et Discipline*.

L'aigle qui surmonte la médaille sera supprimée et remplacée par un trophée d'armes.

2. Le grand chancelier de l'ordre national de la Légion d'honneur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 176. — *DÉCRET qui remet la Faculté de médecins de Paris en possession du droit de se réunir, sur la convocation de son Doyen, pour délibérer sur certaines Questions d'Enseignement et de Discipline.*

Du 9 Novembre 1870.

(*Journal officiel* du 10 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 481, n° 3541.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 502, n° 3785.

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 2 février 1823 ⁽¹⁾, spéciale à la faculté de médecine de Paris;

Vu le décret du 16 avril 1862 ⁽²⁾,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La faculté de médecine de Paris est remise en possession du droit de se réunir, sur la convocation de son doyen, pour délibérer sur toutes les questions d'enseignement et de discipline qui peuvent intéresser l'ordre de ses exercices et le progrès de ses études.

2. L'article 2 du décret du 16 avril 1862 est abrogé.

3. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST FIGARD, EMM. ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 177. — *DÉCRET qui proroge d'un mois les Délais accordés par la loi du 13 août et les décrets des 10 septembre et 11 octobre 1870, sur les Effets de commerce.*

Du 10 Novembre 1870.

(Journal officiel du 11 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 13 août, les décrets des 10 septembre ⁽³⁾ et 11 octobre 1870 ⁽⁴⁾, relatifs aux effets de commerce;

Considérant que les circonstances rendent nécessaire de suspendre de nouveau les poursuites;

Considérant, en outre, que quelques doutes se sont élevés sur l'interprétation des lois et décrets susvisés, et qu'il y a lieu, dès lors, en édictant de nouvelles dispositions, de préciser le sens de celles qui ont précédé,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La prorogation de délais accordée par la loi du 13 août et les décrets des 10 septembre et 11 octobre 1870, relatifs aux effets de commerce, est augmentée d'un mois à partir du 14 novembre courant.

Cette disposition est applicable même aux valeurs souscrites postérieurement à la loi et aux décrets susvisés, mais en ce sens seulement que les souscripteurs de valeurs nouvelles et devant échoir

⁽¹⁾ VII^e série, Bull. 585, n° 14, 123.

⁽²⁾ XI^e série, Bull. 1026, n° 10, 249.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 3, n° 36.

⁽⁴⁾ XII^e série, Bull. 21, n° 126.

avant l'expiration de la prorogation ne pourront profiter que des délais accordés postérieurement à la souscription.

2. Toutes les autres dispositions de la loi du 13 août 1870 sont maintenues.

3. Le présent décret est applicable à l'Algérie.

Fait à Paris, le 10 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES
FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, JULES
SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 178. — *DÉCRET concernant les Infractions aux prescriptions des décrets et arrêtés qui régissent la Viande et le commerce des Denrées taxées.*

Du 10 Novembre 1870.

(Journal officiel du 11 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur la proposition du ministre de l'agriculture et du commerce;

Considérant qu'il y a lieu de prévenir des spéculations qui pourraient nuire aux intérêts des consommateurs et qui seraient contraires aux prescriptions des décrets et arrêtés qui régissent la viande;

Considérant que ces infractions prennent un caractère de gravité exceptionnelle, en raison de l'investissement qui a détruit les effets naturels de la libre concurrence, et aussi en raison du trouble qui peut en résulter pour la paix dans la cité;

Considérant, dès lors, que ces infractions doivent être réprimées avec sévérité;

Vu le décret du 11 septembre 1870 ⁽¹⁾;

Vu les arrêtés ministériels des 12 septembre, 29 septembre, 6 octobre, 7 octobre, 20 octobre, 29 octobre et 1^{er} novembre 1870, concernant la taxe de la viande et l'organisation de la boucherie;

Vu les articles 406 et 408 du Code pénal;

Vu les articles 145 à 148, 150 et 151 du même code,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Seront punis d'une amende de cent à cinq cents francs et d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois, ceux qui auront contrevenu aux décrets et arrêtés concernant la taxe de la viande.

2. Seront punis d'une amende de deux cents francs à mille francs et d'un emprisonnement de deux mois à dix-huit mois, ceux qui, étant préposés ou employés par l'administration à la conservation, à l'abatage, à la distribution ou à la vente des animaux ou de la viande destinés à la consommation, auront détourné ou dissipé tout ou partie des animaux ou de la viande qui leur auront été confiés à

⁽¹⁾ Bull. 3, n° 41.

titre de dépôt ou de mandat, à charge de les rendre ou de les représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

3. Les contraventions ou délits prévus par les deux articles qui précèdent donneront lieu, en outre, à la fermeture des établissements de ceux qui s'en seront rendus coupables, à l'affichage du jugement sur la devanture desdits établissements et à la porte de la mairie de l'arrondissement, à l'insertion du jugement dans deux journaux qui seront désignés par le tribunal, le tout aux frais du condamné.

4. Seront punis des peines portées aux articles 1 et 2 qui précèdent, ceux qui se seront rendus complices des délits qui y sont énoncés, soit en facilitant leur perpétration, soit en achetant ou en faisant acheter la viande à eux offerte au moyen desdits délits.

5. Seront punis de la peine de l'emprisonnement pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, ceux qui auront altéré, contrefait, imité les marques, estampilles ou tous autres signes employés par l'administration pour assurer l'exécution des arrêtés concernant la police et l'organisation de la boucherie;

Ceux qui sciemment auront fait usage de fausses marques, fausses estampilles ou autres signes falsifiés, ou des empreintes obtenues à l'aide desdites falsifications;

Ceux qui auront aidé ou facilité lesdites falsifications ou leur emploi.

6. Seront punis de la peine de la reclusion pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, ceux qui se seront rendus coupables des faits énoncés en l'article précédent, étant fonctionnaires publics ou préposés à l'effet d'assurer l'exécution des règlements concernant la boucherie.

7. Les coupables des faits prévus par les articles 5 et 6 qui précèdent pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

Les dispositions qui précèdent et celles contenues aux articles 5 et 6 seront applicables aux tentatives des faits prévus auxdits articles.

8. Les peines édictées par les articles 1, 2 et 3 qui précèdent seront appliquées à toutes les contraventions ou délits similaires commis dans le commerce des denrées déjà taxées ou qui seraient ultérieurement soumises à la taxe ou à des règlements concernant leur distribution.

9. L'article 463 du Code pénal pourra toujours être appliqué.

10. Sont abrogées les dispositions des articles 142, 479, 6 et 2, et 482 du Code pénal, en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

Fait à Paris, le 10 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 179. — *DÉCRET qui réunit au Ministère des Travaux publics le service des Eaux, tel qu'il existait sous l'ancienne liste civile.*

Du 10 Novembre 1870.

(Journal officiel du 11 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 6 septembre 1870⁽¹⁾, aux termes duquel tous les biens meubles et immeubles désignés sous le nom de *Biens de la liste civile* ont fait retour au domaine de l'État;

Considérant que la machine de Marly et ses dépendances faisaient partie desdits biens, ainsi que les rigoles, aqueducs, réservoirs et conduites servant à la distribution des eaux;

Qu'il importe d'assurer la conservation des bâtiments et ouvrages affectés à ce service,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le service des eaux, tel qu'il existait sous l'ancienne liste civile, est réuni au ministère des travaux publics, qui est chargé de tous les travaux d'entretien et de construction que ledit service pourra exiger.

2. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS,
JULES SIMON, JULES FERRY, EMM. ARAGO, EUGÈNE
PELLETAN, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 180. — *DÉCRET rattachant au Ministère des Finances tous les Domaines productifs qui dépendaient de l'ancienne Dotation de la couronne, autres que les Établissements agricoles non affermés.*

Du 10 Novembre 1870.

(Journal officiel du 11 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 6 septembre 1870⁽¹⁾, lequel porte que tous les biens

⁽¹⁾ Bull. 1, n° 19.

meubles et immeubles désignés sous le nom de *Biens de la liste civile* ont fait retour au domaine de l'État, et qu'il sera nommé par le ministre des finances une commission chargée de la liquidation des biens de l'ancienne liste civile et du domaine privé, ainsi que de l'administration, pendant la durée de la liquidation, desdits biens autres que ceux déjà réunis aux ministères du commerce, de l'instruction publique et de l'intérieur;

Considérant que la commission peut être, dès à présent, dessaisie de l'administration des domaines productifs loués ou affermés,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Sont rattachés au ministère des finances, pour être régis par l'administration des domaines de l'État, tous les domaines productifs qui dépendaient de l'ancienne dotation de la couronne, autres que les établissements agricoles non affermés.

2. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS.

DOMAINES DÉPENDANT DE L'ANCIENNE LISTE CIVILE.

PARIS.

Palais-National.

	Produits.
Location des galeries de la Rotonde et des chaises dans le jardin.	} 373,327 ¹ 00 ^s
Tuileries.	
Location du café et des chaises dans le jardin.....	} 28,000 00
Hôtel de la place Vendôme, n° 9, loué à la guerre.....	
Emphytéose, rue des Pyramides.....	1,000 00

SEINE-ET-OISE.

Fermes dans le parc de Versailles.

Gally.....	} 147,142 00
La Ménagerie	
Satory.....	
Hors le parc.	
La grange Damerose, etc.....	

Saint-Germain et Marly.

Garenne.....	} Fermes, etc..... 43,484 00
Montaigu	
Trou-d'Enfer	
Petit-Parc	

Rambouillet.

Terres	576 00
--------------	--------

Saint-Cloud.

Terres..... 1,647¹ 00²

Service des eaux.

Étangs et rigoles..... 32,579 00
Concessions: pêches des étangs..... 194,836 24
Ferme de Séuart, terres, etc..... 6,175 00

SEINE-ET-MARNE.

Fontainebleau.

Terres 1,885 00

OISE.

Compiègne.

Locations..... 785 00

LOIR-ET-CHER.

Sologne.

Fermes..... 14,282 00

BASSES-PYRÉNÉES.

Pau.

Locations..... 130 00
Cleps de barrières, redevances diverses 10,695 00

TOTAL..... 856,643 24



Certifié conforme :

Paris, le 13 * Novembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HIÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.]

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 31.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 181. — *DÉCRET qui ouvre aux Ministres de l'Instruction publique et des Cultes et des Travaux publics des Crédits pour subvenir aux dépenses du personnel, du matériel et des travaux des Bâtiments et Jardins du Palais du Luxembourg pendant le dernier tiers de 1870.*

Du 21 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 10 octobre courant⁽¹⁾, qui place le palais du Luxembourg dans les attributions du ministère de l'instruction publique et des cultes;

Vu le décret du 15 du même mois⁽²⁾, qui place les travaux d'entretien et de construction des bâtiments et jardins dudit palais dans les attributions du ministère des travaux publics;

Vu le procès-verbal de vérification de la caisse du Sénat, constatant qu'il s'y trouvait, à la date du 17 octobre, une somme de trente-trois mille cinq cent deux francs quatre-vingt-deux centimes;

Vu le récépissé délivré par le caissier central du trésor de ladite somme de trente-trois mille cinq cent deux francs quatre-vingt-deux centimes, dont le reversement a été prescrit par le ministre de l'instruction publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un crédit de quatre-vingt-sept mille cent quatre-vingt-neuf francs quarante-huit centimes (87,189^f 48^c) est ouvert au ministre de l'instruction publique et des cultes pour subvenir aux dépenses du personnel et du matériel du palais du Luxembourg pendant le dernier tiers de l'année 1870, savoir :

Personnel.....	77,477 ^f 96 ^c
Matériel	9,711 52
TOTAL.....	<u>87,189 48</u>

⁽¹⁾ Bull. 9, n° 74.

⁽²⁾ Bull. 23, n° 136.

Cette somme sera imputée sur un nouveau chapitre du budget du ministère de l'instruction publique, qui prendra le n° 26 bis (*Palais du Luxembourg*).

2. Un crédit de soixante-dix mille francs (70,000^f) est ouvert au ministre des travaux publics pour subvenir aux dépenses du personnel et des travaux des bâtiments et jardins dudit palais pendant le dernier tiers de 1870, savoir :

Personnel.....	10,400 ^f
Travaux.....	59,600
TOTAL.....	70,000

Cette somme sera inscrite à un chapitre spécial du ministère des travaux publics, qui prendra le n° 25 (*Palais du Luxembourg*).

3. Les ministres des finances, de l'instruction publique et des cultes et des travaux publics sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, HENRI ROCHEFORT, JULES SIMON.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre des finances,

Signé ERNEST PICARD.

*Le Ministre de l'instruction
publique et des cultes,*

Signé JULES SIMON.

Le Ministre des travaux publics,

Signé DORIAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 182. — *DÉCRET qui ouvre aux Ministères de l'Intérieur et de la Guerre, sur l'exercice 1870, un nouveau supplément de Crédit pour faire face aux dépenses des Gardes nationales de France.*

Du 10 Novembre 1870.

(*Journal officiel du 18 novembre 1870.*)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi de finances du 8 mai 1869, portant fixation du budget de l'exercice 1870;

Vu la loi du 12 août 1870, dont l'article 5 a ouvert aux départements de la guerre et de l'intérieur un crédit provisoire de cinquante millions (50,000,000^f) pour pourvoir aux dépenses occasionnées par l'organisation des gardes nationales de France;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur et après avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert aux ministères de l'intérieur et de la guerre, sur le budget extraordinaire de l'exercice 1870, un nouveau supplément de crédit, s'élevant à la somme de vingt millions (20,000,000'), pour faire face aux dépenses des gardes nationales de France.

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources créées par la loi du 12 août 1870.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 183. — *DÉCRET qui affecte au Département de la Guerre, pour les besoins du Service militaire, l'Hôtel domanial situé à Paris, place Vendôme, n° 9.*

Du 10 Novembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833 ⁽¹⁾, réglant le mode à suivre pour l'affectation des immeubles domaniaux aux services publics de l'État;

Vu le décret du 6 septembre dernier ⁽²⁾, aux termes duquel tous les biens dépendant de la dotation de l'ancienne liste civile ont fait retour au domaine de l'État;

Considérant qu'il est nécessaire de conserver à la disposition du département de la guerre l'hôtel sis place Vendôme, n° 9, qui faisait partie de cette dotation et que l'ancienne liste civile louait au ministre de la guerre, aux termes d'un bail aujourd'hui résilié de plein droit;

Vu l'avis du ministre des finances, duquel il résulte que l'immeuble dont il s'agit peut être remis sans inconvénient à l'administration militaire;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'hôtel domanial situé à Paris, place Vendôme, n° 9, est affecté au département de la guerre, pour les besoins du service militaire.

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 234, n° 4853.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 1, n° 19.

2. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 10 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 184. — *DÉCRET qui appelle à l'activité les Jeunes Gens de vingt-cinq à trente-cinq ans, célibataires ou veufs sans enfants, du département de la Seine, formant la troisième catégorie, ainsi que les Jeunes Gens des autres départements actuellement en résidence à Paris.*

Du 12 Novembre 1870.

(Journal officiel du 13 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 10 août 1870, qui met à la disposition de l'État, pour la durée de la guerre, les hommes de vingt-cinq à trente-cinq ans non mariés ou veufs sans enfants, ayant satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée et n'appartenant pas à la garde nationale mobile;

Vu la décision qui divise ces hommes en trois catégories :

1° Les anciens militaires;

2° Les jeunes gens des deuxièmes portions des contingents;

3° Les jeunes gens n'ayant jamais paru au drapeau;

Vu les décisions prises pour la mise en route des hommes appartenant aux deux premières catégories,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les jeunes gens de vingt-cinq à trente-cinq ans, célibataires ou veufs sans enfants, du département de la Seine, formant la troisième catégorie, sont appelés à l'activité.

2. Cet appel s'étend aux jeunes gens des autres départements actuellement en résidence à Paris.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY, JULES SIMON, EMM. ARAGO, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 185. — *DÉCRET relatif à la réquisition temporaire de tout Atelier inoccupé, pour être employé à la fabrication ou à la transformation des armes.*

Du 12 Novembre 1870.

(Journal officiel du 13 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'un certain nombre d'ateliers dont l'outillage pourrait être utilisé à la fabrication ou à la transformation des armes de guerre restent sans emploi par suite de l'absence des propriétaires ou pour toute autre cause à eux personnelle;

Qu'il est urgent, tout en sauvegardant les intérêts desdits propriétaires, de prendre des dispositions pour faire servir à la défense nationale les ateliers dont s'agit,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Tout atelier inoccupé pourra être requis temporairement et employé d'office à la fabrication ou à la transformation des armes.

2. La réquisition sera faite par arrêté du ministre des travaux publics, rendu sur la proposition de la commission d'armement, à la demande des industriels qui s'offriront à faire fonctionner les ateliers dont s'agit.

3. Toute réquisition sera accompagnée d'un inventaire dressé contradictoirement entre les propriétaires et les industriels demandant la réquisition. En cas d'absence du propriétaire et de ses ayants droit, il sera préalablement nommé un administrateur judiciaire pour veiller aux intérêts de l'absent.

Cet administrateur sera commis par justice et sur ordonnance du président du tribunal civil de la Seine rendue à la requête des industriels demandant la réquisition.

Il veillera aux intérêts de l'absent, procédera aux inventaires, conciera des loyers tant de l'immeuble que de l'outillage, et prendra en tant que de besoin toutes les mesures conservatoires que de droit.

4. Toute difficulté relative soit à la prise de possession de l'atelier requis, soit à son occupation temporaire, soit à sa restitution entre les mains du propriétaire, sera jugée par le tribunal civil.

5. Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, ERNEST PICARD,
EMM. ARAGO, JULES SIMON, JULES FERRY, GARNIER-
PAGÈS EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 186. — *DÉCRET qui appelle à l'activité les Jeunes Gens du département de la Seine et ceux des autres départements actuellement en résidence à Paris, appartenant au contingent de la Garde nationale mobile de la classe 1870.*

Du 13 Novembre 1870.

(Journal officiel du 14 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 1^{er} février 1868;

Vu la loi du 17 juillet 1870;

Vu le décret du 28 octobre 1870 ⁽¹⁾, qui appelle à l'activité le contingent de la classe 1870 affecté à l'armée,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les jeunes gens du département de la Seine et ceux des autres départements actuellement en résidence à Paris, appartenant au contingent de la garde nationale mobile de la classe 1870, sont appelés à l'activité.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, ERNEST PICARD,
EMM. ARAGO, JULES SIMON, JULES FERRY,
GARNIER-PAGÈS.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 187. — *DÉCRET concernant les Militaires de tout grade qui ont perdu leur grade par suite des événements de décembre 1851.*

Du 14 Novembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 12 septembre 1870 ⁽²⁾, relatif aux militaires privés de leur grade par suite des événements de décembre 1851,

⁽¹⁾ Bull. 25, n° 151.

⁽²⁾ Bull. 3, n° 46.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les militaires de tout grade qui ont perdu leur grade par suite des événements de décembre 1851, soit en vertu d'une mesure individuelle, soit en vertu de refus de serment, pourront être réintégrés dans l'armée avec le grade immédiatement supérieur à celui dont ils étaient pourvus au moment de leur radiation des cadres. Le temps passé par eux hors de l'armée leur sera compté comme service effectif.

2. L'ancienneté dans le grade supérieur dont ces officiers seront pourvus en vertu de l'article 1^{er} datera du 2 décembre 1851.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN,
ERNEST PICARD, JULES SIMON.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 188. — DÉCRET relatif à l'Indemnité de licenciement des Officiers non réélus de la Garde nationale mobile.

Du 14 Novembre 1870.

(Journal officiel du 16 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 1^{er} février 1868;

Vu le décret du 17 septembre 1870⁽¹⁾;

Vu la décision du Gouvernement du 23 septembre 1870,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les officiers de la garde nationale mobile régulièrement nommés soit par décret, soit à titre provisoire par les généraux, en vertu des pouvoirs qui leur avaient été délégués, et qui n'ont pas été élus, continuent à recevoir, jusqu'à la levée du siège et même un mois après, à titre d'indemnité de licenciement, la solde du grade

⁽¹⁾ Bull. 8, n° 68.

dont ils étaient pourvus et dont la conservation leur avait été assurée jusqu'au 30 novembre 1870.

2. Ceux de ces officiers qui, d'ici au 30 novembre 1870 ou postérieurement, auront été ou seront nommés à des emplois d'officier payeur ou seront rentrés, par la voie de l'élection, en possession d'un grade d'officier, dans les compagnies ou batteries de la garde nationale mobile, cesseront naturellement de bénéficier de cette mesure et jouiront des allocations attribuées à leur nouvelle position à dater de leur nomination ou de leur élection.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY, ERNEST PICARD, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 189. — *DÉCRET sur la Mairie de Paris.*

Du 15 Novembre 1870.

(*Journal officiel* du 16 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que, jusqu'à ce que la ville de Paris soit sortie des conditions tout à fait exceptionnelles où elle est placée par le siège, la mairie centrale ne peut être qu'une délégation du Gouvernement de la défense nationale,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La démission de M. *Étienne Arago*, maire de Paris, est acceptée.

2. M. *Jules Ferry*, membre du Gouvernement de la défense nationale, est délégué à la mairie centrale, en remplacement de M. *Étienne Arago*.

3. MM. *J.-J. Clamageran*, *Charles Hérisson* et *Gustave Chaudey*, adjoints au maire de Paris sont maintenus dans leurs fonctions, en qualité d'adjoints à la délégation du Gouvernement près de la mairie centrale.

4. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 190. — *DÉCRET portant que les membres du Tribunal de commerce de la Seine, actuellement en fonctions, y demeureront jusqu'à ce qu'il soit autrement disposé.*

Du 16 Novembre 1870.

(Journal officiel du 17 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que les élections pour le renouvellement des membres du tribunal de commerce de la Seine, qui devaient avoir lieu au mois d'août dernier, n'ont pas été effectuées;

Considérant qu'il ne convient pas, dans les circonstances actuelles, de procéder à ces élections, alors surtout que des réclamations se sont élevées contre le système en vigueur,

DÉCRÈTE :

Les membres du tribunal de commerce de la Seine, actuellement en fonctions, y demeureront jusqu'à ce qu'il soit autrement disposé.

Fait à Paris, le 16 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY, JULES SIMON, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 191. — *DÉCRET qui supprime dans les Cours d'appel le titre et les fonctions de premier avocat général, au fur et à mesure des extinctions.*

Du 16 Novembre 1870.

(Journal officiel du 17 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que la distinction entre le premier avocat général et les autres avocats généraux près les cours d'appel ne présente aucune utilité au point de vue du service judiciaire,

DÉCRÈTE :

Le titre et les fonctions de premier avocat général seront supprimés dans les cours d'appel, au fur et à mesure des extinctions ; le nombre des avocats généraux restant le même.

Fait à Paris, le 16 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES SIMON, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 192. — *DÉCRET qui admet les déposants aux Caisses d'épargne à faire une nouvelle demande de Remboursement en espèces d'une somme de cinquante francs.*

Du 17 Novembre 1870.

(Journal officiel du 18 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu les décrets en date des 17 septembre ⁽¹⁾ et 16 octobre 1870 ⁽²⁾, concernant les caisses d'épargne ;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Les déposants qui, en vertu des décrets précités, ont demandé des remboursements en espèces, et qui auront encore à leur compte une provision suffisante, seront admis, à partir du 18 de ce mois, à faire une nouvelle demande de remboursement en espèces de cinquante francs.

Fait à Paris, le 17 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, ERNEST PICARD, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 193. — *DÉCRET qui ouvre au Ministère des Finances un Crédit pour l'exécution des décrets autorisant les déposants à opérer le retrait gratuit d'Objets de diverses natures engagés au Mont-de-Piété postérieurement au 19 juillet 1870.*

Du 17 Novembre 1870.

(Journal officiel du 18 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

⁽¹⁾ Bull. 9, n° 74.

⁽²⁾ Bull. 23, n° 137.

Vu les décrets des 1^{er} ⁽¹⁾ et 12 octobre 1870 ⁽²⁾, autorisant les déposants à opérer le retrait gratuit d'objets de diverses natures engagés au mont-de-piété postérieurement au 19 juillet 1870, et chargeant le ministre des finances de pourvoir au paiement de la dépense,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Un crédit de sept cent mille francs (700,000') est ouvert au ministère des finances pour l'exécution des décrets précités.

2. La somme à rembourser par le trésor à l'administration du mont-de-piété sera prélevée sur les ressources créées par la loi du 12 août 1870.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, ERNEST PICARD,
JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, EMM.
ARAGO, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 194.—*Décret relatif aux Centimes communaux à comprendre dans les rôles des quatre contributions directes de la ville de Paris pour 1871.*

Du 17 Novembre 1870.

(Journal officiel du 18 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que le décret du 13 septembre dernier ⁽³⁾, qui a réglé le mode de répartition des contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres pour l'année 1871, a en même temps décidé que les centimes additionnels départementaux ordinaires et extraordinaires imposés en 1870 seront maintenus en 1871 ;

Considérant que le moment étant arrivé de procéder à la confection des rôles généraux de 1871, il convient, dans les circonstances actuelles, d'étendre aux centimes communaux de la ville de Paris la mesure prise à l'égard des centimes départementaux,

DÉCRET :

Les centimes communaux à comprendre dans les rôles des quatre contributions directes de la ville de Paris seront, pour 1871, quant à leur nature et à leur quotité, les mêmes que ceux qui ont été imposés pour 1870.

Fait à l'Hôtel de ville de Paris, le 17 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY, JULES
SIMON, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, ERNEST
PICARD, EUGÈNE PELLETAN.

⁽¹⁾ Bull. 15, n° 103.

⁽²⁾ Bull. 21, n° 130.

⁽³⁾ Bull. 6, n° 54.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 195. — *DÉCRET concernant la nomination aux différents grades d'Officier dans la Garde nationale mobile.*

Du 18 Novembre 1870.

(Journal officiel du 19 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 1^{er} février 1868, portant création de la garde nationale mobile;

Vu le décret du 17 septembre 1870 ⁽¹⁾, qui soumet à l'élection la nomination aux différents grades d'officier dans la garde nationale mobile;

Considérant qu'il importe, dans un intérêt de justice et d'émulation, les premières élections étant faites, de garantir à chacun la possibilité de la récompense des services rendus dans sa position;

Considérant, d'autre part, qu'il importe de mettre un terme à des désordres graves qui se sont produits à l'occasion de diverses élections,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Nul ne pourra être élu à un grade supérieur s'il n'est déjà pourvu du grade immédiatement inférieur à celui qui fera l'objet de l'élection.

2. Les chefs de bataillon seront élus parmi les capitaines du bataillon où se produira la vacance, par le vote de tous les officiers du bataillon.

3. Les capitaines et les lieutenants seront élus par les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats de la compagnie où se produira la vacance; les premiers parmi les lieutenants, et les seconds parmi les sous-lieutenants du bataillon.

4. Les sous-lieutenants seront élus par les sous-officiers, caporaux et soldats de la compagnie où se produira la vacance, parmi tous les sous-officiers du bataillon.

5. Les dispositions qui précèdent s'appliquent aux élections d'officiers dans les groupes départementaux d'artillerie.

Dans les batteries isolées, les élections auront lieu par batterie.

6. Le choix des chefs de bataillon pour les nominations aux divers emplois de sous-officier et au grade de caporal ne pourra s'exercer que dans l'intérieur de leurs bataillons respectifs.

7. Les officiers démissionnaires ou frappés de révocation restent exclus de toute nouvelle élection.

⁽¹⁾ Bull. 8, n° 68.

8. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES
FERRY, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, EUGÈNE
PELLETAN, ERNEST PICARD.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 196. — *DÉCRET qui institue un Conseil de révision pour prononcer sur tous les cas de Dispense, Incompatibilités et Exclusions invoqués par les Gardes nationaux appelés dans les compagnies de guerre.*

Du 18 Novembre 1870.

(Journal officiel du 19 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que le décret du 8 novembre 1870⁽¹⁾, qui appelle dans les compagnies de guerre de la garde nationale tous les hommes valides, en suivant l'ordre des catégories qui y sont spécifiées, rend inapplicables à ces gardes nationaux toutes les exemptions et classifications établies par les lois sur la garde nationale ou sur l'armée;

Qu'il est cependant des intérêts de service public qu'il importe de respecter;

Que, d'autre part, les incompatibilités, dispenses et exclusions prononcées par la loi du 13 juin 1851 doivent être maintenues,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un conseil de révision est institué pour statuer, en séance publique et sans aucun recours, sur tous les cas de dispense, incompatibilités et exclusions.

2. Le conseil sera composé de :

Un colonel ou lieutenant-colonel d'état-major, président;

Deux chefs d'escadron d'état-major;

Six chefs de bataillon de la garde nationale;

Un chef d'escadron d'état-major, rapporteur;

Un capitaine d'état-major, rapporteur adjoint;

Un capitaine d'état-major, secrétaire;

Un capitaine d'état-major, secrétaire adjoint,

⁽¹⁾ Bull. 30, n° 173.

tous nommés par le général commandant supérieur de la garde nationale.

3. Le conseil statuera à la majorité des membres présents, mais au nombre de cinq membres au moins.

En cas de partage des voix, la dispense sera de droit.

4. Les réclamations devant le conseil de révision devront, sous peine de forclusion, être produites dans les six jours de l'insertion du présent décret au *Journal officiel*.

Elles n'auront pas d'effet suspensif; en conséquence, tout garde national réclamant devra son service au corps jusqu'à la décision à intervenir.

5. Dans le délai susénoncé, tout réclamant devra se présenter à l'état-major général de la garde nationale pour y déposer sa réclamation écrite. Il lui en sera délivré récépissé, avec indication des jour, lieu et heure où il devra se présenter. Faute par lui de se présenter en personne ou de justifier régulièrement d'un cas d'impossibilité, sa réclamation sera considérée comme non avenue; elle ne pourra pas être reproduite.

Fait à Paris, le 18 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, JULES FERRY, EUGÈNE PELLETAN.



Certifié conforme :

Paris, le 19 * Novembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 32.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 197. — *DÉCRET qui ouvre un Crédit sur l'exercice 1870, à titre de l'onds de concours versés au Trésor par des Départements, des Communes et des Particuliers, pour l'exécution de divers Travaux publics.*

Du 10 Octobre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics;

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget général des recettes et des dépenses de l'exercice 1870;

Vu le décret du 16 octobre suivant ⁽¹⁾, contenant répartition des crédits dudit exercice;

Vu l'article 13 de la loi du 6 juin 1843, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1840, ainsi conçu :

« Les fonds versés par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec ceux de l'État, à l'exécution des travaux publics, seront portés en recette aux produits divers du budget; un crédit de pareille somme sera ouvert par ordonnance royale au ministre des travaux publics, additionnellement à ceux qui lui auront été accordés par le budget pour les mêmes travaux, et la portion desdits fonds qui n'aura pas été employée pendant le cours d'un exercice pourra être réimputée, avec la même affectation, aux budgets des exercices subséquents, en vertu d'ordonnances royales qui prononceront l'annulation des sommes restées sans emploi sur l'exercice expiré; »

Vu l'état ci-annexé des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les

⁽¹⁾ 11^e série, Bull. 1755, n° 17,240.

fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1870,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1870 (*Budgets ordinaire et extraordinaire*), un crédit de quatre cent soixante-six mille cent deux francs onze centimes (466,102^f 11^c).

Cette somme est répartie de la manière suivante entre les chapitres des budgets ordinaire et extraordinaire ci-après désignés, savoir :

BUDGET ORDINAIRE.

CHAP. X.	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.....	27,500 ^f 00 ^c
— XI.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	69,404 21
— XII.	Navigation intérieure. — Rivières.....	25,272 43
— XIII.	Navigation intérieure. — Canaux.....	14,886 44
— XIV.	Ports maritimes.—Services divers. (Travaux ordinaires.).....	22,042 34
— XV.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage.....	1,548 00
TOTAL.....		160,653 42

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

CHAP. III.	Lacunes des routes impériales.....	32,059 69
— VIII.	Amélioration de rivières.....	10,750 00
— IX.	Établissement de canaux de navigation.....	50,000 00
— X.	Amélioration des ports maritimes.....	158,680 00
— XI.	Travaux de défense contre les inondations.....	38,000 00
— XII.	Travaux d'amélioration agricole.....	12,859 00
— XIV.	Drainage.....	100 00
— XVI.	Travaux de chemins de fer exécutés par l'État.....	3,000 00
TOTAL GÉNÉRAL.....		466,102 11

2. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources spéciales versées au trésor à titre de fonds de concours.

3. Les ministres des travaux publics et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Paris, le 10 Octobre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EUGÈNE PELLETAN,
GARNIER-PAGÈS, ENM. ARAGO, JULES FERRY, HENRI
ROCHEFORT, JULES SIMON.

État des sommes versées dans les caisses du trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour concourir, avec les fonds de l'État, à l'exécution de travaux publics appartenant à l'exercice 1870.

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAPITRE X.		
ENTRETIEN DES ÉTABLISSEMENTS THERMAUX APPARTENANT À L'ÉTAT.		
Allier.....	Entretien des routes thermales du parc et de la prise d'eau de Vichy.....	27,500' 00°
CHAPITRE XI.		
ROUTES ET PONTS. (Travaux ordinaires.)		
Aisne.....	Construction d'aqueducs en remplacement de cassis sur la route impériale n° 2, dans la traverse de Soissons.....	3,500 00
Gironde.	Entretien des routes impériales dans la traverse de Bordeaux.....	8,567 73
	Entretien de la route impériale n° 137, dans la traverse de Blaye.....	289 30
	Reconstruction de la chaussée pavée et établissement de trottoirs dans la traverse de Vitré, route impériale n° 12.....	2,700 00
Ille-et-Vilaine.	Reconstruction de la chaussée pavée et établissement de trottoirs sur la route impériale n° 137, entre la place Bouvet et celle du Naye, dans la traverse de Saint-Servan.....	9,621 00
	Élargissement de la route impériale n° 164 bis, dans la traverse de Bois-Gervilly.....	300 00
	Amélioration du chemin des Landes et de la partie du chemin de grande communication n° 29, à titre d'annexes de la route impériale n° 5.....	4,000 00
Jura.....	Construction d'un aqueduc dans la rue de l'Épaulé, à Poligny, route impériale n° 5.....	26 77
Marne.....	Élargissement des routes impériales n° 3 et 4, dans la traverse de Châlons-sur-Marne.....	1,420 00
Meuse.....	Amélioration de la route impériale n° 18, dans la traverse de Rouvrois-sur-Othain.....	1,500 00
	Entretien de la route impériale n° 10.....	10,036 00
	Entretien de la route impériale n° 13.....	500 00
	Élargissement de la route impériale n° 184, dans la traverse de Saint-Germain-en-Laye.....	18,958 41
Seine-et-Oise.	Amélioration des routes impériales n° 13 et 190, dans la traverse de Saint-Germain-en-Laye.....	5,000 00
	Réfection de caniveaux sur la route impériale n° 188, dans la traverse de Massy.....	300 00
Sèvres (Deux-).	Construction de caniveaux pavés le long de la route impériale n° 148 bis, dans la traverse du bourg de la Ferrière.....	700 00
Vienne.....	Construction de trottoirs et de caniveaux pavés le long de la route impériale n° 10, dans la traverse de Couhé.....	235 00
Yonne.....	Amélioration de la route impériale n° 77, dans la côte de Montfort.....	750 00
TOTAL du chapitre XI.....		69,404 21

DÉPAR- TEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
CHAPITRE XII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Rivières.) (Travaux ordinaires.)		
Bouches- du-Rhône.	Travaux de défense de l'épi Allemand, sur la Durance, à Orgon.....	3,500 ⁰ 00 ⁰
Loire- Inférieure.	Travaux de consolidation des rives de la Loire, à la Téli- dière.....	339 00
Lot- et-Garonne.	Construction d'une cale sur la Baise, à Lavardac.....	2,700 00
Moselle.....	Études de canaux destinés à réunir la Moselle à la Meuse par la vallée de l'Orne.....	225 00
Nièvre.....	Entretien des pertuis de la haute Yonne.....	700 00
Pyrénées (Basses-). Saône- et-Loire.	Entretien des chaussées et des quais de la Nive, à Bayonne. Construction d'un port à Verdun, au confluent de la Saône et du Doubs.....	1,000 00 15,000 00
Tarn.....	Entretien des barrages de Lamothe-Gardès, de Lastours, de Castelnau et de Pouille, sur le Tarn.....	1,808 43
TOTAL du chapitre XII.....		25,272 43
CHAPITRE XIII.		
NAVIGATION INTÉRIEURE. (Canaux.) (Travaux ordinaires.)		
Charente- Inférieure.	Construction du pont de Beaugéay, sur le canal de la Cha- rente à la Seudre.....	600 00
Cher.....	Reconstruction du pont de Beugnon, sur le canal de Berri. Entretien du canal des houillères de la Sarre.....	2,500 00 10,500 00
Moselle.....	Entretien des ponts établis sur la Sambre canalisée.....	1,198 94
Nord.....	Restauration du pont de l'écluse carrée de Guines, sur le canal de ce nom.....	87 50
Pas-de-Calais.		
TOTAL du chapitre XIII.....		14,886 44
CHAPITRE XIV.		
PORTS MARITIMES. (Travaux ordinaires.)		
Calvados.....	Indemnités à des officiers et maîtres de port pour renseigne- ments météorologiques.....	240 00
Charente- Inférieure.	Travaux d'amélioration du port de Saint-Denis-d'Oléron....	10,000 00
Gironde.....	Entretien de divers ports du département de la Gironde...	4,702 34
Hérault.....	Entretien des ports de Méze et de Marseillan.....	2,000 00
Pas-de-Calais.	Indemnités à des officiers et maîtres de port pour renseigne- ments météorologiques.....	360 00
Pyrénées (Basses-). Seine- Inférieure.	Idem..... Entretien des quais du port de Dieppe.....	240 00 4,500 00
TOTAL du chapitre XIV.....		22,042 34
CHAPITRE XV.		
ÉTUDES ET SUBVENTIONS POUR TRAVAUX D'IRRIGATION, DE DESSÈCHEMENT, DE CURAGE ET DE DRAINAGE.		
Drôme.....	Frais d'administration du séquestre du canal de Pierrelatte.	1,548 00

DÉPAR- TEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
	BUDGET EXTRAORDINAIRE.	
	CHAPITRE III.	
	LACUNES DES ROUTES IMPÉRIALES.	
Savoie (Haute-).	Construction de la route impériale n° 202, entre Cluses et le col de Châtillon.....	32,059'69°
	CHAPITRE VIII.	
	AMÉLIORATION DES RIVIÈRES.	
Gard.....	Travaux d'amélioration du Rhône au passage Saint-Denis..	6,250 00
Gironde.....	Construction d'une cale sur la Garonne, à Portets.....	4,500 00
	TOTAL du chapitre VIII.....	10,750 00
	CHAPITRE IX.	
	ÉTABLISSEMENT DE CANAUX DE NAVIGATION.	
Vendée.....	Travaux d'amélioration du canal du Luçon.....	50,000 00
	CHAPITRE X.	
	TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET D'ACHÈVEMENT DES PORTS MARITIMES.	
Gironde.....	Construction d'un égout collecteur sous le terre-plein du quai des Chartrons.....	8,680 00
Nord.....	Amélioration du port de Gravelines.....	150,000 00
	TOTAL du chapitre X.....	158,680 00
	CHAPITRE XI.	
	TRAVAUX DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS.	
Indre-et-Loire.	Reconstruction du pont d'Amboise.....	20,000 00
Maine- et-Loire.	Travaux d'exhaussement et de consolidation des levées de Savennières.....	18,000 00
	TOTAL du chapitre XI.....	38,000 00
	CHAPITRE XII.	
	TRAVAUX D'AMÉLIORATION AGRICOLE.	
Corse.....	Construction d'une fontaine publique à Sainte-Lucie-de- Tallano.....	2,859 00
Dordogne....	Construction de routes agricoles.....	10,000 00
	TOTAL du chapitre XII.....	12,859 00
	CHAPITRE XIV.	
	DRAINAGE.	
Rhin (Haut-).	Études de drainage.....	100 00

DÉPARTEMENTS.	ENTREPRISES AUXQUELLES LES FONDS SONT DESTINÉS.	MONTANT des versements.
	CHAPITRE XVI. ÉTABLISSEMENT DE GRANDES LIGNES DE CHEMINS DE FER.	
Ille-et-Vilaine.	Études du chemin de fer de Châteaubriant à Redon.....	3,000 ^f 00 ^e
RÉCAPITULATION.		
BUDGET ORDINAIRE.		
CHAP. X.	Entretien des établissements thermaux appartenant à l'État.	27,500 ^f 00 ^e
— XI.	Routes et ponts. (Travaux ordinaires.).....	69,404 21
— XII.	Navigation intérieure. — Rivières. (Travaux ordinaires.)..	25,272 43
— XIII.	Navigation intérieure. — Canaux. (Travaux ordinaires.)...	14,886 44
— XIV.	Ports maritimes. — Services divers. (Travaux ordinaires.)..	22,042 34
— XV.	Études et subventions pour travaux d'irrigation, de dessèchement, de curage et de drainage.....	1,548 00
BUDGET EXTRAORDINAIRE.		
CHAP. III.	Lacunes des routes impériales.....	32,059 69
— VIII.	Amélioration des rivières.....	10,750 00
— IX.	Établissement de canaux de navigation.....	50,000 00
— X.	Amélioration des ports maritimes.....	158,680 00
— XI.	Travaux de défense contre les inondations.....	38,000 00
— XII.	Travaux d'amélioration agricole.....	12,859 00
— XIV.	Drainage.....	100 00
— XVI.	Établissement de grandes lignes de chemins de fer.....	3,000 00
TOTAL GÉNÉRAL		466,102 11

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 198. — *DÉCRET relatif à la Suppression du 4^e Bataillon du 126^e Régiment d'infanterie de ligne et à la Formation, à Paris, de 2 nouveaux Bataillons de chasseurs à pied et d'une 7^e Compagnie dans chacun des 3 Bataillons du 4^e Régiment de zouaves.*

Du 20 Novembre 1870.

(Journal officiel du 21 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 14 avril 1832, l'ordonnance du 16 mars 1838⁽¹⁾, les décrets des 19 juillet, 27 septembre et 20 octobre 1870⁽²⁾;

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 566, n° 7344.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 28, n° 167.

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le quatrième bataillon du cent vingt-huitième régiment d'infanterie de ligne est supprimé. Les militaires de tous grades qui en faisaient partie passeront dans les bataillons des compagnies créées par le présent décret.

2. Il sera formé à Paris :

1° Deux bataillons de chasseurs à pied de sept compagnies chacun, qui prendront les n° 21 et 22.

2° Une septième compagnie dans chacun des trois bataillons du quatrième régiment de zouaves.

3. Les vingt et unième et vingt-deuxième bataillons de chasseurs à pied seront composés ainsi qu'il suit, savoir :

Le vingt et unième bataillon, des septièmes compagnies des cinquième, septième, huitième, dix-huitième bataillons de chasseurs à pied, des huitièmes compagnies des quinzième et dix-neuvième bataillons de chasseurs et de la première compagnie du quatrième bataillon du cent vingt-huitième de ligne (chasseurs à pied de l'ex-garde);

Le vingt-deuxième bataillon, des septièmes compagnies des troisième, sixième, neuvième, douzième, quatorzième bataillons de chasseurs à pied, de la huitième compagnie du quatrième bataillon de chasseurs et de la deuxième compagnie du quatrième bataillon du cent vingt-huitième de ligne (chasseurs à pied de l'ex-garde).

4. Les septièmes compagnies des trois bataillons du quatrième régiment de zouaves seront formées par les troisième, quatrième et cinquième compagnies du quatrième bataillon du cent vingt-huitième de ligne (zouaves de l'ex-garde et tirailleurs algériens).

5. L'organisation des vingt et unième et vingt-deuxième bataillons de chasseurs à pied sera la même que celle des autres bataillons de chasseurs à pied.

6. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, EMM. ARAGO, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 199. — *DÉCRET qui crée, dans le Régiment d'artillerie de la Marine, quatre nouvelles Batteries à pied provenant du dédoublement de quatre batteries montées.*

Du 20 Novembre 1870.

(Journal officiel du 22 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est créé, dans le régiment d'artillerie de la marine, quatre nouvelles batteries à pied provenant du dédoublement de quatre batteries montées; elles prendront les numéros 1^{er} bis, 2^e bis, 11^e bis et 15^e bis.

2. Le cadre en officiers de chacune de ces batteries comportera un capitaine et un lieutenant.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 20 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre, par délégation, de la marine et des colonies,

Signé Contre-amiral d'HORNOY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 200. — *DÉCRET relatif à la Réquisition de toutes les Pommes de terre existant à Paris et dans la banlieue, à l'exception des provisions de ménage.*

Du 21 Novembre 1870.

(Journal officiel du 22 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Au nom du Gouvernement, réquisition est faite de toutes les pommes de terre existant à Paris et dans la banlieue.

Cette réquisition ne s'applique pas aux provisions de ménage.

2. Les détenteurs de pommes de terre seront tenus de faire, dans le délai de cinq jours, la déclaration des quantités qu'ils possèdent, au ministère du commerce, bureau des subsistances, sous peine de confiscation des quantités non déclarées.

3. Le ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES
SIMON, EMM. ARAGO, ERNEST PICARD, EUGÈNE PEL-
LETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 201. — *DÉCRET relatif aux Pigeons porteurs de Dépêches.*

Du 24 Novembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Tous les pigeons porteurs de dépêches seront, aussitôt après avoir été recueillis, mis par l'administration des postes à la disposition du gouverneur de Paris.

Les dépêches seront immédiatement transmises par le gouverneur aux ministres qu'elles concerneront.

Les dépêches privées seront remises par le gouverneur à l'administration des télégraphes, pour être adressées aux destinataires.

Fait à Paris, le 24 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, ERNEST PICARD,
JULES FERRY, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, JULES
SIMON, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 202. — *DÉCRET relatif à la Réquisition de toutes les Huiles de pétrole épurées existant dans les Magasins publics et privés de Paris et de la banlieue.*

Du 25 Novembre 1870.

(*Journal officiel* du 26 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'il est indispensable de mettre les huiles de pétrole épurées existant à Paris à la disposition des services publics,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Réquisition est faite de toutes les huiles de pétrole épurées existant dans les magasins publics et privés de Paris et de la

banlieue, que ces huiles aient été ou n'aient pas été l'objet de déclarations antérieures.

2. Les huiles acquises par la ville ne pourront être payées à un prix inférieur à la mercuriale des quinze premiers jours de septembre.

3. Le membre du Gouvernement délégué à la mairie de Paris et à l'administration du département de la Seine est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, ERNEST PICARD, EMM. ARAGO, JULES SIMON, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 203. — *DÉCRET relatif au Recensement général de tous les Chevaux, Ânes et Mulets existant à Paris et dans la banlieue.*

Du 25 Novembre 1870.

(Journal officiel du 26 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'il importe d'établir un recensement exact des chevaux, ânes et mulets existant à Paris et dans la banlieue, afin de dresser la statistique de ceux de ces animaux qu'il convient de conserver pour les services publics de toute nature,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera fait, dans la journée du 29 novembre, un recensement général de tous les chevaux, ânes et mulets existant à Paris et dans la banlieue.

2. Le recensement sera fait au moyen de déclarations signées par les propriétaires des animaux.

3. Les déclarations seront reçues :

Pour Paris, dans les vingt mairies d'arrondissement;

Pour la banlieue, dans les mairies des communes suburbaines.

4. Les déclarations seront conformes au modèle distribué par les mairies; elles mentionneront l'usage spécial auquel les animaux sont affectés.

Ces déclarations seront faites à la mairie qui correspond aux lieux où les animaux sont logés, sans avoir égard au domicile du propriétaire.

5. A partir du 1^{er} décembre, il ne pourra être vendu ni cheval, ni âne, ni mulet, sans que le vendeur en ait fait au préalable notification à la mairie dans laquelle l'animal a été recensé.

6. Tout animal non déclaré deviendra la propriété de l'État.

7. Le ministre du commerce et le membre du Gouvernement dé-

légué à l'administration du département de la Seine et à la mairie de Paris sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES SIMON, JULES FERRY, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 204. — *DÉCRET relatif à la Rééligibilité des Officiers de la Garde nationale révoqués et des Sous-Officiers cassés de grade.*

Du 27 Novembre 1870.

(Journal officiel du 28 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 13 juin 1851 et la loi du 12 août 1870, sur l'organisation de la garde nationale;

Vu le décret du 27 septembre 1870 ⁽¹⁾, relatif aux conseils de guerre et à la discipline de la garde nationale;

Considérant que la garde nationale est aujourd'hui en présence de l'ennemi; qu'elle coopère avec l'armée active, et qu'elle doit être rattachée par un lien disciplinaire énergique au commandement militaire supérieur;

Considérant que le décret du 27 septembre 1870 a, dans cette pensée, supprimé pour toute la durée du siège les conseils de discipline de la garde nationale organisés par la loi du 13 juin 1851, et les a remplacés à la fois par les conseils de guerre de la garde nationale et par la juridiction disciplinaire attribuée aux supérieurs sur leurs inférieurs, suivant les différents degrés de la hiérarchie militaire;

Considérant que l'article 9 du décret du 27 septembre 1870 a, en conséquence, conféré au gouverneur de Paris le droit de révoquer les officiers, sur l'avis du commandant supérieur de la garde nationale, et qu'il y a lieu d'appliquer à la révocation ainsi prononcée tous les effets attachés à cette peine par la loi du 13 juin 1851, et notamment la non-rééligibilité de l'officier privé de son grade jusqu'aux élections générales (articles 72 et 80 de la loi du 13 juin 1851),

DÉCRÈTE :

Tout officier de la garde nationale révoqué, tout sous-officier cassé de son grade, ne pourra être réélu qu'aux élections générales.

Fait à Paris, le 27 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, JULES FERRY, EMM. ARAGO, ERNEST PICARD.

⁽¹⁾ Bull. 14, n° 93.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 205. — *DÉCRET qui fixe le nombre de Bourses à accorder, par voie de concours, dans les Lycées nationaux, aux Élèves des écoles primaires du département de la Seine, et dans l'école normale primaire des jeunes filles de la ville de Paris, aux Élèves des écoles primaires de jeunes filles du même département.*

Du 27 Novembre 1870.

(Journal officiel du 28 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 27 novembre 1848 et le décret du 7 février 1852⁽¹⁾;

Considérant qu'il importe de substituer au régime de l'arbitraire celui du droit et de la publicité;

Que l'institution des bourses doit avoir pour but de rendre l'instruction supérieure accessible à tous ceux qui ont démontré, par leurs succès dans les écoles primaires, qu'ils pourront un jour contribuer à la prospérité du pays ou aux progrès de la science;

Que, en attendant qu'il soit statué à nouveau par le pouvoir législatif sur le mode de distribution des bourses nationales, départementales et communales, rien dans les lois existantes ne s'oppose à ce qu'il soit fait dès à présent un emploi plus régulier des crédits accordés pour cet objet au ministère de l'instruction publique,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Cinq bourses entretenues aux frais de l'État dans les lycées nationaux seront affectées, par voie de concours, aux élèves des écoles primaires publiques ou libres du département de la Seine.

2. Cinq bourses entretenues aux frais de l'État dans l'école normale primaire de jeunes filles de la ville de Paris seront affectées, par voie de concours, aux élèves des écoles primaires publiques ou libres de jeunes filles du département de la Seine.

3. Des dispositions analogues seront prises, après la levée du siège, pour les élèves des écoles de départements.

4. A l'avenir, les décrets conférant des bourses de l'État seront insérés au *Journal officiel*.

5. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN, JULES SIMON.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 497, n° 3721.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 206. — *DÉCRET qui forme une Légion de Garde nationale dite Légion de Seine-et-Oise.*

Du 28 Novembre 1870.

(Journal officiel du 29 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le rapport adressé au ministre de l'intérieur par le président de la commission des départements de l'Oise, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise;

Considérant qu'un grand nombre de citoyens des départements voisins du département de la Seine ont dû se replier dans Paris, à la date du 18 septembre;

Considérant que si deux mille de ces citoyens ont été incorporés dans les bataillons de la garde nationale de la Seine, il en est plus de cinq mille qui n'y ont pu trouver place;

Considérant que, par leur connaissance de la topographie des environs de Paris, ces citoyens, et particulièrement ceux du département de Seine-et-Oise, peuvent être d'une utilité toute spéciale pour les opérations de la défense,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les gardes nationaux du département de Seine-et-Oise, non incorporés dans les bataillons de la Seine, formeront une légion appelée *Légion de Seine-et-Oise*.

2. Les compagnies composant cette légion conserveront le nom des communes auxquelles elles appartiennent.

3. Celles de ces compagnies qui sont armées seront mobilisées dans les termes du décret du 8 novembre 1870, et seront mises à la disposition des chefs de corps qui auront à opérer dans les communes d'où ces compagnies proviennent.

4. Un conseil de révision statuera sur les cas de dispense, d'excuses ou d'incompatibilités déterminées par la loi.

5. Les compagnies non armées seront équipées et armées ultérieurement, si les besoins de la défense l'exigent.

6. Tous les agents voyers, conducteurs de travaux et cantonniers qui font partie des compagnies de la légion de Seine-et-Oise seront distraits de ces compagnies pour être attachés au service topographique de l'état-major général.

7. Il sera pourvu aux dépenses nécessitées par cette organisation au moyen du crédit ouvert par la loi du 12 août 1870.

8. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 Novembre 1870.

Signé JULES FAVRE, JULES SIMON, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, EMM. ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 207. — DÉCRET accordant un Subside complémentaire aux Femmes des Gardes nationaux qui reçoivent le Subside établi par le décret du 12 septembre 1870.

Du 28 Novembre 1870.

(Journal officiel du 29 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que le subside accordé aux gardes nationaux par le décret du 12 septembre 1870⁽¹⁾ est insuffisant, en présence de la hausse générale des denrées pour faire face aux besoins de ceux de ces gardes nationaux qui ont charge de famille,

DÉCRÈTE :

Un subside complémentaire de soixante-quinze centimes par tête sera accordé aux femmes des gardes nationaux qui reçoivent le subside de un franc cinquante centimes établi par le décret du 12 septembre 1870.

Ce subside sera payé directement aux femmes qui y ont droit, sur des états complémentaires dressés dans la même forme et par les mêmes autorités que ceux qui servent à distribuer le subside des gardes nationaux.

Fait à Paris, le 28 Novembre 1870.

Signé JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, EMM.
ARAGO, JULES FERRY, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST
PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 208. — DÉCRET interdisant aux Journaux tout compte rendu ou tout récit d'opérations militaires autres que ceux qui sont publiés par l'Autorité militaire.

Du 29 Novembre 1870.

(Journal officiel du 30 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que, dans la situation actuelle, tout récit relatif aux faits de

⁽¹⁾ Bull. 4, n° 47.

guerre, de quelque nature qu'ils soient, peut, à l'insu des auteurs de ce récit et même contre leur volonté, compromettre les intérêts de la défense.

DÉCRÈTE :

Tout compte rendu ou tout récit d'opérations militaires, de mouvements de troupes, d'actes de guerre, autres que ceux publiés par l'autorité militaire, sont interdits jusqu'à nouvel ordre.

Tout journal qui contreviendra à cette interdiction sera suspendu.

Fait à Paris, le 29 Novembre 1870.

Signé JULES FAVRE, JULES SIMON, EMM. ARAGO, ERNEST
PICARD, EUGÈNE PELLETAN, JULES FERRY,
GARNIER-PAGÈS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 209. — *DÉCRET relatif à la Réquisition des Viandes de porc salé et Denrées de charcuterie existant chez les charcutiers et marchands de comestibles.*

Du 29 Novembre 1870.

(Journal officiel du 30 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Réquisition est faite, au nom du Gouvernement, des viandes de porc salé et denrées de charcuterie de toute nature, telles que jambons, lard, saucissons, etc., existant chez les charcutiers et marchands de comestibles. Cette réquisition ne s'étend pas aux simples provisions de ménage.

2. Les détenteurs des marchandises frappées de réquisition seront tenus de faire la déclaration des quantités qu'ils possèdent, soit au bureau des subsistances du ministère du commerce, soit à la mairie de leur domicile, dans les vingt-quatre heures de la promulgation du présent décret, sous les peines portées par la loi.

3. Les prix seront fixés par deux arbitres : l'un, désigné par le ministère du commerce, l'autre, par le syndicat des charcutiers, et, au besoin, par un tiers arbitre désigné par le président du tribunal de commerce.

Fait à Paris, le 29 Novembre 1870.

Signé JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY, JULES
SIMON, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, EMM.
ARAGO.



Certifié conforme :

Paris, le 3 * Décembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

*Le Secrétaire général du ministère de la Justice,
F. HÉROLD.*

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 33.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 210. — *DÉCRET qui autorise la Ville de Paris à prélever une nouvelle somme de 5 millions pour faire face aux Dépenses occasionnées par la guerre.*

Du 3 Décembre 1870.

(Journal officiel du 4 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTS :

ART. 1^{er}. La ville de Paris est autorisée à prélever une nouvelle somme de cinq millions (5,000,000') sur celle de soixante-trois millions que l'article 3 de la loi du 3 juillet 1870 l'a autorisée à se procurer au moyen de l'émission de bons de la caisse municipale, pour l'exécution de travaux neufs, et à employer ladite somme de cinq millions aux dépenses de toute nature faites ou à faire par suite de la guerre, consistant soit en travaux, soit en secours.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, JULES FERRY, EMM. ARAGO, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 211. — DÉCRET qui ouvre à la Ville de Paris, sur l'exercice 1870, un Crédit pour l'établissement de Fourneaux économiques.

Du 3 Décembre 1870.

(Journal officiel du 4 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Il est ouvert à la ville de Paris, sur les fonds généraux du budget de 1870, un crédit de cinq cent mille francs (500,000^f) qu'elle emploiera à l'établissement de nouveaux fourneaux économiques à l'usage de la population parisienne.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, JULES
SIMON, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST
PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 212. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique, sur l'exercice 1870, un nouveau crédit pour la construction de Ballons susceptibles de recevoir une direction.

Du 3 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 28 octobre 1870 ⁽¹⁾, ouvrant un crédit de quarante mille francs au budget extraordinaire du ministère de l'instruction publique, exercice 1870, pour être affecté à la construction de ballons;

Vu l'insuffisance dudit crédit,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un nouveau crédit de trente mille francs (30,000^f) est ouvert au budget extraordinaire du ministère de l'instruction pu-

⁽¹⁾ Bull. 25, n° 150.

blique, exercice 1870, chapitre IX, pour être affecté à la construction de ballons.

Fait à Paris, le 3 Décembre 1870.

Signé JULES FAYRE, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, JULES
FERRY, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST
PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 213. — *DÉCRET conférant au Gouverneur de Paris le droit exceptionnel de nommer directement à des emplois devenus vacants dans la Garde mobile.*

Du 4 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 1^{er} février et la décision du 28 mai 1868;

Vu le décret du 17 septembre 1870⁽¹⁾;

Vu le décret du 29 octobre 1870⁽²⁾;

Vu le décret du 18 novembre 1870⁽³⁾;

Considérant les pertes nombreuses que la garde mobile a subies dans les journées des 30 novembre et 2 décembre;

Vu l'urgence qu'il y a de pourvoir sur-le-champ, à la veille de nouvelles opérations, à toutes les vacances;

Vu l'impossibilité matérielle qu'il y aurait de procéder à des élections et d'en constater les résultats,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le président du Gouvernement, gouverneur de Paris, est autorisé, par dérogation exceptionnelle aux décrets antérieurs, à nommer aux divers emplois devenus vacants dans les corps de la garde mobile des deuxième et troisième armées, par suite des combats des 30 novembre et 2 décembre 1870.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret, lequel sera immédiatement obligatoire.

Fait à Paris, le 4 Décembre 1870.

Signé JULES FAYRE, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN,
ERNEST PICARD, EMM. ARAGO, JULES SIMON, JULES
FERRY.

⁽¹⁾ Bull. 8, n° 68.

⁽²⁾ Bull. 25, n° 153.

⁽³⁾ Bull. 31, n° 195.



Certifié conforme :

Paris, le 5^e Décembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 34.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 214. — *DÉCRET qui dissout le Bataillon dit des Tirailleurs de Belleville.*

Du 6 Décembre 1870.

(*Journal officiel* du 7 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu l'ordre du jour du général *Clément Thomas*, en date du 6 décembre 1870, signalant de nombreux actes d'indiscipline commis par le bataillon dit *des Tirailleurs de Belleville*,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bataillon dit *des Tirailleurs de Belleville* est dissous.

Les hommes appartenant à ce bataillon sont tenus de remettre leurs armes et leur équipement entre les mains du commandant de l'artillerie du troisième secteur, dans le délai de trois jours, sous peine d'être poursuivis comme détenteurs d'armes de guerre.

2. Les hommes ayant fait partie du bataillon dissous, qui méritent par leur conduite d'être maintenus dans la garde nationale, composeront le noyau d'un nouveau bataillon formé par les soins du général commandant supérieur.

Fait à Paris, le 6 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, JULES FERRY, EMM. ARAGO, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 215. — DÉCRET portant que les Obsèques du Général de division Renault auront lieu aux frais de l'État.

Du 7 Décembre 1870.

(Journal officiel du 8 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant la mort glorieuse de M. le général de division Renault, tué l'épée à la main à la tête de son corps d'armée,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les obsèques du général de division Renault, commandant le deuxième corps de la deuxième armée, auront lieu à l'église des Invalides, aux frais de l'État.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre ;

Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 216. — DÉCRET qui accorde une Subvention à l'administration départementale de la Seine pour continuer le service des Secours en bons de pain à accorder aux familles nécessiteuses.

Du 8 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret en date du 12 septembre 1870⁽¹⁾, autorisant l'administration du département de la Seine à venir au secours des communes de ce département qui, par suite de la guerre actuelle, ont à supporter des charges auxquelles les ressources de leurs budgets ne leur permettent pas de suffire ;

Vu l'arrêté du maire de Paris, en date du 24 octobre suivant, réglant

⁽¹⁾ Bull. 8, n° 60.

l'organisation et la distribution des secours en bons de pain à accorder aux familles nécessiteuses du département de la Seine;

Vu la lettre du membre du Gouvernement délégué à l'administration du département de la Seine et à la mairie de Paris, en date du 6 décembre 1870;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une subvention de trois cent mille francs (300,000^f) est accordée à l'administration départementale de la Seine pour continuer le service des secours établi par l'arrêté susvisé du 24 octobre 1870.

2. Cette subvention est imputable sur la ressource créée par la loi du 12 août 1870.

3. Le ministre de l'intérieur et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 217. — DÉCRET qui autorise le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes à continuer de prélever sur les fonds du matériel des Beaux-Arts pour l'exercice 1870, jusqu'à concurrence de 20,000 francs, certaines Dépenses faites ou à faire pour le service du Quartier général du Gouverneur de Paris.

Du 8 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que le gouvernement déchu, après la suppression du ministère des beaux-arts, avait affecté l'hôtel destiné au ministre de ce département à la résidence du gouverneur de Paris;

Que, sous ce même gouvernement, les crédits votés pour le matériel dudit hôtel (éclairage, chauffage et blanchissage) ont été appliqués aux dépenses résultant du séjour du gouverneur de Paris et de son état-major;

Que, sous la République, les mêmes dépenses ont été acquittées, pour les mêmes causes et sur les mêmes fonds, par le ministre de l'instruction publique et des cultes, dans les attributions duquel sont compris les services des beaux-arts;

Que ces dépenses se sont élevées :

Pour la fin d'août, à.....	573 ¹ 00 ^c
Pour septembre, à.....	1,554 45
Pour octobre, à.....	2,375 55
Et pour novembre, à.....	4,969 25
TOTAL.....	9,472 25

Que, d'autre part, le chapitre du matériel du service des beaux-arts, pour 1870, s'élève à cent treize mille francs, et que les articles de ce chapitre affectés spécialement au chauffage, à l'éclairage et au blanchissage sont de trente mille francs;

Considérant, en outre, qu'un certain nombre d'hommes de service appartenant au ministère en qualité d'hommes de peine ont été mis à la disposition du gouverneur de Paris, et que leurs salaires, imputés sur le chapitre II du matériel (article 9), s'élèvent, jusqu'au 31 décembre 1870, à la somme de quatre mille francs,

DÉCRÈTE :

Le ministre de l'instruction publique et des cultes est autorisé à continuer de prélever sur les fonds du matériel des beaux-arts pour l'exercice 1870, jusqu'à concurrence de vingt mille francs (seize mille francs, *Matériel*, et quatre mille francs, *Personnel*), les dépenses ci-dessus indiquées, faites ou à faire pour le service du quartier général du gouverneur de Paris.

Fait à Paris, le 8 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST FIGARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 218. — *DÉCISION du Gouvernement qui crée des grades de Colonel et de Lieutenant-Colonel dans la Garde nationale de la Seine.*

Du 9 Décembre 1870.

(Journal officiel du 10 décembre 1870.)

Rapport à M. le Gouverneur de Paris, Président du Gouvernement de la défense nationale.

Paris, le 9 décembre 1870.

Monsieur le Gouverneur,

L'organisation de la garde nationale de Paris en nombreux bataillons isolés et sans intermédiaires entre eux et le commandement supérieur, défectueuse pour le service intérieur, le serait bien plus

encore pour les opérations de guerre auxquelles cette force nationale est appelée à prendre part.

Quatre-vingts bataillons de marche sont déjà équipés; leur nombre s'accroît chaque jour.

Il devient nécessaire d'établir entre ces corps la cohésion et l'unité d'action indispensables à leur efficacité.

Pour atteindre ce but, je demande au Gouvernement de la défense nationale l'autorisation de réunir les bataillons de guerre en régiments et d'appeler à leur commandement, avec le grade de colonel ou de lieutenant-colonel, quelques-uns de leurs chefs élus qui possèdent les connaissances militaires requises.

J'ai donc l'honneur de proposer:

1° Pour le grade de colonel :

M. *Lardier*, ancien colonel d'infanterie et chef du trentième bataillon ;

2° Pour le grade de lieutenant-colonel :

MM. *Jannin*, chef du sixième bataillon; *Jacob*, chef du huitième bataillon; *Saunier*, chef du neuvième bataillon; *Van Hoorick*, chef du onzième bataillon; *Mosneron-Dupin*, chef du douzième bataillon; *Boursier*, chef du quatorzième bataillon; *de Narcillac*, chef du quinzième bataillon; *de Crisenoy*, chef du dix-septième bataillon; *Germa*, chef du dix-neuvième bataillon; *Duval*, chef du vingt-quatrième bataillon; *Lambert*, chef du trente-cinquième bataillon; *Jametel*, chef du quarante et unième bataillon; *de Rancy*, chef du cinquante-deuxième bataillon; *Galle*, chef du soixantième bataillon; *de Brancion*, chef du soixante-douzième bataillon; *Ibos*, chef du cent sixième bataillon; *Langlois*, chef du cent seizième bataillon; *Arthur de Fonvielle*, chef du cent dix-huitième bataillon; *Rochebrune*, chef du cent quarantième bataillon; *Quevauvilliers*, chef du cent quarante-neuvième bataillon; *Regnaud*, chef du cent quatre-vingt-sixième bataillon; *de Condamy*, chef du deux cent cinquième bataillon; *Catois*, chef du deux cent vingt-deuxième bataillon; *Flotte*, chef du deux cent vingt-troisième bataillon; *Charpentier*, chef du deux cent vingt-huitième bataillon; *de Chastenet*, chef du deux cent trentième bataillon.

Veuillez agréer, Monsieur le Gouverneur, l'assurance de mes sentiments respectueux.

Le Général commandant supérieur des gardes nationales de la Seine,

Signé CLÉMENT THOMAS.

Approuvé par les membres du Gouvernement.

A Paris, le 9 décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 219. — *DÉCRET relatif à la Réquisition de toutes les quantités de Houille et de Coke approvisionnées dans Paris et dans les communes situées en deçà de la ligne d'investissement.*

Du 10 Décembre 1870.

(Journal officiel du 11 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Réquisition est faite de toutes les quantités de houille et de coke approvisionnées, à quelque titre que ce soit, dans Paris et dans les communes situées en deçà de la ligne d'investissement. Cette disposition ne s'applique pas aux quantités de combustible inférieures à cinq mille kilogrammes, et destinées à la consommation domestique.

2. Le prix des houilles et cokes sera payé aux détenteurs suivant qualité, en prenant pour base le prix moyen résultant des cours du mois de septembre dernier, majoré de vingt pour cent et augmenté des seuls frais de transport et de manutention, le tout déterminé suivant estimation par arbitres.

3. Le membre du Gouvernement délégué à la mairie de Paris et à l'administration du département de la Seine, et le ministre des travaux publics, sont chargés de l'exécution du présent décret. Ils devront notamment recueillir la déclaration de la totalité des houilles et cokes requis et non requis à ce jour, et prendre les mesures nécessaires, de concert avec les administrations compétentes, pour assurer la juste répartition des quantités existantes.

4. Tout approvisionnement dont la déclaration ne sera pas faite dans le délai qui sera déterminé sera saisi et confisqué, sans préjudice des poursuites à exercer contre les contrevenants.

5. Le défaut de déclaration dans le délai déterminé sera puni d'une amende de cent à cinq cents francs par tonne de combustible non déclarée.

6. Sont maintenues toutes les réquisitions individuelles antérieures au présent décret.

Fait à Paris, le 10 Décembre 1870.

Signé JULES FAYRE, JULES FERRY, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 220. — **DÉCRET** qui dissout les *Comités de délégués* établis dans les compagnies et les bataillons de la Garde nationale, et régularise l'institution des *Conseils de famille*.

Du 10 Décembre 1870.

(Journal officiel du 11 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que, dans diverses compagnies des bataillons de la garde nationale, se sont établis des comités dits *de délégués*, qui élèvent la prétention de contrôler le commandement et de diriger l'administration;

Considérant qu'aucune loi n'autorise la création de ces comités et que l'action qu'ils croient pouvoir exercer est nuisible aux intérêts du service et de la défense;

Considérant, toutefois, qu'il peut y avoir utilité à maintenir et à régulariser une institution que l'usage seul avait fait naître dans les compagnies de la garde nationale de la Seine, sous le nom de *Conseil de famille*;

Que ces conseils, exclusivement consacrés à la gestion des intérêts de la compagnie, entretiennent l'esprit de solidarité et de fraternité militaire, essentiel à ceux qui remplissent les mêmes devoirs et courent les mêmes dangers,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les comités de délégués établis dans les compagnies et les bataillons de la garde nationale sont dissous.

2. Il pourra être formé dans chaque compagnie un conseil de famille chargé de gérer les intérêts de la compagnie, de venir en aide aux gardes nationaux nécessiteux ou malades et à leurs familles, et de régler amiablement les difficultés qui pourraient s'élever entre les membres de la même compagnie.

Le conseil de famille surveillera le service de l'indemnité allouée aux gardes sédentaires qui la réclament; il transmettra ses observations au chef de bataillon, le tout sans préjudice des dispositions du décret du 14 octobre 1870⁽¹⁾.

3. Le conseil de famille se composera des officiers élus de la compagnie, du sergent-major, auxquels seront adjoints deux gardes nationaux nommés par la compagnie à la majorité des suffrages des gardes réunis sur la convocation des capitaines.

4. Les gardes ainsi élus le seront pour un an et pourront être réélus.

Ils pourront être révoqués, comme les officiers eux-mêmes, sur le rapport du capitaine.

5. Ils ne porteront aucun signe distinctif et n'exerceront aucune autorité.

⁽¹⁾ Bull. 22, n° 134.

6. Toute décision prise par le conseil de famille en dehors des attributions ci-dessus fixées pourra être annulée par le commandant supérieur, sur le rapport du chef de bataillon.

Fait à Paris, le 10 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, JULES SIMON, JULES FERRY, ERNEST
PICARD, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PEL-
LETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 221. — *DÉCRET qui proroge d'un mois les Délais accordés par la loi du 13 août et les décrets des 10 septembre, 11 octobre et 10 novembre 1870, sur les Effets de commerce.*

Du 12 Décembre 1870.

(Journal officiel du 12 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 13 août, les décrets des 10 septembre ⁽¹⁾, 11 octobre ⁽²⁾ et 10 novembre 1870 ⁽³⁾, relatifs aux effets de commerce,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La prorogation de délais accordée par la loi du 13 août et les décrets des 10 septembre, 11 octobre et 10 novembre 1870, relatifs aux effets de commerce, est augmentée d'un mois à partir du 14 décembre courant.

Cette disposition est applicable même aux valeurs souscrites postérieurement à la loi et aux décrets susvisés, mais en ce sens seulement que les souscripteurs de valeurs nouvelles et devant échoir avant l'expiration de la prorogation ne pourront profiter que des délais accordés postérieurement à la souscription.

2. Toutes les autres dispositions de la loi du 13 août 1870 sont maintenues.

3. Le présent décret est applicable à l'Algérie.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, JULES SIMON, JULES FERRY, ERNEST
PICARD, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE
PELLETAN.

⁽¹⁾ Bull. 3, n° 36.

⁽²⁾ Bull. 21, n° 126.

⁽³⁾ Bull. 30, n° 177.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 222. — *DÉCRET relatif aux Régiments de guerre de la Garde nationale de la Seine.*

Du 12 Décembre 1870.

(*Journal officiel* du 13 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Sur la proposition du général commandant supérieur de la garde nationale de Paris,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les adjudants-majors partant avec les compagnies de guerre toucheront mensuellement quatre-vingt-six francs dix centimes en sus de leurs émoluments habituels.

2. Tout officier qui remplacera dans les compagnies de guerre l'adjudant-major, empêché pour des motifs dont le commandant supérieur sera juge, touchera la solde de son grade de capitaine ou de lieutenant.

3. A chaque régiment de Paris sera adjoind un capitaine d'armement avec la solde de son grade. Cet officier sera nommé par le commandant supérieur, sur la proposition du lieutenant-colonel commandant le régiment. En outre, les compagnies de guerre de chaque bataillon comprendront dans leur effectif un ouvrier armurier, auquel l'intendance fournira les outils nécessaires pour les menues réparations.

4. Les lieutenants-colonels commandant les régiments ont droit, à dater de la promulgation du présent décret, à une ration de fourrage.

5. Ils sont autorisés à s'adjoindre un officier d'ordonnance qui aura droit à la solde de lieutenant et à une ration de fourrage.

6. Le ministre de l'intérieur et le général commandant supérieur de la garde nationale de la Seine sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST FIGARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 223. — **DÉCRET** qui autorise la Banque de France à abaisser à 20 francs la moindre coupure de ses Billels et à substituer cette coupure à celle de 25 francs créée par la loi du 12 août dernier.

Du 12 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu les lois des 24 germinal an XI, 22 avril 1806, 10 juin 1847, 9 juin 1857;

Vu le décret du 15 mars 1848 et la loi du 12 août 1870;

Vu la délibération du conseil général de la banque de France, en date du 1^{er} de ce mois,

DÉCRÈTE :

La banque de France est autorisée à abaisser à vingt francs la moindre coupure de ses billets et à substituer cette coupure à celle de vingt-cinq francs créée par la loi du 12 août dernier.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, ERNEST PICARD, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 224. — **DÉCRET** relatif au nombre de Signatures suffisant pour la validité des Décrets du Gouvernement.

Du 12 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Jusqu'au retour des membres du Gouvernement délégués hors de Paris, la signature de six membres du Gouvernement de la défense nationale suffira pour la validité de ses décrets.

2. Le présent décret recevra immédiatement son application.

Fait à Paris, le 12 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, JULES FERRY, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN; général TROCHU (à Vincennes).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 225. — *DÉCRET relatif aux Pensions de retraite des Employés et Agents du Département de la Seine et de la Ville de Paris.*

Du 13 Décembre 1870.

(Journal officiel du 14 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 4 juillet 1806 ⁽¹⁾, concernant l'établissement des pensions de retraite des employés du ministère de l'intérieur;

Vu le décret du 1^{er} février 1813, qui a appliqué les dispositions du décret précité aux employés de la préfecture de la Seine;

Vu les ordonnances royales du 8 janvier 1817, du 13 novembre 1822, du 20 août 1824, les décrets du 3 août 1856, du 21 septembre 1861 et du 5 février 1868, qui ont étendu l'application de ce décret aux agents y dénommés;

Sur la proposition du membre du Gouvernement délégué à la mairie de Paris et à l'administration du département de la Seine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est abrogée, en ce qui concerne les employés et agents du département de la Seine et de la ville de Paris mentionnés dans les règlements susénoncés, la disposition de l'article 8 du décret du 4 juillet 1806 aux termes de laquelle le temps d'activité dans d'autres administrations publiques ne peut leur être compté pour la pension de retraite que sous la condition qu'ils auront au moins dix ans de service dans l'administration du département de la Seine ou de la ville de Paris.

En conséquence, et quelle que soit la durée de leurs services dans ces deux dernières administrations, ils pourront être admis à la retraite après trente années de service effectif total, en y comprenant les services militaires et les services valables dans d'autres administrations publiques.

2. La disposition de l'article 1^{er} du décret du 21 septembre 1861, qui applique l'ordonnance du 13 novembre 1822 aux employés et agents de la préfecture de la Seine, à condition qu'ils aient été investis par arrêtés préfectoraux de fonctions permanentes, rémunérées par un traitement fixe et annuel et exclusives de toute autre occupation professionnelle, est modifiée ainsi qu'il suit :

Les agents et employés du département de la Seine et de la ville de Paris qui ont été investis de fonctions ou emplois, même temporaires, et autrement que par un arrêté préfectoral, et quand même ces fonctions et emplois n'auraient pas exclu une autre occupation professionnelle, pourvu, toutefois, qu'ils aient été rémunérés par un traitement fixe, seront admis, conformément à l'article 3 du décret

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 158, 2^e partie, 1^{re} section, n° 4171.

du 21 septembre 1861, à faire compter pour la liquidation de leur pension de retraite leurs anciens services dans l'administration de la préfecture de la Seine, dûment constatés, et à verser à la caisse des retraites le montant des retenues calculées à raison de cinq pour cent sur les traitements qu'ils auront touchés pour ces services.

Fait à Paris, le 13 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, JULES
SIMON, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN.



Certifié conforme :

Paris, le 14 * Décembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 35.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 226. — *DÉCRET qui alloue une Indemnité de 30,000 francs à l'Escadron des Éclaireurs à cheval.*

Du 27 Novembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que le corps des éclaireurs à cheval, autorisé par l'arrêté du ministre de l'intérieur du 25 août dernier, est détaché de la garde nationale sédentaire, dont il continue à faire partie;

Considérant que, par cet arrêté, l'escadron s'engageait à ne réclamer ni solde ni indemnité;

Mais que la prolongation imprévue du siège a imposé des sacrifices considérables à ceux des cavaliers qui ont pourvu aux frais de l'organisation de ce corps;

Que déjà la solde lui a été fournie par le ministre de la guerre;

Que, depuis le commencement des opérations militaires, ce corps a rendu des services réels; que plusieurs fois il a mérité l'honneur de la mise à l'ordre du jour; qu'enfin il vient de recevoir son ordre d'entrée en campagne l'attachant spécialement comme guides à une des armées de Paris,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est alloué à l'escadron des éclaireurs une indemnité de trente mille francs, tant pour rappel de solde que pour frais d'équipement, remplacement de chevaux tués par le feu de l'ennemi, dont il sera dûment justifié.

Cette indemnité sera prise sur les fonds spéciaux de la garde nationale.

XII^e Série.

35

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 Novembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, ERNEST PICARD,
EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, JULES
SIMON, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 227. — *DÉCRET qui maintient dans le cadre d'activité, jusqu'à l'âge de soixante-deux ans, les Médecins et Pharmaciens principaux de première classe de l'armée de terre.*

Du 13 Décembre 1870.

(Journal officiel du 14 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 23 mars 1852⁽¹⁾, relatif à l'organisation du corps de santé de l'armée de terre;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les médecins et pharmaciens principaux de première classe du corps de santé de l'armée de terre pourront être, à l'avenir, maintenus dans le cadre d'activité jusqu'à l'âge de soixante-deux ans.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES SIMON, JULES
FERRY, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-
PAGÈS, EMM. ARAGO.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

⁽¹⁾ x^e série, Bull. 520, n° 3969.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 228. — DÉCRET qui dissout le Bataillon dit des Volontairés du 147°.

Du 14 Décembre 1870.

(Journal officiel du 15 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le rapport adressé au gouverneur de Paris par le général commandant supérieur de la garde nationale de la Seine,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le bataillon dit des *Volontaires du cent quarante-septième* est dissous.

2. Les hommes qui le composaient sont réincorporés dans les divers bataillons d'où ils sortent. Les chefs de ces bataillons sont investis du droit de les admettre ou de les refuser. Ils devront procéder au désarmement des hommes qu'ils refuseront.

3. Ces chefs de bataillon seront comptables des objets d'équipement et de campement des gardes réintégrés dans leurs bataillons, et ils exigeront la rentrée en magasin de ceux délivrés aux hommes qu'ils jugeront opportun de désarmer et de rayer définitivement.

4. Le ministre de l'intérieur et le général commandant supérieur de la garde nationale sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 14 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, JULES FERRY, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN, ÉMM. ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 229. — DÉCRET relatif à la Réquisition de tous les Chevaux, Anes et Mulets existant à Paris et dans le territoire en deçà de la ligne d'investissement.

Du 15 Décembre 1870.

(Journal officiel du 16 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 19 brumaire an III;
Vu le décret du 1^{er} octobre 1870 ⁽¹⁾,

⁽¹⁾ Bull. 16, n° 106.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Réquisition est faite, au nom du Gouvernement de la défense nationale, de tous les chevaux, ânes et mulets existant à Paris et dans le territoire en deçà de la ligne d'investissement.

2. Par l'effet de cette réquisition, tous les détenteurs deviennent de simples gardiens, tenus de représenter les animaux à eux confiés.

Ils n'ont pas le droit de les vendre, de les échanger, de les faire abattre, ni même de les transférer dans un local autre que celui indiqué par la déclaration de recensement.

3. Sur les injonctions qui seront adressées à chaque détenteur par le ministre de la guerre, conjointement avec le ministre de l'agriculture et du commerce, les animaux désignés devront être immédiatement conduits aux lieux qui seront indiqués.

4. Les animaux seront pesés vivants et payés comptant.

5. Pour les chevaux amenés après injonction, et qui seront en bon état, le prix sera de un franc soixante-quinze centimes le kilogramme, au maximum, et de un franc vingt-cinq centimes par kilogramme, au minimum.

Les animaux inférieurs seront payés au prix qui sera fixé.

6. Tout propriétaire de cheval, âne et mulet qui voudra devancer l'injonction de livrer, a la faculté de faire conduire tous les jours ces animaux au marché aux chevaux, boulevard d'Enfer, n° 6.

Les prix de faveur suivants seront appliqués aux animaux spontanément amenés :

Deux francs le kilogramme, au maximum ;

Un franc cinquante centimes le kilogramme, au minimum.

En outre, il sera alloué une commission d'aménagement de dix francs par tête.

Ces avantages ne pourront être accordés aux animaux inférieurs.

7. Par suite de la réquisition générale de tous les chevaux, ânes et mulets, tous propriétaires de ces animaux qui ne se seraient pas conformés au décret du 25 novembre 1870 ⁽¹⁾ sont tenus de faire, dans les quarante-huit heures, c'est-à-dire d'ici à samedi 17 décembre inclusivement, les déclarations prescrites par ledit décret.

8. Tout animal non déclaré sera confisqué au profit de l'État, sans aucune indemnité.

9. Tout animal non représenté, ou dont la cession régulière à l'État ne serait pas justifiée, donnera lieu à une amende égale à la valeur de l'animal détourné, et qui, dans aucun cas, ne sera inférieure à mille francs par tête.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES SIMON, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO.

⁽¹⁾ Bull. 32, n° 203.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 230. — *DÉCRET qui interdit l'Abatage des Chevaux, Anes et Mulets.*

Du 15 Décembre 1870.

(Journal officiel du 16 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'abatage des chevaux, ânes et mulets est absolument interdit aussi bien dans le territoire compris en deçà de la ligne d'investissement et Paris, que dans Paris même.

2. Toute infraction à cette prohibition donnera lieu à la saisie et à la confiscation de la viande, sans préjudice de l'application des lois et règlements contre les auteurs et complices de l'abatage irrégulier.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 231. — *DÉCRET qui établit une Faculté de Droit dans la ville de Bordeaux.*

Du 15 Décembre 1870.

(Journal officiel du 16 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la délibération du conseil académique de Bordeaux, en date du 29 juin 1870;

Vu la délibération du conseil général du département de la Gironde, en date du 4 septembre 1869;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Bordeaux, en date du 11 juillet 1870, par laquelle cette ville, en sollicitant la création d'une faculté de droit, s'engage, pour une période d'au moins douze années consécutives, toute délibération relative au renouvellement de ces engagements devant avoir lieu trois ans au moins avant l'expiration de la période duodécennale :

1° A fournir les bâtiments nécessaires à l'installation définitive de ladite faculté, à approprier ces bâtiments aux besoins de l'enseignement et à les pourvoir du mobilier et de la bibliothèque indispensables;

2° A pourvoir annuellement à toutes les dépenses de réparation et d'entretien des bâtiments;

3° A verser chaque année, en fin d'exercice, sur ses ressources ordinaires,

dans les caisses du trésor, une somme égale à l'excédant que les dépenses au compte de l'État, relatives au personnel et au matériel de l'enseignement et de l'administration de ladite faculté, présenteraient sur les recettes faites par le trésor;

Le conseil de l'instruction publique entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Une faculté de droit est établie dans la ville de Bordeaux. Cette faculté comprend sept chaires, savoir :

Trois chaires de droit civil;

Une chaire de droit romain;

Une chaire de procédure civile et de législation criminelle;

Une chaire de droit commercial et de législation commerciale comparée;

Une chaire de droit constitutionnel et administratif.

2. Comme condition expresse de l'établissement de cette faculté, conformément d'ailleurs aux termes de la délibération de son conseil municipal, en date du 11 juillet 1870, la ville de Bordeaux versera chaque année, sur ses ressources ordinaires, dans les caisses du trésor, une somme égale à l'excédant que les dépenses au compte de l'État, relatives au personnel et au matériel de l'enseignement et de l'administration de ladite faculté, présenteraient sur les recettes faites par le trésor.

Du jour où cette condition cessera d'être remplie, la faculté de droit de Bordeaux cessera, par cela même, d'exister.

3. L'organisation définitive de la faculté de droit de Bordeaux aura lieu lorsque, après vérification contradictoire entre les délégués du ministre de l'instruction publique et des cultes et ceux de l'autorité municipale, le ministre aura reconnu que les bâtiments sont complètement appropriés aux besoins de l'enseignement et qu'ils sont pourvus du mobilier et de la bibliothèque indispensables.

4. Dans le premier trimestre de chaque année, le ministre de l'instruction publique arrêtera le compte des recettes et des dépenses effectuées dans la faculté de droit de Bordeaux durant l'année précédente.

5. Si les dépenses ont excédé les recettes, le ministre de l'instruction publique constatera l'excédant qui reste à la charge de la ville de Bordeaux et doit être versé par elle, sur ses ressources ordinaires, dans les caisses du trésor.

Le versement aura lieu dans le mois qui suivra la notification de l'arrêté du ministre à la ville de Bordeaux.

6. Le ministre de l'instruction publique et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 Décembre 1870.

Signé JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 232. — *DÉCRET qui accorde au Ministre des Finances, sur l'exercice 1870, un Crédit de 50,000 francs pour les frais d'impression et de publication des Actes du Gouvernement de la Défense nationale.*

Du 16 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1870, au delà des crédits ouverts par la loi de finances du 8 mai 1869 pour le budget ordinaire de cet exercice, un crédit de cinquante mille francs (50,000'), affecté à l'impression et à la publication des actes du Gouvernement de la défense nationale.

2. Il sera pourvu à ce supplément de crédit au moyen des ressources votées par la loi du 12 août 1870.

3. Ces dépenses seront ordonnancées par le ministre des finances, sur le visa des pièces justificatives par un des secrétaires du Gouvernement de la défense nationale.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, EMM. ARAGO, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 233. — *DÉCRET portant que les Régiments d'infanterie de ligne de 101 à 139 et le 4^e régiment de Zouaves pourront avoir un Colonel et un Lieutenant-Colonel.*

Du 16 Décembre 1870.

(Journal officiel du 17 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 14 avril 1832, l'ordonnance du 16 mars 1838⁽¹⁾ et le décret du 28 octobre 1870⁽²⁾;

Sur le rapport du ministre de la guerre;

Considérant que les derniers événements de guerre ont démontré qu'il y aurait avantage, dans certains cas, à donner aux nouveaux régiments d'infanterie un colonel et un lieutenant-colonel,

DÉCRÈTE :

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 566, n° 7344.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 27, n° 156.

ART. 1^{er}. Les régiments d'infanterie de ligne de cent un à cent trente-neuf et le quatrième régiment de zouaves pourront avoir un colonel et un lieutenant-colonel.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES
SIMON, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, EMM.
ARAGO, ERNEST PICARD.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 234. — *DÉCRET portant que chaque bataillon des 134^e, 135^e, 136^e et 137^e régiments d'infanterie de ligne pourra avoir six compagnies.*

Du 16 Décembre 1870.

(Journal officiel du 17 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 14 avril 1832, l'ordonnance du 16 mars 1838⁽¹⁾ et le décret du 28 octobre 1870⁽²⁾;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Chaque bataillon des cent trente-quatrième, cent trente-cinquième, cent trente-sixième et cent trente-septième régiments d'infanterie de ligne pourra avoir six compagnies.

2. De nouveaux cadres d'officiers pourront être créés pour compléter ces régiments.

3. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES
FERRY, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE
PELLETAN, ERNEST PICARD.

Par le Gouvernement de la défense nationale.:

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{al} LE FLO.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 566, n° 7344.

⁽²⁾ 11^{re} série, Bull. 27, n° 156.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 235. — *DÉCRET qui alloue une Indemnité individuelle et mensuelle aux Maires et Adjoints des 20 arrondissements de Paris.*

Du 16 Décembre 1870.

(Journal officiel du 17 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que, dans les circonstances actuelles, et en réservant complètement la question de principe, qui ne peut être tranchée que par la loi d'organisation municipale, il est juste de ne pas rendre trop onéreuses aux maires et adjoints des vingt arrondissements de Paris les fonctions dont ils sont chargés, et qui, aujourd'hui, les absorbent tout entiers,

DÉCRÈTE :

Il est alloué aux maires et adjoints des vingt arrondissements de Paris, sur le crédit ouvert au budget de 1870 aux dépenses occasionnées par la guerre, une indemnité individuelle et mensuelle de trois cents francs.

Cette indemnité courra du jour de leur élection.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, EMM. ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 236. — *DÉCRET qui abroge celui du 31 août 1863, établissant un Droit sur les Blés et Farines et sur le Pain fabriqué.*

Du 17 Décembre 1870.

(Journal officiel du 18 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. Le décret du 31 août 1863 ⁽¹⁾, qui a établi un droit sur les blés et farines et sur le pain fabriqué, est abrogé.

Les dispositions de ce décret cesseront d'être appliquées à partir

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 1147, n° 11,603.

du 19 décembre courant, sans préjudice des règlements à opérer pour les livraisons de blés et farines qui auraient eu lieu jusqu'à ce jour au compte des entrepositaires.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 237. — *DÉCRET qui admet les Déposants aux Caisses d'épargne à faire une nouvelle demande de Remboursement en espèces d'une somme de 50 francs.*

Du 17 Décembre 1870.

(Journal officiel du 18 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu les décrets en date des 17 septembre ⁽¹⁾, 16 octobre ⁽²⁾ et 17 novembre 1870 ⁽³⁾, concernant les caisses d'épargne;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Les déposants qui, en vertu des décrets précités, ont demandé des remboursements en espèces et qui auront encore à leur compte une provision suffisante, seront admis, à partir du 18 de ce mois, à faire une nouvelle demande de remboursement en espèces de cinquante francs.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 238. — *DÉCRET qui affecte le Palais d'omanial de l'Élysée au Département de l'Intérieur, pour le service de l'État-major des Gardes nationales de la Seine.*

Du 17 Décembre 1870.

(Journal officiel du 18 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

⁽¹⁾ Bull. 9, n° 74.

⁽²⁾ Bull. 23, n° 137.

⁽³⁾ Bull. 31, n° 192.

Vu l'ordonnance du 14 juin 1833⁽¹⁾, remise en vigueur par le décret du 24 mars 1852⁽²⁾, et qui règle le mode à suivre pour l'affectation des immeubles domaniaux aux services publics de l'État;

Vu le décret du 6 septembre dernier⁽³⁾, aux termes duquel tous les biens dépendant de la dotation de l'ancienne liste civile ont fait retour au domaine de l'État, et qui a placé dans les attributions du ministre des travaux publics, en ce qui concerne la conservation et l'entretien, tous bâtiments et jardins non productifs faisant partie de ces biens;

Considérant qu'il est nécessaire de transférer dans le palais domanial de l'Élysée, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 55 et 57, les services de l'état-major de la garde nationale de la Seine et l'habitation du général commandant supérieur de cette garde nationale, lesquels sont actuellement installés dans l'hôtel municipal de la place Vendôme, n° 22;

Vu les avis des ministres des finances et des travaux publics, desquels il résulte que l'immeuble dont il s'agit peut recevoir la destination ci-dessus sans inconvénient pour leurs services respectifs;

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le palais domanial de l'Élysée, situé rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 55 et 57, à Paris, est affecté au département de l'intérieur, pour le service de l'état-major des gardes nationales de la Seine.

2. Les ministres de l'intérieur, des finances et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN, EMM. ARAGO, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 239. — DÉCRET qui forme, à Vincennes, un nouveau Bataillon de Chasseurs à pied.

Du 17 Décembre 1870.

(Journal officiel du 18 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 14 avril 1832, l'ordonnance du 16 mars 1838⁽⁴⁾ et le décret du 22 novembre 1853⁽⁵⁾;

⁽¹⁾ IX^e série, 2^e partie, 1^{re} section, Bull. 234, n° 4853.

⁽²⁾ X^e série, Bull. 506, n° 3840.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1, n° 19.

⁽⁴⁾ IX^e série, Bull. 566, n° 7344.

⁽⁵⁾ XI^e série, Bull. 113, n° 970.

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il sera formé, à Vincennes, un bataillon de chasseurs à pied, de huit compagnies, qui portera le n° 23.

2. L'organisation de ce bataillon sera la même que celle des autres bataillons de chasseurs à pied.

3. Les vingt et unième et vingt-deuxième bataillons de chasseurs à pied, formés à Paris le 20 novembre dernier, pourront avoir une huitième compagnie.

4. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES
SIMON, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS, EMM.
ARAGO, EUGÈNE PELLETAN.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 240. — *DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Cultes un Crédit pour payer, pendant le mois d'octobre 1870, les Traitements du Personnel des Services législatifs de l'ancien Sénat.*

Du 17 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 10 octobre dernier⁽¹⁾, qui rattache au département de l'instruction publique et des cultes le palais du Luxembourg;

Vu le décret du 21 octobre suivant, qui ouvre un crédit de quatre-vingt-sept mille cent quatre-vingt-neuf francs quarante-huit centimes, applicable aux quatre derniers mois de 1870 pour les services de ce palais, autres que ceux qui se rapportaient au personnel législatif de l'ancien Sénat;

Attendu que les fonctionnaires composant ce personnel prétendent qu'ils avaient accompli, dès le mois de septembre, la tâche pour laquelle une rémunération annuelle, payable par douzièmes, leur avait été promise au budget;

Qu'il y a là une question à faire résoudre par la prochaine Assemblée nationale;

Que néanmoins il y a lieu, vu l'urgence, d'allouer à ceux de ces fonctionnaires qui sont présents à Paris, soit comme commencement de paiement, soit à titre d'indemnité, leur traitement du mois d'octobre,

⁽¹⁾ Bull. 20, n° 123.

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Un crédit de cinq mille cinq cent dix-sept francs (5,517⁴) est ouvert au ministre de l'instruction publique et des cultes pour payer, pendant le mois d'octobre 1870, les traitements du personnel des services législatifs de l'ancien Sénat.

Ce crédit sera imputé sur le chapitre xxvi bis du budget de 1870.

2. Le ministre des finances et le ministre de l'instruction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, EMM. ARAGO, JULES SIMON, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre des finances,
Signé ERNEST PICARD.

Le Ministre de l'instruction publique
et des cultes,
Signé JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 241. — *DÉCRET relatif à la nomination des Officiers de la Garde nationale mobile pendant la durée des opérations militaires en cours.*

Du 18 Décembre 1870.

(Journal officiel du 19 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que l'élection aux divers grades et emplois dans la garde nationale mobile présente devant l'ennemi des périls qu'ont fait ressortir les derniers événements militaires;

Qu'elle met le Gouvernement de la défense dans l'impossibilité d'appeler au commandement des hommes dont la capacité est démontrée et de récompenser les services du champ de bataille,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les officiers de tous grades de la garde nationale mobile sont nommés par le Gouvernement, sur la présentation du ministre de la guerre, pendant la durée des opérations militaires en cours.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 Décembre 1870.

**Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY, JULES
SIMON, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE
PELLETAN, ERNEST PICARD.**

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} LE FLO.

Certifié conforme :

Paris, le 20 * Décembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.



* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 36.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 242. — *DÉCRET concernant l'Indemnité des Gardes nationaux, la Solde des Officiers et les Vivres de campagne dans les compagnies de guerre.*

Du 18 Novembre 1870.

(Journal officiel du 19 novembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant qu'il y a lieu de fixer définitivement les questions relatives à l'indemnité des gardes nationaux, à la solde des officiers et aux vivres de campagne dans les compagnies de guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Dans chaque bataillon mobilisé de la garde nationale, on établira immédiatement un état des gardes qui réclameront le bénéfice de l'indemnité journalière de un franc cinquante centimes.

Cet état sera établi d'après les règles qui ont été adoptées pour la garde nationale sédentaire.

2. A partir du jour où un bataillon ou fraction de bataillon sera mis en marche en dehors de Paris, les sergents-majors, sergents, caporaux et gardes toucheront une solde de un franc cinquante centimes. L'adjudant sous-officier recevra deux francs.

3. A partir de la même époque, les officiers ou assimilés recevront la solde des officiers de leur grade dans la garde nationale mobile, savoir :

Le chef de bataillon, trois cent trente-trois francs trente-trois centimes par mois;

Le capitaine et le chirurgien-major, deux cent trente-six francs dix centimes par mois;

Le lieutenant et l'aide-major, cent soixante-six francs soixante-six centimes par mois;

Le sous-lieutenant, cent cinquante francs par mois.

Le capitaine adjudant-major recevra, outre la solde de son grade, un supplément de cinquante francs par mois.

4. Afin de faciliter aux officiers le paiement des dépenses qu'ils peuvent avoir à faire au moment de leur départ, il leur sera fait l'avance du premier mois de leur solde la veille de leur mise en marche.

5. Pendant tout le temps où les compagnies de guerre seront hors de Paris, les officiers, sous-officiers, caporaux et gardes toucheront les vivres de campagne.

6. Un emploi de lieutenant officier payeur est créé dans chacun des bataillons mobilisés. Cet officier recevra la solde de son grade.

Le général commandant supérieur des gardes nationales nommera le titulaire de cet emploi, sur la présentation du chef de bataillon.

Fait à Paris, le 18 Novembre 1870.

Signé Général TROCHET, JULES FAYRE, JULES FERRY, JULES SIMON, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 243. — DÉCRET qui ouvre au Ministère de l'Intérieur un nouveau supplément de Crédit pour faire face aux dépenses des Gardes nationales de France.

Du 16 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 12 août 1870, dont l'article 5 a ouvert aux départements de la guerre et de l'intérieur un crédit provisoire de cinquante millions (50,000,000^f), pour pourvoir aux dépenses occasionnées par l'organisation de la garde nationale;

Vu le décret du 10 novembre suivant⁽¹⁾, qui a ouvert, pour le même objet, un supplément de crédit de vingt millions (20,000,000^f);

Vu le décret du 18 novembre 1870, sur l'indemnité des gardes nationaux et les vivres de campagne accordés aux compagnies de guerre;

Vu le décret du 12 décembre 1870⁽²⁾, qui alloue aux adjudants-majors des compagnies de marche une indemnité mensuelle de quatre-vingt-six francs dix centimes en sus de leurs émoluments habituels;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur; et après avis du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministère de l'intérieur, sur le budget extraordinaire de 1870, un nouveau supplément de crédit s'élevant à la somme de vingt millions (20,000,000^f), pour faire face aux dépenses des gardes nationales de France.

2. Il sera pourvu à ces dépenses au moyen des ressources créées par la loi du 12 août 1870.

⁽¹⁾ Bull. 31, n° 182.

⁽²⁾ Bull. 36, n° 225.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 16 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, EMM. ARAGO, ERNEST PICARD, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, JULES FERRY, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 244. — DÉCRET portant répartition, entre deux chapitres du Budget du Ministère des Finances, d'une somme de 54,568,400 francs provenant de l'Emprunt autorisé par la loi du 12 août 1870.

Du 19 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 12 août 1870;

Vu le décret du 19 août 1870;

Considérant que la souscription publique ouverte, en exécution du décret du 19 août susvisé, le 23 et le 24 août dernier, a produit une somme de huit cent quatre millions cinq cent soixante-huit mille quatre cents francs, applicable, savoir :

Aux dépenses générales du budget.....	750,000,000'
Au paiement d'une année d'arrérages des rentes à créer, aux frais matériels de l'emprunt et à ceux d'escompte des versements anticipés.....	54,568,400
TOTAL ÉGAL.....	804,568,400

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La somme de cinquante-quatre millions cinq cent soixante-huit mille quatre cents francs (54,568,400') est répartie entre les chapitres ci-après du budget ordinaire du ministère des finances, et dans les proportions suivantes, savoir :

DÉSIGNATION DES CHAPITRES,	EXERCICE 1870.	EXERCICE 1871.
CHAP. III. Rentes 3 p. o/o.....	9,957,600'	29,872,800'
— XXXVIII. Frais de trésorerie.....	14,738,000	"
TOTAL.....	24,695,600	29,872,800
ENSEMBLE.....	54,568,400'	

2. Le solde non employé sur le chapitre XXXVIII ci-dessus sera reporté, en fin d'exercice, de 1870 à 1871.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 Décembre 1870.

Pour les membres du Gouvernement de la défense nationale,
et par délégation :

Le Ministre des finances,

Signé ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 245. — DÉCRET qui ouvre au Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, pour les trois premiers mois de l'exercice 1871, un Crédit spécialement applicable aux services des Musées nationaux, de la Bibliothèque des musées du Louvre, des Bibliothèques des Palais nationaux et du Palais du Luxembourg.

Du 23 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que les services des musées nationaux, de la bibliothèque du Louvre, des bibliothèques des palais nationaux et du palais du Luxembourg étaient précédemment dotés sur des budgets aujourd'hui supprimés, et qu'il importe de pourvoir à leurs dépenses;

Considérant, d'autre part, que les réformes dont ces services seront l'objet doivent être soumises à la discussion de la prochaine Assemblée nationale;

Qu'il y a lieu, par conséquent, de proroger provisoirement les crédits ouverts pour l'exercice 1870,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'Instruction publique et des cultes, pour les trois premiers mois de l'exercice 1871, en augmentation des crédits votés au budget ordinaire de ce département par la loi du 27 juillet 1870, une somme de deux cent quatre-vingt mille cent quarante-quatre francs (280,144'), spécialement applicable aux services de personnel et de matériel des musées nationaux, de la bibliothèque des musées du Louvre, des bibliothèques des palais nationaux et du palais du Luxembourg, savoir :

MUSÉES NATIONAUX.

Personnel.....	104,915 ^f	} 215,024 ^f
Matériel.....	110,109	

BIBLIOTHÈQUES DES MUSÉES DU LOUVRE ET DES PALAIS NATIONAUX.

Personnel.....	17,650 ^f	} 30,950 ^f
Matériel.....	13,300	

PALAIS DU LUXEMBOURG.

Personnel.....	31,740 ^f	} 34,170 ^f
Matériel.....	2,430	
TOTAL ÉGAL.....		280,144

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, EMM. ARAGO, ERNEST PICARD.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre des finances,
Signé ERNEST PICARD.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des cultes,*
Signé JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 246. — DÉCRET portant que les Obsèques du Général Blaise auront lieu aux frais de l'État.

Du 23 Décembre 1870.

(Journal officiel du 25 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant la mort glorieuse de M. le général de brigade *Blaise*, tué l'épée à la main, à la tête de ses troupes,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les obsèques du général de brigade *Blaise*, commandant la deuxième brigade de la deuxième division du corps d'armée de la rive gauche, auront lieu aux frais de l'État.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, ERNEST PICARD, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de la guerre,
Signé G^{al} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 247. — DÉCRET concernant les emplois de Trésorier et d'Officier d'habillement des nouveaux Régiments d'infanterie de ligne et du 4^e Régiment de Zouaves.

Du 24 Décembre 1870.

(Journal officiel du 25 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 14 avril 1832, l'ordonnance du 16 mars 1838⁽¹⁾ et le décret du 28 octobre 1870⁽²⁾;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les emplois de trésorier et d'officier d'habillement des nouveaux régiments d'infanterie de ligne (de 101 à 139) et du quatrième régiment de zouaves seront conférés indistinctement à des lieutenants ou à des capitaines.

Les comptables du grade de lieutenant pourront conserver leurs fonctions spéciales, lorsqu'ils passeront au grade supérieur.

2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 Décembre 1870.

Signé JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN.

Par le Gouvernement de la défense nationale,

Le Ministre de la guerre,

Signé G^{ral} LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 248. — DÉCRET qui autorise des Virements de Crédits au Budget du Ministère de l'Instruction publique et des Cultes, exercice 1870 et exercice 1871.

Du 27 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu la loi du 8 mai 1869, portant fixation du budget des dépenses ordi-

⁽¹⁾ IX^e série, Bull. 566, n° 7344.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 27, n° 156.

naires et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1870, et celle du 24 juillet 1870, relative aux suppléments de crédits du même exercice;

Vu la loi du 27 juillet 1870, portant fixation du budget des dépenses ordinaires et des dépenses extraordinaires de l'exercice 1871;

Vu le décret du 23 août 1870⁽¹⁾, aux termes duquel le ministère des lettres, sciences et beaux-arts est supprimé;

Vu le décret du 5 septembre 1870⁽²⁾, réunissant la division des beaux-arts et des musées au ministère de l'instruction publique;

Vu le décret du 26 septembre 1870⁽³⁾, qui divise en trois sections le budget du ministère de l'instruction publique et des cultes, savoir :

1^{re} SECTION.

Instruction publique, sciences et lettres, établissements scientifiques et littéraires.

2^e SECTION.

Archives nationales, beaux-arts et musées.

3^e SECTION.

Cultes.

Attendu que le nombre des employés des sciences et des lettres transférés, en même temps que les services auxquels ils sont attachés, de la section des beaux-arts à la section de l'instruction publique, est plus considérable qu'il n'était lorsque ladite division des sciences et lettres ressortissait au ministère de l'instruction publique;

Qu'il y a lieu, par conséquent, d'augmenter le crédit porté au chapitre 1^{er} de la première section du ministère de l'instruction publique et des cultes pour l'exercice 1870 et pour l'exercice 1871, et de réduire d'autant les crédits de la seconde section,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le crédit porté au chapitre 1^{er} de la première section du budget du ministère de l'instruction publique et des cultes, pour l'exercice 1870, est augmenté d'une somme de quatre mille cent soixante-sept francs (4,167^f).

2. Le crédit porté au chapitre 1^{er} de la deuxième section du budget du ministère de l'instruction publique et des cultes, pour l'exercice 1870, est réduit d'une somme de quatre mille cent soixante-sept francs (4,167^f).

3. Le crédit porté au chapitre 1^{er} de la première section du budget du ministère de l'instruction publique et des cultes, pour l'exercice 1871, est augmenté d'une somme de cinquante-six mille trois cents francs (56,300^f).

4. Le crédit porté au chapitre 1^{er} de la deuxième section du budget du ministère de l'instruction publique et des cultes, pour l'exercice 1871, est réduit d'une somme de cinquante-six mille trois cents francs (56,300^f).

5. Le ministre de l'instruction publique et le ministre des finances

⁽¹⁾ XI^e série, Bull. 1856, n° 18,097.

⁽²⁾ XII^e série, Bull. 28, n° 164.

⁽³⁾ XII^e série, Bull. 1, n° 12.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO.

Par le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre des finances,
Signé ERNEST PICARD.

*Le Ministre de l'instruction publique
et des cultes,*
Signé JULES SIMON.

N° 249. — DÉCRET du Gouvernement de la défense nationale qui crée, dans la garde nationale de la Seine, trente-deux nouveaux régiments de Paris, portant les n° 28 à 59. (*Paris, 27 Décembre 1870.*)



Certifié conforme :

Paris, le 30 * Décembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,
F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 37.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 250. — DÉCRET qui autorise la ville de Paris à effectuer ses Recettes et ses Dépenses ordinaires, dans le cours de l'exercice 1871, conformément au Budget approuvé pour l'exercice 1870.

Du 29 Décembre 1870.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu les articles 35 de la loi du 18 juillet 1837 et 17 de la loi du 24 juillet 1867;

Vu le rapport du membre du Gouvernement délégué à la mairie de Paris;
Considérant que, dans les circonstances actuelles, il n'est pas possible de formuler une appréciation suffisante des recettes et des dépenses à effectuer par la ville de Paris dans le cours de l'exercice 1871,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La ville de Paris est autorisée à effectuer ses recettes et ses dépenses ordinaires, dans le cours de l'exercice 1871, conformément au budget approuvé pour l'exercice 1870, sous réserve des décisions spéciales qui ont déjà eu pour effet de modifier ce dernier budget et qui continueront d'être en vigueur jusqu'à nouvel ordre, et sans préjudice de celles que les circonstances pourront nécessiter ultérieurement.

2. Le ministre de l'intérieur et le membre du Gouvernement délégué à la mairie de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES
SADOY, CARNIER-PAGÈS, EMM. ARAGO, ERNEST PI-
GARE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 251. — *DÉCRET qui règle la composition des Conseils de guerre de la Garde nationale.*

Du 29 Décembre 1870.

(*Journal officiel* du 30 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Pour la composition des conseils de guerre de la garde nationale, les lieutenants-colonels sont assimilés aux colonels.

2. Les colonels et lieutenants-colonels de la garde nationale seront attachés aux différents secteurs par un tirage au sort opéré sous la présidence du général commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, ou de son chef d'état-major, en cas d'empêchement du général. Les colonels et lieutenants-colonels présideront de droit les conseils de guerre suivant l'ordre dans lequel ils auront été désignés par le sort.

3. En cas d'absence ou d'empêchement des colonels ou lieutenants-colonels, l'article 3 du décret du 27 septembre 1870⁽¹⁾ continuera à recevoir son exécution.

4. Pour juger un colonel ou un lieutenant-colonel, le conseil de guerre sera composé de six colonels ou lieutenants-colonels, tirés au sort, sous la présidence d'un commandant de secteur. Les fonctions du commissaire de la République seront remplies par le chef du service des conseils de guerre ou par tous autres commissaires spécialement désignés par le général commandant supérieur des gardes nationales de la Seine.

5. Les chefs d'escadron de cavalerie ou d'artillerie auront, quant aux conseils de guerre, les mêmes droits et les mêmes devoirs que les chefs de bataillon.

6. Le décret du 27 septembre 1870 continuera d'avoir son effet en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent décret, qui ne sera exécutoire qu'à partir du 15 janvier 1871.

Fait à Paris, le 29 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY, JULES
SIMON, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, EMM.
ARAGO, ERNEST PICARD.

⁽¹⁾ Bull. 14, n° 93.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

N° 252. — DÉCRET qui maintient, pour l'année 1871, le second décime établi par les décrets des 17 juin 1848 et 2 octobre 1851 sur toutes les Taxes de l'Octroi de Paris, autres que celles y dénommées. §

Du 30 Décembre 1870.

(Journal officiel du 31 décembre 1870.)

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que les circonstances actuelles et le surcroît de charges que supporte en ce moment la ville de Paris exigent le maintien provisoire des diverses taxes qui constituent le revenu municipal,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le second décime pour franc établi par les décrets des 17 juin 1848 ⁽¹⁾ et 2 octobre 1851 ⁽²⁾ sur toutes les taxes de l'octroi de Paris, autres que celles qui frappent les vins en cercles, les cidres et poirés, les bières fabriquées dans Paris et les viandes, est et demeure maintenu pour l'année 1871.

2. Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 Décembre 1870.

Signé Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY, JULES SIMON, EMM. ARAGO, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD.

⁽¹⁾ 1^{re} série, Bull. 46, n° 497.

⁽²⁾ 1^{re} série, Bull. 449, n° 3298.



Certifié conforme :

Paris, le 31 * Décembre 1870,

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Membre du Gouvernement de la défense nationale.*

Par délégation spéciale :

Le Secrétaire général du ministère de la Justice,

F. HÉROLD.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale ou chez les Receveurs des postes des départements.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME I^{er} DE LA XII^e SÉRIE

DU BULLETIN DES LOIS.

PARTIE PRINCIPALE.

DEUXIÈME SEMESTRE DE 1870.

(2^e PARTIE.)

DU 4 SEPTEMBRE AU 31 DÉCEMBRE 1870.

(N^{os} 1 à 37.)

A

ABROGATION DE L'ARTICLE 75 DE LA CONSTITUTION DE L'AN VIII, B. 10, p. 63, et du décret du 8 décembre 1851, concernant les individus placés sous la surveillance de la haute police et ceux reconnus coupables d'avoir fait partie d'une société secrète, ainsi que de la loi du 27 février 1858, dite *de sûreté générale*, B. 25, p. 134.

ACCUSÉS. Mise en liberté provisoire des accusés renvoyés devant la cour d'assises du département de la Seine pendant la suspension des assises dudit département, B. 15, p. 85.

ACTES NOTARIÉS. Voyez *Notariat*.

ADJOINTS. Voyez *Maires*.

ADMINISTRATION DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE. Réorganisation de cette administration à Paris et dans le département de la Seine, B. 15, p. 81.

ADMINISTRATION DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE. Délégation de M. Jules Ferry, membre du Gou-

vernement, près l'administration du département de la Seine, B. 1, p. 12. — Organisation de la mairie de Paris, B. 2, p. 14. — Décret sur ladite mairie, B. 31, p. 188.

AÉROSTATS. Voyez *Postes (Administration des)*.

AFFICHAGE PUBLIC. Ouverture, au budget municipal de la ville de Paris, d'un crédit supplémentaire pour l'organisation d'un service d'inspection générale de l'affichage public, B. 12, p. 71.

ALGÉRIE. Application à l'Algérie du décret du 10 septembre 1870, qui proroge les délais accordés par la loi du 13 août 1870, relative aux effets de commerce, B. 3, p. 24; B. 21, p. 118; B. 30, p. 175, et B. 34, p. 222.

ALIMENTATION. Décret concernant les infractions aux prescriptions des décrets et arrêtés qui régissent la viande et le commerce des denrées taxées, B. 30, p. 176. Voyez *Réquisitions*.

AMÉLIORATION DES CANAUX, PORTS ET RIVIÈRES. Voyez *Ports*.

AMNISTIE POUR CRIMES ET DÉLITS POLITIQUES ET POUR DÉLITS DE PRESSE, B. 1, p. 3.

ANES. Voyez *Recensement* et *Réquisitions*.

APPEL À L'ACTIVITÉ, Voyez *Armée*.

APPROVISIONNEMENT DE PARIS. Ouverture, au ministère de l'agriculture et du commerce, d'un crédit, sur l'exercice 1870, pour le paiement des dépenses concernant l'approvisionnement de Paris, B. 16, p. 90. Voyez *Réquisitions*.

ARMÉE. Proclamation, B. 1, p. 5. — Décret concernant les militaires ou les fonctionnaires qui ont perdu leur grade ou leur rang par suite des événements de décembre 1851, B. 3, p. 30, et B. 31, p. 186. — Le général de brigade *Le Flo* est réintégré dans l'armée avec le titre de général de division, B. 8, p. 51. — Décret concernant la délivrance des lettres de service de sous-lieutenant auxiliaire d'artillerie ou du génie, B. 15, p. 85. — Avancement des officiers démissionnaires ou retraités, employés dans l'armée active comme auxiliaires pour la durée de la guerre, B. 25, p. 134. — Suppression de la garde impériale, B. 25, p. 139. — Appel à l'activité des jeunes gens formant la classe de 1870, B. 25, p. 140; — des jeunes gens de vingt-cinq à trente-cinq ans, célibataires ou veufs sans enfants, du département de la Seine, formant la troisième catégorie, ainsi que des jeunes gens des autres départements actuellement en résidence à Paris, B. 31, p. 184; — des jeunes gens du département de la Seine et de ceux des autres départements actuellement en résidence à Paris, appartenant au contingent de la garde nationale mobile de la classe 1870, B. 31, p. 186. — Création de nouvelles batteries d'artillerie au moyen des

batteries à pied actuellement attachées au service de la défense de Paris, B. 25, p. 141. — Transformation des trente régiments d'infanterie de marche en régiments d'infanterie de ligne, et du régiment de zouaves de marche en quatrième régiment de zouaves, B. 27, p. 149. — Création de deux nouveaux régiments montés d'artillerie, B. 27, p. 150. — Dénomination des régiments de cavalerie de marche, B. 27, p. 152. — Cadres des régiments d'infanterie de marche et avancement des officiers appartenant à ces régiments, B. 28, p. 163. — Sont appelés à concourir à la formation des nouvelles batteries d'artillerie qui s'organisent pour la défense de Paris, les militaires en activité appartenant à divers corps spéciaux et ayant antérieurement servi dans l'artillerie, B. 28, p. 164. — Suppression du quatrième bataillon du cent vingt-huitième régiment d'infanterie de ligne, et formation, à Paris, de deux nouveaux bataillons de chasseurs à pied et d'une septième compagnie dans chacun des trois bataillons du quatrième régiment de zouaves, B. 32, p. 200. — Création, dans le régiment d'artillerie de la marine, de quatre nouvelles batteries à pied provenant du dédoublement de quatre batteries montées, B. 32, p. 202. — Décret relatif aux régiments de guerre de la garde nationale de la Seine, B. 34, p. 223. — Maintien dans le cadre d'activité, jusqu'à l'âge de soixante-deux ans, des médecins et pharmaciens principaux de première classe, B. 35, p. 228. — Les régiments d'infanterie de ligne de 101 à 139 et le quatrième régiment de zouaves pourront avoir un colonel et un lieutenant-colonel, B. 35, p. 233. — Chaque bataillon des cent trente-quatrième, cent trente-cinquième, cent trente-

sixième et cent trente-septième régiments d'infanterie de ligne pourra avoir six compagnies, B. 35, p. 234. — Formation, à Vincennes, d'un nouveau bataillon de chasseurs à pied, B. 35, p. 237. — Décret concernant les emplois de trésorier et d'officier d'habillement des nouveaux régiments d'infanterie de ligne et du quatrième régiment de zouaves, B. 36, p. 246. Voyez *Corps francs, Éclaireurs à cheval, Garde mobile, Garde nationale et Sapeurs-pompier*s.

ARMEMENT NATIONAL. Voyez *Commission*.

ARMES. Sont déclarés libres la fabrication, le commerce et la vente des armes, B. 1, p. 4. — Les armes et les cartouches seront affranchies de tout droit de douane et pourront être importées par tous les bureaux, B. 3, p. 22. — Réquisition temporaire de tout atelier inoccupé pour être employé à la fabrication ou à la transformation des armes, B. 31, p. 185.

ARRÊTS, JUGEMENTS, CONTRATS. Formule exécutoire des arrêts, jugements, mandats de justice, contrats et autres actes, B. 1, p. 10.

ARTILLERIE. Décret concernant la délivrance de lettres de service de sous-lieutenant auxiliaire d'artillerie ou du génie, B. 15, p. 85. — Création de deux nouveaux régiments montés d'artillerie, B. 27, p. 150. — Sont appelés à concourir à la formation des nou-

velles batteries d'artillerie qui s'organisent pour la défense de Paris, les militaires en activité appartenant à divers corps spéciaux et ayant antérieurement servi dans l'artillerie, B. 28, p. 164.

ARTILLERIE DE LA GARDE MOBILE. Création d'un emploi d'adjudant-major dans chacun des régiments provisoires d'artillerie de cette garde, B. 27, p. 151.

ARTILLERIE DE LA GARDE NATIONALE. Création d'un corps d'artillerie, B. 9, p. 61.

ASILES. Ils ne pourront être mis en réquisition, B. 13, p. 74.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE. Proclamation suivie d'un décret portant convocation des collèges électoraux pour le 16 octobre, à l'effet d'élire une Assemblée nationale constituante, B. 2, p. 13. — Décret relatif aux élections pour ladite Assemblée, B. 7, p. 43; B. 8, p. 51, et B. 8, p. 52; — en Corse, B. 11, p. 67. — Ajournement des élections, B. 12, p. 71.

ASSISES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE. Voyez *Accusés*.

ASSISTANCE PUBLIQUE. Voyez *Administration de l'assistance publique*.

ATELIERS. Voyez *Réquisitions*.

ATTRIBUTIONS JUDICIAIRES. Voyez *Magistrature*.

ATTRIBUTIONS MINISTÉRIELLES. Voyez *Ministères de l'agriculture et du commerce, des finances, de l'instruction publique et des cultes, et des travaux publics*.

AVOCATS GÉNÉRAUX À LA COUR DE CASSATION. Voyez *Magistrature*.

B

BALLONS. Ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1870, d'un crédit pour la construction de ballons susceptibles de recevoir une direction, B. 25, p. 139, et B. 33, p. 212.

BESTIAUX. Voyez *Réquisitions*.

BANQUE DE FRANCE. Autorisation

d'abaisser à vingt francs la moindre coupure de ses billets et à substituer cette coupure à celle de vingt-cinq francs, créée par la loi du 12 août 1870, B. 34, p. 224.

BASSIN À FLOT. Voyez *Ports*.

BÂTIMENTS DE LA COURONNE. Ils sont

réunis au ministère des finances, B. 1, p. 8.

BEAUX-ARTS. Réunion de cette division au ministère de l'instruction publique, B. 1, p. 7.

BIBLIOTHÈQUES. Voyez *Ministère de l'instruction publique et Musées*.

BILLETS DE BANQUE. Voyez *Banque de France*.

BLÉS. Réquisition des blés et farines existant dans l'enceinte de Paris, B. 15, p. 83. — Abrogation du décret du 31 août 1863, établissant un droit sur les blés et farines et sur le pain fabriqué, B. 35, p. 235.

BONS DE PAIN. Subvention accordée à l'administration départementale de la Seine pour continuer le service des secours en bons de pain à accorder aux familles nécessiteuses, B. 34, p. 216.

BONS DE VIVRES. Voyez *Garde nationale*.

BORDEAUX (VILLE DE). Voyez *Faculté de droit*.

BOUCHERIE (VIANDE DE). Rétablissement de la taxe de la viande de boucherie dans Paris, B. 3, p. 26.

BOUCHERS. Abrogation de l'article 4 du décret du 24 février 1858, sur l'exercice de la profession de boucher dans la ville de Paris, B. 1, p. 6.

BOURSES DE LYCÉES ET COLLÈGES. Fixation du nombre de bourses à accorder, par voie de concours, dans les lycées, aux élèves des écoles primaires du département de la Seine, et dans l'école nor-

male primaire des jeunes filles de la ville de Paris, aux élèves des écoles primaires de jeunes filles du même département, B. 32, p. 206.

BREVETS D'INVENTION. Décret concernant les inventeurs brevetés qui, depuis le 25 août 1870, n'auront pu acquitter les annuités de leurs brevets dans le délai légal, B. 3, p. 25. — Les inventeurs qui prendront un brevet d'invention sont dispensés de verser immédiatement la première annuité de la taxe, B. 22, p. 126.

BUDGET MUNICIPAL DE LA VILLE DE PARIS. Ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'organisation d'un service d'inspection générale de l'affichage public, B. 12, p. 71. — Ouverture au budget de la ville de Paris, exercice 1870, d'un crédit pour compléter le matériel du régiment des sapeurs-pompiers, B. 13, p. 75.

BUDGET RECTIFICATIF DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE. Approbation de ce budget pour l'exercice 1870, B. 8, p. 47. — La ville de Paris est autorisée à effectuer ses recettes et ses dépenses ordinaires, dans le cours de l'exercice 1871, conformément au budget approuvé pour l'exercice 1870, B. 37, p. 249.

BULLETIN DES LOIS. Il continuera à être publié, et l'insertion qui y sera faite des actes non insérés au *Journal officiel* en opérera promulgation, B. 29, p. 167.

C

CAISSES D'ÉPARGNE. Dispositions relatives aux demandes de remboursement de fonds desdites caisses, exigibles à partir du 22 septembre, B. 9, p. 58. — Les déposants aux caisses d'épargne sont admis à faire une nouvelle demande de remboursement en espèces d'une somme de cin-

quante francs, B. 23, p. 127; B. 31, p. 190, et B. 35, p. 236.

CANALISATION DE LA MOSELLE. Voyez *Ministère des travaux publics*.

CARTES-POSTE. Voyez *Postes (Administration des)*.

CARTOUCHES. Voyez *Armes*.

CAUTIONNEMENT DES JOURNAUX. Abolition, B. 20, p. 114.

CAVALERIE. Voyez *Armée*.

CENTIMES ADDITIONNELS ET CENTIMES COMMUNAUX. Voyez *Contributions*.

CHARGUTERIE. Voyez *Réquisitions*.

CHASSE. Suspension momentanée de ce droit, B. 4, p. 32.

CHASSEURS À PIED. Formation, à Vincennes, d'un nouveau bataillon de chasseurs à pied, B. 35, p. 237.

CHEVAUX. Voyez *Recensement et Réquisitions*.

CLERGÉ. Voyez *Évêques*.

COKE. Voyez *Réquisitions*.

COLLÈGES ÉLECTORAUX. Convocation pour le 16 octobre, à l'effet d'élire une Assemblée constituante, B. 2, p. 13. — Ajournement, B. 12, p. 71.

COLONIES. Convocation des collèges électoraux, B. 3, p. 23. — Ajournement, B. 12, p. 71. — Application de la loi du 13 août et du décret du 10 septembre 1870, relatifs aux effets de commerce, B. 6, p. 40.

COMMISSION DE L'ARMEMENT NATIONAL. Le ministre des travaux publics est commis pour prendre connaissance et contrôler les opérations proposées par la commission de l'armement national et pour leur donner force d'exécution, B. 4, p. 33.

COMMISSION REMPLAÇANT LE CONSEIL D'ÉTAT. Voyez *Conseil d'État*.

COMMISSION D'EXAMEN DES OUVRAGES DRAMATIQUES. Elle est supprimée, B. 15, p. 86.

COMMISSION SCIENTIFIQUE DE LA DÉFENSE NATIONALE. Une somme de quarante mille francs est mise à la disposition du ministre de l'instruction publique pour les besoins de ladite commission, B. 3, p. 23.

CONSEIL DE PRÉFECTURE DE LA SEINE. Suppression de la présidente de ce conseil, B. 5, p. 36.

CONSEIL DES PRISES. Recours contre les décisions rendues par le conseil des prises, B. 15, p. 84.

CONSEIL D'ÉTAT. Suppression du

ministère de la présidence du Conseil d'État, B. 1, p. 2. — Décret qui autorise provisoirement le ministre de la justice à statuer, sans prendre l'avis du Conseil d'État, sur les demandes de naturalisation formées par les étrangers qui ont obtenu l'autorisation d'établir leur domicile en France, B. 5, p. 35. — Décret relatif au Conseil d'État, B. 5, p. 36. — Constitution de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État, B. 10, p. 63. — Les recours contre les décisions rendues par le conseil des prises seront portés devant la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État, B. 15, p. 84. — Décret réglant les conditions de délibération de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État, B. 17, p. 94. — Fixation de l'indemnité mensuelle attribuée aux membres de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État, et assimilation, au point de vue du traitement, des avocats généraux à la cour de cassation aux conseillers à la même cour, B. 18, p. 97.

CONSEILS DE GUERRE DITS DE LA GARDE NATIONALE. Institution de ces conseils pour juger les crimes et délits commis par les gardes nationaux pendant la durée du siège de Paris (décret du 27 septembre 1870), B. 14, p. 77. — Complément de ce décret, B. 21, p. 120.

CONSEILS DE FAMILLE. Voyez *Garde nationale*. (B. 23, p. 128.)

CONSEILS DE RÉVISION. Voyez *Cours martiales*, *Garde mobile* et *Garde nationale*.

CONSEILS MUNICIPAUX. Élection de ces conseils, B. 8, p. 51, et B. 8, p. 52. — Élection du conseil municipal de Paris, B. 9, p. 59. — Ajournement des élections municipales de Paris et du département de la Seine, B. 12, p. 71.

CONSTITUTION DE L'AN VIII. Abro-

gation de l'article 75, B. 10, p. 63.

CONTINGENT. Voyez *Armée*.

CONTRATS. Voyez *Notariat*.

CONTRIBUTIONS. Répartition des contingents des contributions foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres, pour l'année 1871; nombre des centimes additionnels aux contributions directes de ladite année, B. 6, p. 39. — Centimes communaux à comprendre dans les rôles des quatre contributions directes de la ville de Paris pour 1871, B. 31, p. 191. — Taxe des locaux dont les habitants se sont éloignés de Paris pour toute autre cause que pour un service public, B. 9, p. 57.

CORPS FRANCS Organisation de ceux levés à Paris et dans ses environs depuis l'ouverture de la campagne contre la Prusse, B. 21, p. 118.

CORPS LÉGISLATIF. Dissolution, B. 1, p. 3. — Ouverture d'un crédit pour les dépenses administratives et les indemnités aux députés, B. 1, p. 8. — M. *Valette* est chargé de l'administration des bureaux et locaux de l'ancien Corps législatif et du règlement de sa comptabilité, B. 12, p. 69.

CORRESPONDANCES. Voyez *Postes (Administration des)*.

CORSE. Dispositions relatives aux élections municipales et aux élections pour l'Assemblée constituante, B. 11, p. 67.

COTONS. Affranchissement du paiement de la surtaxe établie par la loi du 7 mai 1860 sur les cotons en laine importés par la frontière de terre comprise entre Nantua et Schlestadt, B. 12, p. 69; — et entre Schlestadt et Dunkerque, B. 12, p. 70.

COUR D'ASSISES. Voyez *Accusés*.

COUR DE CASSATION. Le garde des sceaux est autorisé à transférer la chambre criminelle de la cour de cassation dans la ville de Tours, B. 3, p. 21.

COURS ET TRIBUNAUX. Voyez *Accusés*, *Haute cour de justice et Magistrature*.

COURS MARTIALES. Décret concernant les cours martiales instituées à Saint Denis, à Vincennes et dans les treizième et quatorzième corps d'armée, et les conseils de révision chargés de statuer sur les pourvois formés contre les jugements rendus par ces cours, B. 17, p. 93.

CREDITS. Voyez *Suppléments de crédits*.

CRIMES POLITIQUES. Amnistie, B. 1, p. 3.

CULTES. M. *Jules Simon*, membre du Gouvernement, est nommé ministre de l'instruction publique et des cultes, B. 1, p. 3.

D

DÉCRETS. Promulgation des lois et décrets, B. 29, p. 167.

DÉFENSE NATIONALE. Voyez *Commission de l'armement et Gouvernement de la défense nationale*.

DÉLÉGATION DU GOUVERNEMENT À TOURS. Voyez *Gouvernement de la défense nationale*.

DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE. Amnistie, B. 1, p. 3.

DENRÉES. Voyez *Alimentation et Réquisitions*.

DÉRÊCHES. Voyez *Pigeons et Postes (Administration des)*.

DÉPUTÉS. Ouverture au ministre des finances, sur l'exercice 1870, d'un crédit pour les dépenses administratives du Corps législatif et les indemnités aux députés, B. 1, p. 8.

DOMAINE DE LA COURONNE. Sont rattachés au ministère des finances tous les domaines productifs qui dépendaient de l'ancienne dotation de la couronne, autres que

les établissements agricoles non affermés, B. 30, p. 178.

DOMAINE DE L'ÉTAT. Les biens meubles et immeubles désignés sous le nom de *Biens de la liste civile* feront retour au domaine de l'État, B. 1, p. 11.

DOMAINE PRIVÉ. Les biens désignés sous le nom de *Biens du domaine privé* seront administrés sous séquestre, B. 1, p. 11.

DOMAINES. Affectation au département de la guerre, pour les besoins du service militaire, de l'hôtel domanial situé à Paris, place Vendôme, n° 9, B. 31, p. 183; — et au département de l'intérieur, du palais domanial de l'Elysée,

pour le service de l'état-major des gardes nationales de la Seine, B. 35, p. 236.

DOTATION DE LA COURONNE. Voyez *Domaine de la couronne*.

DOUANES. Les armes et les cartouches seront affranchies de tout droit de douane et pourront être importées par tous les bureaux, B. 3, p. 22. — Affranchissement du paiement de la surtaxe établie par la loi du 7 mai 1860 sur les cotons en laine importés par la frontière de terre comprise entre Nantua et Schlestadt, B. 12, p. 69; — et entre Schlestadt et Dunkerque, B. 12, p. 70.

E

Eaux (SERVICE DES). Voyez *Ministère des travaux publics*.

ÉCHÉANCES. Voyez *Effets de commerce et Loyers*.

ÉCLAIREURS À CHEVAL. Allocation d'une indemnité de trente mille francs à l'escadron des éclaireurs, B. 35, p. 227.

ÉCOLES. Elles ne pourront être mises en réquisition, B. 13, p. 74.

EFFETS DE COMMERCE. Prorogation des délais accordés par la loi du 13 août 1870, relative aux effets de commerce, B. 3, p. 24; B. 21, p. 118; B. 30, p. 175, et B. 34, p. 222. — Application de cette loi aux colonies, B. 6, p. 40.

ÉLECTIONS. Voyez *Assemblée constituante et Collèges électoraux, Conseils municipaux et Corse*.

EMPRUNT DE 1870. Répartition, entre deux chapitres du ministère des finances, d'une somme de cinquante-quatre millions cinq cent soixante-huit mille quatre cents francs provenant de l'emprunt autorisé par la loi du 12 août 1870, B. 36, p. 243.

EMPRUNTS. *Autorisations accordées aux villes ci-après de contracter des emprunts* : Bordeaux (Gironde) (Prélèvement sur l'emprunt du

16 mai 1863), B. 9, p. 59; — Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), B. 9, p. 56; — Limoges (Haute-Vienne), B. 3, p. 20; Lyon (Rhône) (Prélèvement sur un emprunt), B. 9, p. 55; — Niort (Deux-Sèvres), B. 9, p. 56; — Roubaix (Nord), B. 19, p. 109; — Toulouse (Haute-Garonne), B. 9, p. 56.

ÉPISCOPAT. Voyez *Evêques*.

ERRATA au Bulletin n° 3, p. 20. Voyez l'*Errata* qui fait suite au Bulletin n° 10, p. 65.

ÉTABLISSEMENTS AGRICOLES DE LA COURONNE. Ils sont réunis au ministère des finances, B. 1, p. 8.

ÉTABLISSEMENTS D'INSTRUCTION PUBLIQUE. Voyez *Bourses*.

ÉTAT DE SIÈGE. L'arrondissement du Havre est mis en état de siège, B. 3, p. 19. — Il est levé dans le département de la Nièvre, B. 6, p. 42.

ÉTRANGERS. Voyez *Naturalisation*.

ÉVÉNEMENTS DE DÉCEMBRE 1851. Voyez *Armée*.

ÉVÊQUES. Le ministre des cultes est autorisé à agréer, au nom du Gouvernement et par délégation, les nominations faites par les évêques dans la limite de leur droit, B. 28, p. 159.

F

FACULTÉ DE DROIT. Établissement d'une faculté de droit dans la ville de Bordeaux, B. 35, p. 231.

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS. Elle est remise en possession du droit de se réunir, sur la convocation de son doyen, pour délibérer sur certaines questions d'enseignement et de discipline, B. 30, p. 174.

FAILLIS CONCORDATAIRES. Décret les concernant, B. 3, p. 18.

FARINES. Réquisition des blés et farines existant actuellement dans Paris, B. 15, p. 83. — Abrogation du décret du 3 août 1863, établissant un droit sur les blés et farines et sur le pain fabriqué, B. 35, p. 235.

FONCTIONNAIRES. Serment professionnel, B. 3, p. 28. — Décret concernant les militaires et fonctionnaires qui ont perdu leur grade ou leur rang par suite des événements de décembre 1851, B. 3, p. 30.

FONDS DE CONCOURS. Voyez *Ministère des travaux publics*.

FORMULE EXÉCUTOIRE DES ARRÊTS, JUGEMENTS, MANDATS DE JUSTICE ET CONTRATS, B. 1, p. 10.

FOURNEAUX ÉCONOMIQUES. Crédit accordé à la ville de Paris pour l'établissement de ces fourneaux, B. 33, p. 212.

FOURRAGES. Voyez *Réquisitions*.

FUNÉRAILLES. Voyez *Obsèques*.

G

GARDE IMPÉRIALE. Suppression de cette garde, B. 25, p. 139.

GARDE MOBILE. Institution d'un conseil de révision par arrondissement pour procéder à la révision de toutes les dispenses accordées aux gardes mobiles à titre de soutiens de famille, B. 4, p. 32. — Élection des officiers, B. 8, p. 52. — Révocation de ces officiers dont les antécédents seraient de nature à compromettre la dignité de l'épaulette et annulation d'élections pour cause d'irrégularité, B. 22, p. 123. — Création d'un emploi d'adjudant-major dans chacun des bataillons de la garde mobile, B. 23, p. 129. — Création, dans tous les bataillons, d'un officier payeur, B. 25, p. 136; — et d'emplois du grade de colonel dans ladite garde, B. 25, p. 143. — Création d'un emploi d'adjudant-major dans chacun des régiments provisoires d'artillerie de la garde mobile,

B. 27, p. 151. — Appel à l'activité des jeunes gens du département de la Seine et de ceux des autres départements actuellement en résidence à Paris, appartenant au contingent de la garde mobile de la classe 1870, B. 31, p. 186. — Indemnité de licenciement des officiers non réélus, B. 31, p. 187. — Dispositions relatives à la nomination aux différents grades d'officier, B. 31, p. 192; — et attribution au gouverneur de Paris du droit exceptionnel de nommer directement à des emplois devenus vacants dans la garde mobile, B. 33, p. 213. — Nomination des officiers pendant la durée des opérations militaires en cours, B. 35, p. 239. — Voyez *Ministère de la guerre* et *Ministère de l'intérieur*.

GARDE NATIONALE. Proclamation, B. 1, p. 4. — Les faillies concordataires, ceux dont la faillite a été clôturée par insuffisance d'actif et les faillies déclarés excu-

sables sont admis à faire partie de la garde nationale, B. 3, p. 18. — Bons de vivres à délivrer à tous les citoyens membres de la garde nationale appelés à la défense de Paris, B. 3, p. 27. — Décret concernant les gardes nationaux réunis à Paris pendant le siège, pour concourir à la défense de la ville, et qui n'ont d'autres ressources que leur travail, B. 4, p. 31. — Les corps détachés des gardes nationales sédentaires touchent, quand ils seront en marche, une solde de un franc par jour par homme, B. 6, p. 41. — Création d'un corps d'artillerie, B. 9, p. 61. — Institution des conseils de guerre dits de la garde nationale, pour juger les crimes et délits commis par les gardes nationaux pendant la durée du siège de Paris, B. 14, p. 77. — Composition du conseil de révision de la garde nationale, B. 15, p. 85. — Institution d'un conseil de contrôle chargé de la vérification des comptes de la garde nationale, B. 22, p. 125. — Formation, dans chaque bataillon de la garde nationale sédentaire, d'une compagnie de gardes nationaux mobilisés, B. 23, p. 128. — Discipline de la garde nationale, B. 26, p. 146. — Le corps auxiliaire du génie est soumis aux lois, règlements et instructions de la garde nationale, et prend le titre de *Légion du génie de la garde nationale*, B. 30, p. 170. — Mobilisation des bataillons de la garde nationale, B. 30, p. 171. — Institution d'un conseil de révision pour prononcer sur tous les cas de dispense, incompatibilités et exclusions invoqués par les gardes nationaux appelés dans les compagnies de guerre, B. 31, p. 193. — Dispositions relatives à la rééligibilité des officiers de la garde nationale révoqués et sous-officiers cassés de grade, B. 32, p. 205. — Formation d'une légion de garde nationale dite *Légion de*

Seine-et-Oise, B. 32, p. 207. — Subside complémentaire accordé aux femmes des gardes nationaux qui reçoivent le subside établi par le décret du 12 septembre 1870, B. 32, p. 208. — Dissolution du bataillon dit *des Tirailleurs de Belleville*, B. 34, p. 215. — Création des grades de colonel et de lieutenant-colonel dans la garde nationale de la Seine, B. 34, p. 218. — Dissolution des comités de délégués établis dans les compagnies et les bataillons de la garde nationale et régularisation de l'institution des conseils de famille, B. 34, p. 221. — Décret relatif aux régiments de guerre de la garde nationale de la Seine, B. 34, p. 223. — Allocation d'une indemnité de trente mille francs à l'escadron des éclaireurs à cheval, B. 35, p. 227. — Dissolution du bataillon dit *des Volontaires du cent quarante-septième*, B. 25, p. 229. — Affectation du palais d'Orléans au département de l'intérieur, pour le service de l'état-major des gardes nationales de la Seine, B. 35, p. 236. — Décret concernant l'indemnité des gardes nationaux, la solde des officiers et les vivres de campagne dans les compagnies de guerre, B. 36, p. 241. — Ouverture d'un nouveau supplément de crédit pour faire face aux dépenses de la garde nationale, B. 36, p. 242. — Création, dans la garde nationale de la Seine, de trente-deux nouveaux régiments de Paris, portant les n° 28 à 59, B. 36, p. 241. — Composition des conseils de guerre, B. 37, p. 250.

GARDE RÉPUBLICAINE. La garde de Paris reprend le titre de *Garde républicaine*, B. 3, p. 25.

GÉNIE. Voyez *Armée et Garde nationale*.

GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE. Il se compose des citoyens *Emmanuel Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry,*

Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelletan, Picard, Rochefort, Jules Simon, représentants de Paris. Le général *Trochu* est chargé des pleins pouvoirs militaires pour la défense nationale. Il est appelé à la présidence du Gouvernement, B. 1, p. 2. — M. *Jules Ferry* est délégué près l'administration du département de la Seine, B. 1, p. 12. — Organisation de la mairie de Paris, B. 2, p. 14. — M. *Crémieux*, membre du Gouvernement de la défense nationale, garde des sceaux, ministre de la justice, est délégué pour représenter le Gouvernement et en exercer les pouvoirs, en cas d'investissement de Paris, B. 3, p. 28. — Décret qui délègue, pendant l'absence du garde des sceaux: 1° à M. *Hérolt*, secrétaire général du ministère de la justice, l'expédition des affaires courantes; 2° à M. *Emmanuel Arago*, membre du Gouvernement, la signature des nominations dans le personnel de la magistrature, B. 3, p. 29. — Le vice-amiral *Fourichon*, ministre de la marine et des colonies, exercera, par délégation, les fonctions de ministre de la guerre auprès de la partie du Gouvernement siégeant hors de Paris, B. 8, p. 49. — M. *Glais-Bizoin*, membre du Gouvernement, et le vice-amiral *Fourichon*, ministre de la marine et des colonies, se rendront à Tours et y formeront, avec le garde des sceaux, la délégation du Gouvernement de la défense nationale, B. 8, p. 50. — La délégation de signature attribuée à M. *Emmanuel Arago* comprendra toutes les ma-

tières urgentes sur lesquelles il doit être statué par décret, B. 8, p. 50. — Les ministres sont autorisés, par délégation du Gouvernement, à signer, chacun en ce qui concerne son département, toutes nominations et tous actes qui ne sont pas de nature à être délibérés en conseil de Gouvernement, B. 11, p. 67. — La signature de sept membres du Gouvernement est nécessaire et suffisante pour la validité de ses décrets, B. 17, p. 95. — M. *Gambetta* est adjoint à la délégation de Tours et M. *Jules Favre* est chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur, à Paris, B. 18, p. 97. — Décret relatif, 1° au vote sur le maintien des pouvoirs du Gouvernement de la défense nationale; 2° à l'élection des maires et des adjoints des vingt arrondissements de Paris, B. 26, p. 145. — Décret sur la mairie de Paris, B. 31, p. 188. — Nombre de signatures suffisant pour la validité des décrets, B. 34, p. 224. — Crédit de cinquante mille francs accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1870, pour les frais d'impression et la publication des actes du Gouvernement, B. 35, p. 233. Voyez *Ministres*.

GUERRE. La ville de Paris est autorisée à prélever une somme de cinq millions pour faire face aux dépenses occasionnées par la guerre, B. 1, p. 11; — ainsi qu'une autre somme pour même cause, B. 33, p. 211. Voyez *Armée, Garde mobile, Garde nationale, Ministère de la guerre, Recensement et Réquisitions*.

H

HAUTE COUR DE JUSTICE. Abolition, B. 30, p. 169.
HAUTE POLICE. Voyez *Sûreté générale*.

HOUILLE. Voyez *Réquisitions*.
HUILES DE PÉTROLE. Voyez *Réquisitions*.

I

IMMEUBLES DOMANIAUX. Voyez *Domaines*.

IMPORTATIONS. Voyez *Colons* et *Douanes*.

IMPOSITIONS. Voyez *Contributions* et *Taxe des locaux*.

IMPRIMERIE. Liberté de la profession d'imprimeur, B. 3, p. 24.

INDEMNITÉS AUX DÉPUTÉS ET AUX MAIRES DE PARIS. Voyez *Corps législatif* et *Maires*.

INFANTERIE. Voyez *Armée*.

INSCRIPTIONS HYPOTHÉCAIRES. Voyez *Pérémutations*.

INSTITUTIONS JUDICIAIRES. Voyez *Haute cour de justice* et *Magistrature*.

INSTRUCTION PUBLIQUE. Voyez *Bourges*, *Écoles*, *Lycées* et *Ministère de l'instruction publique*.

INTÉRIM. M. Jules Favre est chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur, à Paris, B. 18, p. 97.

INVENTEURS. Voyez *Brevets d'invention*.

INVESTISSEMENT DE PARIS. Voyez *Gouvernement de la défense nationale*.

J

JARDINS DU LUXEMBOURG. Voyez *Luxembourg (Palais du)*.

JOURNAL OFFICIEL. La promulgation des lois et décrets résultera de leur insertion dans ce journal, B. 29, p. 167.

JOURNAUX. Amnistie pour délits de presse, B. 1, p. 3. — Abolition de l'impôt du timbre sur les journaux et autres publications, B. 1, p. 6, — et abolition du cautionnement des journaux, B. 20, p. 114.

— Interdiction de tout compte rendu ou de tout récit d'opérations militaires autres que ceux qui sont publiés par l'autorité militaire, B. 32, p. 208.

JUGEMENTS. Voyez *Arrêts*.

JUGES DE PAIX. Voyez *Magistrature* et *Sceaux*.

JURY. Le décret du 7 août 1848 sur le jury est remis provisoirement en vigueur et modifié par des dispositions transitoires, B. 22, p. 124.

L

LÉGION D'HONNEUR. Abolition de la Légion d'honneur en tant qu'ordre civil, B. 25, p. 138. — Modification des insignes de la Légion d'honneur, B. 30, p. 173.

LÉGION DU GÉNIE. Voyez *Garde nationale*.

LETTRES. Voyez *Postes (Administration des)*.

LIBRAIRIE. Liberté de la profession de libraire, B. 3, p. 24.

LIQUIDATION DE L'ANCIENNE LISTE CIVILE ET DU DOMAINE PRIVÉ. — Nomination d'une commission chargée de la liquidation des biens de l'ancienne liste civile et

du domaine privé, ainsi que de l'administration, pendant la durée de la liquidation, desdits biens autres que ceux déjà réunis aux ministères du commerce, de l'instruction publique et de l'intérieur (article 4 du décret du 6 septembre 1870), B. 1, p. 11.

LISTE CIVILE. Tous les biens désignés sous le nom de *Biens de la liste civile* feront retour au domaine de l'État, B. 1, p. 11. — Conversion en monnaie de l'argenterie provenant des palais et résidences qui faisaient partie de l'ancienne liste civile, B. 18,

p. 98. — Sont rattachés au ministère des travaux publics, en ce qui touche la conservation et l'entretien, les bâtiments et jardins faisant partie de la dotation immobilière de l'ancienne liste civile, B. 25, p. 135. — Réunion au même ministère du service des eaux tel qu'il existait sous l'ancienne liste civile, B. 30, p. 178.

LOCATAIRES. Voyez *Loyers*.

LOCAUX. Voyez *Taxe des locaux*.

LOIS. Promulgation des lois et décrets, B. 29, p. 167.

LOYERS. L'article 1244 du Code civil, paragraphe 2, est applicable, pendant la durée de la guerre, à toute contestation entre locataires et propriétaires relative au paiement des loyers et aux poursuites ou exécutions en toute matière, B. 3, p. 18. — Un délai de trois mois est accordé aux locataires habitant le département de la Seine et aux locataires en garni pour le paiement de leurs loyers, B. 15, p. 86. — Décret completif et interprétatif de celui du 30 septembre 1870, qui accorde un délai de trois mois aux locataires habitant

le département de la Seine pour le paiement de leurs loyers. B. 20, p. 113.

LUXEMBOURG (PALAIS DU). Il est placé dans les attributions du ministère de l'instruction publique et des cultes, B. 20, p. 114, — et les travaux d'entretien et de construction des bâtiments et jardins dudit palais sont placés dans les attributions du ministère des travaux publics, B. 23, p. 127. — Ouverture, aux ministres de l'instruction publique et des cultes et des travaux publics, de crédits pour subvenir aux dépenses du personnel, du matériel et des travaux des bâtiments et jardins du palais du Luxembourg pendant le dernier tiers de 1870, B. 31, p. 181.

LYCÉES. Ils ne pourront être mis en réquisition, B. 13, p. 74. Fixation du nombre de bourses à accorder par voie de concours dans les lycées, aux élèves des écoles primaires du département de la Seine et dans l'école normale primaire des jeunes filles de la ville de Paris, aux élèves des écoles primaires de jeunes filles du même département, B. 32, p. 206.

M

MAGISTRATURE. Formule exécutoire des arrêts, jugements, mandats de justice, contrats et autres actes, B. 1, p. 10. — Transfert de la chambre criminelle de la cour de cassation dans la ville de Tours, B. 3, p. 21. — Le garde des sceaux est autorisé, par délégation du Gouvernement, à nommer et à révoquer les magistrats amovibles des cours et tribunaux et les juges de paix et leurs suppléants, B. 3, p. 26. — Décret qui délègue, pendant l'absence du garde des sceaux : 1° à M. *Hérol*, secrétaire général du ministère de la justice, l'expédition des affaires courantes; 2° à M. *Emmanuel Arago*, membre du Gouvernement, la

signature des nominations dans le personnel de la magistrature, B. 3, p. 29. — La délégation de signature attribuée à M. *Emmanuel Arago* comprend toutes les matières urgentes sur lesquelles il doit être statué par décret, B. 8, p. 50. — Décret relatif aux juges de paix et aux notaires des cantons du département de la Seine ou des départements circonvoisins envahis par l'ennemi, qui se sont retirés à Paris, B. 15, p. 82. — Pendant la suspension des assises du département de la Seine, les présidents de la cour d'assises sont autorisés à prononcer la mise en liberté provisoire des accusés renvoyés devant la-

dite cour, B. 15, p. 85. — Fixation de l'indemnité mensuelle attribuée aux membres de la commission provisoire chargée de remplacer le Conseil d'État, et assimilation, au point de vue du traitement, des avocats généraux à la cour de cassation aux conseillers à la même cour, B. 18, p. 97. — Roulement dans les cours et tribunaux, B. 24, p. 131. — Abolition de la haute cour de justice, B. 30, p. 169. — Les membres du tribunal de commerce de la Seine, actuellement en fonctions, y demeureront jusqu'à ce qu'il en soit autrement disposé, B. 31, p. 189. — Suppression, dans les cours d'appel, du titre et des fonctions de premier avocat général, au fur et à mesure des extinctions, B. 31, p. 189.

MAIRES. Ils seront nommés par les conseils municipaux élus, B. 8, p. 51. — Élection des maires et des adjoints des vingt arrondissements de Paris (décret du 1^{er} novembre 1870), B. 26, p. 145. — Modification et complément de l'article 4 dudit décret, B. 27, p. 155. — Allocation d'une indemnité individuelle et mensuelle aux maires et adjoints des vingt arrondissements de Paris, B. 35, p. 235.

MAIRIE DE PARIS. Organisation, B. 2, p. 14, — et décret sur ladite mairie, B. 31, p. 188.

MANDATS DE JUSTICE. Voyez *Arrêts*.

MANUFACTURES DE SÈVRES, DE BEAUVAIS ET DES Gobelins. Elles sont réunies au ministère du commerce, B. 1, p. 8. — Ouverture d'un crédit, sur l'exercice 1870, pour le service de ces manufactures, B. 19, p. 110.

MÉDAILLE MILITAIRE. Modification, B. 30, p. 174.

MÉDECINS DE PREMIÈRE CLASSE. Ils sont maintenus dans le cadre d'activité jusqu'à l'âge de soixante-deux ans, B. 35, p. 228.

MILITAIRES. Voyez *Armée*.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU

COMMERCE. Ouverture d'un crédit, sur l'exercice 1870, pour le paiement des dépenses concernant l'approvisionnement de Paris, B. 16, p. 90. — Réunion à ce ministère des manufactures de Sèvres, de Beauvais et des Gobelins, B. 1, p. 7.

MINISTÈRE DES FINANCES. Réunion à ce ministère des bâtiments, du mobilier et des établissements agricoles de la couronne, B. 1, p. 8. — Sont réunis au même ministère tous les domaines productifs qui dépendaient de l'ancienne dotation de la couronne, autres que les établissements agricoles non affermés, B. 30, p. 178. — Ouverture (exercice 1870) d'un crédit pour les dépenses administratives du Corps législatif et les indemnités aux députés, B. 1, p. 8. — Crédit (exercice 1870) pour travaux extraordinaires et secours, et pour avances à faire aux créanciers de l'État retenus à Paris, B. 21, p. 119. — Crédit pour l'exécution des décrets autorisant les déposants à opérer le retrait gratuit d'objets de diverses natures engagés au mont-de-piété postérieurement au 19 juillet 1870, B. 31, p. 190. — Crédit de cinquante mille francs pour les frais d'impression et de publication des actes du Gouvernement de la défense nationale, B. 35, p. 233. — Répartition, entre deux chapitres, d'une somme de cinquante-quatre millions cinq cent soixante-huit mille quatre cents francs provenant de l'emprunt autorisé par la loi du 12 août 1870, B. 36, p. 243.

MINISTÈRE DE LA GUERRE. Ouverture, sur l'exercice 1870, d'un supplément de crédit de deux cent soixante-neuf millions cinq cent mille francs, B. 21, p. 117; — d'un nouveau supplément de crédit, sur l'exercice 1870, pour faire face aux dépenses des gardes nationales de France, B. 31, p. 182. — Affectation au départe-

ment de la guerre, pour les besoins du service militaire, de l'hôtel domanial situé à Paris, place Vendôme, n° 9, B. 31, p. 183.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES. Réunion à ce ministère de la division des beaux-arts et des musées, B. 1, p. 7. — Le palais du Luxembourg est placé dans les attributions du même ministère, B. 20, p. 114. — et les travaux d'entretien et de construction des bâtiments et jardins de ce palais sont placés dans les attributions du ministère des travaux publics, B. 23, p. 127. — Le ministre des cultes est autorisé à agréer, au nom du Gouvernement et par délégation, les nominations faites par les évêques dans la limite de leur droit, B. 28, p. 159. — La bibliothèque du Louvre et celles des anciennes résidences de la couronne sont placées dans les attributions du ministre de l'instruction publique et des cultes, B. 28, p. 161. — Ouverture, sur l'exercice 1870, d'un crédit pour travaux de préservation à exécuter dans les musées et bibliothèques, B. 6, p. 41. — Nouveau crédit pour même cause, B. 20, p. 115. — Ouverture d'un crédit (exercice 1870) pour la construction de ballons susceptibles de recevoir une direction, B. 25, p. 139, et B. 33, p. 212. — Transport (exercice 1870), 1° des crédits alloués aux budgets ordinaire et extraordinaire du ministère des sciences, lettres et beaux-arts; 2° des crédits inscrits au budget du ministère de la justice pour le service des cultes, B. 28, p. 159. — Ouverture de crédits pour subvenir aux dépenses du personnel, du matériel et des travaux des bâtiments et jardins du palais du Luxembourg pendant le dernier tiers de 1870, B. 31, p. 181. — Prélèvement sur les fonds du matériel des beaux-arts, pour l'exercice 1870, jusqu'à concurrence

de vingt mille francs, pour dépenses faites ou à faire pour le service du quartier général du gouverneur de Paris, B. 34, p. 217. — Ouverture d'un crédit de cinq mille cinq cent dix-sept francs pour payer, pendant le mois d'octobre 1870, les traitements du personnel des services législatifs de l'ancien Sénat, B. 35, p. 238. — Ouverture, pour les trois premiers mois de l'exercice 1871, d'un crédit applicable aux services des musées nationaux, de la bibliothèque des musées du Louvre, des bibliothèques des palais nationaux et du palais du Luxembourg, B. 36, p. 244. — Virements de crédits, exercices 1870 et 1871, B. 36, p. 246.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. Ouverture aux ministères de l'intérieur et de la guerre, sur l'exercice 1870, d'un nouveau supplément de crédit pour faire face aux dépenses des gardes nationales de France, B. 31, p. 182, et B. 36, p. 242.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. Réduction du traitement du secrétaire général de ce ministère, B. 28, p. 163.

MINISTÈRE DE LA MAISON DE L'EMPEREUR. Suppression, B. 1, p. 11.

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES. Virements de crédits, exercice 1869, B. 16, p. 89; — exercice 1870, B. 30, p. 169.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS. Sont placés dans les attributions de ce ministère les travaux d'entretien et de construction des bâtiments et jardins du palais du Luxembourg, B. 23, p. 127. — Sont rattachés au même ministère, en ce qui touche la conservation et l'entretien, les bâtiments et jardins faisant partie de la dotation immobilière de l'ancienne liste civile, B. 25, p. 135. — Réunion au ministère des travaux publics du service des eaux, tel qu'il existait sous l'ancienne liste civile, B. 30, p. 178. — Ouverture d'un crédit, exercice 1870,

pour la construction de mitrailleuses, B. 9, p. 60. — Ouverture d'un crédit, sur l'exercice 1870, à titre de fonds de concours versés au trésor par des départements, des communes et des particuliers, pour l'exécution de divers travaux publics, B. 19, p. 101, et B. 32, p. 195. — Ouverture d'un crédit (exercice 1870) à titre de fonds de concours versés au trésor par le département de la Moselle et divers industriels, pour les travaux de canalisation de la Moselle, B. 19, p. 106. — Transport des crédits alloués aux budgets ordinaire et extraordinaire du ministère des lettres, sciences et beaux-arts, pour les exercices 1870 et 1871, B. 28, p. 157. — Ouverture de crédits pour subvenir aux dépenses du personnel, du matériel et des travaux des bâtiments et jardins du palais du Luxembourg pendant le dernier tiers de 1870, B. 31, p. 181.

MINISTRES. Sont nommés : ministre des affaires étrangères, *M. Jules Favre*, membre du Gouvernement; ministre de l'intérieur, *M. Gambetta*, membre du Gouvernement; ministre de la guerre, *M. le général Le Flo*; ministre de la marine et des colonies, *M. le vice-amiral Fourichon*; ministre de la justice, *M. Crémieux*, membre du Gouvernement; ministre des finances, *M. Ernest Picard*, membre du Gouvernement; ministre de l'instruction publique et des cultes, *M. Jules Simon*, membre du Gouvernement; ministre des travaux publics, *M. Dorian*; ministre de l'agriculture et du commerce, *M. Magnan*. Le ministère de la présidence du Conseil d'État est supprimé. Le Gouvernement est présidé par le général *Trochu*. Il a pour vice-président *M. Jules Ferry* et pour secrétaire *M. Jules Ferry*. Sont désignés comme secrétaires adjoints : MM. *André Laverijon* et *Ferdinand Hérold*. *M. Steenackers*

est nommé directeur général des télégraphes, B. 1, p. 3. — Le contre-amiral *de Dompierre d'Horroy* est nommé ministre de la marine et des colonies par intérim, B. 1, p. 9. — Cessation de cet intérim, B. 8, p. 49. — Le vice-amiral *Fourichon*, ministre de la marine et des colonies, exercera, par délégation, les fonctions de ministre de la guerre auprès de la partie du Gouvernement siégeant hors de Paris, B. 8, p. 49. — *M. Gambetta* est adjoint à la délégation de Tours et *M. Jules Favre* est chargé de l'intérim du ministère de l'intérieur à Paris, B. 18, p. 97. — Les ministres sont autorisés, par délégation du Gouvernement, à signer, chacun en ce qui concerne son département, toutes nominations et tous actes qui ne sont pas de nature à être délibérés en conseil de Gouvernement, B. 11, p. 67. — Voyez *Gouvernement*.

MITRAILLEUSES. Ouverture au ministre des travaux publics, sur l'exercice 1870, d'un crédit pour la construction de mitrailleuses, B. 9, p. 60.

MOBILIER DE LA COURONNE. Sa réunion au ministère des finances, B. 1, p. 8.

MONNAIE. Conversion en monnaie de l'argenterie provenant des palais et résidences qui faisaient partie de l'ancienne liste civile, B. 18, p. 98.

MONT-DE-PIÉTÉ. Restitution des objets engagés depuis le 19 juillet 1870 pour un prêt n'excédant pas quinze francs (décret du 1^{er} octobre 1870), B. 15, p. 87. — Interprétation de ce décret, B. 21, p. 121. — Ouverture au ministère des finances d'un crédit pour l'exécution des décrets autorisant les déposants à opérer le retrait gratuit d'objets de diverses natures engagés au mont-de-piété postérieurement au 19 juillet 1870, B. 31, p. 190.

MULETS. Voyez *Recensement et Réquisitions*.

MUSÉES. Réunion de la division des beaux-arts au ministère de l'instruction publique, B. 1, p. 7. — Ouverture au ministre de l'ins-

truction publique et des cultes, sur l'exercice 1870, d'un crédit pour travaux de préservation à exécuter dans les musées et bibliothèques, B. 6, p. 41, et B. 20, p. 115.

N

NATURALISATION. Le ministre de la justice est autorisé provisoirement à statuer, sans prendre l'avis du Conseil d'État, sur les demandes de naturalisation formées par les étrangers qui ont obtenu l'autorisation d'établir leur domicile en France, B. 5, p. 35. — Décret relatif à la naturalisation des étrangers qui auront pris part à la guerre actuelle pour la défense de la France, B. 25, p. 137.

NOMINATIONS. Voyez *Conseil d'État, Corps législatif, Evêques, Gouvernement, Intérim, Ministres, Préfecture de police et Télégraphie*.

NOTARIAT. Formule exécutoire des arrêts, jugements, mandats de justice, contrats et autres actes, B. 1, p. 10. — Dispositions relatives au sceau de l'État et à celui des notaires, B. 12, p. 72. — Pendant la durée du siège de Paris, les notaires des cantons du département de la Seine ou des départements voisins envahis par l'ennemi, qui ont transféré leurs minutes à Paris, pourront y exercer leurs fonctions pour tous les actes concernant les personnes domiciliées dans le ressort de leur ancienne résidence et actuellement à Paris, B. 15, p. 82.

O

OBSEQUES. Celles des généraux *Renault* et *Blaise* auront lieu aux frais de l'État, B. 34, p. 216, et B. 36, p. 245.

OCTROI DE PARIS. Suspension provisoire, aux entrées de Paris, de la perception des droits d'entrée et d'octroi, B. 3, p. 22. — Maintien, pour l'année 1871, du second décime établi par les décrets des 17 juin 1848 et 2 octobre 1851 sur toutes les taxes de l'octroi de Paris, B. 37, p. 251.

OPÉRATIONS MILITAIRES. Interdiction aux journaux de tout compte rendu ou récit d'opérations militaires autres que ceux qui sont publiés par l'autorité militaire, B. 32, p. 208.

ORDRE JUDICIAIRE. Voyez *Magistrature* et *Ministère de la justice*.

OUVRAGES DRAMATIQUES. Suppression de la commission d'examen des ouvrages dramatiques, B. 15, p. 86.

P

PAIN. Abrogation du décret du 31 août 1863, établissant un droit sur les blés et farines et sur le pain fabriqué, B. 35, p. 235.

PALAIS DU LUXEMBOURG. Voyez *Luxembourg (Palais du)*.

PARIS. Voyez *Ville de Paris*.

PENSIONS. Dispositions relatives aux pensions de retraite des employés et agents du département de la Seine et de la ville de Paris, B. 34, p. 225.

PÉREMPTIONS EN MATIÈRE CIVILE, B. 3, p. 21. — La suspension des prescriptions et péremptions en matière civile pendant la durée de la guerre s'applique aux inscriptions hypothécaires, à leur renouvellement, aux transcriptions, et généralement à tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé, B. 17, p. 94.

PÉTROLES. Voyez *Réquisitions*.

PEUPLE FRANÇAIS. Proclamation, B. 1, p. 1.

PHARMACIENS DE PREMIÈRE CLASSE. Ils sont maintenus dans le cadre d'activité jusqu'à l'âge de soixante-deux ans, B. 35, p. 228.

PIGEONS. Décret relatif aux pigeons porteurs de dépêches, B. 32, p. 203.

POLICE. Voyez *Sûreté générale*.

PORTS MARITIMES ET DE COMMERCE. Ouverture d'un crédit, sur l'exercice 1870, à titre de fonds de concours versés au trésor par la chambre de commerce de Bordeaux, pour la construction d'un bassin à flot au port de cette ville, B. 19, p. 108.

POSTES (ADMINISTRATION DES). L'administration est autorisée à expédier, par la voie d'aérostats montés, les lettres ordinaires à destination de la France, de l'Algérie et de l'étranger, B. 13, p. 73. — La même administration est autorisée à transporter des cartes-poste par la voie d'aérostats libres

et non montés, B. 13, p. 73. — Décret relatif aux pigeons porteurs de dépêches, B. 32, p. 203.

POURSUITES. Voyez *Loyers*.

PRÉFECTURE DE LA SEINE. Suppression de la présidence du conseil de préfecture, B. 5, p. 36.

PRÉFECTURE DE POLICE. M. *Edmond Adam* est nommé préfet de police en remplacement de M. *de Kératry*, B. 21, p. 122, — et M. *Cresson* est nommé aux mêmes fonctions en remplacement de M. *Adam*, B. 27, p. 156.

PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE CIVILE, B. 3, p. 21, et B. 17, p. 94.

PRÉSIDENCE DU CONSEIL DE PRÉFECTURE DE LA SEINE. Suppression, B. 5, p. 36.

PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT. Le général *Trochu* est appelé à cette présidence, B. 1, p. 2.

PRESSE. Amnistie, B. 1, p. 3. Voyez *Journaux*.

PROCLAMATIONS. Au peuple français, B. 1, p. 1; — aux habitants de Paris, B. 1, p. 1; — à la garde nationale, B. 1, p. 4; — à l'armée, B. 1, p. 5. — Proclamation au peuple français, suivie d'un décret portant convocation des collèges électoraux à l'effet d'élire une Assemblée constituante, B. 2, p. 13.

PROMULGATION DES LOIS ET DÉCRETS, B. 29, p. 167.

PROPRIÉTAIRES. Voyez *Loyers*.

PROROGATION DE DÉLAI. Voyez *Effets de commerce* et *Loyers*.

R

RECENSEMENT DE TOUS LES CHEVAUX, ÂNES ET MULETS EXISTANT À PARIS ET DANS LA BANLIEUE, B. 32, p. 204.

RECRUTEMENT. Voyez *Armée*.

RÉGIMENTS. Voyez *Armée*.

RÉHABILITATION DES CONDAMNÉS, B. 3, p. 17.

RÉINTÉGRATION DES MILITAIRES ET FONCTIONNAIRES. Voyez *Armée*.

RÉPUBLIQUE (PROCLAMATION DE LA). B. 1, p. 1.

RÉQUISITIONS. Les lycées, écoles et asiles ne pourront être mis en réquisition, B. 13, p. 74. — Réquisition de tous les blés et farines existant dans l'enceinte de Paris, B. 15, p. 83. — Décret du 1^{er} octobre 1870, relatif aux réquisitions, B. 16, p. 91. — Autre

décret du 7 du même mois, relatif à la réquisition de toutes les denrées alimentaires et des fourrages restés en souffrance dans les gares de chemins de fer, B. 19, p. 111. — Réquisition temporaire de tout atelier inoccupé, pour être employé à la fabrication ou à la transformation des armes, B. 31, p. 185; — de toutes les pommes de terre existant à Paris et dans la banlieue, à l'exception des provisions de ménage, B. 32, p. 202; — de toutes les huiles de pétrole épurées existant dans les magasins publics et

privés de Paris et de la banlieue, B. 32, p. 203; — des viandes de porc salé et denrées de charcuterie existant chez les charcutiers et marchands de comestibles, B. 32, p. 209; — de toutes les quantités de houille et de coke approvisionnées dans Paris et dans les communes situées en deçà de la ligne d'investissement, B. 34, p. 220, — et de tous les chevaux, ânes et mulets existant à Paris et dans le territoire en deçà de la ligne d'investissement; interdiction de leur abatage, B. 35, p. 229 à 231.

S

SAPEURS-POMPIERS. Ouverture au budget de la ville de Paris, exercice 1870, d'un crédit pour compléter le matériel du régiment des sapeurs-pompiers, B. 13, p. 75. — Allocation aux sous-officiers, caporaux et soldats des sapeurs-pompiers de la ville de Paris d'une indemnité journalière de vingt-cinq centimes par homme jusqu'à la fin de l'état de siège, B. 25, p. 133.

SCEAUX. Décret relatif au sceau de l'État et aux sceaux, timbres et cachets des cours, tribunaux, justices de paix et notaires, B. 12, p. 72.

SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX. Réduction à dix-huit mille francs du traitement du secrétaire général du ministère de la justice, B. 28, p. 163.

SÉNAT. Abolition, B. 1, p. 3. — Ouverture au ministre de l'instruction publique et des cultes d'un crédit pour payer, pendant le mois d'octobre 1870, les traitements du personnel des services législatifs de l'ancien Sénat, B. 35, p. 238.

SÈQUESTRE. Voyez *Domaine privé*.

SERMENT. Les fonctionnaires publics de l'ordre civil, administratif, militaire et judiciaire sont

déliés de tout serment, et le serment politique est aboli, B. 1, p. 7. — Serment professionnel des nouveaux fonctionnaires, B. 3, p. 28.

SERVICE DES EAUX. Voyez *Ministère des travaux publics*.

SERVICE JUDICIAIRE. Voyez *Magistrature*.

SERVICE POSTAL. Voyez *Postes (Administration des)*.

SERVICE PUBLIC. Voyez *Taxe des locaux*.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. Mode de nomination des présidents de sociétés de secours mutuels approuvées ou déclarées établissements d'utilité publique, B. 25, p. 138.

STATUE DE LA VILLE DE STRASBOURG. Cette statue, qui se trouve sur la place de la Concorde, à Paris, sera coulée en bronze, B. 16, p. 92.

SUBSISTANCES. Voyez *Alimentation, Fourneaux et Réquisitions*.

SUPPLÉANTS DE JUGES DE PAIX. Voyez *Magistrature*.

SUPPLÉMENTS DE CRÉDITS. Ouverture au ministre de la guerre, sur l'exercice 1870, d'un supplément de crédit de deux cent soixante-neuf millions cinq cent mille francs, B. 21, p. 117. Voyez

Garde nationale et Ministères de la guerre, de l'instruction publique et de l'intérieur.

SÛRETÉ GÉNÉRALE ET SURVEILLANCE

DE LA HAUTE POLICE. Abrogation de la loi du 27 février 1858 et du décret du 8 décembre 1851, B. 25, p. 134.

T

TAXE DE LA VIANDE. Rétablissement de cette taxe dans Paris, B. 3, p. 26.

TAXE DES LOCAUX. Sont soumis à une taxe les locaux dont les habitants se sont éloignés de Paris pour toute autre cause que pour un service public, B. 9, p. 57.

TÉLÉGRAPHIE. Nomination de M. Steenackers en qualité de directeur général des télégraphes, B. 1, p. 2.

TIMBRE. Abolition de l'impôt du timbre sur les journaux et autres publications (décret du 5 septembre 1870), B. 1, p. 6. — Décret du 6 dudit mois, concernant la publication de celui du 5 septembre, B. 1, p. 9.

TIMBRES ET CACHETS DES COURS ET TRIBUNAUX. Décret relatif au sceau

de l'État et aux sceaux, timbres et cachets des cours, tribunaux, justices de paix et notaires, B. 12, p. 72.

TIRAILLEURS DE BELLEVILLE. Dissolution de ce bataillon, B. 34, p. 215.

TOURS (VILLE DE). Voyez *Gouvernement de la défense nationale*.

TRAITEMENTS. Voyez *Conseil d'État et Secrétaires généraux*.

TRANSCRIPTIONS HYPOTHÉCAIRES. Voyez *Pérémutations*.

TRAVAUX EXTRAORDINAIRES. Crédit accordé au ministre des finances, sur l'exercice 1870, pour travaux extraordinaires et secours, et pour avances à faire aux créanciers de l'État retenus à Paris, B. 21, p. 119.

TRIBUNAUX. Voyez *Magistrature*.

U

UNIVERSITÉ. Voyez *Bourses, Écoles, Lycées et Ministère de l'instruction publique*.

V

VIANDE. Voyez *Alimentation, Réquisitions et Taxe*.

VICE-PRÉSIDENTIE DU GOUVERNEMENT CONFÉRÉE À M. JULES FAVRE, B. 1, p. 3.

VILLE DE BORDEAUX. Voyez *Faculté de droit*.

VILLE DE PARIS. Voyez *Administration de l'assistance publique, Administration du département de la Seine, Approvisionnement de Paris, Armée, Blés, Bons de pain, Boucherie, Bourses, Budget, Conseil de préfecture, Conseils municipaux, Contributions, Fourneaux*

économiques, Garde mobile, Garde nationale, Guerre, Loyers, Lycées, Magistrature, Maires, Mairie de Paris, Mont-de-piété, Octroi, Pensions, Préfecture, Proclamations, Recensement, Réquisitions, Sapeurs-pompiers, Taxe de la viande et Taxe des locaux.

VILLE DE STRASBOURG. Voyez *Statue*.

VILLE DE TOURS. Voyez *Gouvernement de la défense nationale*.

VIREMENTS DE CRÉDITS. Voyez *Ministères*.

VOLONTAIRES. Subventions à payer, à titre de solde, aux corps de vo-

lontaires armés ou équipés pour
la défense nationale, B. 3, 20.
— Dissolution du bataillon des

volontaires du cent quarante-
septième, B. 35, p. 229.

Z

ZOUAVES. Voyez *Armée*.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES DÉCRETS DU TOME 1^{er}.

(XII^e série.)

E. P. R.
11/20103



